

RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT

**Série Sciences de l'Homme
et de la Société**

N°15-2021

Antananarivo - Madagascar

**Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique**

ISSN 1022 – 8691

**RECHERCHES
POUR
LE DEVELOPPEMENT**

Série

Sciences de l'Homme et de la Société

N° 15

2021

Membres du Comité de lecture :

- Pr RAMIARISON Claudine
- Pr RAKOTOARIVELO Marie Laure
- Pr ANDRIAMPARANY Marius
- Dr RAHAINGO-RAZAFIMBELO Marcelline
- Dr RAHARIJAONA Nivoniaina Fahendrena

Ce numéro a été édité avec le concours de

Université d'Antananarivo

Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo

Service de Coopération et d'Aide Culturelle
(Ambassade de France)

et

Centre d'Information et de Documentation
Scientifique et Technique

Toute correspondance concernant les publications
RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT
doit être adressée au :

Centre d'Information et de Documentation
Scientifique et Technique
BP 6224 – Email : edition.cidst@gmail.com
Antananarivo - Madagascar
ISSN 1022-8691

RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT

Série Sciences de l'Homme et de la Société

N°15

2021

NOS PRINCIPALES REALISATIONS

**Fonds Documentaire consultable
gratuitement sur place**
24261 Ouvrages
1584 Titres de périodique

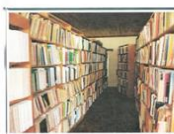
Production documentaire : Fiches techniques
66 thèmes sur l'agriculture et l'élevage

Base de données en ligne : MADADOC
(sur l'Environnement et le Développement Rural)
12642 Références

Base de données bibliographiques : MIREMBY
41537 Références multidisciplinaires

Edition de la Collection
"Revue Recherche pour le Développement"
42 numéros dont :
Série Sciences Biologiques : 25
Série Sciences de l'Homme et Société : 9
Série Sciences Technologiques : 2
Série Médecine : 6

Promotion de l'innovation :
Organisation de l'évènement Science Hack Day :
5 éditions
Mise en place de CATI et FABLAB



MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



Centre d'Information et de Documentation
Scientifique et Technique



**✓ Votre partenaire
pour le développement durable
et l'innovation**

21, rue Fernand Kassanga
Andoharano - Tsimbazaza - BP 6224
Antananarivo 101
Tél : (261)20 22 566 37
E-mail : cidst@cidst.mg
Site Web : [http : www.cidst.mg](http://www.cidst.mg)
FB : facebook.com/cidst

SOMMAIRE

Analyse des impacts de l'exploitation artisanale de carrières de granite à Ampangabe, District d'Ambohidratrimo	
RAJAONARISON Lanja Maminirina, RAVELOSON Joharivola	7
L'Innovation Technologique Soutenable, un facteur de Développement Durable du secteur industriel ?	
RAKOTOMALALA Fanja Tiana C., ANDRIANARIZAKA Hantatiana H. ANDRIANALY Saholiarimanana	23
Etude du bassin versant de Nosivolo pour la gestion des ressources en eau	
RAMIANDRIVELO Kotoarinosy Joël P., ANDRIAMALALA Alain Mickael, RANDRIAMIALY Jean Dominique, RANDRIANODIASANA Julien	41
Les enjeux de l'intégrité économique continentale pour Madagascar	
HORACE Gatien, ZAFITSARA MAMINIRINA Léonie Syndricka, RAZAFINDRAIBE Solo Nirina J.	53
Le Géotourisme, facteur de transformation structurelle des villes de Madagascar	
RABEARY Frederic Anaclet	73
Les étudiants de la filière universitaire agronomique de Mandritsara pensent-ils diversifier les cultures pour assurer le développement de leur région ?	
RAZANATSOAVINA Christian, DJISTERA Angelo, RALAHADY B. B., LABERCHE Jean Claude	95
Système éducatif et participation démocratique en milieu scolaire : place de la philosophie de l'éducation et de la bonté en éducation	
ANDRIAR Samuel, RAZAFIMBELO Judith	107
Répartition équitable des valeurs ajoutées : Levier du développement de la petite pêche dans le Sud-Ouest Malagasy	
RANAIVOMANANA Lala Noelison J., RAKOTOARINIVO William RANDRIAMIARISOA Mahefa, RANAIVOMANANA Rindra Fanomezana, MARA Edouard Remanevy	125
Cosmologie et eschatologie dans l'histoire du salut selon l'évangile de Jean	
RAKOTOZAFY Micaël, RASAMOELINA Tantely Nirina, RAMAMBASON Laurent W.	139

Étude sociologique sur le loisir de la jeunesse Malagasy : Cas des bals des jeunes à l'Akadeemix Ankadivato, Antananarivo	
RASAMOELY Herinirina, RANDRIAMIARISOANDRAIBE Herimanana	149
Gouvernance des pêches. Cas des réserves marines temporaires Sud-Ouest de Madagascar	
RANAIVOMANANA Lala Noelison J., MAHAFINA Jamal, RAKOTOARINIVO William, RANAIVOMANANA Rindra Fanomezana, MARA Edouard Remanevy	171
La crise de l'autorité parentale : problèmes et défis. Cas du Lycée Saint Pierre Antananarivo dans le district d'Antananarivo Atsimondrano	
RASOANANDRASANA Jeanne Virginie, RABEMANANJARA Barlet Russel	191
Accès des enfants malgaches les plus vulnérables à l'éducation ?	
ANDRIAR Samuel, RAZAFIMBELO Judith	211
La valorisation de la potentialité des ressources en eau conduit-elle à l'amélioration de l'accès en eau potable dans la plaine d'Antananarivo ?	
RAKOTOARISOA Hery Vonjy, RABEMANANJARA Zo, REJO Robert RAKOTONDRAINIBE Herivelo, RAZAFINDRABE Tokihery Jaonarilala	221
Quel système de retraite viable et soutenable pour Madagascar ?	
RAVOAVAHY Honitiana Nadia, RAMAMONJISOA Bruno Salomon, RAVOKATRA Seth, RABEARY Frederic, RAZAFIMAHEFA Toky	247
Etude de l'approche genre sur la mobilité professionnelle des salarié(e)s des Entreprises privées : cas du Fokontany Isoavimasoandro, Commune Urbaine d'Antananarivo	
RANDRIAMIARISOANDRAIBE Herimanana, RASAMOELY Herinirina	263

ANALYSE DES IMPACTS DE L'EXPLOITATION ARTISANALE DE CARRIERES DE GRANITE A AMPANGABE

par

RAJAONARISON Lanja Maminirina^(1, 2), RAVELOSON Joharivola⁽¹⁾,

(1) Ecole Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) Institut d'Enseignement Supérieure d'Antsirabe Vakinankaratra, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

La présence de la carrière de granite dans la zone rurale d'Ampangabe constitue un moyen de survie pour la population locale. Cette étude démontre les caractéristiques socio-démographiques des exploitants de la carrière artisanale et montre aussi l'impact environnemental engendré par l'exploitation. L'observation sur le terrain suivi par des entretiens semi-directifs auprès des acteurs locaux et l'analyse des documents sont les moyens utilisés pour réaliser cette recherche. Le traitement statistique des données obtenues a permis de découvrir que l'activité de carrière offre une source de revenu et un moyen de subsistance suffisante pour les exploitants. Les résultats révèlent aussi que l'exploitation artisanale du granit cause la dégradation de l'environnement dans la région. La destruction du couvert végétal et la modification du paysage topographique sont les principales perturbations environnementales observées. Cette exploitation dans la région est alors bénéfique pour la population du point de vue économique malgré les impacts négatifs qu'elle génère.

Mots-clés: Exploitation artisanale, Carrière de granite, Impact environnemental, Analamanga

ABSTRACT

The presence of the granite quarry in the rural area of Ampangabe is a means of survival for the local population. This study demonstrates the socio-demographic characteristics of the operators of the artisanal quarry and also shows the environmental impact generated by the exploitation. Observation in the field followed by semi-structured interviews with local stakeholders and the analysis of documents are the means used to carry out this research. The statistical treatment of the data obtained revealed that the career activity provides a source of income and a sufficient livelihood for the farmers. The results also reveal that artisanal granite

mining is causing environmental degradation in the region. Destruction of the vegetation cover and modification of the topographic landscape are the main environmental disturbances observed. This exploitation in the region is then beneficial to the population from the economic point of view despite the negative impacts it generates.

Key words : Artisanal mining, Granite quarry, Environmental impact, Analamanga

INTRODUCTION

L'exploitation des carrières à ciel ouvert est en développement croissant à Madagascar (Canavesio, 2014). Malgré l'effort fourni par le gouvernement Malagasy pour faciliter la formalisation du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, plusieurs exploitations restent encore informelles (Cook et Healy, 2012 ; World Bank, 2013). A Ampangabe, l'existence d'une carrière de granite génère une activité de production de revenu à la population environnante. Même si c'est un travail qui nécessite beaucoup d'effort force physique, pour faire face à la pauvreté, les gens trouvent que c'est un métier suffisant pour subvenir aux besoins d'une famille. Ainsi, il y a un lien entre le développement croissant du secteur d'exploitation artisanale et la pauvreté. Le secteur de la petite mine et artisanale est souvent une alternative de vie pour les gens (Siegel et Veiga, 2010 ; Canavesio, 2014 ; Hilson, 2016).

Ampangabe est un village situé à environ 18 kilomètres de la capitale. Il est connu pour son milieu rural calme, mais parfois perturbé par le bruit des explosifs utilisés pour extraire les produits de la carrière. L'existence d'un trou béant dans la colline montre la conséquence la plus visible d'une exploitation qui a déjà eu lieu il y a des années. L'impact de l'exploitation minière sur l'environnement naturel est étendu à Madagascar pour le paysage, pour la pollution de l'eau, pour la chasse (Tilghman et *al.*, 2007 ; Gorenflo et *al.*, 2011).

Quotidiennement, plusieurs ouvriers exercent la taille et l'extraction du granite sur le flanc de la colline dans la mine. La majorité des gens qui travaillent au sein de cette carrière sont des chefs de famille qui volontairement font des tâches dures pour pouvoir survivre. Ce n'est pas étonnant de voir des femmes qui s'activent au sein de la carrière pour gagner leur pain quotidien en ces périodes difficiles, même des enfants mineurs sont employés dans la carrière malgré la loi n° 62-152 du 28 Mars 1962 interdisant leur travail. Ils doivent aider leurs parents même si c'est une activité considérée comme ingrate et dangereuse pour la vie des enfants. A Madagascar comme dans tous les pays en développement, le fléau du travail des enfants et l'inexistence de conditions minimales du travail ou l'ignorance de droits syndicaux

désavantagent encore les employés locaux (Commission économique pour l'Afrique et l'Union africaine, 2011 ; Levacher, 2012).

L'exploitation artisanale de graviers est une activité génératrice de revenu qui participe considérablement à la recomposition de la structure socioéconomique locale grâce à sa création d'emploi.

Face aux effets positifs de l'exploitation sur l'économie de la région, les employés de la carrière de gravier semblent ignorer ses conséquences négatives sur l'environnement. Ce qui entraîne la destruction du couvert végétal et l'intensification de l'érosion (ELAW, 2010).

Cette situation amène à s'interroger sur les implications socio-économique et environnementale de l'exploitation artisanale des carrières de granite dans la commune. Dès lors, quels sont les enjeux socio-économiques et environnementaux de l'exploitation artisanale de granite à Ampangabe-Ambohidratrimo ?

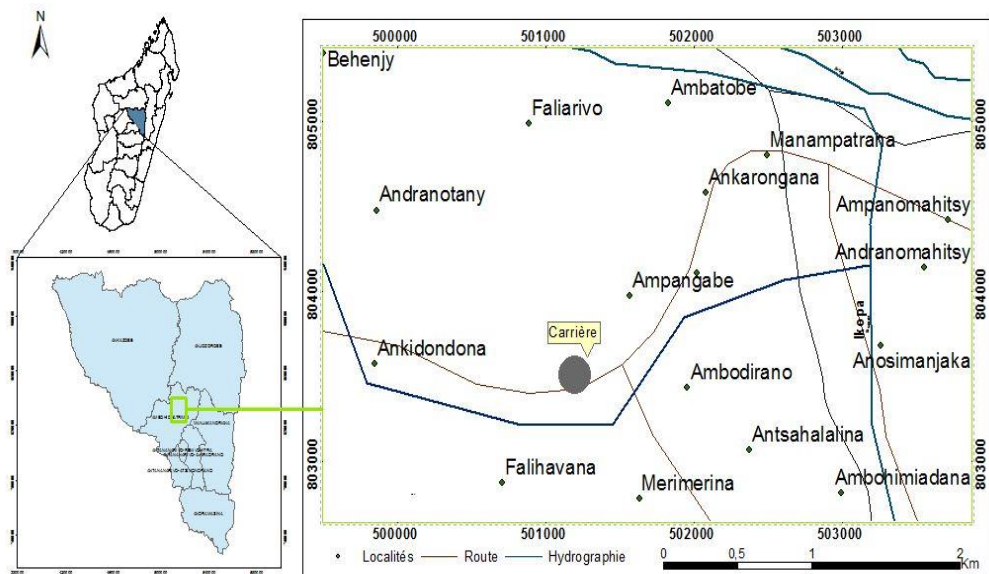
Cet article propose d'établir le profil sociodémographique des exploitants des carrières de granite et de montrer l'impact environnemental de cette activité. Ainsi, il sera abordé dans un premier temps le profil sociodémographique des exploitants de la carrière de granite. Dans un second temps, les effets induits par l'exploitation artisanale du granite sur le plan social, économique et environnemental seront analysés.

MATERIELS ET METHODES

Situation géographique du site de l'étude

Ampangabe est une commune rurale qui se trouve dans le district d'Ambohidratrimo, région Analamanga qui présente d'une part, un relief peu accidenté avec de vastes plaines et de bassins, d'autre part, des collines éparses séparées par des bassins et constituées par des étendues de rizières, la colline d'Imongo est son point culminant.

D'une manière générale, les latérites couvrent une grande partie de la région qui évoluent de manières très diverses. Le sous-sol de la région, de par sa situation au niveau de l'axe central de Madagascar, est généralement formé de granites et de migmatites qui sont favorables pour l'exploitation minière. La couverture végétale dominante est constituée surtout de formation herbeuse composée par *Aristida similis* et *Hyparhenia rufa*. On y rencontre également quelques eucalyptus formant un paysage forestier dans certains endroits. Du point de vue démographique elle est composée de 12 Fokontany avec une population totale actuelle de 10 724 personnes (INSTAT, 2016).



Source : BD 100

Réalisation : RAJAONARISON, 2019

Figure 1 : Carte de localisation

Méthodes de collecte et de traitement des données

Cet article s'appuie essentiellement sur les résultats de collecte de données sur terrain dans cette commune pour évaluer le dynamisme et la complexité de l'exploitation artisanale de granite dans la région.

La méthodologie de notre étude intègre à la fois une approche géographique et sociale afin de construire une connaissance empirique (Olivier de Sardan, 2015) sur l'exploitation minière artisanale.

Ainsi, trois méthodes de collecte d'informations ont été utilisées à savoir : la recherche documentaire qui nous a permis de faire un état des lieux sur l'activité de carrière et d'en relever ces insuffisances ; l'observation sur les sites d'exploitation permettant de voir le mode et les moyens de production et d'exploitation sur le site ainsi que les problèmes environnementaux engendrés par l'activité.

Par ailleurs, pour compléter la descente sur le terrain, des enquêtes ont été menées et qui se font sous forme d'entretien sur la base de questionnaire avec les autorités locales, les artisans miniers de la carrière et les chefs d'exploitation dits chefs de carrière. Ainsi, le nombre de personne enquêtés est au nombre de 120 (N=120) dont 06 personnes sont représentant des autorités locales, 04 chefs d'exploitation et le reste des artisans miniers (110 individus). Ces enquêtes ont été menées dans le but de collecter des informations primaires sur les thèmes fondamentaux de l'étude. Il s'agit des données démographiques et sociales sur les

acteurs (leur âge, leur lieu de provenance, leur ancienneté dans l'activité d'exploitation, la quantité quotidienne produite, les revenus approximatifs tirés de cette activité), les équipements utilisés pour l'exploitation et les problèmes environnementaux qui en résultent (Diarrassouba et *al.*, 2017).

Une combinaison de langage, de figure historique et contemporain a été employée pour identifier des tendances dans la mine et pour déterminer les emplacements actifs et inactifs (Chirico et *al.*, 2013). Pour cela plusieurs outils ont été utilisés pour déterminer les emplacements : image satellite et/ou ressources en ligne de tracé, telles que Google Earth, Arc Gis 10.1 et des cartes ont été créées pour localiser la zone d'extraction et analyser le dynamisme du lieu d'extraction.

RESULTATS

Aspect socio-démographique des exploitants de la carrière de granite

L'exploitation de granite dans la Commune emploie des travailleurs très diversifiés dont la plupart des casseurs de pierres sont des autochtones soit 70% des ouvriers, une partie dont la proportion est de 25% provient de la région de Vakinankaratra, plus précisément d'Ambatolampy et 5% sont issus de la commune voisine d'Ambohitrimanjaka (Figure 2).

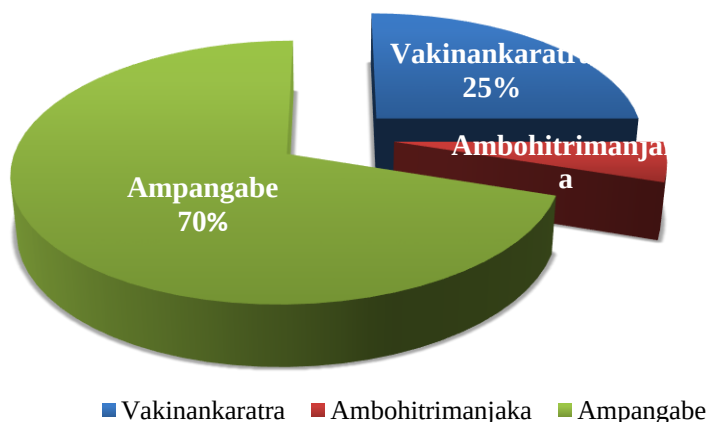


Figure 2 : Origine des ouvriers de la carrière

On peut aussi noter que cette activité est essentiellement dominée par les femmes dont la plupart s'occupent des concassages de graviers. Sur l'ensemble du site, nous avons recensés 63% de femmes contre 37% d'hommes (Figure 3).

La raison principale de la participation active des femmes aux activités de l'exploitation minière artisanale c'est qu'elles assurent les besoins de leur famille et leur offrent un moyen de subsistance.

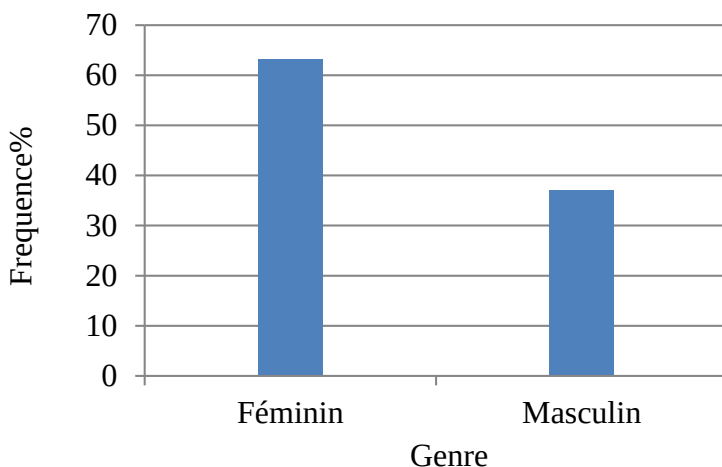


Figure 3 : Variation des sexes des ouvriers

D'après les statistiques, le nombre d'ouvriers présents sur le site montre une proportion élevée de jeunes (Figure 4). En effet, la tranche d'âge comprise entre 18 et 50 ans est la plus importante, elle représente 70.6% de la population sur la carrière.

Cette forte présence de jeunes est un moyen justifiant que cette activité nécessite de bonne condition physique pour avoir un meilleur rendement. Par ailleurs, ceux qui ont moins de 18 ans représentent 16%. Dans cette catégorie, ce sont des enfants et des jeunes non scolarisés qui dominent, ils sont venus aider leurs parents dans cette activité où quelque fois ils travaillent pour leur propre compte. Enfin, ceux qui ont plus de 50 ans représentent 10% des exploitants dont la majorité est constituée par des veuves, des retraités et des anciens ouvriers des autres carrières et qui profitent de cette activité pour subvenir à leurs charges familiales.

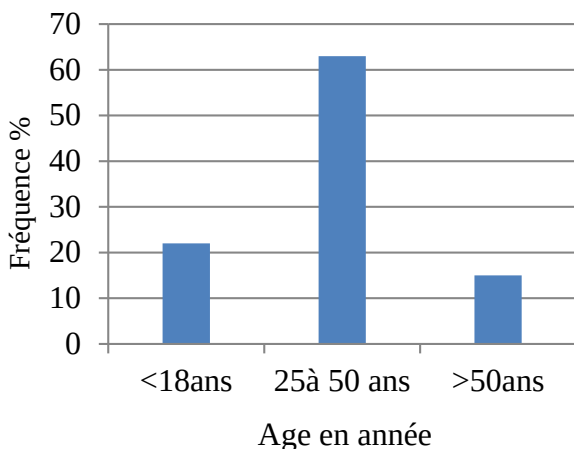


Figure 4 : Age des travailleurs de la carrière

Concernant l'expérience des ouvriers de la carrière, 51% des casseurs de pierre ont travaillé plus de 5 ans sur une activité similaire et 31 % ont une ancienneté inférieure à 5 ans. Les plus expérimentés ont plus de 10 ans de savoir-faire sur l'exploitation de granite pourtant ce groupe ne représente que 18% des exploitants présents sur le site (Figure 5)

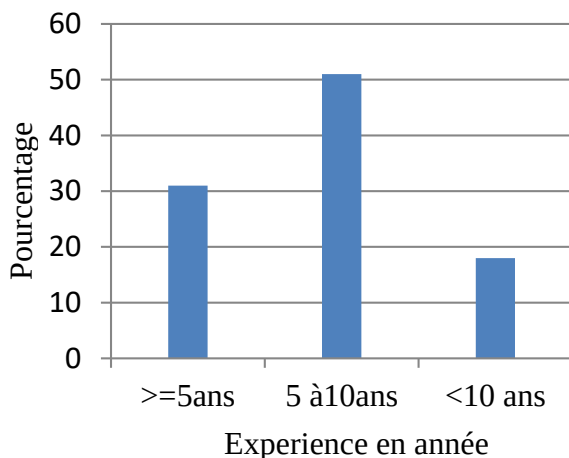


Figure 5 : Expérience sur l'activité d'exploitation des pierres

Mode d'exploitation du site

Cette carrière fait partie des sites d'exploitation artisanale dont l'organisation du travail et les méthodes pratiquées restent anarchiques et rudimentaires.

Les outils utilisés comme les pelles, les pics, les burins, les marteaux, les seaux,... donnent un faible taux de récupération et produisent des risques pour les ouvriers liés à des problèmes d'hygiène et de sécurité (Photo1).



Source : Enquêtes, 2019

Photo 1 : Exemple d'outils de travail pour concasser les blocs de granite

La majeure partie du travail se fait en équipes constituées par des hommes et des femmes qui accomplissant différentes tâches à toutes les étapes de la production.

La division de fonction entre femmes et hommes est très marquée dans les équipes, en effet, certaines occupations étant essentiellement réservées aux hommes uniquement, tels que le dynamitage et le déroctage à l'aide de marteaux pour extraire les plaques de granite, tandis que les femmes se consacrent principalement au concassage. C'est aussi dans ce cadre de travail qu'on rencontre de nombreux enfants et adolescents en activité. Le concassage de pierres se fait avec de gros marteaux pour casser les blocs de granite puis à l'aide de petits marteaux, ils fragmentent les morceaux pour les réduire à une taille exploitable et selon la demande du marché soit en 15/25 mm, 5/15 mm et 0/25 mm.

Le granite concassé est utilisé dans le béton, pour faire les fondations des immeubles, pour construire des auvents des villas et pour fixer les poteaux qui soutiennent les grands bâtiments.

La place socio-économique de la carrière de granite

Dans les zones éloignées de la capitale comme Ampangabe, les carrières de pierres constituent une ressource d'argent pour des familles. Malgré cela les habitants connaissent généralement des contraintes financières mais également des problèmes d'infrastructures scolaires et sanitaires, ils se contentent seulement de ce qu'ils reçoivent. En effet, cette activité a permis aux casseurs de pierres de subvenir aux moindres besoins familiaux comme la nourriture, les effets personnels et les soins de santé en cas de maladie.

Par ailleurs, malgré les risques des accidents dont la plupart sont provoqués par des projections de pierres et par des éboulements ou des coups de marteau mal ajustés, les femmes et les enfants sont toujours présents dans la carrière dont leur principale tâche reste le concassage des pierres, en plus, les enfants aident leurs mères ou tuteurs dans le transport et le concassage des blocs de granite.

Les conditions de travail des enfants sont aussi si dures que celles de leurs parents ou tuteurs, à cause de la longueur des journées de travail et l'absence des éléments de protection contre la poussière, ils sont souvent exposés aux diverses maladies pulmonaires telles que la silicose ou la tuberculose. Les accidents de travail arrivent fréquemment mais ces travailleurs, n'ont pas de formes de protection sociale ou médicale.

Malgré tout, à Madagascar, qui figure parmi les pays pauvres, les ouvriers travaillent pendant des heures dans des conditions difficiles et ils risquent pour gagner un maigre revenu et leur gain journalier varie selon leur type d'activité (Tableau1). Le concassage des pierres reste le moins rentable de toutes les activités, ceux qui le pratiquent, dont la plupart sont des femmes, gagnent entre à 20 000 à 100 000 Ariary par mois. Cette casse de pierres leur rapporte peu mais pourtant elle leur permet de payer les produits de premières nécessités de la vie quotidienne. Ainsi, malgré les dangers que comporte l'exploitation des carrières, les travailleurs de pierres n'ont pas d'autre choix pour joindre les deux bouts.

Tableau 1 : Revenus mensuels des travailleurs de la carrière selon leurs activités

Activités	Rémunération mensuelle en Ariary
Chef de carrière	200 000 à 700 000
Concasseuses	20 000 à 100 000
Exploseur/Dérocteur	100 000 à 200 000

Les impacts de l'exploitation artisanale du granite sur l'environnement

Les exploitations de granite comme toutes les activités humaines soulèvent depuis quelques années de sérieuses inquiétudes environnementales. En effet, l'exploitation d'une mine même de petite taille et artisanale a toujours des impacts négatifs sur l'environnement, comme les nuisances dues à l'exploitation, au traitement et à l'évacuation des matériaux, les atteintes au paysage pendant l'exploitation, la pollution des eaux du sol et de l'atmosphère, les bruits, etc.

Par ailleurs, le constat lors des observations sur le lieu indique qu'un des principaux impacts sur l'environnement est l'érosion du sol, provoquée par l'élimination de la végétation pour l'exploitation de la mine, qui ne se fait malheureusement pas sans couper et arracher les arbres se trouvant sur les parcelles d'exploitations (Photo 2).

La superficie défrichée ne se limite pas simplement au niveau des parcelles de la mine, les exploitants coupent aussi les arbres aux alentours des zones d'exploitation. On assiste à un grand contraste entre la végétation de ces zones et celles qui n'en font pas l'objet (Photo 3).



Source : Enquêtes, 2019



Source : Enquêtes, 2019

Photo 2 : Impact sur l'environnement de l'exploitation

Photo 1 : Végétation sur une zone non affectée par l'exploitation

Une des caractéristiques la plus visible de l'activité d'exploitation de granite se trouve au niveau de la topographie (Photo 4). Les carrières laissent place à une nouvelle forme de relief, l'observation d'une grande excavation au niveau de la colline délimitée par des versants très raides est une des modifications paysagères causées par l'exploitation (Photo 5).

En outre, malgré le code minier Malagasy qui stipule dans son article 25 -de la loi 89-20 du 22 Février 1989 réglementant l'exploitation des carrières que l'exploitant est tenu, suite à la cessation de l'activité pour quelque cause que ce soit, de réparer tout dommage causé à l'environnement et à la sécurité publique et de procéder à la remise en état des lieux. Pourtant l'exploitation du granite dans cette région se fait de façon anarchique sans respect de l'environnement ni de projet de réhabilitation du site.



Source : Enquêtes, 2019



Source : Enquêtes, 2019

Photo 4 : Modification de la topographie de zone

Photo 5 : Impact sur le paysage de l'exploitation du granite

La perception des mineurs de la carrière face à la dégradation de l'environnement

Concernant les incidences sur l'environnement de l'exploitation artisanale de granite, presque tous ceux qui ont été interviewé disent que cette activité a un impact négatif sur l'environnement. Désormais, ils continuent l'exploitation minière pour leur survie. Ainsi, 27% d'entre eux ont pensé que leur activité n'a aucun effet sur l'environnement.

En effet, une grande majorité des casseurs de pierres soit 60% se rendent compte que leur activité endommage l'environnement de manière significative (l'eau, le sol et la forêt) et le reste ne s'est pas prononcé du fait de leur ignorance (Figure 6).

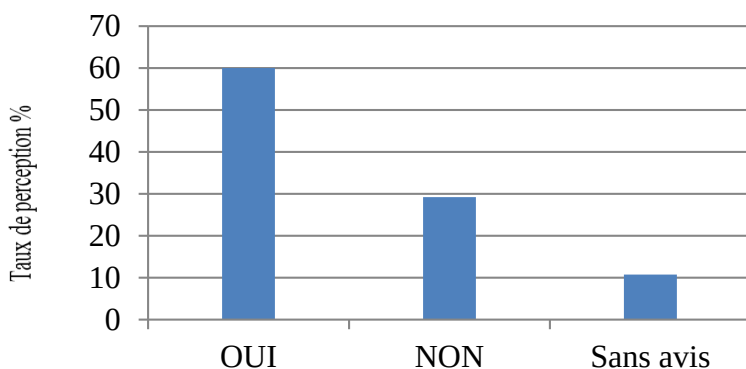


Figure 6 : Perception par la population de la carrière face à la dégradation de l'environnement causé par leur activité

En outre, les ouvriers rencontrés sont tous unanimes sur le fait que cette activité présente des risques et des dangers pour l'environnement. Aussi, ils sont moins préoccupés par leur préservation du fait de manque de connaissance technique sur la possibilité d'atténuer des dommages causés par leur activité sur l'environnement. Ainsi, les problèmes environnementaux dus à l'exploitation des carrières de granite se traduisent pour la plupart des gens par une dégradation du couvert végétal et du sol.

DISCUSSION

A Madagascar, bien que les impacts des opérations de l'exploitation à grande échelle ont souvent été déterminés (Harbinson, 2007; Sarrasin, 2007, Ballet et Randrianalijaona, 2014, Randriamamonjy et *al.*, 2015), les impacts social, économique et environnemental de l'exploitation artisanale et à échelle réduite ne sont pas souvent pas documentés et un des sujets de discussion dus à sa nature qui est souvent illégale et informelle (Hinton et *al.*, 2003; Duffy 2007; Tilghman et *al.*, 2007, Cook et Healy, 2012).

L'exploitation minière artisanale de granite dans la commune d'Ampangabe constitue une activité de survie pour la population désœuvrée, face au manque d'emplois, l'exploitation des carrières à travers les revenus générés met les exploitants à l'abri de la pauvreté. Grâce à cette activité, ils arrivent à subvenir à leurs charges familiales à savoir l'assurance des besoins quotidiens de leurs familles, la scolarisation de leurs enfants et les autres charges du foyer. Les études menés par Mogba en République Centre africaine révèlent aussi que, les revenus gagnés de l'exploitation minière sont investis dans les dépenses quotidiennes des ménages (Mogba et *al.*, 2007). Ainsi, la situation des travailleurs de carrière à Madagascar est comparable à celle observée en Afrique Centrale.

De plus, comme dans d'autres sites d'exploitation artisanale, le nombre de femmes est plus nombreux que les hommes sur la carrière (N'Diaye, 2013). Cette prédominance du sexe féminin sur les sites de carrières est également démontrée par N'Diaye dans son étude sur les mines et carrières au Burkina Faso, au Mali et au Togo. Cet auteur souligne que dans ces trois pays, les filles sont plus nombreuses que les garçons dans tous les sites visités. La prédominance féminine sur la carrière est justifié par le fait que les filles sont utilisées de surcroit (en plus des activités économiques) aux tâches de reproduction telle que la surveillance des enfants en bas âges ; et les petites besognes : ramassage et concassage des blocs de roches en graviers.

L'exploitation de la carrière se fait avec des outils rudimentaires, parfois de façon anarchique avec des risques pour la santé des ouvriers et pour l'environnement

(Monikutidoo, 2010) et cause une importante dégradation de l'environnement. L'impact le plus visible est la disparition de la couverture végétale (Ngoualesso, 2012), les artisans procèdent à un abattage anarchique des arbres afin de dégager l'espace nécessaire à l'extraction des graviers. Ainsi, la destruction du couvert végétal ayant entraîné la nudité du sol, les risques d'érosion sont aggravés. Cette dégradation de l'environnement causée, par l'exploitation artisanale est similaire à celle observée dans la République Centrafricaine et au Burkina Faso (Mogba et *al*, 2007).

Cependant, face à ces conséquences néfastes de l'exploitation artisanales des pierres sur l'environnement, aucune mesure d'atténuation ni de protection de l'environnement n'est adoptée par les exploitants. Toutefois, selon la déclaration de Washington il est fort encouragé la remédiation des sites miniers de petite taille et artisanale aussi bien qu'une assistance aux mineurs artisanaux dans les programmes de réduction et de remédiation des dommages causés à l'environnement, pendant et après la fermeture des mines selon la législation nationale (déclaration de Washington, 2012 ; USAID, 2013).

Ainsi l'élaboration de ce programme de restauration adaptée aux mineurs artisanaux nécessite encore un grand investissement politique.

CONCLUSION

L'exploitation artisanale de la carrière de granite dans la commune offre un moyen de survie pour la population. En effet, la présence de la carrière dans la région crée un certain nombre d'emplois et une source de revenu pour la population rurale.

Cette activité procure des bénéfices économiques mais d'un autre côté elle est une source de dégradation de l'environnement. L'exploitation des pierres de granite bien qu'elle soit artisanale cause des impacts environnementaux assez importants. La disparition de la couverture végétale, l'érosion du sol et la modification du paysage sont les conséquences les plus visibles de ce type d'exploitation.

Ainsi, face à la dégradation engendrée par cette activité, la mise en place d'une stratégie de gestion rationnelle des ressources naturelles est nécessaire. Pour cela, une intervention des autorités compétentes dans le suivi et la réglementation des exploitations artisanales est alors indispensable pour limiter le dommage créé à l'environnement.

Enfin, une éducation de la population concernant une meilleure gestion de l'exploitation des ressources minière est sollicitée afin de promouvoir le développement durable dans ce secteur.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Ballet, J. and RANDRIANALIJAONA, M. (2014). A case study on human development and security: Madagascar's mining sector and conservation-induced displacement of populations. In *Journal of Global Ethics* 10, 2 : 216–230.
- 2) Canavesio., (2014). Formal mining investments and artisanal mining in southern Madagascar : Effects of spontaneous reactions and adjustment policies on poverty alleviation. In *Land Use Policy* 36 : 145–154.
- 3) Chirico, P., & Malpeli, K. (2013). Reconnaissance investigation of the rough diamond resource potential and production capacity of Côte d'Ivoire : U.S. In *Geological Survey Scientific Investigations Report* 2013– 5185. p. 46
- 4) Cook, R. and. Healy, (2012). Madagascar Case Study : Artisanal Mining Rushes in Protected Areas and a Response Toolkit. Artisanal and Small-Scale Mining in and around Protected. In *Areas and Critical Ecosystems Project (ASM-PACE)*. WWF International : Nairobi.
- 5) Commission économique pour l'Afrique ; Nations Unies. (2011). Les ressources minérales et le développement de l'Afrique : rapport du groupe d'études international sur les régimes miniers de l'Afrique. In *Section des publications et de la gestion des conférences de la CEA*, Addis Abeba, Éthiopie. <https://hdl.handle.net/10855/21557>
- 6) Code minier, Malagasy Code minier loi n° 2005-021 du 27 juillet 2005
- 7) Code de travail Malagasy DECRET N° 62-152 DU 28 MARS 1962 fixant les conditions de travail des enfants, des femmes et des femmes enceintes
- 8) Diarrassouba et *al.*, (2017), Exploitation artisanale des carrières de graviers à Bouaké : étude sociodémographique et environnementale d'une activité en expansion. In *Revue canadienne de géographie tropicale*, 2 :11-21.
- 9) Déclaration de Washington. (2012). Déclaration de Washington relative à l'intégration du développement de l'extraction artisanale et à petite échelle de diamants dans la mise en application du Processus de Kimberley, Washington.
- 10) Duffy R., (2007). Gemstone mining in Madagascar : transnational networks, criminalisation and global integration. In *Journal of Modern African Studies* 45, 2 : 185–206.
- 11) Environmental Law Alliance Worldwide, (2010). Guide pour l'évaluation des projets EIE du domaine minier. In Chapitre 1. Généralités sur l'exploitation minière et ses impacts ELAW, Oregon, États-Unis.

- 12) Gorenflo, L. J, et *al.*, (2011). Exploring the association between people and deforestation in Madagascar. In : Human Population : Its Influences on Biological Diversity, Ecological Studies 214 : 197–221. Springer-Verlag, Heidelberg.
- 13) Harbinson, R. (2007). Development Recast? A Review of the Impact of the Rio Tinto Ilmenite Mine in Southern Madagascar. In Report for Friends of the Earth, Panos London.
- 14) Hilson G., (2016). Farming, small-scale mining and rural livelihoods in Sub-Saharan Africa : a critical overview. In The Extractive Industries and Society 3, 2 : 547–563.
- 15) INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (2016).
<<http://www.instat.mg/>> accessed 28 July 2016
- 16) Levacher C., (2012). Les sociétés transnationales minières face au droit des peuples autochtones. Quels acteurs, pour quels enjeux ? In Groupe International de travail pour les Peuples Autochtones, Serves, France.
- 17) Mogba, Zéphirin et *al.*, (2007). Étude sociodémographique des exploitants du diamant artisanal dans les zones pilotes du projet DPDDA en République Centre africaine, In Projet pilote sur les Droits de Propriété et le Développement du Diamant Artisanal, Bangui, 47 p
- 18) Monikutidoo, A., (2010) Les conséquences sanitaires de l'exploitation minière sur les exploitants artisanaux en Uélé, In Le Secteur Minier de la RDC à la croisée des chemins. 89.p.
- 19) N'diaye, Fatime, C., (2013). Genre et travail des enfants dans les mines et carrières au Burkina Faso, au Mali et au Togo : In synthèse des études de cas, BIT, 48 p.
- 20) Ngoualessou, F., (2012). Impact de l'exploitation artisanale de diamant sur les activités agricoles dans la Mambere-Kadei, Memoire de Maîtrise, Economie Rurale, Université de Bangui.
- 21) Olivier S., (2015). The Policy of Fieldwork: Data Production in Anthropology and Qualitative Approaches, In Epistemology, Fieldwork, and Anthropology, 20. 21-63.
- 22) Randriamamonjy V. C. et *al.*, (2015). Consumption of bushmeat around a major mine, and matched communities, In Madagascar. Biological Conservation 186 : 35–43.

- 23) Sarrasin B., (2007). Le projet minier de QIT Madagascar Mineral à Tolagnaro (Fort- Dauphin, Madagascar) : quels enjeux de développement ? In *Afrique Contemporaine* 221 : 205–223.
- 24) Siegel S. and Veiga M. M., (2010). The myth of alternative livelihoods: artisanal mining, gold and poverty. In *International Journal of Environment and Pollution* 41, 3–4 : 272–288.
- 25) Tilghman I et *al.*, (2007). *Artisanal Sapphire Mining in Madagascar : Environmental and Social Impacts* Tiffany and Co.
- 26) USAID, (2013). *Cadre de diagnostic de la déclaration de Washington*
- 27) World Bank, (2013). *Madagascar – Country Environmental Analysis (CEA) : taking stock and moving forward*. The World Bank, Washington D.C.

L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE SOUTENABLE, UN FACTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR INDUSTRIEL ?

par

RAKOTOMALALA Fanja Tiana C.⁽¹⁾, ANDRIANARIZAKA Hantatiana H.⁽¹⁾,
ANDRIANALY Saholiarimanana⁽²⁾

(1) Ecole Doctorale Dynamique des Organisations, Gestion et Management, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) Professeur titulaire, Mention Gestion, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Un des objectifs du Développement Durable stipule que d'ici 2030, il convient d'adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement. Madagascar, dans le cadre de son industrialisation, a mobilisé divers dispositifs afin d'atteindre le développement industriel écologiquement durable. De nombreuses études ont été axées sur l'utilisation rationnelle des ressources, le traitement des déchets avec l'économie circulaire, la responsabilité sociétale des entreprises, ... Mais qu'en est-il du degré d'adaptation des firmes, de leur engagement et de leurs efforts d'innovation. D'où l'exposé de la problématique répondant à la question suivante : en quoi l'environnement du secteur industriel favorise-t-il l'élaboration d'une Innovation Technologique Soutenable ?

L'objet de notre étude est d'identifier un modèle permettant de renforcer la mise en pratique du Développement Durable du secteur industriel via l'Innovation Technologique Soutenable. Ainsi, notre recherche cible les industries, de la région d'Analamanga, en relation avec l'Office National de l'Environnement par les Etudes d'Impact Environnemental afin d'étudier les stratégies appliquées. Les variables d'étude reposent sur les choix stratégiques pour asseoir une Innovation Technologique Soutenable répondant au Développement Durable. Les résultats montrent que l'Innovation Technologique Soutenable est finalement une variable modératrice et non une variable médiatrice entre les Choix Stratégiques, variable explicative, et le Développement Durable, variable à expliquer. Néanmoins, les résultats indiquent que les industries ne sont pas encore en mesure de surmonter les

contraintes associées à la veille stratégique notamment considérée comme axe d'exploitation objective de l'environnement du secteur industriel.

Mots-clés: Technologie soutenable, Industrie, Innovation, Développement Durable, Environnement, Stratégies, Compétences

ABSTRACT

One of the objectives of sustainable development stipulates that, by 2030, industries must be adapted in order to make them sustainable, by a more rational use of resources and an increased use of clean and environmentally friendly industrial technologies and processes. Madagascar, within the framework of its industrialization, mobilized various devices to promote environmentally sustainable industrial development. Many studies have focused on the rational use of resources, the treatment of waste with the circular economy, the corporate social responsibility,... but what about the firms' adaptation degree, their commitment and their innovation efforts. Hence, the presentation of a problem: How does the environment of the industrial sector promote the development of sustainable technological innovation ? The object of our study is to identify a model making it possible to strengthen the implementation of sustainable development in the industrial sector through sustainable technological innovation. Thus, our research targets industries, in the region of Analamanga, in relation with the National Office for the Environment through Environmental Impact Studies in order to study the strategies applied. The study variables are based on strategic choices to establish sustainable technological innovation responding to sustainable development. The results show that sustainable technological innovation is ultimately a moderating variable and not a mediating variable between strategic choices, an explanatory variable, and sustainable development, a variable to be explained. Nevertheless, results indicate that industries are not yet able to overcome constraints linked to strategic watch, in particular considered as axis of objective exploitation of the industrial sector environment's.

Key words : Sustainable technology, Industry, Innovation, Sustainable development, Environment, Strategies, Skills

INTRODUCTION

Le monde actuel fait face à une dégradation considérable de l'environnement, Madagascar n'est pas en reste et les entreprises industrielles y ont également une part de responsabilité non négligeable. Un des objectifs du Développement Durable stipule que, d'ici 2030, il convient d'adapter les industries afin de les rendre

durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement. Différentes études ont été alors menées, d'une part sur la notion d'innovation considérée comme un élément incontournable de l'appropriation du concept de Développement Durable, tel le cas de l'essai sur la transition des entreprises industrielles vers le Développement Durable où plusieurs innovations technologiques ont permis à l'industrie chimique d'améliorer sa productivité et de réduire les impacts environnementaux (Smith, 1994). Certains auteurs partent du fait que, la mise en œuvre effective d'une démarche de Développement Durable ne peut s'envisager que : dans le cadre de la régénération des approches du management stratégique, vu dans une optique normative comme "une discipline morale et politique où les critères d'efficacité, d'efficience et de neutralité sont à resituer par rapport aux critères de pertinence, d'équité, de soutenabilité" (Martinet et Payaud, 2008).

Madagascar, dans le cadre de son industrialisation, a élaboré différents dispositifs, règles, lois, décrets, textes, normes... afin d'atteindre le développement industriel écologiquement durable ce qui engage en majeure partie l'intégration des entreprises en terme de Développement Durable. De nombreuses études et actions menées par l'ONE¹, le CNRE et le CNRIT, ... avec les entreprises, ont été axées sur l'utilisation rationnelle des ressources, le traitement des déchets avec l'économie circulaire, la responsabilité sociétale des entreprises, le respect environnemental... mais qu'en est-il du degré d'adaptation des firmes, de leur engagement et de leurs efforts d'innovation ?

D'où l'exposé d'une problématique axée autour de la question suivante : en quoi l'environnement du secteur industriel favorise-t-il l'élaboration d'une Innovation Technologique Soutenable ? L'objet de notre étude est d'identifier un modèle permettant de renforcer la mise en pratique du Développement Durable du secteur industriel via l'Innovation Technologique Soutenable. Ainsi, nous allons cibler les industries en relation avec l'ONE situé dans la région d'Antananarivo où nous focalisons l'étude sur les stratégies appliquées. Les deux hypothèses suivantes vont être retenues pour mener la recherche :

- H1 : le Choix Stratégique influence l'Innovation Technologique Soutenable des entreprises industrielles.
- H2 : l'Innovation Technologique Soutenable, condition sine qua non de la bonne pratique du Développement Durable.

¹ ONE : Office National de l'Environnement

Comme cette étude s'intéresse à l'Innovation Technologique Soutenable du secteur industriel Malagasy et son effet sur l'amélioration et la mise en œuvre du Développement Durable, nous allons aborder, en premier lieu, la revue de la littérature du cadre théorique, axé sur les travaux sur le Choix Stratégique (Martinet et Reynaud, 2004), les critères d'évaluation du DD (Keeble, Topiol, Berkeley, 2003) et (Epstein et Roy, 2001) et l'Innovation Technologique Soutenable (Faucheux et *al.*, 2006). Ensuite, nous présenterons le cadre méthodologique adéquat pour, finalement, terminer par une discussion sur les principaux résultats obtenus et les retombées théoriques liées à la recherche.

MATERIELS ET METHODES

Matériels

Concept d'Innovation Technologique Soutenable

La technologie peut être définie comme les connaissances, les produits, les procédés, les outils, les méthodes et les systèmes employés dans la création de biens ou dans la fourniture de services. En terme simple, la technologie indique la manière dont nous faisons les choses. C'étaient les moyens par lesquels nous réalisons nos objectifs (Khalil, 2000).

L'innovation soutenable est constituée d'un type d'innovation renvoyant à la perspective du Développement Durable (DD). Elle concilie un ensemble de contraintes environnementales, économiques et sociales (Mancebo, 2011). L'Innovation Technologique Soutenable fait donc référence aux objectifs du DD : équité et solidarité, transformation des modes de production et de consommation (Valenduc et Warrant, 2001). La soutenabilité représente la matrice de l'innovation technologique (Nidumolu et *al.*, 2009). Dans leur approche, l'innovation soutenable est essentiellement une « innovation verte » ou « innovation au service du DD ».

L'écologie industrielle

Pour certains auteurs, l'écologie industrielle constituait une « science de la soutenabilité » (Brown et *al.*, 1999) (Chertow, 1999).

L'utilisation des résidus industriels comme matières premières présentait des opportunités d'affaires et une optimisation des ressources suite à une éco-efficience (DeSimone et Popoff, 1997). Elle ouvrait aussi des voies vers des stratégies organisationnelles (Jauch et Osborn, 1981) ; (Bantel et Osborn, 1995). De plus, les responsables d'entreprises, en utilisant les résidus comme intrants principaux dans leurs procédés de production industrielle, cherchaient à améliorer les performances et à maîtriser certains coûts, ainsi qu'à se différencier sur les marchés et à répondre aux exigences de nombreux acteurs (Bansal et Roth, 2000). D'autres auteurs, en

évoquant la grille d'analyse de Bédard ont remarqué que l'écologie industrielle remettait en cause la vision linéaire de la production, faisait appel au développement de technologie pour réduire, transformer, valoriser et réutiliser les résidus industriels (Erkman, 1998) et nécessitait l'adhésion des dirigeants et du personnel envers des principes éthiques.

L'éco-innovation

Plusieurs auteurs (Oltra et *al.*, 2005 ; Hall et Vrederburg, 2003) proposaient des typologies de l'éco innovation qui mettaient en évidence l'existence d'une différenciation suivant la nature produit/procédé (éco-innovation incrémentale ou radicale) et celle selon son caractère technologique ou organisationnel (éco-innovation technologique ou organisationnelle) (Faucheux et *al.*, 2006) (Ramus, 2001).

Choix Stratégique

Dans leur recherche axée sur le comportement des entreprises face à la mise en pratique du Développement Durable, les auteurs ont observé deux logiques gestionnaires liées au comportement stratégique des responsables d'entreprise :

Le comportement adaptatif ou éco-défensif où la firme devait répondre à minima aux exigences sociétales (Freeman, 1984) ; (Ackermann et Bauer, 1976), se conformer aux réglementations, respecter les normes sans les dépasser et limiter ainsi les risques d'infraction encourus en cas de non respect des lois en vigueur (éco-conformité) (Martinet et Reynaud, 2004) (Carroll, 1979). Les études menées par (Gendron et Turcotte, 2003) affirmaient, à ce propos, que les initiatives volontaires étaient presque toujours motivées par la loi et son anticipation.

Le comportement proactif ou écosensible où la firme allait au-delà des normes imposées par la réglementation si elles le pouvaient techniquement, la donnée écologique est considérée comme un élément clé de la pérennité de l'entreprise (Martinet et Reynaud, 2004). Il se caractérisait, ainsi, par la capacité de l'entreprise à anticiper les évolutions environnementales (Carroll, 1979).

En examinant les facteurs associés aux entreprises, (Mayer et Goldstein, 1961) ont remarqué que le succès des entreprises était relié à des niveaux d'instruction plus élevés chez les dirigeants. (Moroncini, 1998) avait découvert trois facteurs principaux qui influençaient la stratégie environnementale : le contexte externe dans lequel l'entreprise opérait, la configuration interne de l'entreprise et l'orientation stratégique générale de la firme (Henri et Journeault, 2010) précisait que la présence de risques environnementaux dans un secteur donné était une caractéristique à observer puisque ces risques pouvaient avoir un lien, tout au moins indirect, avec les objectifs économiques de l'entreprise.

Critères d'évaluation du Développement Durable

L'élaboration d'indicateurs de durabilité se rapportant aux produits/services et aux processus de production est un excellent moyen pour inclure l'objectif de Développement Durable dans le processus décisionnel de gestion (Schwarz et *al.*, 2002).

Afin d'évaluer la mise en pratique du Développement Durable par les entreprises, (Keeble et *al.*, 2003) et (Epstein et Roy, 2001) ont axé leur travail sur le Key Performance Indicator (KPI). Le Global Reporting Initiative offrait une ligne directrice sur les aspects économiques, environnementaux et sociaux (GRI, 2002).

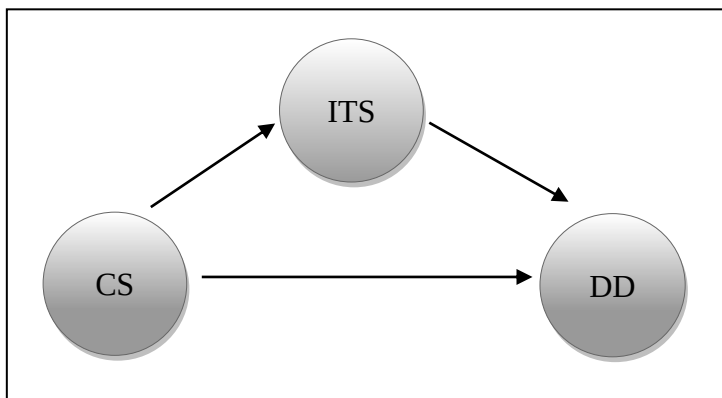
La revue de la littérature nous amène à soutenir que l'Innovation Technologique Soutenable fait appel au Choix Stratégique qui remet en cause le comportement stratégique et la prise en compte des facteurs environnementaux internes et externes à l'entreprise pour veiller aux critères de Développement Durable, ce qui revient à dire que l'option pour l'Innovation Technologique Soutenable repose au préalable sur un certain nombre de compétences en interne (François et *al.*, 1999).

Méthodes

La recherche se focalise sur des entreprises industrielles de la région d'Analamanga existant dans la base de données de l'ONE au moment de la recherche. Le choix de ce terrain est dicté par un certain nombre de critères favorables à la recherche car cette région est caractérisée par une forte concentration des entreprises industrielles qui ont obtenu leur permis environnemental d'au moins 5 ans de la part de l'ONE et qui ont déjà appliqué une stratégie de Développement Durable donc susceptible d'utiliser l'Innovation Technologique Soutenable dans leur activité. Etant donné que nous n'avons pas pu faire d'enquête auprès de toutes les entreprises, nous avons ciblé 47 entreprises parmi les 70 entreprises industrielles actives existant dans les bases de données de l'ONE et qui ont accepté de donner des réponses exploitables, soit 67% de la population d'étude.

Construction d'un modèle

Le modèle de la Figure 1 représente ce que nous avons essayé de vérifier dans notre recherche.



Source : Auteur, 2020

Figure n°1 : Modèle construit

La démarche de vérification du modèle a été élaborée comme suit : en premier lieu nous nous sommes basés sur la revue de littérature pour faire ressortir le cadre théorique : élément fondamental de notre recherche ; en second lieu à partir du cadre théorique, des hypothèses de l'étude et de l'objectif général, nous avons choisi les variables principales de l'étude qui sont au nombre de trois : le Choix Stratégique (CS : variable indépendante), l'Innovation Technologique Soutenable (ITS: variable modératrice) et le Développement Durable (DD : variable dépendante). En troisième et dernier lieu, à partir de ces variables nous avons effectué des analyses statistiques afin de s'assurer de la pertinence du modèle, la validation du modèle a amené à l'existence de relations entre les variables. En d'autre terme, la validation du modèle précédant a montré que le Développement Durable est fonction du Choix Stratégique et de l'Innovation Technologique Soutenable.

$$DD = a_0 + a_1CS + a_2ITS + \dots \Sigma$$

Validation des matériels utilisés

Pour vérifier les hypothèses, nous avons, tout d'abord, effectué un sondage d'opinion auprès de la direction ou du responsable environnemental et/ou du responsable qualité des 47 entreprises cibles. L'élaboration du questionnaire avait pour objectif de mettre en mesure les modèles théoriques existant par rapport à la réalité du secteur industriel via la validation des items de mesure. Le questionnaire est composé de quatre modules : l'identité de l'entreprise, le Choix Stratégique, la pratique d'Innovation Technologique Soutenable et l'évaluation de la mise en pratique du Développement Durable. Nous avons, ensuite, utilisé les logiciels SPSS et XLSTAT. Les variables quantitatives d'étude sont : Choix Stratégique, Innovation Technologique Soutenable et Développement Durable. D'ailleurs, le questionnaire

soumis aux répondants a été, dans la majorité, mesuré par l'échelle de Likert, donc de type ordinal.

Les analyses seront présentées dans l'ordre suivant : analyses de fiabilité, statistiques descriptives et analyses de régression.

Avant de tester les hypothèses, nous nous devons de vérifier si le construit est bien représenté dans ses différentes dimensions théoriques.

Premièrement nous avons effectué des analyses préliminaires ou analyse de cohérence interne à l'aide de (α de Cronbach) pour déterminer la pertinence et la fiabilité des échelles de mesure utilisées, notamment pour les variables « Choix Stratégique », « Innovation Technologique Soutenable » et « Développement Durable ». Cette analyse, par ailleurs, permet de dégager des axes sous-jacents des dimensions qui représenteraient bien les variables étudiées car pour ces variables précisées, les items sont nombreux et ne les représenteraient pas forcément tous. Deuxièmement, nous avons présenté certaines statistiques descriptives de nos variables de recherche, telles que les moyennes et les écarts types. Troisièmement, nous avons exposé des analyses de corrélation réalisées pour nos variables de recherche. Finalement, nous avons effectué des analyses de régression multiple.

Pour vérifier la première hypothèse, une régression linéaire simple a été utilisée. Elle a reposé sur le principe qu'il existe une relation entre les deux variables « Choix Stratégique » et « Innovation Technologique Soutenable ». En plus approfondi, la régression simple a permis d'identifier à l'aide du p-value s'il y a une dépendance significative entre ces deux variables.

Pour vérifier la deuxième hypothèse une régression linéaire simple a été réalisée entre les variables « Innovation Technologique Soutenable » et « Développement Durable » comme précédemment, il a permis de voir s'il existait une relation éventuelle entre les variables.

Et enfin, pour vérifier l'efficacité de notre modèle, nous avons effectué une régression linéaire multiple permettant de tester les interactions des diverses variables avec la variable indépendante, et leur contribution au Développement Durable. Ces analyses de régression multiple avaient pour but de tester les hypothèses de modération ou de médiation.

L'analyse de régression simple, outil mené sur l'étude de la relation d'impact du Choix Stratégique sur l'Innovation Technologique Soutenable réalisé sur SPSS a permis d'établir les résultats des tableaux ci-dessous :

- dans un premier temps, l'intensité de la relation du modèle à travers le coefficient de détermination R^2 (Tableau 1) ;

- dans un second temps, l'analyse de la variance ou ANOVA qui évalue la significativité globale du modèle à travers un F-test ;
- et dans un troisième et dernier temps le tableau des coefficients du modèle qui permet de nouveau d'évaluer l'intensité de la prédiction de Choix Stratégique sur l'Innovation Technologique Soutenable.

Tableau 1 : Récapitulatif du modèle d'Innovation Technologique Soutenable selon le Choix Stratégique

Modèle	R1	R ²	R ² ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,741 ^a	,449	,539	1,09308

a. : Prédicteurs : (Constante, Choix stratégique) **Source** : auteur, 2020

RESULTATS

Afin de rendre les analyses plus pertinentes, nous avons effectué des tests préliminaires. Ainsi il en résulte que les variables ont connu un certain nombre de changement par rapport aux dimensions de départ. Seuls les items validés par les tests de fiabilité ont été retenus pour mener l'étude.

Test d'hypothèse

Analyse de régression linéaire

Le test de régression linéaire simple cherche à établir une relation entre une variable expliquée et les variables explicatives. Ainsi dans ces cas, la variable expliquée est le Développement Durable et les variables explicatives : Choix Stratégique et Innovation Technologique Soutenable.

Relation entre « Choix Stratégique » et « Innovation Technologique Soutenable »

Tableau 2 : ANOVA du modèle d'Innovation Technologique Soutenable selon le Choix Stratégique

Modèle	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1 Régression	65,403	1	65,403	54,739	,003
Résidus	53,767	45	1,195		
Total	119,170	46			

a. Prédicteurs : (Constante), ITS **Source** : Auteur, 2020

Les tableaux 1 et 2 montrent la dépendance entre la variable indépendante « Choix Stratégique » et la variable dépendante « Innovation Technologique Soutenable ».

La valeur du p- value de 0,03 inférieure à 0,05 (p-value < 0,05) établit de façon significative la dépendance entre les deux variables avec une forte intensité de relation représentée statistiquement par R² égal à 0,449. En outre, ces résultats ont mené à ce que la première hypothèse selon laquelle le Choix Stratégique influence la stratégie d’Innovation Technologique Soutenable des entreprises industrielles est validée.

Relation entre « Innovation Technologique Soutenable » et « Développement Durable

La même démarche d’étude que précédemment a été utilisée pour la vérification de notre deuxième hypothèse.

Tableau 3 : Récapitulatif du modèle de Développement Durable selon l’Innovation Technologique Soutenable

Modèle	R	R ²	R ² ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,705 ^a	,497	,485	,25081

a. Prédicteurs : (Constante), ITS

Source : Auteur, 2020

Tableau 4 : ANOVA du modèle de Développement Durable selon l’Innovation Technologique Soutenable

Modèle	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
Régression	2,547	1	2,547	40,494	,004
1 Résidus	2,579	41	,063		
Total	5,127	42			

a. Variable dépendante : DD,

b. Prédicteurs : (Constante), Innovation Technologique Soutenable

Source : Auteur, 2020

A priori, les tableaux 3 et 4 montrent qu’il y a une relation entre les deux variables, variable indépendante « Innovation Technologique Soutenable » et variable dépendante « Développement Durable ».

- Avec un p-value du modèle égale à 0,04 inférieur à 0,05, nous avons pu déduire une dépendance significative ;
- Avec un R^2 de 0,497, nos résultats ont assuré que 49,7% de la variation du Développement Durable sont expliqués par l'Innovation Technologique Soutenable.

Nous avons déduit par ces effets, la validation de la deuxième hypothèse : l'Innovation Technologique Soutenable condition sine qua non de la bonne pratique du Développement Durable.

Test du modèle classique entre le Développement Durable et les variables « prédicteurs »

Nos résultats nous ont permis également d'évoquer une dépendance significative, à travers le modèle de régression simple entre le « Choix Stratégique » et le « Développement durable » et le modèle de régression multiple en y intégrant la troisième variable « Innovation Technologique Soutenable », si nous nous référons aux aboutissements de l'analyse de régression linéaire entre ces variables menées sur SPSS.

Relation entre « Choix Stratégique » et « Développement Durable »

Tableau 5 : Récapitulatif des modèles Développement Durable et Choix Stratégique

Modèle	R	R^2	R^2 ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,594 ^a	,353	,337	,28452

a. Prédicteurs : (Constante), Choix Stratégique

Source : Auteur, 2020

Tableau 6 : ANOVA modèles Développement Durable et Choix Stratégique

Modèle	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1 Régression	1,808	1	1,808	22,330	,005
1 Résidus	3,319	41	,081		
Total	5,127	42			

a. Variable dépendante : DD,

b. Prédicteurs : (Constante), Choix stratégique

Source : Auteur, 2020

Les résultats des tableaux 5 et 6 montrent qu’il y a une dépendance entre le Choix Stratégique et le Développement Durable. Cependant la dépendance est peu significative car le p-value de 0,05 est plutôt inférieur au risque d’erreur de 0,1 (p-value< 0,1) jugeant une décision peu significative. Par ailleurs, nous pouvons déduire avec un R2 de 0, 353 la faible intensité de relation provoquée par ces deux variables, plus précisément du pouvoir explicatif du Choix Stratégique sur le Développement Durable.

Relation entre Choix Stratégique, Innovation Technologique Soutenable et Développement Durable

Analyse de régression multiple

Les derniers résultats qui font l’objet de cette étude présentent les effets conjoints du Choix Stratégique et de l’Innovation Technologique Soutenable sur le Développement Durable établi à la suite de l’analyse de régression multiple faits sur SPSS.

Tableau 7 : Récapitulatif du modèle Développement Durable selon Choix Stratégique et Innovation Technologique Soutenable

Modèle	R	R²	R² ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,856 ^a	,732	,769	,25044

a : Prédicteurs : (Constante), Choix Stratégique, Innovation Technologique Soutenable
Source : Auteur, 2020

Tableau 8 : ANOVA modèle Développement Durable selon Choix Stratégique et Innovation Technologique Soutenable

Modèle	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1 Régression	2,618	2	1,309	20,868	,000
Résidus	2,509	40	,063		
Total	5,127	42			

a. Variable dépendante : DD,
b. Prédicteurs : (Constante), Choix stratégique, Innovation Technologique Soutenable
Source : Auteur, 2020

Tableau 9 : Coefficients modèle Développement Durable selon Choix Stratégique et Innovation Technologique Soutenable

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
	B	Ecart standard	Bêta		
(Constante)	2,807	,536		5,232	,000
1 Innovation Technologique Soutenable	,137	,038	,580	3,594	,001
Choix stratégique	,174	,164	,171	1,059	,005

a. Variable dépendante : DD,

Source : Auteur, 2020

Le p-value est égal à 0,00 inférieur à 0,01 ($p\text{-value} < 0,01$) a confirmé la dépendance très significative du Développement Durable par l’Innovation Technologique Soutenable et le Choix Stratégique. Par ailleurs, via la lecture de la valeur de R^2 du coefficient de détermination, il a été mis en évidence le renforcement notoire atteignant 73,2% des effets prédicteurs du Choix Stratégique et de l’Innovation Technologique Soutenable sur la variation du Développement Durable. Force est de constater que l’Innovation Technologique Soutenable a apporté à elle seule une variation de 58% sur le Développement durable contre 17,1% strictement arboré par le Choix Stratégique.

Tableau 10 : Comparaison des intensités des modèles de Développement Durable selon les variables prédicteurs

Modèles	R	R^2	R^2 ajusté	Erreur standard de l'estimation
Développement Durable et Choix Stratégique	,594	,353	,337	,28452
Développement Durable et Innovation Technologique Soutenable	,705	,497	,485	,25081
Développement Durable selon Choix Stratégique et Innovation Technologique Soutenable	,856	,732	,769	,25044

Source : Auteur, 2020

Les différentes analyses de régression linéaire simple ou multiple réalisées précédemment nous ont permis de synthétiser dans le tableau ci-dessus les indicateurs des intensités notamment le coefficient de détermination R^2 des variables explicatives sur la variable à expliquer, le Développement Durable, puis de rappeler les résultats suivants :

- D'une part, entre les variables « Choix Stratégique et Développement Durable », on a pu constater qu'il y avait une dépendance entre les deux variables avec un p-value de 0,05 et une valeur de R^2 de 0,353 soit avec un pouvoir explicatif de 35,3% ;

- D'autre part, l'introduction de la troisième variable, l'Innovation Technologique Soutenable a fait également des effets sur le Développement Durable. Le p-value de 0,004 inférieur à 0,05 a confirmé la significativité du modèle et la valeur de R^2 égale à 0,497 supérieure à celle du modèle sur le Choix Stratégique de 0,353 a montré que l'Innovation Technologique Soutenable influe sur le Développement Durable avec une intensité plus poussée par rapport au Choix Stratégique.

- Finalement, la prise en compte simultanée des deux variables prédicteurs sur le Développement Durable a produit un p-value de 0,000 inférieur à 0,01, supposant que la dépendance est très significative. Et la valeur du R^2 est passée de 0,353 sur l'effet du Choix Stratégique à 0,497 par l'Innovation Technologique Soutenable pour aboutir à 0,732 sur la considération conjointe du Choix Stratégique et de l'Innovation Technologique Soutenable. Ces séries de résultats établissent au final le rôle prépondérant de l'Innovation Technologique Soutenable sur la performance du Développement Durable.

En somme, l'introduction de la variable explicative « Innovation Technologique Soutenable » a permis de renforcer la significativité du modèle.

DISCUSSIONS

Il apparait dans le résultat que le Choix Stratégique a effectivement une influence sur l'Innovation Technologique Soutenable. Par rapport à la revue de la littérature, il ressort de notre résultat que le profil du dirigeant et le moyen humain ne constituent pas des variables significatives du facteur interne, ce qui va à l'encontre de ce qu'avait avancé (Mayer et Goldstein, 1961) au niveau du succès des entreprises relié à des niveaux d'instruction plus élevés des dirigeants. Nous avons pu découvrir également que seule la pression de l'acteur de la filière et la pression de la clientèle ont permis de déterminer le score du facteur externe du secteur industriel Malagasy. Ce qui permet de justifier que ce sont les pressions externes venant des acteurs qui ont un pouvoir d'influence, les plus importantes, sur l'entreprise

(Moroncini, 1998). Le résultat fait apparaître que l'investissement écologique et social ainsi que l'innovation technologique suffisent pour donner un score au comportement stratégique. De même, le score de l'innovation technologie soutenable repose sur l'utilisation des ressources et le traitement des rejets industriels, l'amélioration des techniques de production du produit et de la qualité ainsi que sur l'efficacité organisationnelle. Ces résultats confirment d'un côté que l'adoption de l'Innovation Technologique Soutenable nécessite l'engagement stratégique de l'entreprise en matière de durabilité comme le suggèrent plusieurs auteurs (Hart, 2005) (Hall et Vrederburg, 2003). D'un autre côté, ils justifient aussi que le choix d'Innovation Technologique Soutenable découle d'une volonté et d'une intention stratégique par rapport au respect environnemental (Porter et Van der Linde, 1995).

Le modèle construit démontre l'importance de l'Innovation Technologique Soutenable comme variable modératrice entre le Choix Stratégique et la pratique de Développement Durable, car le Choix Stratégique et la politique d'Innovation Technologique Soutenable se trouvent être un facteur explicatif de l'atteinte du Développement Durable ce qui rejoint le point de vue de (Martinet et Payaud, 2008) qui soulignaient que la mise en œuvre effective d'une démarche de Développement Durable ne peut s'envisager que dans le cadre de la régénération des approches du management stratégique. Ainsi, dans la prise en compte du facteur environnemental et celle de la compétence, (Croteau, 2000) avançait qu'une co-évolution peut s'expliquer par le fait que l'engagement dans une démarche d'Innovation Technologique Soutenable résulte de la volonté de l'entreprise d'intégrer les variables environnementales et sociales dans ses processus clés et ses décisions stratégiques. Foray D. (2002) souligne la nécessité de tenir compte de la compétence dans l'effort d'innovation. Ce qui n'est pas encore la réalité dans le cas du secteur industriel Malagasy étant donné que les industries ne sont pas encore en mesure de surmonter les contraintes associées à la veille stratégique notamment considérée comme axe d'exploitation objective de l'environnement du secteur industriel.

CONCLUSION

Cette recherche a pour ambition de répondre à l'objectif du Développement Durable n°9 celui d'adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement. Nous avons cherché à aider le secteur industriel à prendre conscience de l'enjeu de l'Innovation Technologique Soutenable dans leur Choix Stratégique sans perdre de vue l'objectif du Développement Durable.

La particularité du modèle est que bon nombre d'études avait tendance à traiter séparément ou du moins à deux, ces trois variables et jamais ensemble alors que la recherche montre à quel point le Choix Stratégique conjugué avec l'Innovation Technologique Soutenable améliore de manière significative la réussite du Développement Durable.

Néanmoins, cette étude comporte une certaine limite vu que nous n'avions pas pu voir, à cause de la pandémie, la mise en pratique effective de cette Innovation Technologique Soutenable sur le terrain afin de constater de visu son degré d'intégration dans les entreprises. De ce fait, nous envisageons de continuer l'étude orientée cette fois sur l'identification d'un modèle d'Innovation Technologique Soutenable afin de mieux intégrer celle-ci dans le Choix Stratégique des entreprises.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Ackermann R. et Bauer R., (1976). *Corporate Social Responsiveness*. Virginia: Reston.
- 2) Bansal P. et Roth K., (2000). Why Companies Go Green: A Model of Ecological Responsiveness. In *Academy of Management Journal* 43(4):717-736.
- 3) Bantel K. et Osborn N., (1995). The Influence of Performance, Environment and Size on the Identifiability of Firm Strategy. In *Journal of Management* 6(4): 235-248. British: Journal of Management
- 4) Brown W. M., Matos G.R. et Sullivan D.E., (1999). *Materials and Energy flows in the earth Science Century*, Washington : USGS, circulaire 1194.
- 5) Carroll A. (1979). A three- Dimensional Conceptual Model of Corporate Social Performance. In *Academy of Management Review*. 4(4): 497- 505. USA : University of Georgia.
- 6) Chertow M., (1999). *Industrial symbiosis : a multi-firms approach to sustainability*. Greenibg of Industry Network Conférence. Best Practice Proceedings. California : Annual Reviews
- 7) Croteau G., (2000). *Gestion environnementale et éco efficience dans les PME Manufacturières : exploration de enjeux et des facteurs clefs de succès*. Canada : Université de Sherbrooke.
- 8) Desimone L. D. et Popoff F., (1997). *Eco-efficiency. The Business Link to Sustainable Development*. Cambrigde: The MITPress.
- 9) Epstein, M. et Roy M. (2001). Sustainability in action : identifying and measuring the key performance drivers. In *Long Range Planning* 34: 585-604. Angleterre : éditions Pergamon Press

- 10) Erkman S., (1998). *Vers une écologie industrielle : comment mettre en pratique le Développement Durable dans une société hyper-industrielle ?* Paris : éditions Charles Léopold Mayer.
- 11) Faucheux S., Hue C., et Nicolaï I. (2006). L'éco-innovation : une opportunité pour l'avenir du Développement Durable ? Quelques éléments de bilan et de prospective aux niveaux européen et international. In *Les ateliers de l'éthique*.1(2) : 41-56. Montréal : Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal.
- 12) François J-P., Goux D., Guellec D., Kabla I. et Templé Ph. (1999). Décrire les compétences pour l'innovation : une proposition d'enquête, in Foray D. et Mairesse J., *Innovations et performances. Approches interdisciplinaires*. Marseille : Editions de l'école des hautes études des Sciences Sociales.
- 13) Freeman R., (1984). *Strategic Management : A Stakeholder Approach*. Englewood Cliffs. New Jersey: Prentice-Hall.
- 14) Gendron C. & Turcotte M., (2003). Environnement, concertation et déréglementation : la modernisation réglementaire à l'heure des méta-enjeux. In *Sociologies pratiques* 7 : 130-156.
- 15) Global Reporting Initiative (2002). *Sustainability Reporting guidelines 2002 on Economic, Environmental and social Performance*. Boston, USA: Global Reporting Initiative.
- 16) Hall J. et Vrederburg H., (2003). The Challenge of Innovating for Sustainable. In *Sloan Management Review*. 45(1): 61-68.
- 17) Hart S., (2005). Innovation, Creative Destruction, and Sustainability. In *Research Technology Management*. 48(5) : 21-27. Angleterre: University of Cambridge.
- 18) Henri, J. et Journeault, M. (2010). Eco-control: The influence of management control systems on environmental and economic performance. In *Accounting, Organizations and Society* 35(1): 63.
- 19) Jauch L. et Osborn R., (1981). Toward an Integrated Theory of Strategy. In *Academy of Management Review*. 6(3):491-498.
- 20) Keeble J., Topiol S., Berkeley S. (2003). Using indicators to measure sustainability performance at a corporate and project level. In *Journal of Business Ethics*. 44(2): 149-158.
- 21) Khalil, T. M. (2000). *The key to competitiveness and wealth creation*. New York: Mac Graw-Hill international editions.
- 22) Mancebo, F. (2011), *Le Développement Durable*, Paris : Armand Colin.

- 23) Martinet A. et Payaud M. (2008). Le Développement Durable, vecteur et produit d'une régénération de la gouvernance et du management stratégique : un cadre théorique intégrateur. In *Management International*, 12(8): 13-25.
- 24) Martinet A. et Reynaud E. (2004). *Stratégies d'entreprise et écologie*. Paris : Economica.
- 25) Mayer K. et Goldstein S. (1961). *The first two years: problems of small firm growth and survival*. Washington D.C. : Small Business Administration.
- 26) Moroncini A., (1998). *Stratégie environnementale des entreprises : contexte, typologie et mise en œuvre*. Genève : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- 27) Nidumolu, R., P Prahalad C.K., et Rangaswami M. R., (2009). Why Sustainability Is Now the Key Driver of Innovation. In *Harvard Business Review* 87(9): 57-64.
- 28) Oltra V. et Saint Jean M., (2005). The dynamics of environmental innovations : three stylised trajectories of clean technology. In *Economics of Innovation and New Technology*. 14(3):189-212.
- 29) Porter M. et Van der Linde C., (1995). Toward a new conception of the environment competitiveness relationship. In *Journal of economic perspectives*. 9: 97-118.
- 30) Ramus C., (2001). Organizational support for employees : encouraging creative ideas for environmental sustainability. In *California Management Review*. 43(3): 85-105.
- 31) Schwarz J., Beloff B., Beaver E., (2002). *Use sustainability metrics to guide decision-making*. American Institute of Chemical Engineers: Chemical Engineering Progress.
- 32) Smith, R. (1994). *Industrial Transition to Sustainable Development*. Menlo Park, California United States: SRI Consulting, Business Intelligence Program.

ETUDE DU BASSIN VERSANT DE NOSIVOLO POUR LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU

par

RAMIANDRIVELO K. J. Philémon^(1, 3), ANDRIAMALALA Alain M.^(1, 3),
RANDRIAMIALY Jean Dominique^(2, 3), RANDRIANODIASANA Julien^(1, 2)

(1) Ecole Doctorale des Ecosystèmes Naturels. Université de Mahajanga, Madagascar

(2) Ecole Doctorale Génie du Vivant et Modélisation. Université de Mahajanga, Madagascar

(3) Faculté des Sciences, de Technologie et de l'Environnement. Université de Mahajanga, Madagascar

RESUME

Les fluctuations spatiotemporelles des ressources en eau dans un bassin versant sont liées à plusieurs paramètres dont sa morphologie. Pour répondre aux objectifs du développement durable, la gestion intégrée des ressources en eau devrait s'appliquer à l'échelle même des bassins fluviaux, tel celui de Nosivolo tenant compte de la géomorphologie et de l'hydrographie. L'objectif est de déterminer les paramètres géomorphologiques et hydrographiques du bassin versant de Nosivolo pour la mise en place d'un programme de gestion intégrée des ressources en eau de ce bassin. C'est ainsi qu'a été délimité le bassin versant pour ensuite étudier ses paramètres géométriques et physiographiques. Les résultats ont montré qu'il est de forme allongée. Le réseau hydrographique est dense. Les pentes varient de faibles à modérées, mais le temps de concentration des eaux est relativement court pour un si grand bassin. La gestion des ressources en eau requiert plusieurs étapes dont certaines nécessitent encore d'autres études plus adaptées pour que cela soit efficace.

Mots clés : Bassin versant, Morphologie d'un bassin, Gestion des ressources en eau, Nosivolo

ABSTRACT

The spatiotemporal fluctuations of water resources in a watershed are linked to several parameters including its morphology. To fulfill the objectives of sustainable development, the integrated management of water resources should be applied at the level of river basins, such as Nosivolo, considering geomorphology and hydrography. The objective is to determine geomorphological and hydrographic parameters of the Nosivolo watershed for the establishment of an integrated management program for the water resources of this basin. For this, we delimited the

watershed and then studied its geometric and physiographic parameters. The results showed that the watershed is elongated in shape. The hydrographic network is dense. Slopes vary from low to moderate, but the time of water concentration is relatively short for such a large basin. The management of water resources requires several stages, some of which still require other more appropriate studies for it to be effective.

Key words : Watershed, Morphology, Management, Nosivolo

INTRODUCTION

L'eau, une substance à l'origine de la vie, est une ressource fondamentale non seulement pour les activités économiques de l'homme (agriculture, élevage, industrie, etc.) mais aussi pour l'alimentation quotidienne de la population et pour l'habitat des animaux aquatiques tels que les poissons. Les fluctuations spatiotemporelles des ressources en eau dans un bassin versant sont liées à leurs morphologies, aux conditions climatiques de la région et aux activités humaines qui s'y sont effectuées. Pour répondre aux objectifs du développement durable, la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) devrait s'appliquer à l'échelle même des bassins fluviaux, tel celui de Nosivolo afin qu'elle soit efficace. Les modifications des paramètres morphologiques et hydrologiques d'un bassin versant affectent-elles la disponibilité et la gestion de ses ressources en eau ? La GIRE constitue un processus qui favorise la gestion coordonnée de l'eau et des ressources connexes à l'intérieur des limites de ce bassin. Il s'agit non seulement du contrôle de la quantité d'eau mais aussi de la qualité et de la gestion des risques associés à son aspect quantitatif (Georges et *al.*, 2004). La quantité d'eau disponible fluctue naturellement au sein d'un bassin versant, mais l'altération des paramètres de bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques affecte le débit d'étiage (Nguetora, 1995) exposant ainsi la population aux risques de manque d'eau. La connaissance des divers paramètres qui caractérisent cette unité de gestion facilite et aide à la prise de décision pour la GIRE (Fossey, 2008 ; Rakotoarisoa et *al.*, 2018).

L'eau est inégalement répartie à Madagascar : le Sud-Ouest en est très pauvre, et le Nord-Est en est très riche. Dans les parties de la grande île où l'eau est encore abondante, elle est mal gérée, ceci est dû à son utilisation anarchique (Rakotoarisoa et *al.*, 2018). L'objectif de cette étude est de déterminer les paramètres géomorphologiques et hydrographiques du bassin versant de Nosivolo pour la mise en place d'un programme de gestion intégrée des ressources en eau de ce bassin.

MATERIELS ET METHODES

Localisation de la zone d'étude

L'étude a été effectuée dans la région Est de Madagascar, plus précisément dans le district de Mahanoro et Marolambo, où se localise le bassin versant (Figure 1). Le long de la rivière Nosivolo, qui prend naissance dans la falaise Fandriana-Marolambo et se déverse dans le fleuve Mangoro.

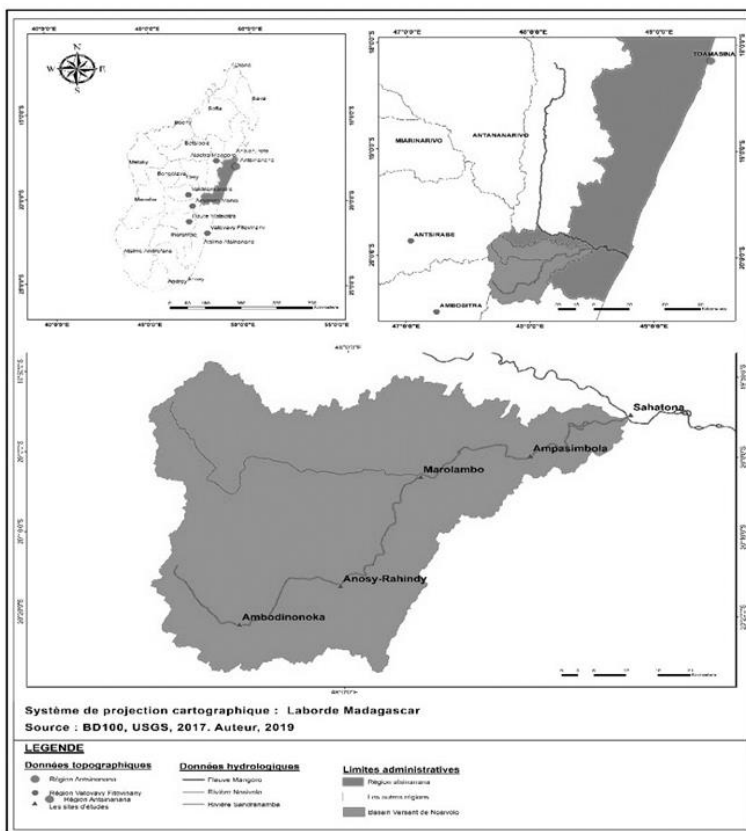


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

Délimitation du bassin et Indices de formes

La délimitation du bassin versant a été effectuée à l'aide d'un Modèle Numérique de Terrain (MNT) d'une résolution de 90 m. Il s'agit de fichiers extraits à partir d'images Shuttle Radar Topography Mission (SRTM) obtenus et téléchargés au format Geotif depuis le site United States Geological Survey (USGS). La cartographie a été effectuée en utilisant le logiciel ArcGis version 10, développé par Esri.

L'indice de Gravelius, calculée respectivement à l'aide des formules (1) et (2) ci-dessous, donne une idée de la forme du bassin versant suivant sa longueur ou sa largeur. La forme du bassin est allongée si K_G est largement plus grand que 1 et K_H inférieure à 1, il est plus ou moins circulaire si K_G se rapproche de 1, K_H est supérieur à 1.

$$K_G = \frac{0,28P}{\sqrt{A}} \quad (1) \quad \text{et} \quad K_H = \frac{A}{L^2} \quad (2)$$

P : Périmètre du bassin versant ; **A** : Surface du bassin versant.

Tout bassin versant peut-être comparé à une forme géométrique plus simple, un rectangle de même périmètre et de même surface que le bassin considéré, appelée rectangle équivalent. Les dimensions, **L** représentent la longueur et **I** représentent la largeur de ce rectangle selon les expressions (3) et (4)

$$L = \frac{K_G \sqrt{A}}{1,12} \left[1 + \sqrt{1 - \left(\frac{1,12}{K_G} \right)^2} \right] \quad (3) \quad \text{et} \quad I = \frac{K_G \sqrt{A}}{1,12} \left[1 + \sqrt{1 - \left(\frac{1,12}{K_G} \right)^2} \right] \quad (4)$$

Méthode d'étude du réseau hydrographique

Le réseau hydrographique a été extrait depuis le MNT. L'étude typologique du réseau a été faite selon les classifications de Strahler (1957). Cette méthode attribue la valeur « 1 » à tous les tronçons de tête de bassin. La confluence entre deux tronçons du même ordre donne un ordre supérieur. Pourtant, la rencontre entre deux cours d'eau de différents ordres donne un tronçon qui garde l'ordre du plus grand.

La densité de drainage, notée **D_d**, et le rapport de confluence, notée **R_C**, sont des paramètres qui permettent de caractériser l'organisation du chevelu hydrographique, le drainage et la confluence des réseaux des cours d'eau du bassin versant. **D_d** a été évaluée en faisant le rapport de la longueur totale de chaque cours d'eau de longueur **L_i** par la surface **A** du bassin versant, relation (5), et **R_C** est le rapport du nombre de cours d'eau d'ordre (n) sur celui d'ordre (n+1), relation (6).

$$D_d = \frac{\sum L_i}{A} \quad (5) \quad \text{et} \quad R_C = \frac{N_n}{N_{n+1}} \quad (6)$$

Méthode d'étude du relief et du temps de concentration des eaux

Les altitudes minimales et maximales sont obtenues directement à partir des MNT et des cartes topographiques. L'altitude moyenne a été déduite à partir de la courbe hypsométrique utilisant la formule (7) ci-dessous. L'altitude médiane correspond à l'altitude lue au point d'ordonnées 50% de la surface totale du bassin,

sur la courbe hypsométrique. La dénivelée spécifique, notée **Ds**, du bassin versant a été déterminée en multipliant l'indice de pente **Ig** par la superficie **A** du bassin.

$$H_{moy} = \frac{\sum A_i \times H_i}{A} \quad (7)$$

Le temps de concentration est le temps au bout duquel une particule d'eau qui tombe dans la zone la plus éloignée de l'exutoire va atteindre celui-ci. Il s'agit d'une caractéristique du bassin qui dépend essentiellement de sa superficie, de la longueur **L** du plus long cours d'eau et de l'altitude moyenne **H_{moy}** du bassin. La formule de Giandotti (8) a été utilisée pour l'évaluer.

$$T_c = \frac{4\sqrt{A} + 1,5L}{0,8\sqrt{H_{moy}}} \quad (8)$$

L'indice de pente globale, notée **Ig**, est une variable qui a tenu compte de la totalité du relief, elle a été calculée à l'aide de la relation (9) et l'indice de pente de Roche, notée **Ir**, a été déterminée à l'aide de la formule (10).

$$I_g = \frac{Z_{5\%} - Z_{95\%}}{L} \quad (9) \quad \text{et} \quad I_r = \frac{1}{\sqrt{L}} \sum \sqrt{a_i d_i} \quad (10)$$

L : la longueur du rectangle équivalent

Z5% et **Z95%** : représentent respectivement les altitudes du bassin versant pour 5% et 95% de sa surface lue sur la courbe hypsométrique

a_i : est le pourcentage de la superficie entre les courbes de niveau

d_i : est la distance entre les courbes de niveau appelée aussi dénivelée

RESULTATS

Paramètres morphologiques du bassin versant de Nosivolo

Les paramètres morphométriques du bassin versant étudiés sont la superficie, le périmètre et les dimensions du rectangle équivalent, comme nous le montre le tableau 1. Le périmètre et la surface du bassin montre qu'il est grand. Il occupe une bonne partie du district de Marolambo et de Mahanoro. Les dimensions du rectangle équivalent montrent que le bassin versant est 9 fois plus long que large, ce qui laisse penser qu'il a une morphologie plus ou moins allongée. Le calcul des indices de formes utilisant ces données confirme cette hypothèse. Les valeurs de **K_G** et de **K_H**, correspondent effectivement à un bassin versant de morphologie allongée et de typologie peuplier.

Tableau 1 : Paramètres morphométriques du bassin versant de Nosivolo

Paramètres morphologiques	Valeurs
Superficie (A)	4122,50 km ²
Périmètre (P)	433,07 km
Longueur du Rectangle Équivalent (L)	194,66 km ;
Largeur du Rectangle Équivalent (l)	21,18 km
Indice de Grvelius (K _G)	1,88
Indice de Horton (K _H)	0,20

Hydrographie du bassin versant de Nosivolo

La rivière Nosivolo est un grand cours d’eau de rang 6 sur l’ordination typologique de Strahler. Une grande partie de ses eaux provient de la rivière Sandranamba, son principal affluent. La Figure 2 montre que les ramifications du réseau hydrographique se concentrent en amont du bassin versant.

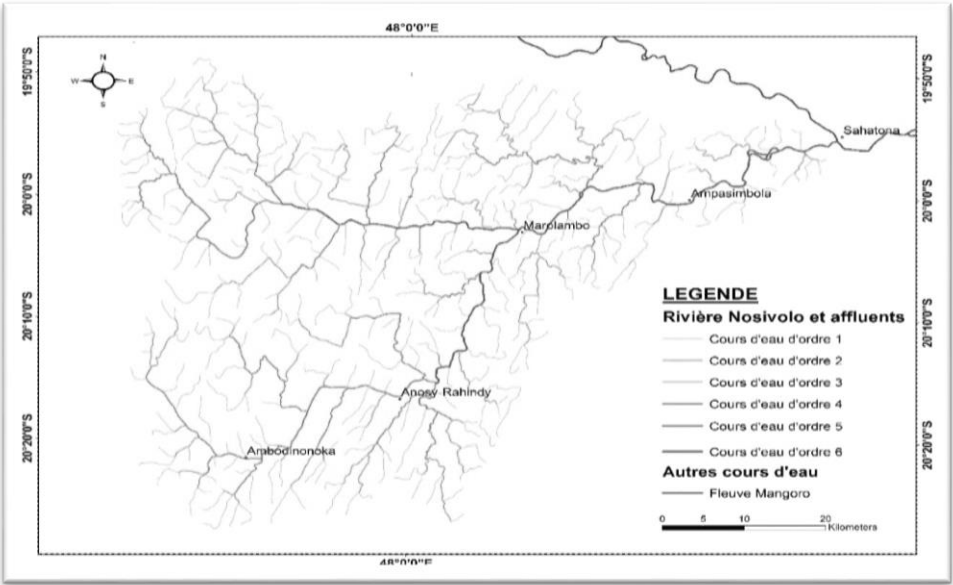


Figure 2 : Hiérarchisation hydrographique de Nosivolo selon le rang de Strahler

Le tableau 2 donne les paramètres hydrographiques du bassin versant de Nosivolo. Une densité de drainage de l’ordre de 2,63 montre que le bassin est moyennement drainé et confirme la répartition du réseau hydrographique sur la surface du bassin. Le rapport de confluence atteint 3,24 et correspond à des cours d’eau de typologie élevée.

Tableau 2 : Paramètres hydrographiques du bassin versant de Nosivolo

Paramètres	Valeurs
Densité de drainage (Dd)	2,63 km/km ²
Rapport de confluence (RC)	3,24
Temps de concentration (T _C)	103,52 heures

Le ableau 2 montre que le temps de concentration des eaux est faible par rapport à la taille du bassin versant. Le bassin, grand et plus ou moins allongé, devrait avoir un temps de concentration plus élevé. Les altitudes et la pente du bassin pourraient être la cause de cette valeur particulière du temps de concentration des eaux.

Hypsométrie et pente du bassin versant de Nosivolo

La courbe hypsométrique fournit une vue synthétique de la pente du bassin. Cette courbe représente la répartition de la surface du bassin versant en fonction de son altitude. Celle du bassin versant de Nosivolo distingue trois catégories de pente : 32 % du bassin a une pente forte, puis la pente s'affaiblit jusqu'à 90% du bassin. Les données sur cette courbe montrent que 42 % du bassin ont une pente forte. La morphologie de la courbe, représentée, indique qu'il s'agit d'un bassin versant en maturité (Figure 3).

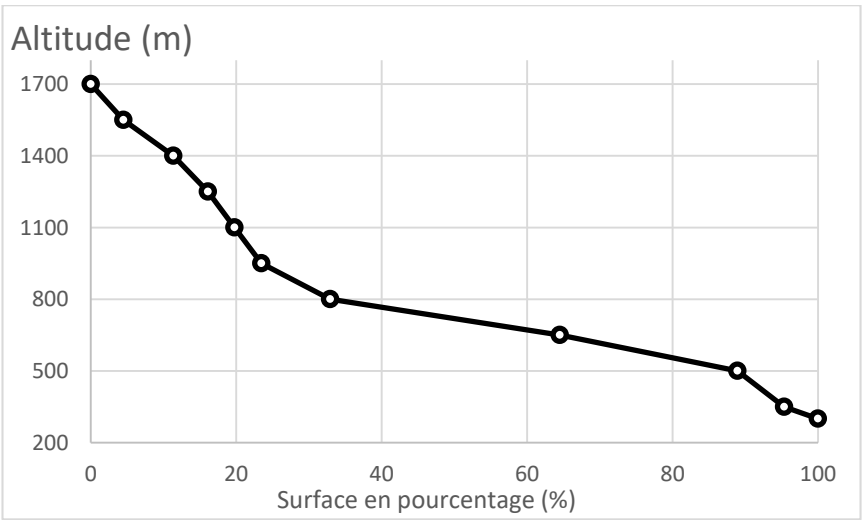


Figure 3 : Courbe hypsométrique du bassin versant de Nosivolo

La lecture des altitudes de cette courbe hypsométrique affiche les altitudes caractéristiques du bassin versant de Nosivolo dont les valeurs sont indiquées par le tableau. De plus, les indices de pentes du bassin versant varient de faibles à modérés.

Tableau 4 : Paramètres hydrologiques du bassin versant

Paramètres hydrologiques	Valeurs
Indice de pente de Roche	0,006
Indice de pente globale	26,30 %
Dénivelée spécifique	133,56 m
Altitude maximale	1700 m
Altitude minimale	50 m
Altitude moyenne	810 m

L'étude hydrologique du bassin versant montre que les sources d'eau qui irrigue cette unité géomorphologique sont principalement les affluents de la rivière Nosivolo. Très peu de lacs et autres plans d'eau s'observent dans ce bassin. La gestion intégrée des ressources en eau au sein de ce bassin revient donc à pouvoir modéliser les potentialités hydrologiques de Nosivolo. La gestion des ressources en eau dépend du temps de concentration de l'eau dans le bassin versant avant de ruisseler à l'exutoire.

Ressources en eau dans le bassin et accès à l'eau la population

La gestion des ressources en eau au sein du bassin versant touche beaucoup de domaines et sa mise en place nécessite l'intervention d'au moins quatre acteurs principaux : les acteurs techniques, les acteurs décideurs, les acteurs réalisateurs, et les acteurs sociétaux. La Figure 4 donne un aperçu des processus de la GIRE applicable au bassin versant de Nosivolo. Les paramètres géomorphologiques et hydrographiques du bassin sont nécessaires lors de la première et troisième étape du cycle indiqué (Figure 4). Les autres étapes constituent une autre approche et feraient l'objet d'études plus spécifiques.

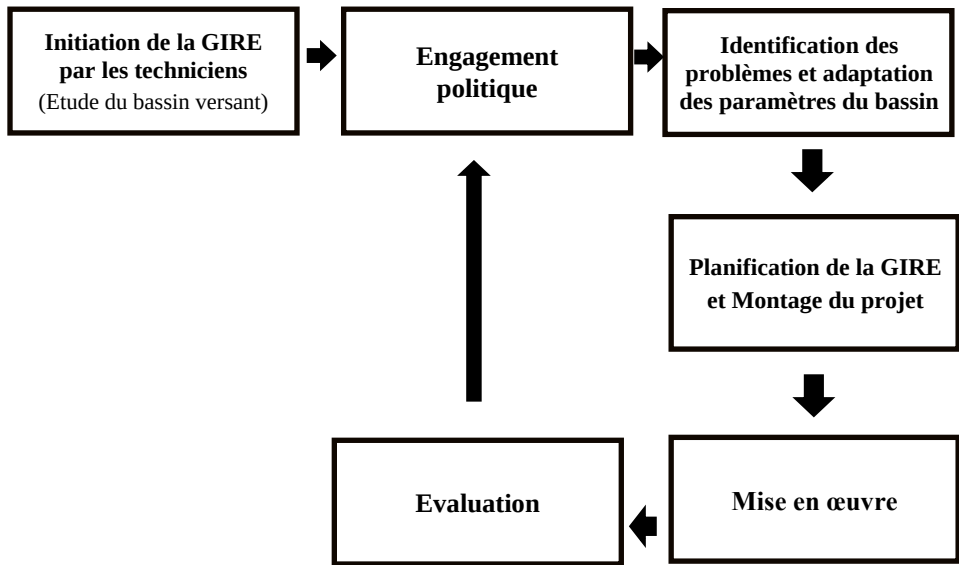


Figure 4 : Plan de mise en œuvre de la GIRE

DISCUSSION

Le bassin versant est grand et de forme allongée. L'indice de Gravelius, qui va jusqu'à 1,88, est comparable à celle trouvée par (Bensaid A & Belkadi, 2015) pour les versants Ouest algérien. Les paramètres morphométriques sont en relation avec le comportement hydrologique du bassin versant. La rivière Nosivolo a une longueur de 145 km de direction Sud-Nord Est. L'indice de compacité de Gravelius indique qu'il s'agit d'un bassin versant de forme allongée. Cela signifie un ralentissement de la réponse hydrologique. Pourtant, le temps de concentration, évalué à partir de la formule de Giandotti, donne des valeurs relativement courtes pour un si grand bassin versant. Mais elle reste supérieure à celle trouvée par (Hattafi et Ghamour, 2015).

Les pentes du bassin versant varient de faibles à modérées, mais elles restent plus élevées que celles trouvées par Ramiaandrivelo (2014) sur le bassin versant de Mahavavy Sud. La densité du réseau hydrographique permet de stabiliser le cours d'eau face aux fluctuations des régimes pluviales, surtout dans cette partie orientale de la grande île. Une cartographie de la zone favorable à l'alimentation des eaux souterraines est fondée sur la connaissance des paramètres hydrologiques et morphologiques du bassin, surtout la pente et la densité de drainage. La forte valeur de la densité de drainage de ce bassin 2,63 et surtout le temps de concentration de 103,52 h, relativement courte, permettent d'implanter des puits comme source d'eau potable dans cette zone rurale. Il est possible d'utiliser plusieurs points d'eau comme source d'eau de ruissèlement pour irrigation agricole. Les valeurs sont meilleures que celle trouvée par (Bensaid A & Belkadi, 2015).

La gestion des ressources en eau est donc plus efficace si on protège la couverture végétale du bassin versant, puisque celle-ci sert de système d'éponge pour emmagasiner l'eau en période de pluie dans le système racinaire afin de minimiser le débordement du cours d'eau. L'eau est relâchée petit à petit en période sèche pour équilibrer le manque de pluie, afin d'éviter l'assèchement du cours d'eau. Le cours d'eau principal ne connaît pas encore de temps d'assèchement, même en période d'étiage prononcée. Il reste donc meilleur que celui trouvé par Ramiandrivelo (2014) au niveau du bassin versant de Mahavavy Sud.

La gestion des ressources en eau constitue donc un concept encore négligé par les acteurs décideurs, du moment que l'accès à l'eau reste encore disponible pour la population. Les acteurs techniques analysent les interrelations entre l'hydrologie du bassin et les ressources en eau disponibles actuellement et surtout prévoient les ressources futures. Les grands bassins et plus ou moins allongés tel que Nosivolo résistent assez bien aux impulsions des changements des paramètres de contrôle. Mais, à la longue, la diminution progressive où l'irrégularité saisonnière des ressources en eau devient difficilement réversible. La densité du réseau hydrographique est fonction de la géologie et de la pédologie du bassin, mais aussi de la pluviométrie. La déforestation intensive du bassin versant entraîne le tarissement progressif des têtes de ruisseau. La GIRE intervient pour corriger ces problèmes et surtout pour prévoir la disponibilité des ressources à l'avenir. Il est donc à préciser que le comportement hydrologique du bassin face aux impulsions des dégâts causés par les activités anthropiques constitue déjà des menaces inquiétantes pour la GIRE au niveau de Nosivolo.

CONCLUSION

Le grand bassin versant de Nosivolo est situé en zone rurale. Il est suffisamment drainé par ses affluents dispersés un peu partout à sa surface. La densité de drainage et la forme plus ou moins allongée du bassin versant lui permet d'avoir un temps de concentration suffisamment long. Ceci facilite la gestion des ressources en eau. Une modélisation hydrologique permettra de déterminer les écoulements, les pertes en terre par érosion et l'analyse spatiotemporelle de la couverture végétale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Bensaid A., Belkadi. (2015). *Caractérisation des bassins versants de l'Ouest algérien par l'analyse statistique des paramètres morphométriques et hydroclimatiques*. Mémoire de Master. Université de Tlemcen. 221p.
- 2) El Mimouni. A., Daoudi L., Saidi M. E., Baiddah A. (2010). Comportement hydrologique et dynamique d'un bassin versant en milieu semi-aride : exemple du

bassin versant du Ksob (haut atlas occidental, Maroc). In *Rev. C. & G.* 24 (1-2) : 107-120.

- 3) Fossey M., (2008). *Etude hydrologique dans le Pacifique - Première étape d'une modélisation sous SIG*. Rapport technique IDR.
- 4) Georges G. Auger P., Baudrand J., Gentes P., Gariépy S., Maranda Y, et al. (2004). *Gestion intégrée de l'eau par bassin versant - Concept et application*. 58p.
- 5) Hattafi Y., Ghamour M. L. (2015). *Caractérisation Hydro-Climatique du Bassin d'Aggay*. Université Sidi Mohammed Ben Abdellah
- 6) Nguetora M. (1995). *Système d'information géographique et gestion de ressources en eau d'un bassin versant africain - Cas du bassin versant du Massili au Burkina Faso*. p1-7.
- 7) Rakotoarisoa D., Rasolomanana J., Ralaimaro J., Andrimanaosoa N., Rakoto H., Mandimbiharison A. (2018). *Gestion intégrée des ressources en eau du Bassin versant de Soavina par télédétection et SIG, Région Amoron'i Mania Fianarantsoa*. 15p.
- 8) Ramiandrivelo K. J. P. (2014). *Hydromorphologie du fleuve Mahavavy Sud*. Mémoire de fin d'études. Université de Mahajanga. 66p.

MISSIONS DU CIDST

- ⇒ Valorisation et diffusion des résultats de recherches
- ⇒ Appui des acteurs du développement en information scientifique et technique pour une meilleure prise de décision



LES ENJEUX DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE CONTINENTALE POUR MADAGASCAR

par

HORACE Gatien⁽¹⁾, ZAFITSARA MAMINIRINA Léonie Syndricka⁽²⁾,
RAZAFINDRAIBE Solo Nirina J.⁽¹⁾

(1) Maître de Conférences, Université de Toamasina, Madagascar

(2) Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et des Sciences Politiques, Université d'Antsiranana

(3) Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique, MESUPRES

RESUME

L'intégration économique continentale en Afrique se caractérise par l'assemblage des nombreuses communautés économiques régionales (CER) et à ce titre portera les stigmates des échecs et réussites vécus au sein de ces communautés économiques. Madagascar a lancé de nombreuses études d'impact de l'adhésion à ces accords commerciaux régionaux avec un constat unanime et sans appel, l'adhésion à ces accords n'a pas apporté les effets socio-économiques escomptés et les échanges intra CER reste insignifiant face aux échanges avec les principaux partenaires tels que la Chine, la France et les Etats-Unis. En 2018, Madagascar a décidé de signer la création de la Zone de libre échange continentale Africaine (ZLECAf). Le Pays démontra ainsi qu'il épouse la vision et les démarches entamées. Cependant, la ratification de l'Accord nécessite encore l'approbation du Parlement afin que le texte puisse être transposé dans le droit interne et applicable au niveau national et régional. Cet accord prévoit la suppression des droits de douane sur la plupart des marchandises, de libéraliser le commerce des principaux services, de démanteler progressivement les obstacles non tarifaires, et de créer un marché continental unique où la main d'œuvre et les capitaux circuleront librement. Avec un marché potentiel de 1,2 milliards d'individus et un PIB cumulé de 2,5 milliards de dollars, la ZLECAf devrait attirer l'attention des responsables publics, ceux du secteur privé, des organismes intermédiaires et des partenaires techniques. Cet article vise à mettre en évidence les enjeux de l'intégration économique continentale, et ainsi contribuer à une meilleure compréhension notamment des risques encourus et des menaces, des opportunités et avantages, et des changements structurels et stratégiques afin de créer les conditions et l'écosystème nécessaires.

Mots-clés: Afrique, Intégration régionale, Compétitivité, Capacité Productive, Performance économique, Normes et qualité

ABSTRACT

Africa's continental economic integration is characterized by the fusion of numerous regional economic communities and as such will bear the stigma of the failures and successes experienced within these economic communities. Madagascar has launched numerous impact studies of accession to these regional trade agreements with a unequivocal observation that accession to these agreements has not brought the expected socio-economic effects and intra-REC trade remains insignificant compared to exchanges with the main partners such as China, France and the United States. In 2018, Madagascar has decided to sign the act creating the African Continental Free Trade Area (ZLECAf). The Country thus demonstrated that it embraces the vision and the steps taken. However, the ratification of the Agreement still requires the approval of Parliament in order to transpose the text into domestic law and applicable at national and regional level. This agreement provides for the elimination of customs duties on most goods, to liberalize trade in key services, to gradually dismantle non-tariff barriers, and to create a single continental market where labor and capital will move freely. With a potential market of 1.2 billion people and a cumulative GDP of \$2.5 billion, the AfCFTA should attract the attention of public officials, those in the private sector, intermediary organizations and technical partners. This article aims to highlight the challenges of continental economic integration, and thus contribute to a better understanding of the risks and threats, opportunities and advantages, and structural and strategic changes in order to create the conditions and the necessary ecosystem.

Key words : Africa, Regional integration, Competitiveness, Productive Capacity, Economic performance, Standards

INTRODUCTION

Dans le cadre du lancement officiel de Zone de libre échange continentale Africaine (ZLECAf), qui s'est tenu le 21 mars 2018, trois instruments juridiques ont été présentés pour signature. Il s'agit de l'accord établissant la ZLECAf, signé par 44 pays sur 55², du Protocole au traité établissant la Communauté économique Africaine et relatif à la libre circulation des personnes, le droit de résidence et le droit d'établissement, approuvé par 27 États sur 55, et enfin de la Déclaration de Kigali relative au lancement de la ZLECAf, signée par 43 États parmi les 55.

²Lors du sommet de Nouakchott en Mauritanie, en juillet 2018, 4 pays ont renforcé les rangs des signataires de l'accord de la ZLECAf. Trois signatures supplémentaires ont été enregistrées lors du Sommet d'Addis Abeba en février 2019, ce qui ramène à 52 le nombre total des pays signataires.

Si Madagascar a procédé à la signature du premier et du troisième instruments juridiques, il reste jusqu'à présent discret sur les points cruciaux du deuxième instrument, à savoir la liberté de circulation des personnes et les droits d'établissement et de résidence.

La ZLECAf est entrée en vigueur le 30 mai 2019 après avoir acquis 22 ratifications de la part des Etats membres. En janvier 2020, il a recueilli 34 ratifications. Prévue être opérationnelle en juillet 2020, elle n'a été effective qu'à partir du 1er janvier 2021 à cause de la pandémie de la COVID-19.

Comme les 52 pays africains ayant participé à la signature de l'Accord (situation de mois de février 2019), Madagascar a apposé la sienne lors du lancement officiel en mars 2018.

La ZLECAf présente de nombreuses perspectives pour Madagascar :

- Accès à un éventail de marchés régionaux englobant plus de 1,3 milliards d'habitants, donc de consommateurs potentiels ;
- Promotion du développement économique et social inclusif et durable, l'égalité de genre et la transformation structurelle entre les Etats membres ;
- Renforcement de la compétitivité de l'économie de Madagascar face à la concurrence autant continentale que mondiale, donc de l'intégration de l'économie ;
- Promotion du développement de l'industrie grâce à une plus grande capacité de diversification et de développement des chaînes de valeurs régionales ;
- -Accent mis sur le développement de l'agriculture par l'utilisation de la technologie et la mécanisation agricole afin de pouvoir lutter contre l'insécurité alimentaire et de viser le marché continental.

DE L'INTÉGRATION COMMERCIALE A UNE INTEGRATION TOTALE

Cet article se fonde sur une analyse à large spectre des articles et publications faites sur la question ainsi que les différents diagnostics posés par différents rapports de l'Office Mondial du Commerce (OMC)³, de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED)⁴, le Centre du Commerce international⁵, et l'ensemble des documents disponibles permettant de mieux comprendre les forces et faiblesses de l'économie nationale, en termes de

³ Rapport d'examen de politique commerciale, 2015.

⁴ Rapport d'examen de la politique d'investissement, 2015 ; rapport sur le développement en Afrique, 2018, 2019, 2020, 2021.

⁵ A business guide to the African Continental Free Trade Agreement, 2018.

production, de capture et de création de la valeur ajoutée, de la logistique, et de climat des affaires en général.

Il apparaît, dès le départ, que l’intégration régionale a été mal vendue par les autorités au secteur privé et au grand public, car elle a en effet été présentée sous l’unique prisme de la saisie des opportunités régionales par les entreprises basées à Madagascar. La déception qui s’en est suivi n’a eu d’égal que la promesse d’un immense marché de plusieurs centaines de millions de consommateurs pour la vanille, le girofle, le café, le textile, les mines, et les services de Madagascar.

Le tableau suivant explique la typologie de l’intégration.

Tableau 1 : Critères économiques définissant l’intégration régionale

Degré de couverture	Degré de participation économique	Méthode d'intégration	Intensité de l'intégration des économies nationales	Rôle politique
Sous-régionale	Partielle	Positive (exemple d'institutions communes) ou négative (mesures visant la diminution des barrières commerciales)	Marchande (libre mobilité des biens et services)	Coordination des politiques économiques locales appuyée sur des institutions communes responsables
Régionale	Sectorielle			
Interrégionale	Totale	Spontanée (guidée par les forces du marché) ou imposée (par des mesures gouvernementales des pays concernés)	Productive (circulation accrue des facteurs de production)	
Mondiale				

Source : Suarez A. (2009)

La classification de l’intégration selon Balassa (1962), met en évidence cinq degrés d’intégration classés par ordre d’intensité croissante. Chaque niveau est constitué du niveau précédent auquel s’additionne un élément supplémentaire.

- 1. Zone de libre-échange** (libéralisation du commerce intra zone) : est une association entre États qui décident d’éliminer graduellement les barrières au commerce intra régional, en maintenant des politiques commerciales indépendantes vis-à-vis des pays tiers. Un tarif zéro est défini par les pays membres d’une zone de libre-échange. Cependant, ces derniers peuvent fixer librement des barrières vis-à-vis des pays tiers sans considérer les intérêts du bloc

commercial. Ainsi, afin de bénéficier d'une politique tarifaire régionale, l'instauration des critères définissant la nationalité d'un produit (certificat d'origine) devient nécessaire.

2. **Union douanière** (protection commune vis-à-vis des pays tiers) : définie comme étant une zone de libre-échange où les États membres adoptent une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers. Les partenaires optent pour un tarif extérieur commun ou une politique sectorielle commune destinée aux pays extérieurs à l'union douanière. Dans ce cas, le certificat d'origine n'est pas obligatoire, car tout produit d'importation est soumis au règlement commun de l'union.
3. **Marché commun** (libre circulation des facteurs au sein du groupe) : est une union douanière avec libre mobilité de facteurs de production. Le capital, les entreprises et la main-d'œuvre peuvent se déplacer sans aucune limitation entre les pays de la région.
4. **Union économique** (harmonisation des politiques économiques nationales) : est un marché commun marqué par l'harmonisation des politiques économiques des États membres. L'établissement de l'union économique parachève l'unification des marchés, les pays membres deviennent effectivement des régions à l'intérieur d'un marché unique dès lors que l'on établit des autorités économiques centrales. La souveraineté économique est ainsi transférée à l'autorité centrale.
5. **L'union politique ou confédération** : préconise l'unification des politiques fiscales, monétaires, sociales et anticycliques (politique économique commune et pouvoir supranational). La mise en œuvre d'une autorité supranationale serait le seul surplus institutionnel concevable, lorsque les membres se transforment juridiquement en un pays unique.

La ZLECAf est juste une zone de libre-échange, et à ce titre n'engage pas un renoncement à certains espaces politiques que le pays pourrait exploiter pour une meilleure protection des secteurs vulnérables, les industries naissantes ou les domaines sensibles.

Le tableau suivant retrace l'historique de la mise en place de cette zone de libre échange qui deviendra un jour une union politique ou une confédération des États.

Trente années plus tard non seulement Madagascar n'a pas diversifié ses produits, avec en tête les produits agricoles, le textile, habillement et accessoires, et les mines. Dans le domaine des services, le tourisme et les transports se partagent la part belle des exportations de services.

L'importance des facteurs non commerciaux dans la définition de l'intégration est souvent occultée à Madagascar. Vilfredo Pareto (1986) souligne le fait que l'intégration économique doit conduire vers l'intégration politique. L'intégration économique a été jaugée à la lumière de la balance commerciale avec les pays membres de ces communautés. Ce qui permet d'en déduire que le potentiel de ces accords en termes d'intégration industrielle, d'intégration culturelle et sociale, d'intégration financière et monétaire, d'immigration, ou encore d'intégration politique demeure inexploité.

Tableau 2 : Historique de l'intégration régionale en Afrique

Année	Réalisation
1963	Intégration du continent africain en tant que volonté lors de l'Inauguration de l'OUA
1979	Le marché commun de l'Afrique est cité pour la première fois dans la Déclaration de Monrovia
1980	Marché commun détaillé dans le plan de Lagos
1991	Union douanière continentale proposée dans le Traité d'Abuja
1999	La Déclaration de Syrie, acte constitutif de l'UA visant à accélérer le processus d'intégration de l'Afrique
2000	Création de l'Union africaine avec pour objectif l'intégration
2012	Adoption du Plan d'action pour l'intensification du commerce intra-africain et la feuille de route permettant d'établir la ZLEC
2015	Signature de l'Accord relatif à la ZLEC
2015	Les négociations sur la ZLEC sont lancées à l'Assemblée de l'UA
2016	Le sommet de l'UA réaffirme son engagement à accélérer les procédures concernant la ZLEC
2017	Signature à Kigali/Rwanda de la ZLECA et de la libre circulation des personnes
2019	Le seuil de ratification par 22 pays requis pour l'entrée en vigueur de l'Accord est atteint (52 Etats membres de l'UA ont maintenant signé l'Accord).
2021	L'accord de la ZLECAf devient opérationnel

Source : Les auteurs

Au vu des autres formes d'intégration, Madagascar n'a pas su exploiter ces accords pour attirer davantage d'investissements et de migrants pour tirer son génie, la technologie, la science et l'innovation vers le haut, pour séduire les compagnies aériennes et maritimes à créer des lignes régionales, à implanter des corridors vers le Mozambique ou l'Afrique du sud, à étendre son influence politique dans la région en

infiltrant les organisations régionales, onusiennes, privées, ou les centres de recherches.

L'harmonisation des politiques sectorielles régionales n'était pas au rendez-vous, ni la coopération en matière de normes et qualité, de sécurité, d'industrialisation, de création d'un système financier solide et intégré, de la protection concertée de l'environnement et de la biodiversité, ni la valorisation des ressources génétiques, des savoirs traditionnels, et du folklore.

Comprendre les enjeux de l'intégration économique continentale de Madagascar nécessite une observation simultanée de deux phénomènes, au niveau local, à savoir la capacité à commercer, capacité productive, aptitude à créer et capturer de la valeur, performance logistique, maîtrise du marketing et de la distribution d'une part, et au niveau régional, demande du marché africain, mesures non tarifaires appliquées, la concurrence et les adaptations nécessaires, opportunités et demandes

Devenir membre des trois zones de libre-échange n'aura jamais vraiment été une réelle opportunité pour Madagascar à la fois du fait des chiffres éloquentes du déclin des échanges commerciaux au sein des communautés économiques et du constat de la faible part des échanges régionaux par rapport aux exportations totales du pays.

La phobie de l'invasion de produits étrangers, l'insécurité apparente de certains, ont souvent eu raison des statistiques, en matière d'évaluation des enjeux de l'intégration.

Les analyses économiques fondées sur une démarche scientifique et rationnelle d'explication de ces faits n'ont pas permis de rassurer les parties prenantes⁶. Ainsi, dans la conscience collective, Madagascar a commis une erreur en ouvrant ses marchés sans avoir pu, ni su, comment pénétrer celui du voisin. Le verdict est sans appel pour le grand public, Madagascar n'aurait pas dû déclencher ces démarches d'intégration économique.

La perte de recettes publiques du fait de l'érosion des barrières tarifaires engendrée par la signature de ces accords régionaux constitue la plus grande hantise nationale ainsi que la disparition progressive du tissu industriel. La production nationale subit l'effet combiné de l'invasion de produits importés de qualité et à faible coût⁷ et de la légende selon laquelle le consommateur connaît mieux et fait beaucoup plus confiance aux produits importés, dont les origines sont à la fois lointaines et méconnues, qu'au « *vita malagasy* » (*Fabrication malgache*).

⁶ Secteur privé, syndicat, associations professionnelles, économistes

⁷ Du fait de l'économie d'échelle et de champ dont les firmes exportatrices peuvent jouir

L'objectif de cet article est de mettre en lumière les vrais enjeux de l'intégration, que ces accords comportent des défis certes mais aussi d'immenses opportunités aussi bien sur leur teneur en termes d'accès préférentiel qu'en matière d'externalités positives pour chacun des pays membres de ces communautés.

La pratique veut que l'on attribue la faible performance commerciale de Madagascar dans ces marchés régionaux à la précipitation pour signer ces accords, en l'absence de préparation rendant ainsi très difficile d'exporter effectivement en Égypte ou en Afrique du Sud et même à l'île Maurice.

Une analyse plus poussée affirme une réalité plus nuancée car en dépit de ces constats, de nombreux succès ont été enregistrés dans le domaine agroalimentaire, du textile et des services.

Le premier défi de cet exercice est la disponibilité de données fiables qui permettraient d'analyser en profondeur les performances des entreprises malgaches dans ces marchés. L'analyse de ces données permettrait aux chefs d'entreprise de mieux cibler la problématique et de la traiter chirurgicalement au lieu de toujours avoir recours à des solutions uniques à large spectre.

Le second défi est lié aux faiblesses des entreprises malgaches avant même de se présenter aux compétitions internationales, les barrières non tarifaires à l'exportation tels que le manque de coordination et d'alignement des politiques et pratiques sectorielles, l'excès de zèle et la corruption, la faible performance logistique de Madagascar combiné à une très mauvaise connexion entre les pays membres, et enfin l'absence d'infrastructure qualité solide à Madagascar rendant les produits non aptes à entrer dans certains marchés.

Le troisième défi est culturel, et ceux qui ont su franchir cette barrière ont tous réussi à l'instar des groupes Socota, Basan, Star, et d'autres entreprises de plus modestes.

Certains à Madagascar vont toujours privilégier des cibles à plus de 8000 km (le marché européen, américain, asiatique) et méconnaissent le marché qui se trouve à moins de 3 heures d'avion. Souvent par ignorance mais toujours à cause d'une attitude arrogante et condescendante vis-à-vis de ces marchés au milliard d'individus qui souvent ont des goûts plus proches que ceux se trouvant au bout du monde.

Le quatrième défi est celui de l'absence de cohérence dans la formulation et la mise en œuvre de la politique commerciale et la politique industrielle qui se fonde toujours sur un modèle offensif national lorsque l'Europe va attaquer les marchés mondiaux avec des produits « made in Europe » dont le plus bel exemple est

Airbus⁸. Cet argument met un cran d'arrêt final aux affirmations selon lesquelles les préférences commerciales octroyées sont forcément mauvaises car elles emmènent des produits concurrents, certes mais elles emmènent aussi un savoir-faire, des intrants à faibles coûts, des capacités productives innovantes, la pièce manquante de la chaîne de production d'un bien ou service à haute valeur ajoutée.

Le cinquième défi est lié aux difficultés inhérentes aux mauvaises politiques et pratiques économiques à Madagascar et la fatalité d'une faible capacité productive à cause du coût excessif des intrants, de la piètre performance logistique, de la dysharmonie des acteurs qui conduit systématiquement à des non-conformités ou au non-respect des délais. L'imprévisibilité de la fourniture d'électricité, l'insuffisance de capacités des entreprises à innover, à standardiser, à verrouiller les politiques de marques, de distribution et de promotion régionale et internationale font que les produits malgaches n'ont pas encore rencontré leurs cibles qui sont à la recherche de produits atypiques, uniques, reconnaissables, bons, beaux, disponibles et d'une qualité stable.

Les analyses en cours permettront de voir spécifiquement les opportunités par produit et par marché mais en attendant, de manière générale, Madagascar peut parfaitement améliorer sa capacité productive, son positionnement sur le marché des produits manufacturés et des services, son attractivité pour les capitaux et les talents régionaux.

La principale opportunité est l'extraordinaire renommée de la marque « Madagascar » qui évoque le soleil, la fête, la nature et une certaine idée d'un paradis perdu pour certains. L'entreprise basée à Madagascar et qui souhaite faire des affaires dans n'importe quel pays membre de ces communautés a raisonnablement une longueur d'avance sur une autre entreprise domiciliée dans n'importe quel autre pays membre de la même communauté. Cette cote d'amour est souvent minée par un discours d'autodestruction, un complexe d'infériorité, et un manque de confiance manifeste de la part des « éclaireurs ». La preuve en est que de plus en plus de capitaux privés et d'institutions de financement régionaux viennent séduire les entreprises malgaches, l'afflux de touristes « régionaux » malgré le peu d'effort de promotion sur ces marchés, les grandes marques qui ont fait la renommée du textile, du tourisme et des services malgaches.

La seconde opportunité est l'avantage relatif des produits malgaches en termes de qualité comparé à bien de produits régionaux, la pureté et le raffinement dans l'agroalimentaire, le toucher et la facture pour le textile, le professionnalisme et l'excellence dans les autres secteurs actuellement connus dans les communautés

⁸ Airbus domine le marché de l'aéronautique depuis le début des années 2000 face à son rival Boeing

régionales. Aussi le savon, les produits pharmaceutiques et ceux de la parapharmacie, les huiles essentielles, les biscuits, le chocolat mais aussi la confiserie, l'artisanat sont autant d'exemples de ce succès réel.

La troisième opportunité à saisir est la complémentarité de ces communautés ; certains ont la possibilité de fournir un marché captif pour certains biens et services tandis que d'autres le sont pour d'autres biens et services. Le tout est de savoir lesquels. La « servicification » devrait aussi être une opportunité pour les industries nationales afin d'emmener l'offre malgache vers le prochain niveau au lieu de se contenter de vendre des matières premières. Madagascar gagerait plus à travailler pour améliorer sa position dans la chaîne de valeur et devenir fournisseur de biens manufacturés, maîtriser les circuits de distribution en ouvrant des représentations commerciales dans les marchés cibles⁹.

La quatrième opportunité est la promiscuité socio-culturelle qui peut soutenir une certaine promiscuité en termes de goûts et préférences, et la promiscuité géographique qui justifie une plus grande intégration régionale pour des raisons écologiques, économiques, et pratiques.

La cinquième opportunité est liée à un acte fort, la signature à Kigali du traité instituant la zone de libre échange continentale et qui établirait davantage de liens entre Madagascar et des pays qui n'ont aucune relation commerciale préférentielle tels que la Côte d'Ivoire.

De nombreux défis et opportunités jalonnent ce long chemin de l'intégration continentale, une certaine méconnaissance de ces enjeux, une certaine confusion entre intégration commerciale et intégration économique (industrielle, commerciale, financière, libre circulation).

En résumé, Madagascar souffre d'un déficit de connaissance en matière d'intégration, de la faible capacité productive des industries locales, de la piètre performance de la logistique et des infrastructures de transport, du taux d'électrification (accès et disponibilité), du manque de cohérence entre les politiques publiques, de la lutte entre les secteurs pour les ressources rares (terrains, capitaux, infrastructures, talents), ou encore de la nécessité de choix plus clairs en matière d'intégration économique.

L'article vise à explorer les enjeux, en expliquant les causes profondes des problèmes identifiés, à proposer des pistes de solutions, des mesures d'accompagnement, et des conditions de réussite en se basant sur les précédents articles publiés sur le sujet, la publication des organisations régionales ou multilatérales spécialisées¹⁰.

⁹ Chocolaterie Robert a ouvert une boutique à Paris,

¹⁰ Commission économique pour l'Afrique, CNUCED, OMC, OCDE, WEF, COMESA, SADC, Union africaine, Banque africaine de Développement

DIAGNOSTIC DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE CONTINENTALE

Avantages et opportunités

Approche graduelle et progressive, l'avancement de l'intégration est adapté aux capacités des économies africaines dans la mesure où il n'impose pas des changements structurels lourds et immédiats.

Avec une bonne planification, le pays pourrait aisément saisir chaque opportunité offerte par les nouveaux horizons, tout en investissant sur les facteurs de compétitivité tels que les infrastructures énergétiques, routières, portuaires, aéroportuaires et de mise aux normes.

La formation et le développement humain en général pourrait aussi porter ses fruits à temps du fait de ce temps relativement lent de l'intégration.

L'avantage de l'échelle dans la continuité des engagements pris dans les communautés économiques régionales, l'intégration continentale n'étant pas une direction complètement différente mais une continuité de l'intégration régionale, les contraintes liées aux règles ne sont pas plus difficiles à respecter que dans le passé, cependant l'échelle est plus importante.

La proximité géographique évidente, malgré l'absence de connectivité rend l'aventure attractive et intéressante à bien des égards.

La promiscuité culturelle du fait d'une histoire liée, des origines communes, des artefacts et archétypes historiques et similaires permet aux autres pays africains d'avoir des avantages comparatifs évidents.

Menaces, faiblesses et risques

Les redondances et doublons

La concurrence entre les pays Africains pour les mêmes produits agricoles entraîne une dépendance accrue envers les pays tiers, tels que la Chine, l'Europe ou les Etats-Unis pour les produits manufacturés principalement. L'intégration n'est effective que s'il y a complémentarité de l'offre et conformité de cette offre à une demande d'un autre pays.

Pendant que les discours régionaux se focalisent sur l'industrialisation, les politiques nationales restent orientées vers l'agriculture et les produits de base

La faible industrialisation, bridée par un taux d'électrification avoisinant les 15 pour cent, handicape le pays et l'oblige à exporter des matières premières, en vrac et sans marque. La valeur ajoutée est automatiquement capturée par les intervenants en aval qui vont trier, emballer, y poser des marques, et les redistribuer.

Le niveau d'innovation, de recherche et de digitalisation reste modeste, les centres de recherches manquent de moyens, et le taux de dépôt de brevets à l'Office malgache de propriété industrielle (OMAPI) reste marginal comparé à d'autres pays africains. Au-delà des difficultés internes des centres de recherches publics et/ou privés, l'intégration de la science, la technologie et l'innovation dans le cycle de politique publique reste rare. Les solutions proposées pour le développement des secteurs ne tiennent pas forcément compte des résultats des recherches, des connaissances académiques et des capacités d'innovation de ces centres.

Sans un plan fort et ambitieux tiré par les acteurs locaux, le pays n'a aucune chance de tirer profit de l'intégration régionale. Tant que les institutions restent vulnérables, travaillent en silo, sans réel capacité de suivi-évaluation, aucune priorité ne se dégagera en termes de secteur, de zones géographiques, de marchés cibles, de types de marchandises et de services à prioriser.

Manque de cohérence

La dimension sociale en général et la création de solides socles de sécurité sociale en particulier n'accompagnent pas forcément cette recherche de croissance tirée par les exportations.

La croissance devrait s'accompagner d'une approche de répartition de ses dividendes, notamment en termes de socle de sécurité sociale, de formation, d'employabilité des jeunes et des femmes.

Le traité d'Abuja sur la circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement adopté lors de la 30ème session de l'Union africaine en 2018 devrait permettre aux hommes et femmes d'affaires, et tous les auto entrepreneurs d'envisager l'intégration régionale comme un moyen de s'internationaliser, soit par les biens et services vendus, soit par l'investissement dans ces pays ou encore la recherche de partenaires stratégiques pour accompagner la montée en gamme. Tout ceci dans un esprit de non-discrimination, de reconnaissance mutuelle des qualifications, de facilitation du mouvement temporaire des personnes pour fournir des services et d'accès renforcé aux marchés publics.

L'investissement croisé en Afrique reste modeste, le stock et les flux d'investissements directs étrangers (IDE) proviennent souvent des pays tiers.

Le niveau d'éducation et de qualification à travers la formation technique et professionnelle reste faible en général, et ceux qui ont un certain niveau n'ont pas les compétences nécessaires pour remplir les besoins des entreprises nationales et étrangères du point de vue de leur disponibilité mais aussi de leur employabilité.

La multiplicité des fractures

Institutionnellement, il est évident que la capacité à faire du commerce un vrai levier de développement nécessite des institutions officielles fortes, cohérentes, proactives, prêtes à accompagner le secteur privé dans l'internationalisation et à poser les conditions d'une croissance durable à travers un écosystème favorable à la productivité, à l'efficacité, à la performance, au développement durable, à la singularité et à la conformité aux attentes du marché, aussi bien en temps, en qualité, qu'en quantité.

Économiquement, la grande majorité des pays sont des net importateurs de denrées alimentaires et ont un déficit chronique de leur balance commerciale. Renverser cette tendance demande un changement de paradigme dans tous les secteurs, sans exception, une réforme en profondeur de l'Etat, et une diversification du tissu industriel, en incluant davantage des acteurs non traditionnels, des jeunes, des femmes, des étrangers.

En termes d'infrastructures, l'absence de ligne maritime, de ligne aérienne plus dense entre l'île et le continent pose de graves problèmes de compétitivité et pénalise lourdement les entreprises.

Effets et impacts

Au plan macro-économique, suppression totale des tarifs pourrait générer 7,3 milliards de dollars de richesses selon la CNUCED, dans son rapport de 2019 sur la libéralisation du commerce en Afrique, avec 3 pays en tête : l'Afrique du sud avec 5,7 milliards, suivi du Nigéria avec 2 milliards et le Kenya avec 1,3 milliards de dollars.

Le commerce intra africain augmentera de 34,6 milliards de dollars, principalement dans l'agriculture, l'alimentation, l'industrie et les services.

Certains pays seront gagnants de la libéralisation du fait de la croissance des exportations, tandis que d'autres perdront du fait d'une concurrence plus accrue, d'une perte de recettes douanières, et des effets des termes de l'échange.

Perspectives

Direction stratégique du continent

L'Afrique doit revoir l'orientation de sa politique commerciale et la cohérence des chaînes de valeurs régionales pour passer d'une situation d'exportateur de commodités à un statut d'exportateur de produits manufacturés.

De nouveaux produits et services verront le jour, avec une compétitivité, une marque, un circuit de distribution à la hauteur des plus grandes marques qui aujourd'hui s'approvisionnent en Afrique en matières premières et rajoutent les valeurs en aval.

Le made in Africa devrait être plus présent dans les principaux marchés, comme le fruit de la coopération et l'externalisation et non juste un regroupement des produits de chaque pays.

Innovation

Sans une politique d'innovation, de recherche, fondée sur la science et les technologies, la transformation, la conservation, la diversification, la mise à l'échelle des produits d'Afrique restent difficile.

Investir dans la mise en œuvre

L'histoire a prouvé que l'Afrique est championne de l'élaboration de plans, de livres blancs, mais une question demeure d'actualité dans une perspective de développement à moyen et long terme, l'Afrique a-t-elle les moyens de ses ambitions en termes de détermination à mettre en œuvre, moyens déployés, cohérence des approches et des politiques, continuité de l'Etat, stabilité et sécurité en général ?

Focaliser moins sur la valeur ajoutée sur la manufacture et l'assemblage

L'essentiel de la valeur ajoutée étant capturée par l'étape de standardisation, de recherche et développement, d'innovation et de design en amont, et par le packaging, le branding et la distribution en aval de la production, la manufacture de l'assemblage sont des sentiers battus sur lesquels il y a relativement peu à gagner.

RECOMMANDATIONS

Négociations commerciales, investissement, propriété intellectuelle

Négociations commerciales

La conclusion des négociations est vitale, et plus particulièrement les promesses de l'Afrique que nous voulons Vision 2063 de l'Union africaine et de la création de la ZLECAf dépendent directement de l'intensité, du contenu, de la structure des engagements dans chaque sujet phare des négociations.

La liste d'exclusion de la libéralisation tarifaire pourrait être revue plus tard en fonction de la croissance des secteurs concernés, en matière de commerce de marchandises. Les négociations devraient être menées simultanément et en cohérence sur 3 fronts : (i) bilatéral afin de rassurer les partenaires de la prévisibilité,

de la transparence des règles, (ii) régional pour mieux tirer profit de la zone de libre échange continental, et (iii) multilatéral afin de veiller au respect des engagements pris au niveau de l'OMC, notamment en matière de NPF¹¹, et pour tirer profit des accès aux marchés, des flexibilités offerts par des pays tiers.

Un engagement ambitieux serait avisé en matière de développement du commerce des services. Ceci par la publication des audits règlementaires et l'identification des obstacles au développement du secteur des services, y compris en termes de concurrence et de protection des consommateurs. Une volonté ferme doit être affichée dans la promotion des services à haute valeur ajoutée pour la montée en gamme de certains secteurs, et la compétitivité d'autres. Les services à forte intensité de main-d'œuvre, en particulier en mode 4¹², seront priorisés afin de résorber le chômage et stimuler les transferts de fonds des migrants.

Investissements publics et privés

Favoriser les investissements liés au commerce et aux infrastructures de transport, de mise aux normes, de stockage et de logistique pouvant avoir un impact sur la compétitivité et la performance des entreprises, des secteurs et du pays tout entier.

S'engager sur la voie de la transparence, de la précision, et de l'application effective des règles en la matière afin d'améliorer la crédibilité, l'attractivité, et l'image du pays. Promouvoir les moyens de règlement des différends qui permettent d'éviter les procès. Favoriser les PPP, les blending, et surtout accompagner le privé par de l'investissement public afin de maximiser les externalités positives.

Droits de propriété intellectuelle

Simplifier les approches des droits de propriété intellectuelle en général et mettre l'accent sur les leviers pouvant accélérer l'adoption de nouvelles technologies nécessaires à la capture ou la création de valeur au niveau local, tenir compte des flexibilités offertes aux PMA pour accéder à certains brevets, nécessaires au développement et au bien-être de la population.

¹¹ La clause de la nation la plus favorisée (NPF) de l'OMC est une mesure de non-discrimination, permettant à un État de bénéficier des mêmes avantages commerciaux que tout autre État, pour l'importation d'un produit similaire, autrement dit à traiter également tous les partenaires commerciaux.

¹² En vertu de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), les services peuvent être fournis au niveau international de quatre façons différentes appelées "modes de fourniture". Le mode 1 se réfère à une consommation à distance, le mode 2 concerne la consommation de services à l'étranger, le mode 3 touche à l'implantation d'une représentation commerciale à l'extérieur, mode 4 couvre le mouvement temporaire des personnes.

Compte tenu de son statut particulier en termes de richesses de la biodiversité et de la disponibilité de ressources génétiques stratégiques pour la recherche, la santé, l'industrie des arômes et parfums, ou la préservation de la biodiversité à l'échelle mondiale, le pays devrait afficher davantage de détermination à tirer profit des différents accords et traités, dont notamment le protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Afin de permettre à cette chaîne de valeur de croître et contribuer au développement, l'industrie créative mérite une attention particulière et les questions de droits d'auteurs et droits de propriété intellectuelle relatifs à l'art, la créativité, dont notamment l'artisanat, le domaine textile, l'art culinaire doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Facilitation des échanges, dialogue et réformes

Facilitation du commerce

En réduisant perpétuellement les délais, les coûts, les procédures aux frontières et tout au long du processus d'importation et d'exportation tout en améliorant la transparence, la stabilité, la prévisibilité des textes. Chaque pays devait, conformément à l'accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, favoriser le dialogue avant toute modification du cadre réglementaire et œuvrer pour l'avènement d'une structure de concertation et de dialogue avec le privé et se soumettre au principe de la justice des frais facturés, qui doivent refléter le service rendu, et des droits des usagers à attaquer toute décision administrative devant une juridiction compétente.

Le Dialogue public privé

Cette action est à la base de la conformité des décisions des autorités publiques avec les urgences du moment du point de vue des acteurs économiques. Il permet par ailleurs d'impliquer le secteur privé sur les engagements pris ou à prendre au niveau régional, bilatéral et multilatéral et lui permettre de faire des analyses de risques.

Les réformes au niveau sectoriel

Des réformes au niveau régional et local sont à mettre en œuvre, mais aussi une amélioration continue du climat des affaires, des conditions de production des industriels, de la disponibilité de la main-d'œuvre, et du soutien des institutions publiques à l'innovation, et l'image des produits, des services, des secteurs et du pays tout entier dans les marchés cibles.

Renforcer l'intégration économique

Réduire le coût des transports

Connectivité maritime et aérienne sont les clefs de la compétitivité des produits malgaches face aux concurrents venant des autres continents. Cette connectivité nécessite à la fois la création de corridors, basés sur les infrastructures multimodales, mais aussi la création de compagnies régionales, de capacités nationales, et d'une logistique performante.

Intégrer la démarche dans les politiques publiques

Intégration du commerce dans le plan national de développement, aussi les investissements publics, les priorités devraient-ils tenir compte des rapports des organisations nationales et internationales spécialisées qui défendent et soutiennent la priorisation des questions commerciales. Cette intégration permettrait de mieux rentabiliser les investissements, de mieux accompagner les programmes de résilience, de réduire les déchets par une vraie économie circulaire, et d'une promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat dans la production de biens et les prestations de services.

Adopter une approche systémique

La coopération régionale, dans tous les domaines, sans exception est vitale, car elle mettra en évidence les synergies possibles, et les transferts de capacités résiduelles vers d'autres acteurs dans la région. Elle est aussi le garant d'une optimisation des structures régionales qui sont capables de soutenir le développement de capacités au niveau de chaque pays.

Repenser le commerce

Explorer de nouveaux secteurs

Les 3 principales familles de produits exportés par Madagascar sont issues de l'agriculture, dans le domaine du textile, et les mines. Dans le secteur des services, il s'agit du tourisme et des transports. Sans une diversification bien pensée, Madagascar ne pourra pas effectuer un saut quantique au vu des limites de sa capacité productive et de sa capacité logistique. Les nouveaux produits à explorer sont éventuellement, les produits de soins et les médicaments à base de pharmacopée locale, les produits artisanaux, les bijoux et accessoires de mode haut de gamme, plus de produits agroalimentaires tels que le chocolat, les aliments surgelés, les biscuits et confiseries ; en matière de services, les services financiers (banque et assurance), les autres services non bancaires, de nouveaux types de tourisme, les services aux entreprises, l'informatique, la production cinématographique. La diversification est ainsi une des clefs de la réussite.

Exploiter le potentiel des services

A l'instar de Cuba ou des Philippines, Madagascar pourrait trouver dans les services son domaine d'excellence et former les jeunes dans ces domaines-là afin de les préparer à affronter les marchés régionaux et devenir des réels entrepreneurs. Les services concernent aussi les grandes entreprises tels que le chantier naval, les ateliers de réparation et de maintenance ou encore les plateformes de support en ligne. Enfin le télétravail, le commerce électronique, et tous les métiers des TIC pourraient y trouver un tremplin.

Intelligence économique

Le Ministère des affaires étrangères et le Ministère en charge du commerce pourraient lancer un vaste programme d'intelligence économique afin de s'assurer que les acteurs, les décideurs puissent avoir les informations requises pour un développement économique durable du pays. La connaissance des réalités tout au long des différentes chaînes de valeurs permet aussi de mieux servir ces acteurs, de mieux positionner l'offre et de mieux cibler les clients potentiels.

Internationaliser la stratégie

Il est important de s'assurer d'une territorialité de la stratégie d'intégration régionale, impliquer les acteurs des régions, les informer, les consulter, les préparer à l'internationalisation devient stratégique.

CONCLUSION

La méconnaissance des marchés régionaux et de leur dynamique constitue le principal défi à l'intégration régionale, il en est ainsi de la complexité des traités et accords.

L'ensemble des acteurs publics et privés peuvent et doivent jouer un rôle pour une meilleure logique industrielle et une approche plus systématique des chaînes de valeurs régionales dans le tourisme, le textile, l'agroalimentaire et les services en général.

La peur et la méconnaissance des marchés régionaux poussent souvent les entreprises à s'en méfier et à les éviter parfois, la vulgarisation des questions liées à l'identité africaine et les interdépendances, les convergences des intérêts et des consciences devient urgente.

Il est facile de dénigrer ou d'encenser l'intégration continentale, il est plus difficile de s'organiser pour en tirer le meilleur profit, le pays est appelé à s'organiser. Au-delà des interminables négociations, les fruits récoltés doivent non

seulement être clairement expliqués aux concernés, mais des études approfondies, des simulations et un système de collecte et d'analyse des données s'impose.

La plus haute priorité réside dans l'alignement des politiques publiques pour soutenir le secteur privé de la production à l'entrée sur ces marchés en passant par la création et la capture de valeur locale.

La différence apparente née de l'organisation des départements ministériels ne pourrait faire naître une rivalité pour l'accès aux ressources rares, à retarder la mise à l'agenda d'objectifs communs, à faire taire les rivalités internes en matière de négociations internationales, de développement du secteur privé, de promotion du commerce et des investissements, la facilitation des échanges, et l'intégration des questions économiques dans le plan national de développement.

Il serait avisé de se préoccuper en priorité les coûts élevés des transports et de la logistique intra-africain en priorisant la création de lignes maritimes et aériennes plus directes. Le pays gagnerait à changer le narratif en mettant en avant les avantages de l'intégration continentale, avec la participation active des plus hautes autorités afin de montrer leur engagement, leur détermination à soutenir et protéger les acteurs locaux. Il est enfin urgent de s'investir davantage dans les services¹³, aussi bien en facilitant l'expatriation des travailleurs migrants malgaches qu'en renforçant la capacité à vendre des services numériques, ou vendre en ligne des biens ou des services.

Les notions de marketing, de promotion, de branding manquent au pays, y compris pour les deux produits phares que sont la vanille et le caviar. Il est temps de mieux marquer la présence et le positionnement du pays dans les nombreux secteurs¹⁴ où il peut légitimement réclamer une place.

Il en est de même pour la valorisation des questions de normes et de qualité, en renforçant l'infrastructure qualité nationale, en mettant en place les structures et les stratégies requises.

Les autorités publiques et les organismes intermédiaires doivent reconnaître que la chaîne allant du paysan qui cultive sa terre au consommateur qui achète le produit dans un marché lointain nécessite une approche coordonnée, harmonisée, cohérente, alignée sur chaque maillon, et sur tous les maillons. En d'autres termes, agir sur la pénétration de marché est mieux que l'octroi d'accès, travailler pour une facilitation réelle du commerce (réduction des coûts et des délais, amélioration de la coordination aux frontières et la gestion des risques) aiderait les entreprises à être

¹³ Tourisme, banque et assurance, transport, services aux entreprises, santé, éducation et formation

¹⁴ Textile, tourisme, huiles essentielles, litchi, girofle, artisanat, arts et culture, halieutiques, ressources génétiques

pertinentes (se trouver sur le bon créneau au bon moment) une fois les barrières non tarifaires franchies, disposer des infrastructures performantes, d'une main-d'œuvre formée, d'un cadre global favorable et d'une stratégie commerciale appropriée donnerait un avantage compétitif extraordinaire à Madagascar.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL : A business guide to the African Continental Free Trade Agreement, Genève, 2018.
- 2) CNUCED : Rapport sur le développement économique en Afrique, 2018, 2019, 2020, 2021, Genève.
- 3) GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE : The african continental free trade area, Washington DC, 2020.
- 4) OMC : Rapport d'examen de politique commerciale, Genève, 2015.
- 5) PELTRAULT Frédéric, VENET Baptiste : Economie internationale, Ed. Dunod, Paris, 2020.
- 6) SUAREZ Alfredo : Intégration régionale – Evolution d'un concept, Hachette supérieur, Paris 2009.

LE GEOTOURISME FACTEUR DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DES VILLES DE MADAGASCAR

par

RABEARY Frédéric Anaclef⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale Gestion de Ressources Naturelles et Développement, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Madagascar est caractérisé par la diversité de ses données naturelles sur le plan biogéographique : son littoral, ses conditions climatiques, son relief et ses paysages, la mer et les montagnes, les ressources naturelles, la faune et la flore. Par ailleurs, l'élément humain, l'histoire, les villes et les infrastructures tissent les potentialités touristiques. Le pays détient une filière touristique particulière, à savoir le Géotourisme qui offre une opportunité de faire une transformation structurelle des villes pour un développement local, dans un but de promouvoir un développement touristique durable. L'objectif de la présente étude est de rechercher les voies et moyens de développement du tourisme qui fera profiter non seulement la population locale, mais aussi les visiteurs étrangers. La méthodologie d'approche utilisée est qualifiée de démarche logico-déductive basée sur une approche globale de la réalité perçue. Une utilisation de la théorie de développement comme théorie d'ancrage, d'une part, de la méthode d'analyse structurelle pour organiser la démarche d'état des connaissances de manière objective, d'autre part, constituent le fil conducteur de la méthodologie suivie. Le résultat dégagé de la vérification des hypothèses émises est la réussite d'un développement local fortement liée à la bonne conception, la bonne conduite ainsi qu'à la cohérence du rôle du Géotourisme dans la transformation structurelle des villes du pays. Ainsi, le degré d'objectivité du présent travail incite tout décideur économique à considérer le rôle majeur de ce secteur dans la mise en œuvre d'un développement intégré à travers le Géotourisme. Il servira de pilier au développement des infrastructures, à l'innovation managériale dans l'accompagnement de la transformation structurelle.

Mots clés : Développement, Tourisme, Infrastructures, Géotourisme, Transformation structurelle, Ville, Madagascar

ABSTRACT

Madagascar is characterized by the diversity of its natural data on the biogeographical level : its coastline, its climatic conditions, its relief and its landscapes, the sea and the mountains, the natural resources, the fauna and the flora. On the other hand, the human element, the history, the cities and the infrastructures weave the tourist potentialities. The country has a particular tourist sector, namely Geotourism, which offers an opportunity to make a structural transformation of the cities for a local development, in order to promote a sustainable tourist development. The objective of this study is to seek ways and means of developing tourism that will benefit not only the local population, but also foreign visitors. The methodology of approach used is qualified as a logical-deductive approach based on a global approach of the perceived reality. The use of the development theory as an anchor theory, on the one hand, and of the structural analysis method to organize the approach of the state of knowledge in an objective way, on the other hand, constitute the main thread of the methodology followed. The result of the verification of the hypotheses is the success of a local development strongly linked to the good conception, the good conduct as well as to the coherence of the role of Geotourism in the structural transformation of the cities of the country. Thus, the degree of objectivity of this work encourages any economic decision-maker to consider the major role of this sector in the implementation of an integrated development through Geotourism. It will serve as a pillar for the development of infrastructure and managerial innovation in the accompaniment of structural transformation.

Key words : Development, Tourism, Infrastructure, Geotourism, Structural transformation, City, Madagascar

INTRODUCTION

Dans un environnement juridico-économique en pleine mutation, le tourisme se caractérise par une motivation des visiteurs à une innovation des biens différenciés et personnalisés structurels des différents produits de marché du secteur, et par la dynamisation du Géotourisme pour un développement intégré. Le tourisme se situe à la rencontre de problématiques économiques, sociales, environnementales, matérielles et naturelles, humaines, financières, technologiques et informationnelles. Depuis quelques années, il vise l'innovation, à offrir des biens différenciés et personnalisés aux différents produits de marchés. Ces transformations ont évolué conjointement aux motivations des consommateurs, dans un environnement juridico économique en pleine mutation. A Madagascar, ces facteurs ont contribué à l'émergence de nouvelles filières touristiques concurrentielles tel que le géotourisme.

L'objet de ce travail vise à proposer une réalité permettant de caractériser le tourisme vers une stratégie de développement orienté vers une transformation structurelle. Diverses approches sont adoptées pour l'avancement de connaissance sur ce sujet. Ainsi, la réalité d'investigation varie en fonction du contexte spatial, temporel, économique, social, culturel, juridique, etc. En outre, la planification étant essentielle, elle constitue un préalable à tout développement touristique. Cependant, tout cela soulève un grand nombre d'interrogations qui se résument à la question suivante : *dans quelle mesure le Géotourisme est-il un vecteur de transformation structurelle pour Madagascar ?*

Cette problématique globale implique de s'intéresser à différentes échelles, en particulier à celle du développement des infrastructures et la dynamisation de l'innovation. Ici, l'objectif est de faire une lecture parallèle des effets que génère le Géotourisme dans les zones urbaines du pays, et comment il transforme les dynamiques socio-spatiales de ces lieux pour un développement local. Notre postulat de base et méthodologie adoptée est à la fois inductive et déductive. Elle fait appel à deux approches différentes et scientifiquement complémentaires : l'approche descriptive et l'approche analytique. Pour répondre à notre question de départ, deux hypothèses sont formulées. L'une de notre hypothèse affirme que *conduire une planification géotouristique promeut un fonds de développement local*. Tandis que l'autre hypothèse souligne que *l'impact du Géotourisme soutient un développement intégré*. Aussi, cette contribution a pour objectif de mieux comprendre la relation entre les buts de changements structurels que connaissent les entreprises du tourisme et l'organisation du secteur touristique. L'existence d'une forte interdépendance entre les diverses entreprises qui effectuent des activités complémentaires très variées amènera à conclure qu'il s'agit d'une industrie au sens réel.¹⁵ En effet, chacune de ces entreprises effectue au moins une étape du processus productif.

MATERIELS ET METHODES

Madagascar dispose d'énormes potentialités touristiques¹⁶, parmi celles-ci, l'on peut citer : les particularités géographiques, physiques et humaines tels que la côte globalement hospitalière, les sites et paysages touristiques, la faune et la flore des différentes parties du pays, et l'hospitalité légendaire de la population. Sur le plan des opportunités économiques, le pays est marqué par une double disparité entre les

¹⁵ Commission de l'Océan Indien (COI), 2016 : «**Patrimoines Partagés : Traits Communs en Indianocéanie**», Colloque International organisée par la Commission de l'Océan Indien (COI) à l'île Maurice, Acte de l'ouvrage : «*La valorisation du patrimoine commun de l'Indianocéanie*», Ouvrage Collectif. pp. 24-26.

¹⁶ Le «potentiel touristique» est défini comme '*l'ensemble des éléments constituant des attractions touristiques et convenables à l'aménagement pour les visites et la réception des voyageurs ou comme la totalité des éléments du cadre naturel ou social-historique pouvant être exploités dans une certaine étape*' (Ielenicz et Comănescu, 2006)

villes et le milieu rural d'une part, entre les différentes régions¹⁷ d'autre part. Au vu des contraintes particulières et pour corriger les déséquilibres régionaux, Madagascar pourrait promouvoir les approches axées dans les Objectifs de Développement Durable¹⁸ pour soutenir le processus de développement du tourisme en général, et des atouts permettant de dynamiser différentes filières de tourisme à thèmes, dont notamment le Géotourisme, et ce, en vue de procéder à une transformation structurelle des villes pour un développement local, et dans un but de promouvoir un *développement touristique durable*.

Le cadrage théorique retenu

L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) définit l'industrie du tourisme comme «*tous les établissements dont l'activité productive principale est une activité productive caractéristique du tourisme.*»¹⁹ Il convient ainsi de se reporter à la notion d'industrie touristique qui va au-delà de la vision du marché recentrée sur l'output. L'industrie touristique²⁰ se tourne vers une vision plus productive car elle tente d'analyser l'organisation du système touristique en tenant compte des activités qui interviennent dans son processus de développement. Un produit touristique est la combinaison d'un ensemble de prestations qui sont séparées dans le temps et dans l'espace : transport, hébergement, restauration, etc. et qui peuvent être fournies soit par la même entreprise soit par différents entreprises.²¹

Des études, recherches et aussi quelques réalités ont témoigné que l'élargissement des perspectives économiques par la création d'emploi, l'augmentation des revenus, la création des activités et stimulation des créativité locales ainsi que l'amélioration de la qualité de vie des habitants peuvent survenir à travers le développement du secteur touristique. Mais parfois, celui-ci représente aussi des effets négatifs ; dans la mesure où il s'étend sur différentes composantes, tant naturelles (les paysages, le climat) que matérielles (équipements et services) et humaines (sociétés et civilisations, attraits historiques et socioculturels).

¹⁷ Ministère du Tourisme (MT), *Politique Générale du Tourisme* (Antananarivo: MT, Janv. 2018), p. 3.

¹⁸ Les «*Objectifs de Développement Durable*» sont un ensemble d'objectifs portés par l'Organisation des Nations Unies et ayant pour but le développement international. Ils remplacent les objectifs du millénaire pour le développement, qui se terminent en 2015.

¹⁹ Organisation Mondiale du Tourisme (O.M.T), 2004 : «*La contribution du Tourisme à la réduction de la pauvreté*» in : J. M COLLOMBON, BARLET S. & RIBIER D., coord., Groupe de recherche et d'Échanges technologiques (GRET) : Tourisme solidaire et développement durable, édit., Saint Etienne, p. 58

²⁰ Aldebert B., (2004) : «*Dynamique organisationnelle du secteur touristique : évolutions technologique et innovations de services*» Revue de l'Economie Méridionale, pp.5-8 Centre régional de la productivité et des études économiques.

²¹ Caccomo J.-L. et Solonandrasana, (2001) : «*L'innovation dans le tourisme : enjeux et stratégies.*» Paris, l'Harmattan

Adam Smith jusqu'au début du XXe siècle, estimait que pour parvenir à une croissance économique soutenue, il convenait de poursuivre le laisser faire économique. Les marchés seraient en mesure de procéder à une allocation efficace des ressources et d'optimiser le potentiel de croissance de l'économie. Dans ce cadre, le système de prix détermine ce qu'il y a lieu de produire et comment le produire, la transformation structurelle intervenant automatiquement à mesure que l'économie se développe et que les marchés redéployent les facteurs de production dans des secteurs plus productifs offrant un meilleur rendement. Cette approche a constitué le cadre théorique dominant au cours des XVIIIe et XIXe siècles. Cependant, elle ne tient pas compte, entre autres, du rôle clé de l'évolution technologique et de la modernisation industrielle dans une croissance économique soutenue.²² Par ailleurs, la transformation structurelle a été le thème de l'un des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, à savoir, l'Objectif 9 : transformer les économies, remédier aux vulnérabilités et améliorer la résilience par une conception intégrée de l'industrie, de l'innovation et des infrastructures.

A propos de la «*transformation structurelle*», la **théorie du développement** stipule que pour que les pays se développent, ils doivent se transformer structurellement allant d'une économie agraire à une économie moderne. Cette transformation structurelle²³ devait s'opérer par étapes. A la phase initiale, c'est le secteur agricole qui contribue le plus à la richesse du pays parce qu'il faut nourrir sa population qui ne cesse de croître. À mesure que la productivité augmente dans le secteur agricole, certains facteurs de production devraient être réaffectés au secteur industriel où leurs contributions deviennent plus attrayantes. C'est la deuxième phase. Ensuite, le pays s'industrialise progressivement et produit des marchandises avec un contenu technologique élevé et développe les chaînes de valeur. Le pays réaffecte donc davantage de ressources au secteur des services pour répondre à ce besoin.

Pendant le processus de transformation structurelle, la productivité de l'économie augmente de deux manières. Premièrement, les travailleurs peuvent passer de secteurs à faible productivité de secteurs à forte productivité. Deuxièmement, une économie peut devenir plus productive grâce à l'augmentation de la productivité dans un secteur, lorsque les travailleurs d'un secteur deviennent plus productifs grâce à la connaissance, à la technologie, aux intrants. D'un point de vue normatif, la transformation structurelle de l'économie a les implications

²² Horner, R. et Nadvi, K. (2018). *Global value chains and the rise of global South: Unpacking twenty-first century polycentric trade*, Global Networks, pp. 207-237, vol. 18, No. 2.

²³ Kuznets S. (1971). *Economic Growth of Nations: Total Output and Production Structure*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press

suivantes²⁴: une réallocation de ressources des secteurs et activités moins productifs à des secteurs et activités plus productifs; un accroissement de la contribution relative du secteur manufacturier au PIB; un redéploiement de l'activité économique des zones rurales vers les zones urbaines ; l'essor d'une économie industrielle et des services moderne; une transition démographique assurant le passage de taux de croissance et de mortalité élevés à de faibles taux de croissance et de mortalité, et une urbanisation croissante.²⁵

Le cadrage méthodologique adopté

La méthodologie d'approche effectuée est à la fois inductive et déductive par «*la méthode d'analyse structurelle.*»²⁶ . C'est un instrument de structuration qui permet de représenter un système par le biais d'une matrice mettant en relation tous les éléments constitutifs de ce système. Le raisonnement de l'analyse structurelle a pour but de conclure les principales variables influentes et dépendantes et par là les variables essentielles à l'évolution du système. À l'aide d'une matrice, elle identifie différents éléments qui composent le système étudié, les variables qui en rendent compte et les relations entre ces variables. Le tableau, à double entrée, ainsi constitué peut être rempli en ligne, informant sur la capacité d'influence d'une variable sur chacune des autres ; ou en colonne, qui considère l'état de dépendance d'une variable par rapport aux autres.

Tableau 1 : Une matrice des variables à double entrée

Sur → ↑ Influence de	A	B	C	D	E
A	0	1	1	0	1
B	1	0	1	1	0
C	1	1	0	1	1
D	0	1	0	0	1
E	1	0	0	1	0

Source : POMEANU E. (2013, p. 65)

En principe, la matrice n'est remplie que de 1 et de 0 selon l'existence ou non d'une relation d'influence et/ou de dépendance entre les éléments de chaque paire de variables. Une fois les variables identifiées, on se pose la question, pour chaque

²⁴ Ramamonjisoa B.S., (2005) : "Système de production agraire et dégradation des forêts à Madagascar : l'importance des logiques économiques dans l'aménagement des terroirs". Terre Malgache n°24. pp. 92-114

²⁵ McMillan, et al. (2014). *Introduction-understanding structural transformation in Africa*, World Development, vol. 63 (November), pp. 1-10.

²⁶ Godet M. (2001) : «*Manuel de prospective stratégique* » Dunod, Paris. p. 25.

couple de variables (A, B) de savoir s'il existe ou non une relation d'influence directe entre la variable A et la variable B. Un classement des variables est ensuite effectué sur la base de leur score (somme des notes élémentaires) en ligne et en colonne. En fonction des valeurs obtenues aux indicateurs de dépendance et de motricité, les trois dernières colonnes du tableau permettent d'affecter chaque variable selon qu'elle soit dépendante, motrice ou autonome.

Tableau 2 : Comptabilisation du degré de motricité et de dépendance

Paramètres	Dépendances = total lignes	Motricités = total colonnes	Moteur (influent)	Dépendant
A	3	3		
B	3	3		
C	4	2		D
D	2	3	M	
E	2	3	M	

Source : POMEANU E. (2013, p. 66)

En sommant les lignes et les colonnes de la matrice au carrée, on arrive à des indicateurs qui prennent en compte les impacts directs et indirects. La prise en compte des relations indirectes peut conduire à une redéfinition de la hiérarchie des variables en ligne et en colonne. La méthode consiste ainsi à réaliser des multiplications successives de la matrices jusqu’à convergence du rang des variables.

Etats de connaissance

Comme tout phénomène de société, la question du développement a suscité des théories diverses de la part de différents spécialistes. Adam Smith²⁷ considère que le développement est un phénomène spontané et naturel inhérent à une économie libérale avec un respect des règles et conditions du marché. Cette approche est applicable au marché du tourisme qui obéit à des règles. La consommation et la demande touristiques s'internationalisent avec une nouvelle relation des pays du Nord et des pays du Sud. Certains penseurs comme Hoffman²⁸ voient dans le tourisme comme un facteur de développement. Cependant, d'autres se sont opposés à cette théorie et considèrent que le tourisme est une pratique qui favorise un phénomène de domination.

²⁷ Smith A. (1776) : *«Recherche sur la cause de la richesse des nations»*, Paris, Gallimard, (1ère édition)

²⁸ Hoffman (1971) : *«L'industrie touristique - une chance pour les pays en voie de développement»*, in Revue Espaces n°5 – juillet/août 1971.

Dans l'état actuel des infrastructures touristiques du pays, la destination touristique de Madagascar²⁹ se vend essentiellement en tant que produit nature-aventure. Madagascar est reconnu comme un sanctuaire privilégié de la biodiversité, d'un foyer de culture afro-asiatique. Les ressources naturelles font de ce pays une destination privilégiée pour les touristes, bien qu'il soit connu pour son niveau élevé de dégradation environnementale. Dans ce cadre, le pouvoir public et le secteur touristique ont chacun leur rôle, car le tourisme peut avoir pour résultat un transfert d'argent de régions plus riches vers des régions plus pauvres entraînant de ce fait une amélioration de la qualité de la vie.³⁰ Mais, quel que soit le type de développement, le tourisme peut aider à justifier la préservation de l'environnement et, en fait, à en financer les efforts de sauvegarde.³¹

RESULTATS

Le tourisme malgache, par sa nature, est une industrie éclatée géographiquement, composée de milliers de petites et moyennes entreprises, comprenant plusieurs éléments rattachés à des dimensions économique, socioculturelle et environnementale ainsi qu'à une mosaïque de nombreux produits en constante évolution. Le produit touristique correspond à un produit de consommation finale dont les intrants (ou composantes) ne peuvent être importés et dont certaines fonctions particulières sont réalisées par un grand nombre de petites et de moyennes entreprises. Aussi, le besoin d'un monitoring global prend-il toute sa valeur dans un contexte où le tourisme doit de plus en plus être pensé en termes de développement durable.³²

La planification du Géotourisme met l'accent sur la création d'un fonds de développement local touristique

Le Géotourisme est un terme inventé par Jonathan B. en 1997 et publié par la «*Travel Industry Association of America*» en 2002. Il précise que : «*C'est un tourisme qui soutient et rehausse le caractère géographique d'un lieu, son environnement, sa culture, son esthétique, son patrimoine ainsi que le bien-être de ses résidents, c'est-à-dire : A la contribution de générer des retombées économiques pour la communauté, à économiser les ressources et au respect de la culture locale et des traditions.*» A cet effet, il s'inscrit au cœur de logiques multiples : naturel et

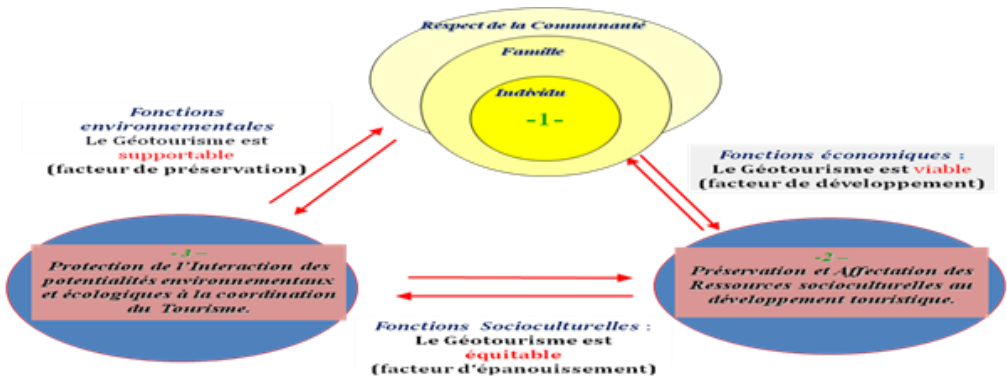
²⁹ Loi N° 95-017 du 25 Août 1995 portant ''Code du Tourisme'' in Journal Officiel de la République de Madagascar, (Imprimerie Nationale, Antananarivo) N° 2346, Fév. 1996, p.181.

³⁰ Christie I. T. & Crompton D.E. (2003) «*Etude du Secteur Tourisme*» Antananarivo. 148 p.

³¹ Agenda 21, 1992, p. 13-14

³² Vellas F. (2006), «*Economie et politique du tourisme international*» Paris, Economica, p. 12

d'ordre culturel.³³ Ainsi, il s'oriente vers des pratiques intégrant la responsabilité écologique, la solidarité sociale et l'efficacité économique. Cependant, à Madagascar, le Géotourisme est peu développé, mais beaucoup d'activités et produits existent dans le pays. Cela a entraîné différentes réflexions et développé des méthodes de vulgarisation Géotouristique à vocations didactiques : (i) la mise en place d'une transmission du savoir interactive, prenant en considération les connaissances préalables capables de les faire évoluer ; (ii) la prise en considération de la complexité des différentes échelles spatio-temporelles caractérisant les potentialités géotouristiques et de leurs dynamiques.³⁴



Source : Auteur, 2015

Figure 1 : Le principe du Géotourisme

Pour ne citer que dans la Région Analamanga, le Géotourisme est une filière avec de multiples avantages sur tous les plans : environnemental, économique et sociale. Il joue un rôle important dans la protection de l'environnement, la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles. Il protège et régénère des atouts naturels, crée la mise en place d'une infrastructure soucieuse de l'environnement dans les villes en particulier. Il facilite la création d'emplois mais il contribue aussi à la répartition de la richesse entre les régions à différents niveaux de revenus autour de trois moments : la mise en tourisme de l'espace central historique de la ville (exemple le palais d'Andaſiavaratra), la valorisation de lieux éloignés du centre dans l'offre (exemple le site d'Ambohimanga Rova) ; et la mise en réseau des lieux (exemple le Corridor Forestier d'Anjozorobe). Ils seront liés aux politiques urbaines : la réhabilitation, la

³³ Duval M. et Gauchon C. (2010): «Tourisme, Géosciences et enjeux des territoires : Actualités du Géotourisme». Téoros, vol.29. pp. 11-13

³⁴ Enseignement sur «la connaissance du tourisme» au sein de la Mention Science du Tourisme de la Faculté des Lettres et Sciences Humaine de l'Université d'Antananarivo, Eléments constitutifs : «Concepts : Tourisme durable ; écotourisme/Géotourisme : typologie du tourisme».

rénovation, la requalification de certains lieux incitant la mise en place d'un fonds de développement local. Ce qui confirme bien notre première hypothèse notamment dans la planification du géotourisme à Madagascar.

Le Géotourisme favorise un développement económico-socio-environnemental

A Madagascar, depuis le début des années 2000, on assiste à la plus forte progression de tourisme orienté vers la nature. Mais, si elle a des impacts bénéfiques sur les régions visitées, cette croissance augmente indéniablement le risque d'effets nuisibles sur les écosystèmes, qui se trouvent fragilisés par l'intérêt grandissant des touristes pour les régions relativement inexploitées et d'écosystèmes uniques.³⁵ D'où l'interaction hôtes-visiteurs sera associée à la valorisation aux attraits particuliers que l'on aménage à des fins Géotouristiques. Cette action donne une dimension nouvelle au lieu touristique et de ses impacts socioculturels pour la population local,³⁶ et nécessite une analyse structurelle.

Tableau 3 : Analyse structurelle des variables socio-économico-environnementales

Structure	Variables	Codification
Economique	Infrastructures et structure urbaine	1
	Dynamisation de la réhabilitation urbaine	3
	Développement des services publics	4
	Réhabilitation des moyens de communications	5
Structure	Variables	Codification
Sociale	Dynamisation de l'Industrie touristique	9
	Vivification des Services	10
	Innovation de l'offre selon les ressources	11
	Investissement Géotouristique	12
Environnementale	Ecologisation des sites urbains en dégradation	2
	Nuisance : Air, eau, sol, bruit	6
	Recyclage des déchets	7
	Valorisation des parcs et des espaces verts	8

Source : Auteur, 2020

Ce tableau fait apparaitre 12 variables qui font des interactions entre elles, montrant le degré de repositionnement ou de revalorisation des actions qui existent.

³⁵ Rafolo Andrianaivoarivony (2014). «L'Indianocéanie à travers ses sites à valeur identitaire, atouts touristiques», tiré de l'ouvrage «Les mille visages de l'Indianocéanie : Acte du Colloque de Mahébourg» – Commission de l'Océan Indien, (COI), p. 64

³⁶ Rabeary Frédéric et Rafolo Andrianaivoarivony. (2016) : «Stratégies : Etats des lieux du Tourisme» Tiré de l'ouvrage collectif sous la direction du Pr J.M. Jauze «Patrimoines partagés : Traits communs en Indianocéanie» – Commission de l'Océan Indien (COI), EPICA, p. 193

Il explique le niveau de dépendance ou d'indépendance entre elles, tant sur le développement régional que sur la production de biens et services pour le pays.

En outre, il montre que l'optimisation et la mise en œuvre du tourisme dépendent de paramètres économiques, sociaux et environnementaux. A cet effet, l'analyse structurelle exprime ici la forme concrète prise par les prémisses du tourisme dans le processus de développement dans son ensemble ; ainsi que des changements intervenant dans la sphère touristique qui modifient les composantes et réciproquement.

Sur → ↑ Influence de	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	0	1	1	0	1	-1	-1	-1	1	1	-1	1
2	1	0	1	0	0	1	1	1	0	0	1	1
3	1	1	0	0	0	-1	-1	1	0	1	1	1
4	0	0	-1	0	0	-1	1	-1	1	0	1	1
5	-1	-1	-1	1	0	-1	1	-1	1	1	0	-1
6	0	1	1	0	0	0	0	1	-1	-1	0	1
7	0	-1	-1	0	0	-1	0	-1	0	0	0	-1
8	0	0	1	0	0	1	-1	0	-1	1	1	1
9	0	-1	-1	0	1	-1	-1	-1	0	1	-1	-1
10	0	-1	1	0	1	-1	-1	-1	1	0	1	1
11	1	1	1	0	1	-1	0	-1	-1	1	0	1
12	1	0	1	1	1	-1	-1	-1	-1	1	1	0

-1''=Impact défavorable ; ''0''=Impact Neutre ; ''1''=Impact Favorable

Figure 2 : La matrice de l'analyse structurelle au vu du Géotourisme

Dans notre cas, le processus de transformation à des fins touristiques est fort associé aux aménagements, aux stratégies de développement et de valorisation, aux politiques urbaines, à la dimension spectaculaire des interventions, ainsi qu'aux enjeux symboliques, culturels et identitaires. Ils sont perçus autour des structures «économique, sociale et environnementale»

Tableau 4 : Comptabilisation du degré de motricité et de dépendance des variables

Paramètres	Dépendances = total lignes	Motricités = total colonnes	Moteur (influent)	Dépendant
Infrastructures et structures urbaines (1)	6	4		D
Ecologisation des sites urbains en dégradation (2)	7	4		D
Dynamisation de la réhabilitation urbaine (3)	6	7	M	
Développement des services publics (4)	4	2		D
Réhabilitation des moyens de communications (5)	4	5	M	
Nuisance : Air, eau, sol, bruit (6)	4	2		D
Recyclage des déchets (7)	-3	-5	M	
Valorisation des parcs et des espaces verts (8)	5	3		D
Dynamisation de l'Industrie touristique (9)	2	4	M	
Vivification des Services (10)	5	7	M	
Innovation de l'offre selon les ressources (11)	6	6		D
Investissement Géotouristique (12)	6	8	M	

Source : Auteur, 2020

Ainsi, la notion «d'investissement Géotouristique» n'est plus associée à un seul variable. Le haut niveau de valeur de «motricité» que détient ce paramètre permet de définir le Géotourisme comme un système influant plusieurs «moteur» parmi lesquels les autres variables des autres paramètres n'ont pas de position dominante, et dépasse aussi les limites qui autorisent et donnent sens aux éléments «dépendants». D'où, l'hypothèse sur l'impact du Géotourisme sur le soutien d'un développement intégré» est confirmé.

Analyser l'impact économique du Tourisme, c'est analyser la place qu'occupe le tourisme dans le commerce international et les économies nationales ; c'est isoler et évaluer les facteurs quantitatifs et qualitatifs qui sont la base de développement du tourisme : c'est aussi identifier les principaux éléments propres à stimuler ou entraver son développement dans l'avenir et examiner les résultats de l'activité touristique.

Cependant, l'interaction entre le tourisme et l'environnement sous toutes ses facettes adoptées par le dispositif public nécessite d'exposer les pratiques et scénarii en ce qui concerne les changements : signaux et indicateurs visant à éliminer la faiblesse du secteur. Un nouveau paradigme s'impose en gestion stratégique du secteur qui doit être revu à la lumière des nouveaux défis à relever. Il nécessite des actions.

DISCUSSIONS

La filière **Géotorisme** est ici proposé comme un levier au développement du tourisme en prenant en compte les principes fondamentaux énoncés par le Code du Tourisme malgache (Loi 95-017 du 25 août 1995), la législation et la réglementation applicables au secteur en vigueur, et les objectifs de la Charte du Géotourisme avec ses 13 principes indiquant la stratégie reposant sur une valorisation des ressources touristiques, mais aussi sur des stratégies d'innovation qui favorisent la mise en valeur de ces ressources.

Les fiches d'actions feront état des principes du Géotourisme, basés sur quatre axes stratégiques.

Axe stratégiques n°1 : Singulariser la qualification de la destination

Axe stratégiques n°2 : Améliorer la sensibilisation et la promotion touristique

Axe stratégiques n°3 : Optimiser la médiation et le développement touristique

Axe stratégiques n°4 : Mettre en place des outils d'observations touristique

Une interprétation géotouristique pour une transformation structurelle

A travers les différents postulats du tourisme, il est essentiel d'accorder au Géotourisme une place dans le développement. Selon le Ministre chargé du Tourisme, dans son discours lors de l'ouverture de l'*International Tourism Fair Madagascar* ou ITM³⁷, 8^{ième} édition du 13-16 juin 2019, la vision générale de ce Département est de : «*faire de Madagascar une destination touristique incontournable et mondialement reconnue à travers des actions pragmatiques et du développement du Partenariat Public-Privé.*» (ITM, 2019). A cet effet, il a été souligné qu'à l'horizon 2023, Madagascar compte atteindre le cap de 500.000 touristes, 79.000 emplois, Un milliard d'Ariary de recettes, 48.000 chambres et un PIB de 15%.³⁸

³⁷ <http://www.mttm.gov.mg/discours-douverture-de-litm-du-ministre-des-transports-du-tourisme-et-de-la-meteorologie/>. Consulté le 06 octobre 2019

³⁸ Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ; Direction Générale de l'Economie et du Plan (DGEP), 2019 : «Les potentialités économiques de la Région Analamanga».

Ainsi, pour le tourisme en général et le Géotourisme en particulier, deux grands domaines de valorisation se présentent comme levier de transformation structurelle : (i) une valorisation de la visée de «*la qualification de la destination*» dans le domaine Géotouristique, et (ii) une visée de «*la sensibilisation et la promotion touristique*». Les deux étant étroitement liées dans une perspective de développement touristique durable, sachant que, d'une part, le «Géotourisme» entretient des relations réciproques avec l'environnement, la société et la culture, et occupe une place importante dans l'économie malgache, et d'autre part, que le tourisme peut avoir des effets non négligeables sur les modes de vie, la culture, et les relations sociales des populations hôtes. Appelés impacts humains, ces effets dynamiques et variés amorcent des changements dans le style de vie, les systèmes de valeurs, les traditions, les relations familiales et communautaires, la conduite morale, la santé, et la sécurité dans les destinations touristiques. Ainsi, les plans d'actions dans les tableaux 5 et 6 montrent les conditions gagnantes pour que le tourisme et le Géotourisme, ainsi que tous les acteurs en lien avec eux, puissent établir des partenariats productifs à Madagascar en général, et se mobiliser autour de grands enjeux sociétaux de la transformation structurelle des villes du pays en particulier.

Tableau 5 : Axe Stratégique n°1 : Singulariser la qualification de la destination

N°	Principe du Géotourisme	Actions opérationnelles	Objectifs	Indicateurs de réussite
1	Intégrité des lieux	Dynamisation de la stratégie de communication Géotouristique	- Favoriser l'appropriation des sites et, dynamiser les offres plus secrètes des villes - Assurer une promotion touristique de qualité dans les villes	Nombre de projets mis en œuvre et montant global investi dans les projets géotouristiques
2	Les Codes internationaux	Participation aux réseaux engagés dans les principes du respect du Code mondial, Charte, Code de l'ICOMOS, etc...	- Agir sur les facteurs de production urbaine - influencer la demande par l'établissement de réglementation et de normes nationales des secteurs reliés et de support	Nombre de rapports entre le tourisme et l'environnement en général établi
3	Marché ciblé	Accompagnement des Offices et mise en réseau des sites, offres et produits Géotouristiques faisant l'objet d'une valorisation touristique	- Favoriser le dialogue et les échanges entre acteurs touristiques et événementiels. - Favoriser une promotion des prestations /événements à travers des partenariats.	Bilan des expériences créées et commercialisées
4	Marché diversifié	Donner accès à une pluralité d'ambiances et à des sites mythiques par l'itinérance et les pratiques Géotouristiques	- Améliorer l'expérience client séjournant ou itinérant au sein de la Destination. - Positionner la Destination comme un territoire structuré sur les modes Géotouristiques.	Nombre d'événements recensés et d'aménagements dédiés au Géotourisme

Tableau 6 : Axe stratégique n°2 : *Améliorer la sensibilisation et la promotion touristique*

N°	Principe du Géotourisme	Actions opérationnelles	Objectifs	Indicateurs de réussite
5	Satisfaction des touristes	Développement de la demande avec tous les acteurs touristiques	- Faciliter le séjour en orientant les choix vers des offres "inspirantes" dans les villes. - Développer l'avantage concurrentiel en proposant des séjours "inspirants"	Nombre de complétion par rubrique de rencontres entre acteurs locaux et touristiques
6	Participation de la communauté	Mise en place des systèmes de partenariats, de leadership soutenu par des organismes extérieurs	- Réduire les impacts néfastes sur l'environnement local dans les villes - Apporter une diversification économique	Augmentation du nombre des membres de la communauté Géotouristique dans les villes
7	Avantages pour la communauté	Accompagnement des acteurs touristiques pour une amélioration de l'accès à la destination	- Améliorer la qualité de la vie. - Préserver l'équité entre les générations et entre les membres d'une même génération.	Satisfaction de la communauté locale '

Dynamiser le Géotourisme pour des structures à usage collectifs

L'équité spatiale dans la répartition des infrastructures à usage collectif est indispensable dans les différentes collectivités territoriales. Afin de propulser le développement touristique dans le pays, toutes les collectivités locales se doivent de travailler pour que le territoire devienne le support d'un grand nombre d'infrastructures à usage collectif. Ainsi, il est recommandé d'implanter les infrastructures de taille réduite dans les zones les moins peuplées. Par ailleurs, remédier au déséquilibre spatial, impose une répartition hiérarchisée des infrastructures à usage collectif sur le territoire national, d'où la nécessité des deux axes stratégiques suivantes pour la transformation structurelle.

La clé du succès reposera sur : (i) la différenciation des produits, la segmentation des marchés et la conception de produits innovateurs, c'est-à-dire : une inscription de nouvelles stratégies nationales ; (ii) les publics touristiques actuels, en ciblant de nouvelles clientèles et en impliquant la population locale ; (iii) et, enfin sur le développement en permettant de générer une image touristique basée à la fois sur les valeurs du développement durable et sur l'identité touristique du pays. Les tableaux 7 et 8 suivants montrent que de toutes les manières, tous les Axes stratégiques proposés donnent chacun en premier lieu, des actions opérationnelles qui permettront de couvrir et d'apporter des réponses aux enjeux identifiés de transformation structurelle sur l'ensemble des atouts et potentialités touristiques de Madagascar. En second lieu, des objectifs qui feront état des enjeux majeurs que le pays aura à relever sur chacune des fonctions stratégiques clés pour s'orienter vers un optimum de la transformation structurelle. Ces axes stratégiques seront vérifiés par des indicateurs de réussite, car ils sont :

- pragmatiques et réalisables, en intégrant des actions à «effets de levier» ;
- dynamiques par des moyens privilégiant les actions régionales afin de donner une «impulsion collective» ;
- en faveur du partenariat public/privé, en soutenant et accompagnant les initiatives menées par les porteurs de projets publics et privés volontairement engagés en faveur du «changement».

Tableau 7 : Axe stratégique n°3 : Optimiser la médiation touristique

N°	Principe du Géotourisme	Actions opérationnelles	Objectifs	Indicateurs de réussite
8	Conservation et valorisation des attraits de la destination	Qualification de l'offre d'accueil et de découverte	Produire une base de connaissances faisant référence aux principaux sites et lieux d'intérêts touristiques dans les villes, et qui participe à leur rayonnement.	- Nombre d'outils d'interprétations touristiques développés - Taux de diffusion des outils
9	Utilisation du territoire	Mise en réseau des potentialités pour une promotion touristique plus efficace et un impact économique plus important	Assurer une qualité d'accueil touristique optimale et harmonisée au sein des sites et équipements des zones touristiques urbaines et rurales.	- Nombre d'actions organisées - Nombre d'outils développés
10	Conservation des ressources	Développement, et dynamisation des atouts et potentialités Géotouristiques	- Développer une connaissance réciproque de la sphère touristique et Géotouristique. - Faire émerger des projets touristiques des villes pour favoriser une promotion réciproque	- Nombre d'acteurs sollicités - Bilan des actions réalisées en faveur du Géotourisme

Tableau 8 : Axe stratégique n°4 : Mettre en place des outils d’observations touristique

N°	Principe du Géotourisme	Actions opérationnelles	Objectifs	Indicateurs de réussite
11	Planification	Développer une industrie touristique concurrentielle et durable qui contribue au bien-être économique, social et environnemental.	- Mettre en place des mesures pour créer un environnement économique favorable au développement touristique et Géotouristique. - Favoriser une planification et une gestion responsables correspondant aux objectifs de conservation du patrimoine naturel et culturel	- Satisfaction de tous les acteurs touristiques - Développement des villes de Madagascar
12	Interprétation interactive	Observation à l'échelle Nationale et développement des outils valorisant l'appartenance au Géotourisme	- Mise en réseau de la courbe de cycle de vie du tourisme de Madagascar. - Mise en place du Compte Satellite du tourisme	Effectivité de la mise en route du Compte Satellite et de la courbe de cycle de vie du tourisme
13	Évaluation	Evaluation de la mise en œuvre du programme d'actions Géotouristique	Mise en pratique d'un programme intégral d'activité Géotouristique afin de profiter de certaines occasions ou de réagir face à des changements négatifs du secteur.	Nombre d'activités établies

CONCLUSION

Le tourisme présente les caractères d'une activité économique, à travers la production de biens et services à caractère touristique, que de la stimulation pour la production de biens non spécifiquement touristiques, mais consommés par le touriste induisant d'autres dépenses. Le tourisme a des répercussions sur la balance des paiements des pays concernés (recettes et dépenses), en tant que phénomène international. Il influence le développement de régions, voire de pays entiers. En sens inverse, la conjoncture, le système économique, influencent le phénomène touristique en agissant sur la demande (le sujet touristique) et aussi sur l'offre (investissements).

Le secteur du tourisme de Madagascar est tributaire de la bonne volonté des hôtes locaux. Parmi les facteurs qui poussent les personnes à voyager figurent le fait de trouver des installations propres et irréprochables, une culture locale authentique et des populations amicales. Pour répondre aux attentes des voyageurs, il est essentiel d'établir, d'entretenir et de renforcer des partenariats efficaces avec la communauté locale. Chacun des partenaires doit jouer le rôle qui lui revient pour créer un environnement favorable, non seulement pour les touristes mais aussi pour la population locale.

Les chaînes de valeurs potentielles sont nombreuses et se rapportent à tous les produits et services dont le touriste pourrait avoir besoin. Et, partant du principe que le développement économique doit passer par les populations locales, les potentialités environnementales et les richesses culturelles, le secteur doit permettre de répondre aux attentes des consommateurs grâce à la connaissance du Géotourisme. Ce dernier peut se procurer des produits et des services de qualité offerts par des établissements touristiques qui appliquent à leurs clients une expérience positive et unique, tout en tendant vers la pérennisation socioculturelle et environnementale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Aldebert B., 2004. «Dynamique organisationnelle du secteur touristique : évolutions technologique et innovations de services» in Revue de l'Economie Méridionale, Centre régional de la productivité et des études économiques, 2004, pp.5-8.
- 2) Arrêté N° 4889 sur l'implantation touristique, de la Loi N° 95-017 du 25 Août 1995 portant Code du Tourisme'', in Journal Officiel de la République de Madagascar, (Imprimerie Nationale, Antananarivo) N° 2346, Fév. 1996, p.183.
- 3) Bergeron P. G. 1986. «La gestion dynamique. Concepts, méthodes et applications» édit Montréal. p 24.

- 4) Bon V., 2009. «Le Développement Durable: des fondements pour l'entreprise aux écueils managériaux», Management & Avenir, Vol. 9, n° 29, 245 p.
- 5) Buckley R., 2012. "Sustainable Tourism: Research and Reality, Annals of Tourism Research", Vol. 39, No. 2, pp. 528–546.
- 6) Caccomo J.-L. et Solonandrasana, 2001. «L'innovation dans le tourisme : enjeux et stratégies.» Paris, l'Harmattan, p.37.
- 7) Christie I. T. & Crompton D. E., 2003. «Etude du Secteur Tourisme» Antananarivo. 148 p.
- 8) CIRET (2012). «Encyclopédie de la recherche touristique mondiale.» Paris : Centre Internationale de Recherches et d'Etudes Touristiques.
- 9) Duval M. et Gauchon C., 2010. «Tourisme, Géosciences et enjeux des territoires : Actualités du Géotourisme». Téoros, vol.29. pp. 11-13.
- 10) Elghazi. I. & Bahyaoui S., 2020. «De l'ajustement structurel à la transformation structurelle : bonnes pratiques africaines», in Revue Internationale des Sciences de Gestion (Numéro 6 / Volume 3). pp. 492 – 508.
- 11) Gagnon S., 2007. «L'attractivité touristique des territoires», Téoros, 26-2
- 12) Godet M., 2001. «Manuel de prospective stratégique» Dunod, Paris. p. 25.
- 13) Hoffman, 1971. «L'industrie touristique - une chance pour les pays en voie de développement», in Revue Espaces n°5 – juillet/août 1971.
- 14) Horner, R. et Nadvi, K. 2018. Global value chains and the rise of global South : Unpacking twenty-first century polycentric trade, Global Networks, vol. 18, No. 2, pp. 207-237.
- 15) Kozak M., Martin D., 2012. "Tourism life cycle and sustainability analysis: Profit-focused strategies for nature destinations", in Tourism Management, 253 p.
- 16) Kuznets S., 1971. "Economic Growth of Nations : Total Output and Production Structure". Cambridge, Mass : Harvard University Press.
- 17) Loi N° 95-017 du 25 Août 1995 portant "Code du Tourisme" in Journal Officiel de la République de Madagascar, (Imprimerie Nationale, Antananarivo) N° 2346, Fév. 1996, p.181.
- 18) McMillan, et al. 2014. "Introduction-understanding structural transformation in Africa" World Development, vol. 63 (November), pp. 1-10.
- 19) Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ; Direction Générale de l'Economie et du Plan (DGEP), 2019. «Les potentialités économiques de la Région Analamanga».
- 20) Ministère du Tourisme (MT), 2018. «Politique Générale du Tourisme» MT, p. 3.

- 21) Nightingale J., 1978. «On the definition of industry and market» in Journal of industrial economics, p. 27.
- 22) Organisation Mondiale du Tourisme (O.M.T), 2004. «La contribution du Tourisme à la réduction de la pauvreté» in J. M Collombon, Barlet S. & Ribier D., coord., Groupe de recherche et d'Échanges technologiques (GRET) : «Tourisme solidaire et développement durable», édit., Saint Etienne, p. 58.
- 23) Pralong J. P., 2006. «Géotourisme et utilisation de sites naturels d'intérêt pour les sciences de la Terre : dans les régions de Crans-Montana-Sierre (Valais, CH) et de Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie, F).» Institut de Géographie, Université de Lausanne, pp. 30-31.
- 24) Rabearimanana L., 2015. Une entreprise coloniale d'après la seconde guerre mondiale à Madagascar : La société Sucrière de la Mahavavy, Entreprises et entrepreneur en Afrique (XIVe-XXe siècles) tome II, Paris, laoratoire – Connaissance du Tiers-Monde.
- 25) Rabeary F., 2014. «Promotion du Géotourisme pour un Développement Touristique Durable à Madagascar», thèse de Doctorat pour l'obtention du Grade de Docteur en Sciences Agronomique, délivré par l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA), Université d'Antananarivo.
- 26) Rafolo Andrianaivoarivony, 2014. «L'Indianocéanie à travers ses sites à valeur identitaire, atouts touristiques», tiré de l'ouvrage «Les milles visages de l'Indianocéanie : Acte du Colloque de Mahébourg» – Commission de l'Océan Indien, (COI), p. 64.
- 27) Rafolo Andrianaivoarivony et Rabeary F., 2016. «Stratégies : Etats des lieux du Tourisme» Tiré de l'ouvrage collectif sous la direction du Pr J. M. Jauze «Patrimoines partagés : Traits communs en Indianocéanie» – Commission de l'Océan Indien (COI), EPICA, p.193.
- 28) Ramamonjisoa B. S., 2005-a. "Système de production agraire et dégradation des forêts à Madagascar : l'importance des logiques économiques dans l'aménagement des terroirs". Terre Malgache n°24. pp. 92-114.
- 29) Smith A., 1776. «Recherche sur la cause de la richesse des nations», Paris, Gallimard, (1ère édition).
- 30) Soubrier R., 1988. «Planification, Aménagement et Loisir». p 12.
- 31) Vellas F., 2006. «Economie et politique du tourisme international» (Paris, Economica), p. 12.

LES ETUDIANTS DE LA FILIERE UNIVERSITAIRE AGRONOMIQUE DE MANDRITSARA PENSENT-ILS DIVERSIFIER LES CULTURES POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE LEUR REGION ?

par

RAZANATSOAVINA Christian⁽¹⁾, DJISTERA Angelo⁽²⁾,
RALAHADY B. B.⁽³⁾, LABERCHE Jean Claude⁽⁴⁾

(1) Ecole Normale Supérieure pour l'Enseignement Technique, Université d'Antsiranana, Madagascar

(2) Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Mathématiques, Informatique et Applications, Université de Toamasina, Madagascar

(3) Ecole Normale Supérieure pour l'Enseignement Technique, Université d'Antsiranana, Madagascar

(4) Professeur Emérite des Universités

RESUME

Dans le district de Mandritsara, Région Sofia, quasiment toutes les productions agricoles ont de faibles rendements. Elles n'assurent même pas l'autoconsommation. Une étude sociologique réalisée chez des étudiants en licence d'agronomie cherche à comprendre le ressenti des futurs techniciens supérieurs agricoles vis à vis du riz, symbole des traditions malgaches et à l'opposé vis à vis des cultures de rente qui pourraient dynamiser le territoire. Une enquête est réalisée, auprès de 200 étudiants en agronomie, de plus de 18 ans, filles et garçons confondus. L'étude comporte trois phases : 1) la mise en œuvre d'un questionnaire ; 2) l'exploitation des données brutes et l'étude statistique par une Analyse Statistique Implicative (ASI) et 3) l'interprétation des résultats. Les étudiants sont questionnés sur leurs attitudes face au développement des cultures possibles. Les résultats montrent que la culture du riz est choisie comme le principal moteur du développement régional et que les étudiants sont prêts cependant à diversifier la production agricole et à la moderniser. Cependant en ce début de scolarité leurs idées sont diversifiées et complexes. Une adaptation des programmes pédagogiques devrait contribuer au développement socio-économique de cette région qui a de fortes potentialités agricoles.

Mots clés : Diversification, Agriculture, Industrialisation, ASI, Mandritsara

ABSTRACT

In the district of Mandritsara, Sofia Region, almost all agricultural production has low yields. They do not even ensure self-consumption. A sociological study conducted among students in agronomy seeks to understand the feelings of future agricultural technicians towards rice, a symbol of Malagasy traditions, and in contrast towards cash crops that could boost the territory. A survey was carried out among 200 agronomy students over 18 years of age, both boys and girls. The study includes three phases: 1) the implementation of a questionnaire; 2) the exploitation of raw data and statistical study by an Implicative Statistical Analysis (ISA) and 3) the interpretation of results. The students are questioned about their attitudes towards the development of possible crops. The results show that rice cultivation is chosen as the main engine of regional development and that the students are ready, however, to diversify agricultural production and to modernize it. However, at the beginning of their study, their ideas are diverse and complex. An adaptation of the educational programs should contribute to the socio-economic development of this region, which has strong agricultural potential.

Key words : Diversification, Agricultural products, ISA, Mandritsara

FINTINA

Any amin'ny distrikan'i Mandritsara, faritra Sofia, saika ny vokatra azo avy amin'ny fambolena no tsy dia misy vokatra firy. Tsy miantoka ny fanjifana ny tena akory izy ireo. Ny fanadihadiana ara-sosialy natao tamin'ireo mpianatra mianatra amin'ny sampam-pambolena sy fiompiana dia mikatsaka ny hahatakatra ny fihetseham-pon'ireo teknisianina ambony amin'ny fambolena amin'ny vary, mariky ny fomban-drazana malagasy ary, mifanohitra amin'izany, momba ny voly fanondrana izay afaka mamelona ny faritany. Nisy fanadihadiana natao tamin'ireo mpianatra 200 ao amin'ny toeram-piofanana izany, mihoatra ny 18 taona, na lahy na vavy. Misy dingana telo ny fandalinana: 1) fametrahana fanontaniana; 2) ny fitrandrahana ny angona manta sy ny fandalinana statistika amin'ny alàlan'ny Implicative Statistical Analysis (ASI) ary 3) ny fandikana ny valiny. Mampametrapanontaniana ny mpianatra ny amin'ny toe-tsain'izy ireo amin'ny fampivoarana ny voly azo atao, ny vokatra azo dia ny fambolem-bary no voafidy ho fototra lehibe amin'ny fampandrosoana ny faritra ary vonona ihany koa ny mpianatra hampiovaova ny vokatra ara-pambolena sy hanavaozana izany. Na izany aza, amin'ny fiandohan'ny fianarany, ny hevitr'izy ireo dia samihafa sy sarotra. Ny fampifanarahana ny fandaharan'asa fanabeazana dia tokony hitondra anjara biriky

amin'ny fampandrosoana ara-tsosialy sy ara-toekarena ao amin'ity faritra ity izay manana izay mampiavaka azy amin'ny ara-pambolena.

Teny fototra : Fahasamihafana, Fambolena, Industrialy, ASI, Mandritsara

INTRODUCTION

Plus d'un demi-siècle après la proclamation de l'indépendance de Madagascar, la Grande île n'a toujours pas abouti à mettre l'industrie comme principal moteur de la croissance économique et connaît d'énormes problèmes agricoles.

L'agriculture est, encore, l'activité dominante et occupe plus de 80 % des actifs (Ravalomanana V. et *al.*, 2015) en âge de travailler. Elle se concentre dans l'ensemble du territoire autour du riz. Il s'agit d'une agriculture au parcellaire très morcelé, où domine le riz pluvial, le riz irrigué étant encore trop peu fréquent. De toutes façons, la production de riz a, essentiellement, vocation à assurer la sécurité alimentaire à Madagascar et est majoritairement destinée à l'auto-consommation.

Mais malheureusement, la situation du riz à Madagascar, n'est pas bonne. Alors que le taux d'accroissement de la population est toujours aussi haut, le taux de croissance de la production rizicole est lui, en baisse. (Rasoarahona J., 2014). De ce fait, Madagascar se retrouve dans l'obligation d'accroître ses importations de riz, ne pouvant satisfaire ses besoins intérieurs.

Le riz, culture emblématique de subsistance, est produit par des populations toutes gouvernées par le respect démesuré de la tradition et le pouvoir accru des aînés. Ces « us et coutumes » engendrent inmanquablement un frein aux changements et au développement de la créativité, et entravent l'adoption et la réactivité des agriculteurs face aux évolutions technologiques (Ravalomanana V. et *al.*, 2015).

Pourtant Madagascar a des potentialités agricoles mondialement reconnues. Ainsi, dans les régions de la Côte Est et du Nord sont produits, essentiellement pour la consommation locale, la canne à sucre, l'arachide et le coton, et pour l'exportation : la vanille, l'Ylang ylang, le girofle, le poivre, le café, le cacao sans oublier les litchis (Andrianarintsalama M., 2013). Cependant les techniques culturelles obsolètes, plus proches d'économie de cueillette que de l'agriculture raisonnée ainsi que le vieillissement des plantations nationales se traduisent par une baisse de la production, et par ricochet une détérioration de la qualité des produits.

Le développement économique, tant attendu, implique un changement structurel pour passer d'activités à faible productivité à des activités à forte productivité (Hesse H., 2008). Ce changement s'est concrétisé par l'ouverture en septembre 2015, à

l'université de Majunga d'une licence en Agronomie délocalisée à Mandritsara sur les Hauts Plateaux de la région Sofia. En ces lieux les conditions climatiques sont certes favorables à la culture du riz pluvial, mais aussi aux cultures de rente comme la vanille, le poivre, le caféier ou le poivrier sans oublier les noix de cajou.

De nombreux jeunes bacheliers, habitués précédemment à sortir de leur région native, la Sofia, pour rejoindre Majunga (à 580 km) ou Antsiranana (à 600 km), se retrouvent à l'Université à Mandritsara dans un environnement socio-professionnel qu'ils connaissent bien, pour y avoir passé toutes leurs années de jeunesse. Pour connaître leurs réactions vis à vis de la culture traditionnelle du riz et savoir s'ils sont prêts à se moderniser en adoptant à côté du riz des cultures de rente, nous avons procédé à un sondage auprès d'une cohorte d'étudiants en première et seconde année d'études. Leurs repenses ont été regroupées et analysées. Ce sont les résultats de cette enquête et l'interprétation des résultats que nous présentons dans cette note.

MATERIELS ET METHODES

Dans cette partie, nous traitons les questions de méthodologie de notre recherche. Nous présenterons en premier le sondage et en second l'analyse des réponses.

Évaluer le ressenti des futurs techniciens supérieurs agricoles par un sondage

Dans cette étude, réalisée en 2018, nous avons travaillé avec 200 étudiants des deux premières promotions de la licence donc ceux en Deuxième année (L2) et ceux en Première année (L1) selon la technique décrite par Razanatsoavina, C. et *al.*, (2019). Ces étudiants en Agronomie doivent répondre librement à des questions concernant la culture du riz mais aussi ce qu'ils pensent des cultures de rentes comme la vanille, le cacao, le café, le poivre, ou des cultures industrielles comme le maïs ou l'arachide. Les questions sont de types directs. En plus de ces questions sur les productions, plusieurs questions portent sur les techniques de production, ainsi que sur le management possible des exploitations, tout ceci sous les contraintes sociologiques liées directement aux populations dont sont issus les étudiants.

Analyse des données

Comme il se doit les données recueillies lors du sondage sont d'abord transcrites dans un tableau de données. Par commodité, nous avons utilisé le tableau Excel, afin de pouvoir utiliser les formules mathématiques incluses dans le programme. Ce sont essentiellement les effectifs bruts dont nous nous servirons, parfois exprimés sous forme de pourcentages se rapportant systématiquement au nombre d'étudiants ayant répondu au questionnaire.

Une deuxième étape est une analyse statistique implicative (ASI) selon la méthodologie décrite par Ralahady, B. B. et Totohasina, A. (2019) où chaque fiche

d'enquête représente une transaction (il y en n) alors que les différentes modalités, intitulées p, correspondent aux questions posées. Dans la mesure où l'on s'intéresse à la présence-absence de chaque modalité dans les différentes transactions, on associe à chaque modalité une affirmation correspondante, appelé item, qui est une variable booléenne. Sur l'ensemble des transactions, on obtient une matrice booléenne de dimensions n et p.

RESULTATS ET DISCUSSION

Dans cette partie, nous montrons quelques analyses de nos résultats d'enquête de terrain, obtenus à partir des *items* posés. Ils constituent une base de réflexions et d'analyses pour des travaux ultérieurs. A l'aide de l'outil d'analyses Analyse Statistique Implicative, nous avons obtenu des résultats préliminaires et pertinents de notre étude.

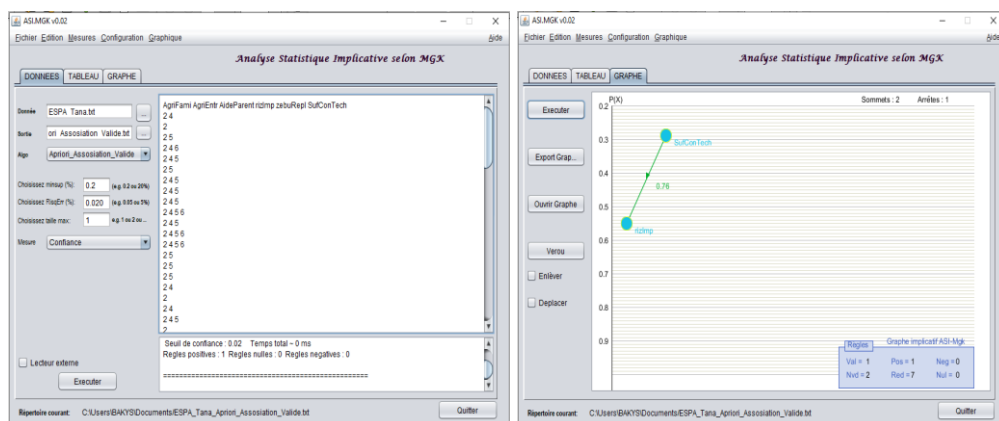


Figure 1 : L'ensemble de grands axes de nos résultats

La cohorte des étudiants interrogés

Les caractéristiques des étudiants participant à ce sondage sont détaillées dans l'article de Razanatsoavina, C et *al.* (2019). Rappelons-en seulement les données importantes nécessaires à la compréhension de leur position sur le mode d'exploitation qu'ils envisagent d'adopter quand ils seront adultes.

Le dépouillement des données.

Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés à six items pour lesquels les résultats sont binaires (réponse : oui ou non), les deux sexes confondus :

- Produire seul à petite échelle une agriculture familiale (sigle **AgriFami**).
- Produire seul en grande échelle dans une entreprise agricole visant l'exportation (sigle **AgriEntr**).

- Rester dans exploitation familiale pour aider les parents (sigle **AideParent**).
- La culture du riz est plus importante qu'une culture de rapport (sigle **RizImp**).
- Les zébus sont remplaçables par des tracteurs (sigle **ZébusRempl**).
- Suffisamment de connaissances en techniques culturales (sigle **SufConTech**).

Les dénombrements des oui aux différentes questions sont donnés dans la Figure 2.

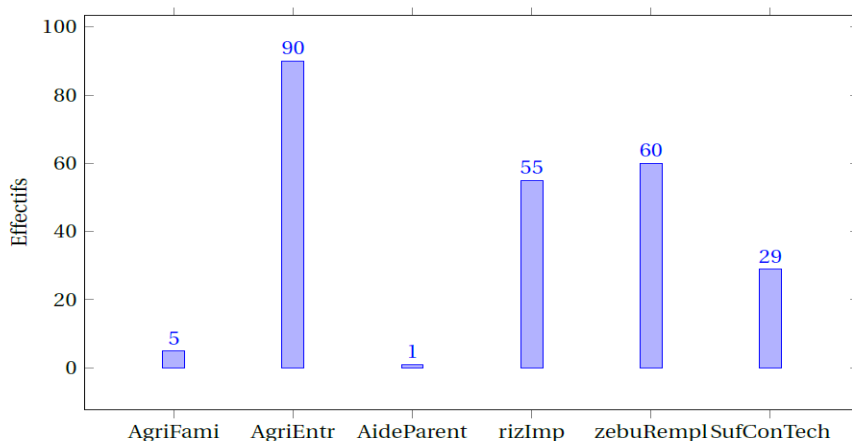


Figure 2 : Histogramme des effectifs des items étudiés

L'analyse de cette figure montre que :

- Seuls 5% des étudiants interrogés veulent rester travailler dans l'agriculture familiale sous la direction de leurs parents.
- A l'inverse, l'immense majorité des étudiants interrogés, soient 90% ne veut pas rester avec leurs parents et souhaitait être indépendant. Ils se voient à tête d'une exploitation agricole privilégiant les exportations, donc plus une exploitation pour l'autoconsommation familiale.

Ce rejet de la présence des parents se retrouve dans les objectifs des étudiants, 90% de tous les étudiants aspirent à avoir une entreprise agricole, seuls et basée sur des cultures d'exportation. Il est rare de voir un besoin de changement exprimé avec une telle force. Il serait intéressant de savoir d'où vient ce besoin de changement. La réponse est probablement complexe et multifactorielle. Elle mériterait d'être approfondie. Étudiée de manière systémique, elle pourrait révéler des facteurs sociétaux encore confus.

Les autres questions étudiées dans cette première série vont nous réserver des surprises.

- L'impérieuse nécessité de voler de leurs propres ailes, sans la présence des parents, ne s'accompagne pas pour autant d'un changement aussi spectaculaire dans les productions, un étudiant veut aider leurs parents et les 55 % des étudiants ayant répondu au sondage, ils disent que la culture du riz est plus importante qu'une culture de rente. En effet, un peu plus de la majorité des étudiants (55 %) pensent que la culture du riz doit rester la première production de la région Sofia même si même elle est exportée de l'exportation. Ceci montre que les étudiants sont pris entre deux feux : le modernisme et les traditions et que les jeunes bacheliers ne connaissent pas bien les évolutions du marché mondial du riz. Au cours de leurs enseignements les étudiants découvriront que des cultures de rapport ou de niches rapportent parfois plus que le riz qui a des prix de vente relativement bas (de 370 à 450 \$ la tonne), d'après (France AgriMer, 2020).
- Cette frilosité vers des innovations culturelles se retrouve dans le machinisme, seuls 60 % de tous les étudiants veulent remplacer le zébu par des tracteurs. Ce pourcentage pourrait paraître fort si elle reflétait l'ensemble de toute la population de jeunes de 18 à 23 ans de Mandritsara, mais là les étudiants sont dans une formation universitaire agricole, qu'ils ont choisie, donc dans un milieu théoriquement favorable au progrès et à l'épanouissement professionnel des futurs agriculteurs. Alors pourquoi un si faible engouement pour le matériel agricole ? Il est impossible de répondre en nous appuyant sur les observations effectuées lors de ce sondage. Il est possible d'imaginer que ce positionnement des étudiants, pas très enthousiastes, est peut-être lié à de simples problèmes techniques inhérents à la région comme les chemins d'accès aux rizières, souvent inexistantes, mais aussi à des aspects sociologiques liés au Zébu, qui font de lui, l'animal de trait indispensable pour les cultures, le moyen de locomotion commode et le représentant emblématique de la richesse de la famille. Certains étudiants qui pourtant veulent se libérer du joug familial n'imaginent pas encore modifier cette composante de leur écosystème familial.
- Le dernier item de la figure 2 concerne la formation que les étudiants vont recevoir. Au travers de leurs réponses s'agit de savoir s'ils pensent que les connaissances techniques qu'ils vont recevoir leur seront suffisantes pour leur vie professionnelle. Quel amer constat pour les enseignants ! Pas même le 1/3 des jeunes pensent que leur bagage technique leur permettra d'affronter positivement les difficultés de la vie professionnelle. Le questionnaire n'entrant pas dans le détail des raisons motivant cette implicite marque de défiance, on ne peut aller plus loin dans l'analyse. Cependant, ce questionnaire s'adressant aux deux premières promotions agronomiques du Centre universitaire, on peut facilement imaginer que c'est leur ignorance du contenu de ces formations qui les ont

amenés à une telle réponse, à moins qu'il ne s'agisse d'une défiance collective envers l'enseignement supérieur malgache. Rien ne permet d'abonder dans l'une ou l'autre direction. Il peut s'agir même d'une tout autre raison. Mais les enseignants savent qu'ils ont un défi à relever tant dans leurs cours fondamentaux que dans leurs travaux pratiques concrets qu'ils doivent monter, développer et assurer la pérennité de la formation.

Ainsi quatre items paraissent aller dans le même sens en reflétant un besoin de changement. Il sera très intéressant qu'elle est l'intensité des relations entre deux items. Plus la valeur du facteur tend vers 1 signifie que beaucoup d'étudiants ont en commun les deux items, inversement plus il diminue, moins d'étudiants ont en commun les autres items.

Les relations obtenues, entre les items, par l'analyse statistiques ASI

Dans le précédent paragraphe nous avons étudié séparément les 6 items retenus dans cette étude pour connaître le comportement des étudiants quant à leur future vie professionnelle.

Maintenant, nous allons voir si ces items sont liés entre eux ou s'ils agissent indépendamment les uns des autres. Nous utiliserons l'Analyse Statistique Implicative, qui par rapport aux autres méthodes statistiques permet de définir des relations (notées de 0 à 1) entre deux items n'ayant pas les mêmes lois de distribution des observations. Plus la valeur de la relation tend vers 1, meilleure est la relation.

Plus le nombre d'items est grand plus nombreuses sont les relations qui peuvent apparaître. Mais ce nombre est aussi directement lié à la sécurité (et son opposé le risque d'erreur) que chacun accorde aux conclusions. Plus le risque d'erreur est faible (5% par exemple), moins les relations apparaissent sur l'écran de l'ordinateur, plus le risque d'erreur est fort (25-30%) plus le nombre de relations est élevé.

La figure 3 présente le graphe de l'ASI MGK en prenant le seuil de support minimal égal à 20% et le seuil du risque d'erreur α est égal à 5%.

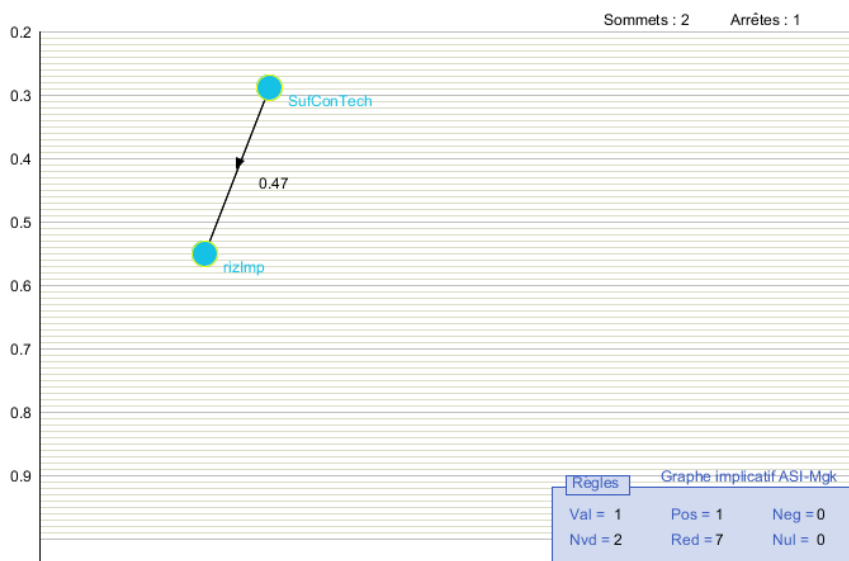


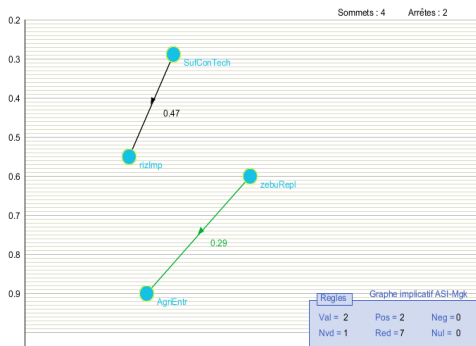
Figure 3 : Graphe de l’ASI MGK en prenant le seuil de support minimal égal à 20% et seuil de risque d’erreur α égal à 5%.

Ainsi le graphe de la figure 3 montre qu’avec une un faible risque d’erreur, la seule relation présentée précise que les étudiants qui considèrent que la culture du riz est plus importante qu’une culture de rapport, expriment aussi leur crainte de ne pas avoir assez de connaissances en techniques culturales pour y parvenir. On pourrait imaginer que ceci reflète le poids des traditions familiales vis-à-vis d’une formation agricole supérieure. Mais pour ne pas rester sur cette unique relation, nous avons repris l’analyse statistique en augmentant le risque d’erreur jusqu’à l’apparition de nouvelles règles.

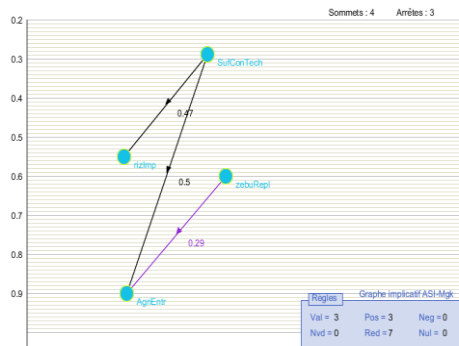
Pour la valeur α égale à 34% (Figure 4 à gauche), nous avons constaté l’apparition d’une nouvelle règle de valeur 0,29 significative entre deux autres items :

- Les zébus sont remplaçables par des tracteurs (sigle **ZébusRempl**).
- Produire seul en grande échelle dans une entreprise agricole visant l’exportation (sigle **AgriEntr**).

Ici nous sommes entre deux items techniques traduisant une volonté de modernisation des exploitations agricoles. Mais la valeur de la règle trouvée montre que la liaison n’est pas aussi forte que l’on pouvait l’imaginer. Apparemment tous les étudiants qui veulent utiliser le tracteur ne veulent pas tous aussi produire dans des entreprises agricoles et non plus dans les exploitations pour l’auto-alimentation.



$\alpha = 34\%$ à gauche



$\alpha = 38\%$ à droite

Figure 4 : Les résultats du traitement avec les 2 risques d'erreur α

Items : *AgriEntr* : Produire seul en grande échelle dans une entreprise agricole visant l'exportation ;

RizImp : La culture du riz est plus importante qu'une culture de rapport ;

ZébusRempl : Les zébus sont remplaçables par des tracteurs ;

SufConTech : Suffisamment de connaissances en techniques culturales.

En augmentant encore la valeur de α à 38% (Figure 4, à droite), une nouvelle règle significative portant un indice égal à 0,5 rejoint les deux règles précédemment décrites.

- Produire seul en grande échelle dans une entreprise agricole visant l'exportation (sigle *AgriEntr*).
- Avoir suffisamment de connaissances en techniques culturales (sigle *SufConTech*).

Cette relation qui apparaît quand on prend un risque d'erreur important à un positionnement étonnant voir inquiétant. Le doute des étudiants vis-à-vis des enseignements techniques qu'ils pensent recevoir, se retrouve préférentiellement chez ceux qui envisagent de diriger des entreprises agricoles.

CONCLUSION

Cette étude originale, effectuée sur les deux premières promotions qui fréquentaient la nouvelle licence d'agronomie au centre universitaire délocalisé de l'Université de Majunga à Mandritsara, permet de montrer que les étudiants aspirent à abandonner le système traditionnel et familial de l'exploitation de subsistance où toutes les productions ont vocation à être auto-consommées. Ils souhaitent avoir une entreprise agricole indépendante qui produira et vendra leur riz ainsi que d'autres cultures de rente. Cependant, les chiffres montrent que seulement 45% des étudiants sont prêts à abandonner totalement la riziculture. Cette volonté d'ouverture vers les techniques modernes de production s'accompagne par le souhait de remplacer les zébus par des tracteurs, mais ceci n'est pas le cas de tous les étudiants, puisque 40 % envisagent de les garder. L'analyse statistique implicite complète ces constatations et montre que la réalité des choses est beaucoup plus complexe que la simple observation des facteurs pris indépendamment les uns des autres. Chaque étudiant a sa vision de son avenir et du rôle de l'Université dans sa formation.

Ces résultats s'inscrivent bien dans les préoccupations connues des jeunes malgaches qui rêvent à la fois d'indépendance et de modernisme tout en étant complètement imprégnés des us et coutumes qui font que près de la moitié des étudiants ne veulent pas abandonner le riz même si son prix de vente à l'exportation est ridiculement bas alors que des cultures de rentes comme le caféier, la vanillier, les plantes médicinales et aromatiques, le cacaoyer, voire les litchis et plusieurs autres ont une valeur ajoutée bien supérieure.

Cette volonté d'abandonner l'exploitation de type familial doit interpeller les enseignants qui devront insister, aussi bien dans cours et les travaux pratiques sur les techniques modernes de l'entreprise agricole et qui ne s'improvisent pas quand on monte son exploitation. Justement, le corps enseignant ne semble pas avoir une très bonne presse auprès des étudiants puisque seulement 29 % d'entre eux considèrent qu'ils acquerront les techniques suffisantes. Certes, il est facile de répondre qu'étant en début de scolarité ils ne connaissent pas les enseignements qui leur seront prodigués. Mais le drame serait qu'ils conservent cette opinion jusqu'en fin de formation. Pour y parer, il faut que la formation agronomique s'ouvre sur la ville et les campagnes, qu'elle travaille avec des agriculteurs dynamiques et fasse participer au maximum de travaux pratiques sur le terrain. Voilà un magnifique défi à relever et c'est au travers des enquêtes périodiques qui seront réalisées auprès des étudiants durant toute leur scolarité que l'on constatera si cette volonté de donner aux étudiants une meilleure formation possible pour qu'ils puissent fonder des entreprises agricoles viables et performantes et dont Madagascar a tant besoin, est une réalité, un rêve ou une utopie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Andrianarintsalama M., 2013. Impacts socio-économiques des cultures de rente sur les moyens d'existence des communautés locales riveraines des aires protégées, cas de Mananara-Nord, Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur en sciences agronomiques, Université d'Antananarivo-Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques-Département des Eaux et Forêts, 7 Juin 2013, 60 p.
- 2) France AgriMer (2020). *Le marché du riz - Monde, Europe, France* / Campagne 2019-2020 édition novembre 2020, 45 pages.
- 3) Hesse, H., 2008. Export diversification and economic growth. Working Paper No.21, Commission on Growth and development.
- 4) Ralahady, B. B., & Totohasina, A. (2019). Experimental study of the valid rules according to the measure MGK.
- 5) Rasoarahona, J. R. E., 2014. « L'agriculture à Madagascar : Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole ? Recommandations ». Réalisation & Publication : Friedrich-Ebert-Stiftung Coordination : Jean-Aimé Raveloson. Antananarivo, première édition - décembre 2014, deuxième édition - décembre 2015.
- 6) Ravalomanana V., & Razafindramiadana L. (2015). *Les Défis de la politique industrielle à Madagascar*, juin 2015. Friedrich Ebert Stiftung <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/madagaskar/15148.pdf>
- 7) Razanatsavina C, et al (2019). *Influence d'une formation universitaire en agronomie sur le ressenti des traditions par les étudiants en premier cycle universitaire : cas du district de Mandritsara à Madagascar*. Actes du 10^{ème} colloque d'Analyse Statistique Implicative. Edition : Université Bourgogne Franche-Comté- Besançon Année 2019. Pp 328.

SYSTEME EDUCATIF ET PARTICIPATION DEMOCRATIQUE EN MILIEU SCOLAIRE : PLACE DE LA PHILOSOPHIE DE L'EDUCATION ET DE LA BONTE EN EDUCATION

par

ANDRIAR Samuel⁽¹⁾, RAZAFIMBELO Judith⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale Problématique de l'Education et Didactique des Disciplines, Ecole Normale Supérieure,
Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Le présent article avance l'importance de la participation démocratique dans un système éducatif en définissant la place que devrait avoir la philosophie de l'éducation dans celui-ci ainsi que de la bonté en éducation. L'objectif est de déterminer la place de la philosophie de l'éducation et de son enseignement au sein des institutions d'enseignement. L'analyse épistémologique de différents concepts et théories en matière d'éducation montre que le système éducatif peut, sous certaines conditions, permettre une intégration sociale, notamment la participation démocratique dans sa mise en œuvre par le biais de la philosophie de l'éducation. C'est alors qu'est développée la pédagogie différenciée comme moyen pédagogique pour y arriver en argumentant sur son opportunité, son utilisation, sa force et/ou lacune, et étudier l'éducation d'un point de vue philosophique, toute l'éducation avec un point de vue totalisant qui lui permet d'entrer en débat avec les approches scientifiques.

Mots clés : Education, Système éducatif, Participation, Démocratie, Philosophie de l'éducation, Bonté

ABSTRACT

The present article is intended to show the importance of democratic contribution in an education system, attributing the adequate position of the education philosophy and the usefulness of education. The objective is to define the value of the philosophy of education and to transmit it within a teaching institution. Based on the different notions of education by their epistemological analysis, we can notice that the school system will allow, with the sustaining conditions, a social integration, especially a democratic contribution in its realization by means of the education philosophy. By then, the differentiated pedagogy has been developed as a

pedagogical tool used in order to achieve the goal by conveying the opportunity, elaboration, strength and weakness, and to observe the education following a philosophic point, the whole education in a way to allow it be part of debates on scientific approaches.

Key words : Education, Education system, Contribution, Education philosophy, Usefulness

INTRODUCTION

L'éducation étant un phénomène universel, aujourd'hui devient le théâtre d'une explosion de la demande dans ce sens. En effet, c'est vers cette notion que les sociétés à venir et en devenir sont appelées à chercher des solutions à la plupart des enjeux philosophiques des bouleversements problématiques qui les secouent au quotidien. Aussi le présent article s'interroge-t-il sur ce qu'est un système éducatif qui n'a sa signification que par le biais d'une participation démocratique dans sa mise en œuvre en milieu scolaire. Dans un premier temps est montré que par rapport à son évolution, celui-ci permet une insertion professionnelle et sociale, mais aussi que, sociologiquement parlant, a une fonction de conservatisme social car considéré comme un instrument d'investissement. C'est ensuite qu'est avancée l'idée que le système éducatif ou plus précisément l'enseignement supérieur doit alors, pour atteindre ses objectifs, intégrer la participation démocratique dans sa mise en œuvre par le biais de la philosophie de l'éducation. A partir d'éléments théoriques sur le sujet, il s'agit de prendre comme exemple de considérer la place de la philosophie de l'éducation et de son enseignement dans une institution d'enseignement supérieur, c'est-à-dire dans un système éducatif. Une des possibilités offertes se rapporte au recours à la pédagogie différenciée via la notion de bonté en éducation.

MATERIELS ET METHODES

La principale méthode mobilisée dans cet article est le recours à l'analyse théorique et hypothétique de divers concepts en matière d'éducation, de démocratie et de philosophie de l'éducation, c'est-à-dire une revue de la littérature foisonnante dans ces domaines, et de les interroger quant à leurs opportunités, leur force et/ou leur faiblesse dans les contextes actuels d'utilisation dans le cadre d'un enseignement. De cette analyse découle les principes qu'elle avance et recense.

RESULTATS

Analyse de la littérature sur le système éducatif

Education et non enseignement, car il s'agit d'abord d'un désir d'être et non une demande précise d'avoir une acquisition de connaissances bien que celle-ci ne soit pas nécessairement exclue. Aussi s'avère-t-il nécessaire de définir l'éducation ; elle est considérée comme étant toute activité abstraite ou concrète à rendre quelqu'un capable de la recherche autonome de ce qui est perçu comme son bien. Cette notion de bien est en fait tirée de la culture qu'une société ou une génération essaie de transmettre à ses descendants. C'est ainsi que tout acte éducatif comporte trois variables essentielles : les finalités, les contenus et la représentation que l'on a du sujet à éduquer.

Dans la société actuelle, trois mobiles ou trois finalités font courir tout un chacun : épanouissement personnel, besoin de l'économie et réussite sociale qui, en réalité ne sont pas incompatibles. Mais cela ne peut être possible que dans la mesure où l'Etat parvient à définir les objectifs du système éducatif et à mettre en œuvre une pratique à long terme avec discernement et désintéressement. De celle-ci va pouvoir naître la possibilité d'une insertion professionnelle et sociale.

Pour harmoniser ces trois variables de l'acte éducatif, tout éducateur doit recourir au moins à deux types d'inventions : au plan institutionnel et à celui des méthodes. Un système d'éducation répond donc en partie à la résolution des problèmes liés à la conciliation de ces trois variables, cela étant nécessairement lié aux risques de toute invention, c'est-à-dire que rien a priori n'en garantit la réussite. D'où la limite que présente une éducation arrêtée à l'école primaire. Cela explique les enjeux que représentent les différents thèmes développés autour de la notion d'éducation et/ou de la formation des adultes.

Le système scolaire est-il alors d'enseignement ou d'éducation ?

Comenius (Jan Amos Komensky) (Cussey,2005) préconisait déjà au milieu du 17^e siècle dans son principe pan sophiste l'idée d'une école commune à tous (pédagogie de l'unité) qui a été largement repris particulièrement en France. Il y a eu ensuite une première forme de distinction qui consiste à séparer le primaire du secondaire (1792). Condorcet disait par exemple que « le petit nombre des années que les enfants des pauvres peuvent donner à l'étude nous a forcé à cette première instruction dans des bornes étroites. Les écoles secondaires sont destinées aux familles dont les enfants peuvent se passer plus longtemps de leur travail et consacrer à leur éducation un plus grand nombre d'années ; et la continuité réside dans le fait que ceux qui fréquentent un degré d'enseignement doivent avoir fréquenté le précédent ». C'est ainsi qu'apparaît la notion de système scolaire précis

sur la répartition des établissements sur le territoire, le nombre de degré ou le niveau, par habitant et même le coût.

Système scolaire et structure sociale, par rapport aux variables de l'acte éducatif, vont répartir différemment les types d'enseignement et les issues professionnelles. Autrement dit, la structure socio-professionnelle va se réfracter dans la structure scolaire qui, sous différentes formes, va préconiser une scolarisation à vie ou encore l'école à perpétuité.

En effet, il ne faut pas oublier que c'est l'école qui, avec l'approche durkheimienne (Durkheim, 2003) est le principal acteur dans le processus de socialisation de l'enfant par les exercices psychomoteurs et les apprentissages pratiques liés à la vie quotidienne ; d'où son intérêt pour l'éducation qui selon lui consiste à inculquer, à imposer à l'enfant des manières de voir de faire, de sentir et de penser propres à son groupe pour assurer son intégration sociale et qu'il appelle institution. De plus c'est elle qui transmet et conserve une culture donnée en vue d'une socialisation intellectuelle, qui accorde une place privilégiée à la connaissance. Il est également possible, en ne se limitant pas à une représentation bornée des apprenants comme réceptacles imprégnés des modèles culturels précédents' avancer vers des thèmes liés à l'inachèvement de l'homme ou encore de l'anthropolescence.

C'est ainsi que sont apparus deux secteurs en charge de l'enseignement : le public, organisé et financé au moins en partie par l'Etat et le secteur privé ou libre. Le premier traduit l'aspect de liberté, tandis que le second est relatif au degré d'autonomie que conserve l'établissement. A ces fonctions du système s'ajoute le pourvoi aux besoins de différentes couches de la hiérarchie professionnelle, et partant sociale, notamment la fonction de développement économique.

Le développement économique exige un minimum d'instruction et va accroître la demande dans ce sens. Mais la fonction de progrès économique n'est pas toujours favorable à la liberté de participation. Jusqu'à un certain stade de son développement, il se peut qu'il y ait un besoin de plus de cadres moyens et intermédiaires que de cadres supérieurs. La société s'ingéniera alors à favoriser la formation de cadres moyens, mais aussi à empêcher ceux-ci de dépasser le niveau atteint pour intégrer et d'entrer dans la catégorie supérieure. Tout ceci est lié aux théories structuraux-fonctionnalistes et aux théories du conflit en sociologie.

Enfin, le système d'enseignement a la fonction d'exercer en faveur de la classe dirigeante de la société à laquelle il appartient, la fonction de conservatisme social. C'est ainsi que peut s'expliquer l'apparition du thème de système d'éducation comme objet d'analyse en tant que système. C'est une méthode d'identification et de mise en forme de problèmes par l'examen systématique des informations liées aux

objectifs, aux données, au processus et aux résultats, afin d'éclairer des prises de décisions, un système étant un ensemble d'objets caractérisés par des propriétés et un ensemble de relations entre ces objets.

De ce point de vue, il s'agit de l'examen critique d'un système d'enseignement, non seulement en l'analysant, c'est-à-dire en le décomposant en parties distinctes et autonomes, mais aussi en décryptant le sens que peuvent avoir les interactions entre elles, pour pouvoir définir un ou plusieurs indicateurs relatifs à son fonctionnement, qu'un système ne peut fonctionner isolément coule alors de source et conduit à le considérer comme un organisme de production ; d'où le développement des thèmes comme la productivité de l'enseignement ou encore son coût.

Deux types de produits se distinguent : les connaissances et les savoirs abstraits (l'avoir) et les produits incarnés par les individus (l'être). Il est, ici, question de productivité qui mesure la relation entre produits réalisés et les facteurs y afférents ainsi que son évolution dans le temps. Il est aussi question de consommation où les facteurs exprimés en valeur, font l'objet des coûts de l'enseignement et de l'éducation.

A termes, le système d'enseignement apparaît comme un instrument d'investissement (les théories du capital humain) dans lequel il s'agit d'analyser les effets de l'économie sur l'éducation. Que la rentabilité soit individuelle et/ou collective, éducation et développement économique deviennent corrélatifs car l'éducation n'est pas automatiquement facteur de changement et de progrès. En effet, elle ne peut que créer un potentiel humain, c'est-à-dire les ressources humaines susceptibles par sa formation de jouer un rôle positif dans le développement qui ne peut être réellement effectif que si l'économie est capable d'absorber utilement les individus formés et dans la mesure où les structures de l'économie favorisent la propagation des effets de développement. C'est ainsi que le système éducatif fait l'objet de politique liée au principe d'économicité, c'est-à-dire : rechercher la meilleure utilisation, emploi des ressources rares. Ceci explique la prolifération des méthodes (planning, programming, budgeting system, arbre de décision, ...) conçues dans le but d'éclairer les décisions plus politiques, notamment dans le sens des cheminements à adopter pour répondre à la demande sociale d'éducation sans cesse croissante ainsi qu'aux besoins de main d'œuvre de plus en plus qualifiée exigée par l'économie.

Le système d'enseignement dit formel, bien que ses modalités et son fonctionnement privilégient les aspects pédagogiques et didactiques, paraît limité et insuffisant pour accueillir et résorber ceux et celles qui, pour diverses raisons, constituent le lot des oubliés, des « déperdus » et des exclus. Ce type de système ouvre la voie à une vision plus large de l'éducation et de la formation des adultes.

Ses modalités de fonctionnement, et préalablement les fondements philosophiques, font et doivent faire l'objet de débats, d'échanges structurants, aux lieux et places des mimétismes de surface observés ici et là, et qui cachent des remous en profondeur.

Enfin pour Meirieu, (1990) « si nous ne voulons plus réserver exclusivement à ceux qui ont un déjà-là les bénéfices de la scolarité mais les faire partager au plus grand nombre afin qu'ils puissent être véritablement acteurs dans la société particulièrement complexe qui les attend, si nous voulons que l'agriculteur comprenne le phénomène des montants compensatoires et mesure les enjeux écologiques de ses décisions, si nous voulons que l'ouvrier et l'employé participent de manière constructive à la réflexion sur leur outil de travail et accèdent à l'intelligence des enjeux économiques sans laquelle la moindre considération de leurs supérieurs hiérarchiques sera vécue comme un argument d'autorité, si nous voulons que la formation permanente se généralise, que le tissu associatif se développe, que les débats culturels et politiques échappent à la démagogie et à la manipulation par les médias, alors l'élévation des connaissances est un impératif incontournable ».

L'enseignement supérieur, les universités ont cette charge de former, dans une unicité institutionnelle, les ressources humaines qui répondent aux exigences du système d'enseignement et d'économie pour faire face aux situations concurrentielles actuelles, et pouvoir parvenir à déterminer ou du moins à ébaucher des esquisses d'ensemble de solutions que pose la chaîne de problématiques suivante : quelles institutions ? Quelles formations ? Par qui ? Pour qui ? Et pourquoi ? Le système éducatif est alors rapporté à la notion de démocratie car cette dernière devrait nourrir l'existence et le fonctionnement du système éducatif.

DISCUSSIONS

L'intégration de la démocratie et de la philosophie de l'éducation dans le cursus de l'enseignement supérieur

Etymologiquement, le mot démocratie vient du grec *demo*s et *krato*s, pouvoir et autorité. Si au tout début cela se limitait au domaine politique, en revanche, actuellement, face à la mondialisation et au mouvement de modernisation lié au développement sur tous les plans, force est de constater l'avancée de plusieurs thèmes qui y sont attachés. Ainsi en est-il du concept de participation démocratique en milieu scolaire, car rien ne peut et devrait être plus démocratique que le processus éducatif et scolaire. Progrès scientifiques et technologiques, développement socio-économique suscitent de nouveaux besoins et offrent de nouveaux potentiels, notamment en matière d'éducation.

Selon Durkheim, la démocratie c'est l'extension de la conscience gouvernementale et des communications plus étroites entre cette conscience et la masse des consciences individuelles. Toutefois, la discipline socialisante et indispensable que transmet l'école ne peut être qu'imposée, mais en même temps, et, surtout, voulue et acceptée. Jusqu'alors, nous avons évolué dans un système où tout nous a été dicté, sans nous consulter. Or, la participation est essentielle dans une société plurielle où s'enchevêtrent cultures savantes et populaires. L'objectif reste le même : vivre une même humanité malgré les différences.

En d'autres termes, si les textes et les structures existent, la participation effective est une autre question. Allusion est faite ici aux règlements, modalités de fonctionnement des écoles, des collèges et établissement scolaires. Autrement dit, beaucoup fonctionnent sur le principe monarchique du Ministère aux écoles. Serait-il judicieusement et éthiquement démocratique de traiter également des inégaux ? Un élève qui ne suit pas le rythme normal est un problème. L'autorité et son exercice devraient être l'affaire de tous et ne doit pas se réduire au maintien de l'ordre. Or, c'est là l'affaire de l'éducation. Celle-ci ne se limite pas à la transmission de savoir et de connaissances bien que cela soit son premier rôle ; l'école demeure également le principal fondement de la démocratie. L'école est dans la démocratie et prépare l'élève à en devenir acteur. Si l'un de ses objectifs est la formation du citoyen responsable et capable de discernement, ayant l'esprit critique, elle véhicule en même temps les principes de la justice et de la justesse qui riment avec égalité.

Dès lors la participation dans, par et à travers l'école engage la reconnaissance de l'autre. Et c'est au sein même de la démarche d'apprentissage que se fait la rencontre entre la pensée singulière et le savoir utilisé, entre l'individu et le collectif. Le passage de la prise d'initiatives accompagnées par les professeurs permet à chacun de développer son esprit critique et la créativité, situation dans laquelle l'école met en valeur l'idéal de la démocratie par la mise en valeur de la diversité d'opinions, et cela dès l'enfance.

C'est alors à juste titre que les tenants du fonctionnalisme se demandent à quoi sert l'école si elle n'est pas capable de faire partager l'aspect rationnel, la tolérance et la volonté de liberté à des garçons et à des filles formées dans des niveaux sociaux et culturels différents ! Cela confirme le fait que l'école vise à développer des attitudes et des comportements respectueux voire soucieux de la prise en compte des différences. Or, cela ne vient pas du jour au lendemain, car demeure un long processus, fondement de la démocratisation de l'école et de l'enseignement. Et la patience que cela requiert des enseignants peut finir par un relâchement et remettre en cause la participation en milieu scolaire par sa complexité. Freinet (Freinet, 1943) ajoute d'ailleurs : « on prépare la démocratie de demain par la démocratie à l'école.

Un régime autoritaire à l'école ne peut être formateur de citoyens et de démocrates ». Je soulignerais en disant plutôt, formateurs de soumis voire des esclaves d'opinions.

Parler de différenciation pédagogique à l'école pour favoriser la participation démocratique en milieu scolaire c'est faciliter à l'autre comme à moi l'apprentissage qui exige de ne pas être un enseignant cruche et pot. L'usage ou le recours à la pédagogie différenciée nécessite un développement plus conséquent et étoffé.

La pédagogie différenciée est à la fois une pensée de synthèse et d'ouverture car elle intègre les apports des différents courants pédagogiques sans nier leur spécificité ni travestir leurs propositions. C'est un dépassement des querelles et une sortie possible des dogmatismes. Elle est requise pour faire face à la montée croissante de la diversité de la population scolaire. Enfin, elle permet de prendre en compte la dimension du sens pour un apprenant. Vouloir une participation démocratique à l'école, autrement dit dans un système éducatif, par où faut-il commencer et par quoi ?

Bonté en éducation

La bonté en éducation, c'est le sens du partage car une éducation qui se veut démocratique se donne par esprit de bonté à tout le monde d'une façon indifférenciée, sans distinction d'âge ni de sexe, ni de religion, ni d'origine ethnique, ni d'appartenance politique, ni de statut social. En fait, La bonté en éducation oscille entre tradition et modernité.

Le déferlement des vagues du technicisme et du tsunami numérique, dans le monde de l'éducation et de l'enseignement, interroge sur la place de l'humain. Si éduquer est une vieille histoire, la bonté, bien qu'affaire individuelle a toujours fait aussi partie de l'histoire du souci éducatif, donc du système éducatif. Pourtant, si le problème de la bonté est clairement posé et développé, de Claparède (2003) à Binet (Avanzini, 1969) et tant d'autres, elle n'a pas fait l'objet d'importantes recherches expérimentales. Au mieux, la question de la bonté oscille entre deux distorsions : d'une part, l'opposition bonté/autorité et, d'autre part, la bonté/sauvagerie, c'est-à-dire la distorsion entre deux aspects : la bonté comme moyen et la bonté comme fin.

Or, si traditionnellement l'éducation est œuvre de bonté, paradoxalement le pouvoir de la bonté ne suffit pas. En fait, la bonté s'accompagne de l'autorité et la personnalité de l'éducateur. L'éducation échoue si elle ne parvient pas à toucher la sensibilité des sentiments réactifs négatifs. L'éducateur doit donc diversifier ses interventions. Pour faire œuvre de bonté, il ne faut pas croire tout simplement en son pouvoir, la volonté et l'autorité de l'éducateur jouent un rôle déterminant. En effet, les qualités du cœur sont peut-être nécessaires mais pas suffisantes sans l'autorité. Tout registre à des fins éducatives veille sur la bonté qui s'inscrit et se traduit dans la conception de la relation éducative qui est elle-même au cœur de la pédagogie.

Quoi qu'il en soit, la bonté reste une question d'éducation morale. Les rapports avec les élèves sont de plus en plus difficiles et problématiques, conflictuels, et même, déroutants et déstabilisateurs. C'est là l'expérience de tout enseignant. Or, plus il y a d'effectifs dans une classe plus il faut d'autorité. Apparaît alors nécessairement la notion de relation en liaison avec la bonté. La relation apparaît alors comme une manière d'être et la bonté une donnée de structure. C'est ainsi, par exemple, que Rousseau cité par Mollo, (1986) dans le célèbre épisode du « ruban volé » montre comment les relations humaines sont difficiles à analyser, comment une dénonciation odieuse est, à sa manière, aveu d'amour et de bonté naturelle, comment la timidité est affaire de situation plutôt que de caractère. L'on arrive alors à la suite de différentes pérégrinations, à la conclusion presque banale de Mollo (1986) pour qui le bon élève est celui qui écoute sans jamais se lasser. Il serait le produit d'un façonnage pédagogique, numérique, moderne tel le carrousel à qui on imprime un mouvement pour le pousser et dont le résultat est qu'il s'arrête aussitôt.

La relation éducative n'est pas simplement une question de rapport dialectique et technique. En réalité, les enjeux sont beaucoup plus vastes. Immense est la littérature qui a immortalisé les émois, les souffrances, les ruses et les dépit, qui ont agité l'âme humaine pour éveiller et stimuler la bonté et que la relation enseignant-enseigné cherche à pérenniser. C'est tout simplement dire que la dimension relationnelle affecte le rapport professionnel dans lequel évoluent professeurs et élèves.

Si l'aspect relationnel n'apparaît pas sous son vrai visage, c'est surtout à cause de l'implicite scolaire qui n'aborde en général qu'une partie du problème. Les tentatives de regroupement d'élèves et les concepts de style d'enseignement qui tentent d'épargner les apprenants des situations conflictuelles renvoient à la relativisation du caché comme flou fonctionnel. Et cela est d'autant plus vrai en début de siècle marqué par le numérique où s'installe progressivement une mort pédagogique à défaut d'une assistance adéquate d'ordre méthodologique. Ainsi, être chef d'établissement, par exemple, permet de maintenir plus aisément une certaine distance émotionnelle dans la mesure où il n'y a pas de confrontation permanente avec les élèves.

La bonté en éducation nécessiterait-elle alors un apport technique spécifique pour que de fin elle devienne moyen ou inversement ? Céder à cela ne serait-il pas alors l'annonce d'une ambition techniciste, donc enclin au positivisme, d'une stricte manipulation qu'il serait possible de reporter à des objectifs idéologique affirmés par ailleurs ? C'est justement cette sorte d'unilatéralisation, dans un sens comme dans l'autre, qu'il faudrait évacuer, sinon, ce serait une sorte de formatage voire de dressage de l'apprenant qui prévaudrait alors qu'il devrait être libre dans ses choix.

Ainsi, la bonté serait à double sens entre élève et enseignant. Grâce à une éthique solide, ne pas moraliser les choses est peut être un moyen d'acquérir une attitude attachée, rappelant un peu l'indifférence d'Alain dans ses « propos sur l'éducation ». De quelle manière et où ce regard du formateur et de l'enseignant peut-il être ancré s'ils veulent être autre chose que des spécialistes de la discipline qu'ils enseignent, et ce, dès leur formation initiale, continue ou continuée ? Il n'y a pas plusieurs réponses : il faudrait considérer, à chaque fois, la rencontre avec l'Autre, la rencontre étant la meilleure convergence, car il s'agit de maintenir ouverte la réflexion et refuser de s'en tenir aux discours techniques pour avancer jusqu'à l'apparence de la forme qui les fonde.

Il faut oser affirmer que la bonté en éducation n'exclut pas le fait que les problèmes pédagogiques débouchent sur des problèmes politiques et font que, au total, il y ait toujours contradiction permanente entre les tentatives de reconduction et de renouveau dans le système, pour apporter une analyse scientifique et objective de la signification des énoncés et des pratiques éducatives.

Au total, la bonté en éducation ne serait réelle que si elle est resituée dans un contexte pour développer la capacité d'apprentissage des élèves et pas seulement de e-pédagogie. Résumées, les fonctions relatives à celle-ci seraient le développement d'attitudes adaptées, le choix de situations pour permettre l'apprentissage, l'autonomisation des apprenants à se prendre en charge, c'est-à-dire à faire par eux-mêmes ce qu'ils ne parvenaient pas à faire seuls auparavant ; ou bien, comme le dit Meirieu, (2007) « le devoir de résister ». Il faudrait alors se rendre à une évidence : l'une des possibilités pour revaloriser l'essence d'un processus de participation démocratique dans un système éducatif où la bonté en éducation ne demeure pas au stade d'un vœu pieux pourrait être la place ou la redynamisation de la place de l'enseignement de la philosophie de l'éducation, notamment dans l'enseignement supérieur. C'est à l'avenir accordé à celle-ci que le développement suivant s'attache.

Au sein de l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo du moins, suite à la mise en place du système LMD, la philosophie « générale », par l'existence même des mentions EAD Philosophie (Enseignement Apprentissage Didactique) et Parcours Formation d'Enseignant de Philosophie, retrouve une solide ambition culturelle. Mais la philosophie de l'éducation, bien qu'ayant pour tâche de déterminer les finalités de l'éducation, paraît marginalisée au moment même où, à divers échelons, nombreux sont les problèmes pédagogiques. Il y a près d'un siècle, Binet disait à propos de la pédagogie que celle-ci « a l'aspect d'une machine de précision, une locomotive mystérieuse brillante, compliquée et qui au dernier aspect frappe d'admiration, mais les pièces semblent ne pas tenir les unes aux autres, et la

machine à un défaut, elle ne marche pas ». Cela est valable pour la philosophie de l'éducation. A quoi cela peut-il tenir ?

D'abord, il est possible de parler de l'indétermination de son champ. Selon son ancrage institutionnel, elle oscille entre le champ philosophique et le champ pédagogique. S'agit-il d'une laïcisation des valeurs chrétiennes autour du thème de l'autonomie de la personne que reflètent les traditionnels discours sur les fins ou sur les devoirs qui précèdent l'exposé des réformes pédagogiques ? Ou bien, au contraire, doit-elle s'orienter vers un projet de déconstruction des concepts ? Ainsi, la philosophie de l'éducation semble être écartelée entre deux sortes d'opposition. D'un côté, ceux qui, sur la base d'une culture traditionnelle, s'autorisent à « finaliser », à la mesure de leur « pouvoir » intellectuel ou institutionnel, et ceux qui choisissent la « déconstruction, engendrant parfois l'impossibilité d'une rencontre. Cela peut alors expliquer que, dans le champ proprement éducatif, la philosophie de l'éducation ne doit son audience qu'à la volonté expresse des chercheurs. Rien ne justifie pourtant la précarité de cette situation. Quelle que soit de la validité de ces oppositions, la philosophie de l'éducation est une nécessité.

Le fondement de la philosophie de l'éducation est essentiellement « négatif » si elle est associée au fait qu'elle repose sur le refus de considérer les conduites humaines comme des comportements dont il faudrait rendre compte du fonctionnement selon un modèle mécaniste ; le behaviorisme de Watson (1972) prétendait en donner l'exemple. Méthodologiquement, elle ne peut commencer que là où se trouve récusée l'expérimentation. Cette dernière est ici considérée comme une mise en œuvre de procédures techniques élaborées soumises à des sujets d'expérimentation et dont les termes et vérifications sont définies à l'avance. Ce double refus peut trouver, dans la philosophie générale, son expression positive dans des doctrines que rien, par ailleurs, ne rassemble ;

En d'autres termes, c'est une situation de fait qui rend la philosophie de l'éducation nécessaire. L'homme n'est homme que s'il se comprend lui-même. Pour « se comprendre », aucune exclusion, ni mise à l'écart, même d'ordre méthodologique scientifiquement établie ne peut l'occulter. La philosophie de l'éducation peut alors présenter d'importantes variations de forme. Une démarche se pose comme philosophique quand elle se réclame d'une tradition constituée, quand elle use de la réflexion et s'efforce de justifier l'usage et l'articulation de ses concepts. C'est pourquoi la classer dans le champ de la pratique ou de la philosophie « appliquée » est d'usage. C'est l'épreuve des faits ou encore les preuves par l'effet qui rend la philosophie de l'éducation intéressante, notamment, dans la rigueur accordée au travail conceptuel. Sa tâche consiste également à étudier l'éducation d'un point de vue philosophique, en lui permettant cette fois d'entrer en débat avec

les approches scientifiques dont le point commun est l'articulation de concepts en vue d'obtenir la vérité. Mais, si elle peut se dire objective au sens large, par opposition à un subjectivisme simpliste, sa méthode est phénoménologique. Sans entrer dans un exposé détaillé, la phénoménologie se présente comme la méthode de description de l'élément « qu'elle-se-donne » dans le rapport intentionnel qui les vise, et ce, sans souci de l'en-soi, d'un être pur, ni du Je pour qui le rapport est donné comme phénomène. Ainsi, l'attitude phénoménologique, dans l'exemple cartésien célèbre du « morceau de cire » se propose de le laisser être tel qu'il est donné comme morceau de cire, chose si l'on veut et non « objet pour un sujet » et moyen pour une connaissance abstraite. La démarche consiste à saisir un invariant dans des situations et des vécus rapportés à l'essentiel, il s'agit, autrement dit, de la signification de la conduite. Le phénomène éducatif renvoie à l'un des sens d'autrui, tels que génétiquement ils se donnent dans l'histoire personnelle. Il y a éducation là où est visé l'autre qui est en mode assistance. Reboul (2001) se réfère à cinq d'entre elles : l'histoire de la philosophie, la réflexion sur les sciences de l'éducation, l'analyse logique, l'argument a contrario, et la dialectique.

Dès lors, objet de la philosophie de l'éducation, le phénomène éducatif n'est ni objectif au sens strict du domaine expérimental, ni la simple idée de la tradition philosophique. Le phénomène éducatif renvoie à la vision de l'un des sens d'autrui. Or ce sens, c'est justement « se comprendre », c'est la réciprocité, spécificité même du sens là où est visé l'autre comme « à être ». L'éducation, c'est ce rapport d'assistance (être/avec) l'autre c'est-à-dire le projet de modifier la conduite de l'autre, et plus globalement ses manières d'être pour qu'il soit celui auquel il aspire librement.

La philosophie de l'éducation a aussi, de par sa méthode, une triple fonction qu'a identifiée Avanzini (1994) : une fonction épistémologique, une fonction d'élucidation, et une fonction normative. La fonction épistémologique de la philosophie de l'éducation lui confère un aspect synoptique et critique dans la tâche difficile d'intégration et de coordination des savoirs, d'où la limite de son approche. Tandis que la fonction d'élucidation qu'elle soit analyse du sens pour dissiper malentendus et incompréhensions sémantiques ou qu'elle soit interprétation des signes, des pratiques et des discours, rien ne montre que cette tâche relève seulement d'elle ; c'est donc d'une certaine façon une (ré)entreprise critique réflexive au sens constructif de la notion par la philosophie.

Dès lors, un discernement s'impose : la philosophie de l'éducation a pour objet le fait de l'éducation, c'est-à-dire le fait qu'il y a exigence d'avoir à être, alors que les faits de l'éducation sont l'objet de la pédagogie et des sciences de l'éducation : les secondes se demandent quels sont-ils, et les premières ce qu'ils doivent être.

L'objet est identique mais la problématique très différente : descriptive dans un cas, prescriptive dans l'autre. En effet, suffit-il de s'accrocher à la philosophie pour produire une philosophie de l'éducation ? A partir du moment où la philosophie de l'éducation se chaussent des souliers de la phénoménologie, de l'herméneutique, de la philosophie analytique, du personnalisme du marxisme, ... il y a alors des philosophies de l'éducation. Par ailleurs, il est souvent oublié que ces philosophies continuent à vivre de la question socratique. Ce qui est discutable, c'est l'usage qui est fait de ces philosophies par des non philosophes ou encore d'autres individus spécialistes d'autres domaines, et qui les amènent à regarder de préférence vers des philosophies explicatives, et cela afin de conjuguer analyse d'un fait et dégagement de sens.

La philosophie de l'éducation est donc une nécessité, car traduite comme questionnement interminable et comme une exigence nécessaire. Pour comprendre et dire le sens réel de la réflexion, il faut observer et décrire ce qui est. Cela requiert l'apport de diverses approches scientifiques desquelles ne peut s'écarter la philosophie de l'éducation. Elle est aussi, à côté des autres disciplines qui développent des points de vue particuliers, concernée par chacun des problèmes éducatifs, tout en maintenant les exigences philosophiques traditionnelles.

Les trajectoires d'hyperspécialisation qui, au lieu de susciter des inquiétudes, des divergences quant à la philosophie de l'éducation, nourrissent en réalité la thèse du « se comprendre » pour comprendre le sens d'autrui, conduite dans la signification est l'essence même de celle-ci. On voit ainsi que la philosophie de l'éducation a et doit avoir un avenir certain dans le cadre des enseignements dispensés à l'Ecole Normale Supérieure. S'agit-il alors d'éduquer ou d'instruire ?

Le débat qui oppose Piaget à Noam Chomsky (1969) sur la question de savoir comment un étudiant apprend tout simplement quelque chose constitue un mystère auquel nous devrions consacrer une plus longue réflexion. Autrement dit, l'école doit-elle être davantage associée aux notions « éduquer » ou « enseigner », c'est-à-dire instruire ?

Quelle que soit la pertinence respective des tenants de telle opinion ou de telle autre, la question mérite de s'y arrêter. Quels sont les motifs qui peuvent avoir entraîné le privilège de la première et suscité l'exaltation de la deuxième ? Il est à souligner, en outre, les ambiguïtés et les dangers d'un tel changement. Certes, la relation à établir entre l'une et l'autre, la part de la deuxième par rapport à la première, l'argumentation liée à la valorisation de chacune d'entre elles constitue des problématiques permanentes du débat pédagogique.

En effet, l'école était accusée de tout sacrifier aux savoirs et de ne reconnaître que l'intelligence verbo-conceptuelle. Les courants non directifs, la pédagogie institutionnelle proclamaient alors que seule importait la relation et préconisaient la substitution de l'animation à l'enseignement et de la chaleur du groupe propre à l'austérité du travail personnel. S'y ajoutait l'idée selon laquelle l'école devrait traiter de tout, au risque de ne plus trouver le temps de dispenser cette instruction que ses zélateurs du 19^e siècle avaient tant vantée.

Actuellement, le laxisme et la baisse de niveau sont dénoncés, et un recours à l'instruction, à l'enseignement, donc aux contenus est proposé. Ceci est soutenu par toutes les idéologies y compris celle marxiste pour des raisons variées dont celle liée au souhait d'un essor technique et technologique de la nation. Plus largement, les savoirs, en tant qu'universels, peuvent paraître offrir un terrain d'entente. A plusieurs égards, cette conversion relève du bon sens. Mais elle appelle à d'expresses réserves.

D'abord parce que, comme le courant qu'elle répudie, elle procède de la même erreur qui consiste à croire que les parts respectives de l'instruction et de l'éducation varient en sens inverse et que la croissance de l'une ne peut que s'accompagner de la décroissance de l'autre. Or, c'est là une vision simpliste, qui oublie qu'une éducation est d'autant plus réussie que si elle comporte une solide instruction et, complémentirement, que la qualité de celle-ci conditionne sa contribution à l'éducation. Plus précisément, l'instruction est la part intellectuelle de l'éducation et elle constitue l'apport spécifique de l'école à cette dernière. Car, si toutes les instances éducatives-Famille-Ecole-Eglise-mouvements divers participent toutes à l'éducation, chacune contribue préférentiellement à l'un de ses secteurs. De ce fait et quoiqu'il en soit, il est parfaitement légitime et requis de soutenir que l'école doit instruire, toute opposition entre instruction est désinvolte et procède d'une vision sommaire.

De plus, la priorité au savoir, aussi légitime qu'elle soit à l'école doit, pour être recevable par l'opinion, s'accompagner de précisions sur leur type et leur nature, de façon à maintenir une conception positiviste toujours vivace. D'autres questions peuvent aussi se poser, quels auteurs ? Quels textes ? Pour quelles disciplines ? D'un autre côté, il peut y avoir enseignement ou endoctrinement. Désormais, comment garantir qu'il s'agisse de distribuer le premier et non de procéder au second ? Tout cela montre que c'est de manière illusoire et équivoque qu'on peut considérer les savoirs. Et puis, qu'est-ce que le savoir ? Est-ce avoir mémorisé et pouvoir réciter, ou est-ce être capable d'utiliser à bon escient une connaissance et en faire l'élément d'une culture ?

L'éducation est définie comme une activité abstraite ou concrète ordonnée qui rend à quelqu'un capable d'une recherche autonome pour son bien. Elle suppose la malléabilité du sujet et son éducatibilité. La pratique éducative n'atteint pas les effets escomptés si le sujet est inéducable. Dans ce cas, l'éducateur doit faire preuve d'une exigence psychologique. L'abandon de la notion d'éducatibilité est pour l'éducateur un échec. La malléabilité suppose qu'il s'agit d'un sujet non réductible à ses instincts. Plus un sujet est instinctuel, moins il est éducatible. Eduquer c'est tenter de modifier dans un meilleur en se référant à la notion de bien. Ce qui est considéré comme bien varie selon les sociétés, les temps et l'espace, les courants de pensées, les idéologies et selon les individus et les groupes.

Cette connaissance du bien ne dit pas comment il peut être atteint. L'objectif est de rendre le sujet autonome, c'est-à-dire qu'il puisse faire par lui-même ce qu'il ne parvenait pas à faire seul auparavant. S'il n'y a pas de visée d'autonomie, il y a dressage. L'éducation vise à susciter l'adhésion du sujet à un certain nombre de valeurs. L'objectif est que l'éducateur se rende progressivement inutile, toute la difficulté réside dans le fait de déterminer la limite de sa présence.

L'analyse des problèmes liés à la liberté de l'éducation renvoie à d'autres séries de problèmes. En effet, la liberté n'est pas une fin en matière d'éducation. Elle est un moyen. En effet, l'éducation doit former le sujet en le faisant percevoir qu'il est libre. L'éducation doit aussi donner au sujet le sens de ses responsabilités, notamment devant une autorité.

L'éducation a une fonction de conservation des acquis et constitue une récapitulation, un parcours accéléré de l'histoire intellectuelle de l'humanité passée. Ce parcours est lié à la didactique. S'agissant des méthodes d'enseignement, son usage est préférable à celui erroné de pédagogie. La didactique a pour objet l'étude des procédures d'enseignement et de formation ; elle a pour fonction de réfléchir sur les méthodes développées par un professeur ou un instituteur.

Le didactisme dénonce l'attitude qui consiste à concevoir et à effectuer la transmission culturelle sous la forme d'un enseignement expositif. Les trois composantes de tout acte éducatif mobilisent et tentent d'harmoniser trois variables : les fins, les contenus et la représentation du sujet à éduquer. C'est lorsqu'une procédure didactique a été définie et s'est avérée relativement féconde qu'elle devient méthode, identifiée comme telle et transmise de génération en génération (exemple méthode syllabique de lecture). Mais toutes les fois que l'une des variables change ou subit des changements, il en résulte un déséquilibre de la méthode jusqu'alors appliquée : c'est l'opportunité qu'a l'innovation pédagogique. Il y a alors deux conceptions de la didactique : celle exposée et celle qui ne retient que la

deuxième variable (registre des contenus) et qui fait l'objet de la didactique des disciplines.

Toute innovation s'égarerait si elle met l'accent exclusivement sur l'affectif, si elle n'accorde que le bonheur de vivre en groupe, si elle oublie l'instruction sous prétexte d'éducation. Il ne suffit pas de répéter que la compétence des professeurs réside d'abord dans la maîtrise des disciplines qu'ils ont à enseigner et d'insister sur la nécessité d'une transmission de connaissances pour rendre celles-ci effectives. Certes, c'est une condition nécessaire mais pas suffisante.

Il n'y a ni contradiction ni opposition entre enseigner et éduquer. En réalité, les deux notions varient dans le même sens. Plus il y a une éducation large, plus il y aura possibilités de greffer plusieurs voies d'instruction et de formation.

CONCLUSION

Partant d'une analyse d'un système éducatif et tenant compte de son rôle et son fonctionnement, Il a été possible de montrer que ce dernier n'a de sens que lorsqu'il a la possibilité de donner à un individu la définition et la réalisation par lui-même de ce qu'il ne pouvait faire seul auparavant, c'est-à-dire l'éducation. C'est à cela que doit s'attacher la participation démocratique à l'école, en mettant l'accent sur la reconsidération de la place qui doit être accordée à l'enseignement de la philosophie de l'éducation au sein d'un établissement d'enseignement supérieur. De plus, c'est la ferme expression de l'intention d'éduquer et non tout simplement d'instruire qui doit prendre le pas afin de mieux percevoir ce qu'est vraiment la bonté en matière d'éducation, les deux notions étant colinéaires et non contradictoires.

BIBLIOGRAPHIES

- 1) Alain (1976). *Propos sur l'éducation*, Paris, France : PUF
- 2) Avanzini, G. (1969). *Alfred Binet et la pédagogie scientifique*, Paris, France : Vrin
- 3) Avanzini, G. (1994). *Les trois fonctions de la philosophie de l'éducation* in Hannoun H., Drouin-Hans A.M. (Dir) *Pour une philosophie de l'éducation*, Bourgogne, CNDP/CRDP
- 4) Binet, A. (1969). *Les idées modernes sur les enfants*, Paris, France : Flammarion
- 5) Blais, M.C. (2003). *Gauchet M., Ottavi D., Pour une philosophie politique de l'éducation*, Paris, France : Hachette
- 6) Claparède, E. (2003). *L'éducation fonctionnelle*, Paris, France : Fabert
- 7) Champy, P. Etévé, C. (2005). *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*, Paris, France : Retz

- 8) Chomsky, N. (1969). Structures syntaxiques, Paris, France : Seuil
- 9) Cussey, A. (2005). Comenius Jean Amos in Champy P., Etévé C., Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation, Paris, France : Retz
- 10) Davidenkoff E. (2014). Le tsunami numérique, Paris, France : Stock
- 11) Durkheim, E. (2003). Education et sociologie, Paris, France : PUF
- 12) Fabre, M. (1993). Qu'est-ce que la philosophie de l'éducation in Houssaye, J. (Dir) Education et philosophie : approches contemporaines, Issy-les-Moulineaux, France : ESF
- 13) Ferrière, A. (1943). Vers une classification naturelle des types psychologiques, Nice, France : Edition des Cahiers astrologiques
- 14) Freinet, C. (1964). Les techniques Freinet de l'école moderne, Paris, France : Colin
- 15) Houssaye, J. (1993). La pédagogie : une encyclopédie aujourd'hui, Paris, France : ESF
- 16) Meirieu, P. (1990). L'école : mode d'emploi, Paris, France : ESF
- 17) Meirieu, P. (2007). Pédagogie : le devoir de résister, Paris, France : ESF
- 18) Mollo, S. (1986). L'école dans la société, Paris, France : ESF
- 19) Piaget, J. Inhelder, B. (2004). La psychologie de l'enfant, Paris, France : PUF, Coll. Quadrige
- 20) Reboul, O. (1983). Qu'est-ce qu'apprendre ? Paris, France : PUF
- 21) Reboul, O. (2001). La philosophie de l'éducation, Paris, France : PUF
- 22) Stiegler, B. (2006). La télécratie contre la démocratie, Paris, France : Flammarion
- 23) Watson, J.B. Le behaviorisme, Paris, France : PUF

REPARTITION EQUITABLE DES VALEURS AJOUTEES : LEVIER DU DEVELOPPEMENT DE LA PETITE PECHE DANS LE SUD-OUEST MALAGASY

par

RANAIVOMANANA Lala Noelison J.⁽¹⁾, RAKOTOARINIVO William⁽¹⁾,
RANDRIAMIARISOA Mahefa⁽²⁾, RANAIVOMANANA Rindra F.⁽³⁾,
MARA Edouard Remanevy⁽⁴⁾

(1) Institut Haieutique et des Sciences Marines, Université de Tolaiara, Madagascar

(2) MSc Economie MPEB

(3) MSc Statistiques appliquées – Agrocampus Ouest

(4) Directeur de l'Ecole Doctorale Sciences Marines, Université de Toliara

RESUME

Pour faire face à la croissance continue de l'effort qui doit être exercé par la petite pêche, l'amélioration des revenus des pêcheurs a été identifiée comme un facteur déterminant. L'objectif est d'obtenir une production suffisante par tête correspondant aux besoins de subsistance. L'hypothèse sur laquelle est fondée l'étude est que l'amélioration de l'équité des revenus tirés de la petite pêche entre les agents de la filière permet d'améliorer le revenu du pêcheur. La méthode utilisée est basée sur une méthode directe de recueil de données au niveau de la zone d'étude (Boude, 1986). Elle se penche davantage sur une modélisation de la filière et sur son analyse. L'étude de cas a été menée dans 2 sites situés le long de la côte Sud-Ouest de Madagascar. Les principaux déterminants de la répartition et de la création de la valeur ajoutée sur la sous-filière poisson sont : (i) l'effet du prix du circuit court des produits, (ii) l'aspect pluri fonctions des pêcheurs, et (iii) le niveau des prix dû à l'éloignement géographique. Par ailleurs, pour influencer sur la modification du système halieutique local, il conviendrait de mettre en place les conditions d'instauration d'un marché concurrentiel pour un marché monopsonne. L'amélioration du cadre réglementaire régissant la collecte et la commercialisation des produits halieutiques en serait déterminante pour favoriser la multiplication des acteurs en aval. En outre, pour amoindrir la relation de dominance pêcheurs vs collecteur, il faudrait faire évoluer la stratégie des pêcheurs vers une logique marchande pour contrebalancer le pouvoir de l'acheteur. La formalisation des organisations professionnelles des pêcheurs s'avère utile et indispensable dans ce sens.

ABSTRACT

To cope with the continual increase in the effort that must be exerted by small-scale fishing, the improvement of fishermen's incomes has been identified as a determining factor. The objective is to obtain sufficient production per capita corresponding to subsistence needs. The hypothesis on which the study is based is that improving the fairness of income from small-scale fishing between agents in the sector improves the income of the fisherman. The method used is based on a direct method of collecting data at the level of the study area (Boude, 1986). It focuses more on modeling the sector and its analysis. The case study was conducted in 2 sites located along the southwest coast of Madagascar. The main determinants of the distribution and creation of added value in the fish sub-sector are: (i) the effect of the price of the short circuit of products, (ii) the multi-function aspect of fishermen, and (iii) the level of prices due to geographical remoteness. Moreover, to influence the modification of the local fishing system, it would be necessary to put in place the conditions for the establishment of a competitive market for a monopsony market. Improving the regulatory framework governing the collection and marketing of fishery products would be decisive in encouraging the multiplication of downstream players. In addition, to lessen the relationship of dominance between fishermen and collectors, the fishermen's strategy should evolve towards a market logic to counterbalance the power of the buyer. The formalization of professional organizations of fishermen is useful and essential in this regard.

Key words : Sector, Small-scale fishing, Added value, South-West Madagascar

INTRODUCTION

Le segment « petite pêche » occupe une place importante dans l'exploitation des ressources halieutiques à Madagascar. Environ 60% de la production nationale est fournie par celle-ci. Par ailleurs, la pêche reste l'activité principale des communautés côtières. A titre d'illustration, 80% des chefs de ménage du littoral Sud-Ouest sont en général des pêcheurs traditionnels (Ranaivomanana, 2006).

Ranaivomanana (2006) estime qu'« une population rurale en croissance rapide n'a que deux alternatives pour y faire face : soit une réponse démographique en arrêtant la croissance (selon la thèse de Malthus), soit une réponse technique innovatrice (Simon, 1990) avec les variantes « intensification » (Boserup, 1970) et « extension » (Bilsborrow, 1987) . Dans le cas où ni l'innovation, ni la limitation de croissance n'ont pas pu avoir lieu, l'intensification devient alors une option. Ainsi,

pour faire face à la croissance démographique, les communautés du littoral, ne peuvent que renforcer l'efficacité de leur pêche et/ou l'augmentation de l'effort de pêche, étant donné la forte résistance des petits pêcheurs à un changement de métier (Ranaivomanana, 2012). Les usagers des ressources naturelles tels que les pêcheurs, agriculteurs ou éleveurs peuvent avoir une faible capacité d'adaptation en raison de leur attachement à leur métier (Becker et Carper, 1956 ; Gonzalez et Benito, 2001). Cet attachement a été démontré par une importante résistance au changement au sein des pratiques des ménages (Ranaivomanana, 2012). La solution « halieutique » idéale pour la durabilité de la petite pêche serait sans équivoque le contrôle de l'effort de pêche qui est déterminé par deux paramètres : le nombre total de pêcheurs et leur revenu individuel. La difficulté d'agir sur le premier déterminant « le nombre total de pêcheurs », qui est la meilleure option, a été exposé plus haut. Force est de constater qu'au stade actuel de la gestion de la petite pêche, dans les pays où l'Administration des pêches n'aurait pas forcément les moyens appropriés et suffisants pour une gouvernance autoritaire, cette option reste illusoire. L'unique exutoire serait d'agir sur la deuxième variable qu'est le revenu individuel du petit pêcheur.

L'hypothèse sur laquelle est fondée l'étude est alors que l'équitabilité des revenus tirés de la petite pêche entre les agents de la filière permet d'améliorer le revenu du pêcheur. Il est reconnu notamment dans le modèle de ménage chayanovien³⁹ que ni les opportunités du marché ni l'appât du gain ne motivent la production. L'effort de l'Homme est seulement dicté par le besoin de subsistance. L'objectif de l'étude est d'obtenir une production suffisante par tête correspondant aux besoins de subsistance des pêcheurs. Autrement, il n'y aurait guère de redéploiement de l'effort de pêche (Ranaivomanana, 2006).

MATERIELS ET METHODES

« La filière est un système d'agents qui concourent à produire, transformer, distribuer et consommer un produit ou un type de produit. » (Bremont et Geledan, 1990). L'approche filière est ainsi adoptée pour mieux comprendre les stratégies des acteurs et les mécanismes de structuration des prix, ainsi que pour identifier et caractériser les contraintes associées à la commercialisation d'un produit, afin de concevoir des actions et lever ces contraintes (Duteurtre et *al.*, 2000).

³⁹ Les facteurs démographiques et les comportements de type chayanovien n'apparaissent pas déterminants parmi les motivations paysannes de recours au marché

La méthode utilisée est basée sur une méthode directe de recueil de données sur le terrain au niveau de la zone d'étude (Boude, 1986), adaptée par Fabre (1994) et par Duteurtre et al. (2000). Elle comprend ainsi deux étapes :

- *La modélisation de la filière* qui permet d'appréhender l'interdépendance entre les acteurs (Duteurtre et al., 2000). Elle consiste en la construction du graphe de la filière, de la carte des flux et de la typologie des acteurs.
- *L'analyse financière* qui permet d'apprécier la répartition de la valeur ajoutée qui mesure la création de richesse de chacun des acteurs (Tallec et al., 2005). Elle consiste en l'établissement des comptes d'exploitation de chacun des agents de la filière.

Deux sites situés le long de la côte sud-ouest de Madagascar ont été considérés (Maromena/Befasy, Itampolo où la majeure partie de la population des villages sont des Vezo qui vivent essentiellement des produits marins et côtiers (Rejela 1994, Astuti, 1995). La pêche concerne 92,4% de la population.

Tableau 1 : Composition moyenne des captures (kg) par sortie par pêcheur

Village	Poissons de Fond	Poissons Pélagiques	Langoustes	Poulpes	Calmar
Itampolo	5,86	9,76	0,33	0,87	0,56
Maromena/Befasy	5,60	6,40	0,00	2,57	1,59

Pour les besoins de l'analyse, les flux verticaux que sont les produits et la monnaie ont été modélisés à travers 2 types de produits : les poissons et les céphalopodes, qui semblent être suffisants pour caractériser les mécanismes d'échanges des flux.

RESULTATS

Modélisation la filière

Les flux des poissons se caractérisent par une circulation des produits entre le ménage de pêcheur, le mareyeur, le collecteur individuel et le consommateur final. Les poissons débarqués quotidiennement par le pêcheur sont systématiquement confiés à son épouse. Celle-ci se charge de la répartition des prises en trois catégories : l'auto consommation, la vente directe du poisson frais et la transformation des produits par des procédés de séchage, salage ou fumage. Les produits sont par la suite vendus aux mareyeurs dénommés localement « *mpanao kinanga* ». Il y a deux types de mareyeurs : les mareyeurs basés localement et ceux qui viennent des localités environnantes, appelés « *antety* », qui sont généralement des femmes *Tagنالagna* ou *Mahafaly*. Les produits récupérés par les mareyeurs

sont écoulés soit sur les marchés locaux du même district (Betioiky, Vatolatsaky, Ampanihy) soit sont revendus aux collecteurs « individuels », titulaires de permis de collecte. Ces derniers sont basés à Toliara et se chargent de la distribution des produits sur les marchés nationaux comme Sakaraha, Antsirabe, Fianarantsoa ou Antananarivo.

Les flux des céphalopodes se distinguent par une circulation des produits entre le ménage de pêcheur, le rabatteur, le sous-collecteur, le collecteur principal, et le consommateur final⁴⁰, suivant le schéma classique d'une « économie de traite ». La totalité des produits débarqués par les pêcheurs sont achetés par les sous-collecteurs qui assurent la fonction de stockage⁴¹. Les collecteurs principaux récupèrent systématiquement les produits stockés par leurs sous collecteurs respectifs, en utilisant des voitures ou des vedettes. Une marge systématique de paiement est enregistrée par rapport aux prix d'achat par le sous-collecteur aux pêcheurs. Les produits collectés, à savoir les poulpes, les calmars et les ailerons de requin, sont transformés et conditionnés : poulpes et calmars entiers, filetés ou pelés. La quasi-totalité de ces produits est destinée à l'exportation. La Figure 1 schématise la cartographie de la filière.

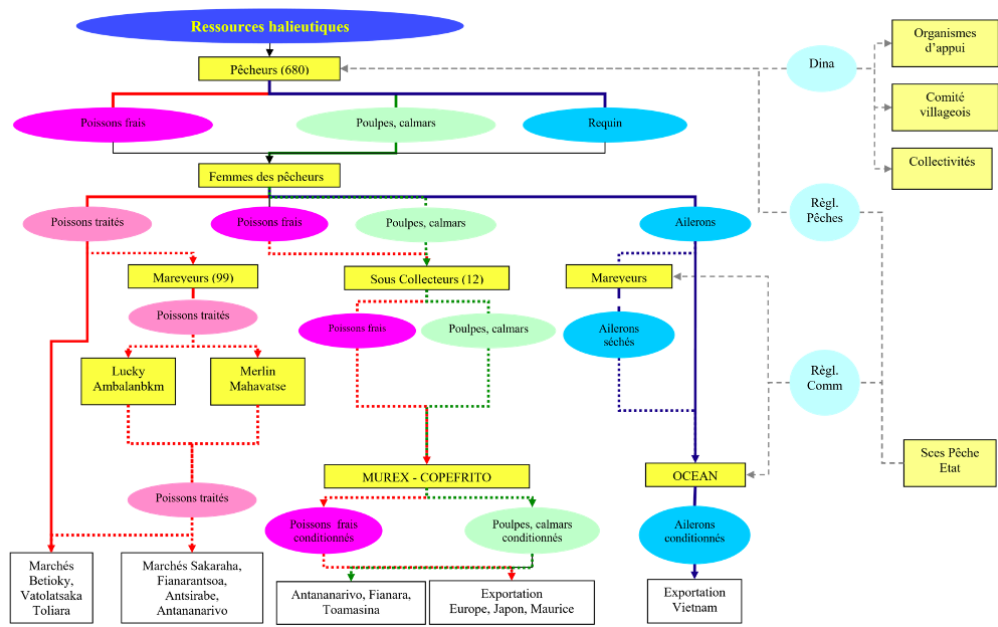


Figure 1 : Cartographie de la filière

⁴⁰ Il convient de noter la présence des rabatteurs (n’ayant pas de statut officiel) observée à Maromena/Befasy.

⁴¹ Le « mandataire » dote en effet ces sous collecteurs de matériels et équipements dont une balance, quelques cuvettes et des glacières

Analyse financière de la filière

L'analyse financière a pour but d'appréhender la répartition de la valeur ajoutée entre les acteurs verticaux du système halieutique local. L'approche consiste en l'estimation des excédents bruts générés au niveau de chacun des acteurs.

Les comptes du segment « poissons

Ils sont bâtis à travers deux études de cas : Maromena/Befasy et Ambohibola. Ces deux cas ont été choisis par rapport aux fonctions exercées par le ménage du pêcheur, qui semblent constituer une source de variabilité assez conséquente dans la création de valeur ajoutée. Maromena/Befasy illustre en effet le cas de ménage «multifonctions», tandis qu'Ambohibola représente un type «uni-fonction».

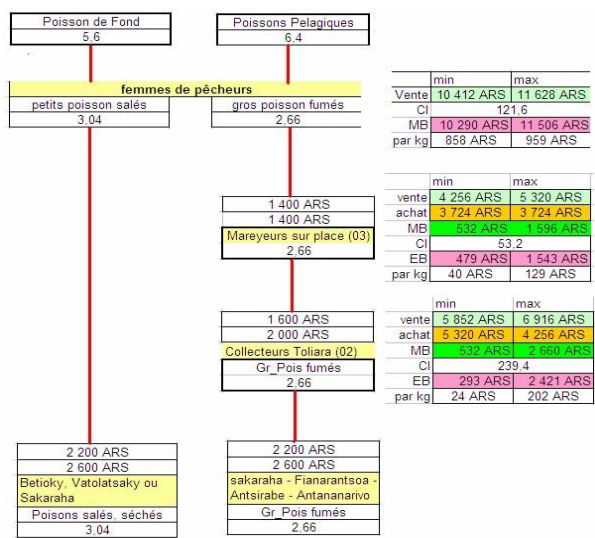
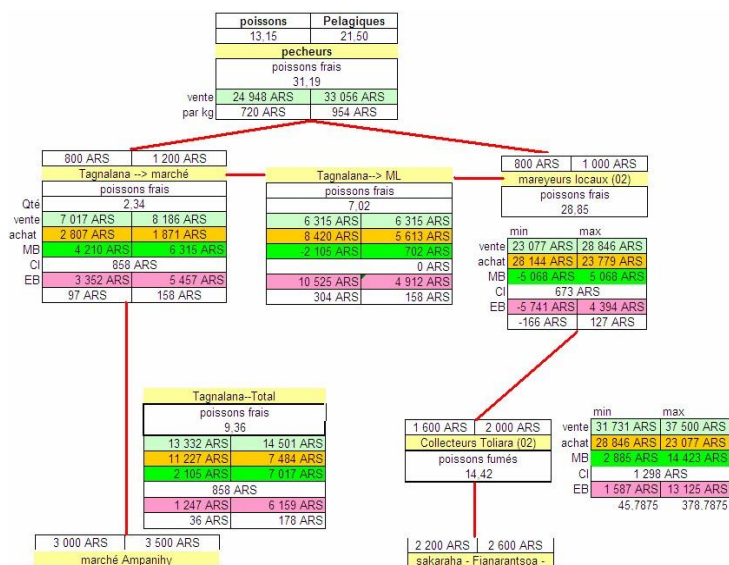


Figure 2 : Cartographie du segment "poissons" à Maromena/Befasy



CI : consommations intermédiaires - MB : Marges Brutes - EB : Excédents Bruts

Figure 3 : Cartographie du segment "poissons" à Ambohibola

En terme de volume global, les ménages de pêcheurs récupèrent la majeure partie des valeurs ajoutées de la petite pêche. En effet, sans tenir compte de la main d'œuvre familiale, pour 1kg de poisson débarqué à Maromena/Befasy, 74% de la valeur ajoutée totale de la petite pêche reviennent à l'ensemble des ménages du pêcheur, 10% aux mareyeurs sur place et 11% aux collecteurs basés à Toliara. Pour Ambohibola : 58% de la valeur ajoutée totale de la petite pêche revient à l'ensemble des ménages du pêcheur, 10% aux mareyeurs Tagnalàna, 8% aux mareyeurs sur place et 23% aux collecteurs basés à Toliara.

Pourtant, en pondérant par l'effectif de chaque catégorie d'acteurs, le revenu individuel des pêcheurs s'avère être très minime par rapport à celui des acteurs en aval. En effet, à chaque débarquement, chacun des 427 pêcheurs recensés à Maromena/Befasy récupère 1,54% de la valeur ajoutée (VA) totale. Chacun des 03 mareyeurs sur place gagne 29,40% et chacun des 2 collecteurs de Toliara peut gagner jusqu'à 69,06%. Pour Ambohibola, chacun des 120 pêcheurs recensés à Ambohibola récupère 1,56% de la VA Totale. Les 2 mareyeurs récupèrent respectivement 35,50% et 25,82% et le collecteur de Toliara gagne 37,12%. La pêche traditionnelle profiterait donc plutôt aux acteurs en aval ayant une fonction commerciale.

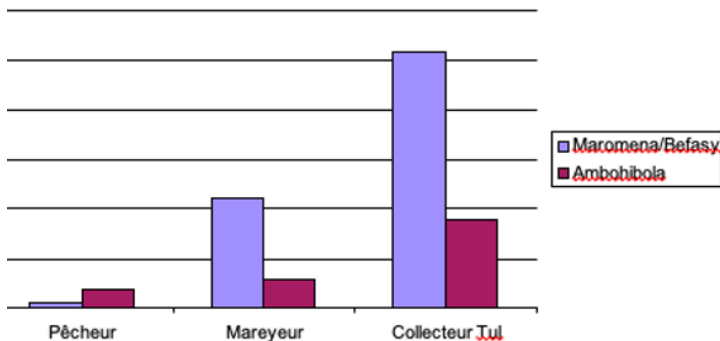


Figure 4 : Revenu moyen individuel par catégorie d'acteur (Ar) par débarquement à Maromena/Befasy vs Ambohibola

Intégration de la filière céphalopode

La pêche aux céphalopodes améliore d'une manière tangible le revenu des ménages de pêcheurs, mais profite plus aux collecteurs locaux. L'augmentation du revenu du pêcheur est de 12% à Ambohibola et 44% à Maromena/Befasy. Par contre, la filière génère 189% de surplus de revenu pour les Mareyeurs sur place de Maromena/Befasy contre 39% pour ceux d'Ambohibola. La variabilité de la VA additionnelle est expliquée à la fois par la différence des prix pratiqués pour chacun des sites et par la quantité moyenne de capture.

DISCUSSIONS

La création et la répartition de valeurs ajoutées constituent les principaux paramètres de développement de la filière de la petite pêche. Elles assurent la durabilité des moyens de subsistance des pêcheurs, qui sont de surcroît les producteurs primaires. Une répartition plus « équitable » conditionne le degré de satisfaction et de réalisation des objectifs respectifs des acteurs.

Les principaux déterminants de la répartition et création de la valeur ajoutée de la sous-filière poissons seraient :

- La différence de la répartition de la valeur ajoutée qui s'explique essentiellement par l'effet du prix du circuit court des produits frais vers les marchés locaux (au bénéfice des mareyeurs Tagnalagna pour Maromena/Befasy) ;
- L'aspect plurifonctionnelle des pêcheurs de Maromena/Befasy qui leur permet de générer plus de valeur ajoutée par rapport à ceux d'Ambohibola ;

- Le niveau des prix, la quantité, l'éloignement géographique qui conditionnent à leur tour la mobilité des collecteurs. Ceci explique les différences d'apports sur l'amélioration des revenus des agents de la filière.

L'inéquitabilité de la répartition de la valeur ajoutée tirée de la petite pêche serait due à :

- La faible capacité de négociation des prix ;
- L'incapacité des pêcheurs à s'insérer davantage dans une logique de diversification verticale dans la filière ; la difficulté d'accès et l'éloignement géographique entravant la maximisation de la valorisation des produits ;
- L'incapacité des petits pêcheurs à fournir sur le marché des produits frais qui, pourtant, maximise la VA.

Pour des recommandations plus pragmatiques, il faudrait puiser au-delà du mécanisme de formation des prix.

D'emblée, se présentent deux logiques difficilement conciliables : la logique de subsistance VS la logique marchande. D'une part, les pêcheurs Vezo, en leur qualité de producteurs primaires, se caractérisent par une insuffisance de revenus, ils se rabattent donc sur l'intensification de l'exploitation. D'autre part, les acteurs en aval de la filière, que sont les mareyeurs et les collecteurs individuels ou rattachés aux sociétés de collecte, avec un système de valeur lié au couplet « capital social » et « capital financier » développent une stratégie d'enrichissement pour asseoir davantage leur pouvoir « local ».

Devant ce fait, l'univers de la petite pêche est marqué par la relation de dominance du collecteur sur le pêcheur. Tout « un jeu de pouvoir » s'y imbrique pour asseoir cette relation. Dans les communautés rurales du pays et celles des pêcheurs du Sud-Ouest de Madagascar en particulier, la « Finance » et le « Social » sont toujours fortement imbriqués : Le capital financier est mobilisé pour élargir le capital social, et son capital social est mis au devant de la scène pour fructifier le capital financier. Le pouvoir du « mpanarivo » (riche) en émerge. Il repose en effet sur la fortune qui lui permet de créer des forces sociales pour ses intérêts. La source de pouvoir du « mpanarivo » provient de sa capacité à créer des liens de dépendance non seulement avec la population à la base mais aussi avec les hiérarchies supérieures de la structure traditionnelle locale. Au sein de la population de base, les liens de dépendance se créent soit par les possibilités de petits crédits, soit par l'appropriation des moyens de production comme le filet ou la pirogue (Ranaivomanana, 2006). Le triple rôle du commerçant de brousse est par ailleurs

bien connu : vendeur de produits de première nécessité, acheteur de produits halieutiques et enfin il aide le pêcheur à passer des périodes d'embarras pécuniaires.

Ainsi, la recherche de stabilité du système halieutique local passe par la mise en œuvre d'une stratégie permettant d'assurer la réalisation des objectifs de chacun des acteurs : (i) la satisfaction des besoins des pêcheurs et (ii) la réalisation de l'objectif « socio-financier » du collecteur.

Le prix de vente des produits de la pêche est évidemment la principale variable d'entrée, permettant d'atteindre l'amélioration du revenu du pêcheur. Deux axes d'intervention sembleraient être prioritaires (et faisable socialement et techniquement) pour influencer d'une manière positive les prix des produits de la pêche au niveau du pêcheur : (i) créer les conditions nécessaires pour un marché équitable et (ii) mettre en place les conditions requises pour contrer la relation de dominance pêcheur/collecteur.

Pour un marché des produits halieutiques équitable, dans le cas d'un marché proche du monopsonne⁴², il conviendrait de mettre en place les conditions d'instauration d'un marché concurrentiel en augmentant le nombre d'acheteurs. Pour cela, il importerait d'améliorer le cadre réglementaire régissant la collecte et la commercialisation des produits halieutiques⁴³ pour favoriser la multiplication des acteurs en aval. D'une part, il faut permettre l'élargissement des champs d'action des mareyeurs⁴⁴. D'autre part, il importe d'accorder des dérogations en termes de redevance pour inciter la promotion du métier de mareyage. Dans le même ordre d'idée, il importerait également de faire la promotion des produits halieutiques locaux pour faire venir les acheteurs en mettant en place, à titre d'exemple, un programme de capacitation des pêcheurs pour pouvoir se positionner par rapport aux marchés.

Pour amoindrir la relation de dominance pêcheurs vs collecteur, il est nécessaire de faire évoluer la stratégie des pêcheurs vers une logique marchande pour faire face au complexe jeu de pouvoir qui dessine le contour de cette relation. Il conviendrait avant tout de contrebalancer le pouvoir de l'acheteur. Les pêcheurs doivent se constituer en un seul bloc dans les négociations commerciales. Pour ce faire, la formalisation des organisations professionnelles des pêcheurs s'avère utile et indispensable. Il conviendrait aussi d'instaurer l'esprit d'épargne chez le pêcheur

⁴² Il y a plusieurs vendeurs (les pêcheurs) et un acheteur (le mareyeur ou le collecteur)

⁴³ Le Ministère chargé de l'Administration des Pêches a organisé la collecte des produits halieutiques par le décret n° 97-1455, en classant les acteurs en aval en deux catégories : le mareyeur ayant comme zone d'action le niveau du district – et – le collecteur multi-districts. Les permis d'exploitation sont assujettis au paiement de redevance

⁴⁴ Comme le cas des mareyeurs de Toliara II qui sont autorisés exceptionnellement pour aller vendre leurs produits à Toliara sous prétexte d'inexistence de marché potentiel dans leur district

pour réduire la dépendance financière du pêcheur vis-à-vis du collecteur. La dernière piste d'intervention prioritaire pour amoindrir la dominance des collecteurs sur les pêcheurs consiste à l'amélioration de l'accès des pêcheurs aux informations commerciales qui permettraient de faire évoluer la logique des pêcheurs vers une logique marchande.

Pour l'amélioration de la création de la valeur ajoutée, le principe est tel qu'il faut que le ménage de pêcheur vende lui-même les produits à l'état frais. A ce titre, le renforcement du rôle des femmes pour une diversification verticale dans la filière est d'une importance capitale. A titre d'illustration, c'est à travers une association que l'intégration verticale du pêcheur vers l'aval de la filière s'opère à l'image des femmes des pêcheurs de Maromena/Befasy qui s'occupent de la transformation et de la vente des produits vers les marchés de Betioky, Vatolatsaky ou Sakaraha. Une telle initiative permettrait de récupérer 8% de la valeur ajoutée si on se réfère au cas d'Ambohibola. La création de valeur ajoutée étant maximale avec les produits vendus à l'état frais, la piste d'action prioritaire sera de doter « l'Association des Femmes de Pêcheurs » de moyens pour livrer les produits frais dans les marchés avoisinant. A titre d'illustration, en gagnant sur le prix et sur le taux de conversion (produits frais versus produits traités) une telle mesure permettrait d'augmenter jusqu'à 85% la valeur ajoutée de la filière poisson à Maromena/Befasy et d'avoir un nouvel équilibre de la répartition de la valeur ajoutée au bénéfice des pêcheurs (de 74% à 86%). La deuxième piste d'action consiste à accompagner les pêcheurs dans l'acquisition des techniques de transformation (fumage, séchage, salage) et à les équiper en matériels de transformation. Les impacts éventuels d'une telle mesure s'avèreraient difficilement appréciables du fait du lien complexe liant les pêcheurs aux acheteurs mais il est certain qu'elle permettrait d'éviter le bradage des produits halieutiques débarqués et sûrement de réduire les pertes après capture.

CONCLUSION

L'étude a été basée sur l'hypothèse selon laquelle l'équitabilité des revenus tirés de la petite pêche entre les agents de la filière permet d'améliorer le revenu du pêcheur, afin d'observer un redéploiement de l'effort de pêche et partant la durabilité de l'exploitation halieutique. Les investigations, à travers l'approche filière prônée par Duteurt et *al.* (2000) a permis d'observer une inéquité notoire dans la répartition des valeurs ajoutées entre les principaux acteurs de la petite pêche en montrant que la petite pêche profite plutôt aux acteurs de fonction commerciale. En restant dans un modèle chayanovien, valable dans une pêcherie de subsistance, l'hypothèse serait vérifiée dans le cas de l'amélioration des prix au débarquement au profit des pêcheurs traditionnels. Les recommandations émises vont donc dans le sens de l'augmentation des capacités des pêcheurs dans négociation des prix au

débarquement. Toujours est-il que cela constituerait un défi de taille dans la mesure où un changement de paradigme, de la logique de subsistance vers la logique marchande, incorpore implicitement une structuration sociale de fond pour casser la structure de pouvoir dominé par les « mpanarivo » instaurant un lien de dépendance très fort.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Astuti R. (1995). The Vezo are not a kind of people. Identity, Difference and Ethnicity among a fishing people of Western Madagascar. *American Ethnologist*, 22, 464-482
- 2) Becker H. S., Carper J. W. (1956). Elements of Identification with an Occupation. *American Sociological Review* 21, 341-348.
- 3) Boserup E. (1970). Evolution agraire et pression démographique. Nouvelle bibliothèque scientifique. Paris : Flammarion. 222 p
- 4) Boude J. P. Ed. (1986). Les effets économiques induits par les activités de pêche artisanale en Basse-Normandie. Rennes : publication du département halieutique de l'ENSAR, 180 p
- 5) Bremont J., Geledan A. (1990) Dictionnaire économique et social, 5ème édition, Hatier, Paris, 420 p
- 6) Duteurtre et *al.* (2000). Une méthode d'analyse des filières
- 7) Fabre P. (1994). Note de méthodologie générale sur l'analyse de filière : Utilisation de l'analyse de filière pour l'analyse économique des politiques. CAPPA n° 35 – FAO.
- 8) Gonzalez J. J., Benito C. G. (2001). Profession and Identity. The Case of Family Farming in Spain. *Sociologia Ruralis* 41, 343-356
- 9) Ranaivomanana L. (2006). Les conditions d'appropriation par la population d'une gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes, cas du Grand Récif de Toliara. Thèse de doctorat halieutique. École Nationale Supérieure Agronomique de Rennes
- 10) Ranaivomanana L. (2012). Analyse de la vulnérabilité sociale et identification des stratégies d'adaptation potentielles. Rapport d'intervention WWF Madagascar.
- 11) Rejela M. (1994). La pêche traditionnelle vezo du Sud Ouest de Madagascar : "un système d'exploitation dépassé ? Université de Toliara.

- 12) Simon J. L. (1990). The unreported revolution in population economics. Public interest, 101 pp. 89-100.
- 13) Tallec et *al.* (2005). L'approche filière : Analyse financière. Easypol, ressources en ligne pour l'élaboration des politiques. Outil analytique, Module 44. (www.fao.org/tc/easypol). Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, FAO.

COSMOLOGIE ET ESCHATOLOGIE DANS L'HISTOIRE DU SALUT SELON L'EVANGILE DE JEAN

par

RAKOTOZAFY Micaël⁽¹⁾, RASAMOELINA Tantely Nirina⁽¹⁾,
RAMAMBASON Laurent W.⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale des Etudes Inter Epistémique, Oniversity FJKM Ravelojaona (ONIFRA), Antananarivo, Madagascar

RESUME

L'univers et sa destinée sont deux concepts parmi les plus discutés dans les recherches, surtout dans les domaines religieux, philosophique et scientifique. Pendant longtemps, on a pensé que la cosmologie scientifique et la cosmologie biblique sont grossièrement incompatibles ; de nos jours ce point de vue est dépassé, et les scientifiques et les théologiens bibliques se mettent ensemble souvent pour trouver des explications communes. *Le Cosmos* (monde) est un thème traité le long de l'Evangile de Jean (sauf en chapitre 2,5,16 et 20), il est à la fois paradoxalement hostile et aimé. A l'aide des méthodes en exégèse et l'analyse comparative, l'objet de cet article est de décrire et d'analyser la cosmologie et l'eschatologie johannique pour montrer que l'histoire du salut johannique s'inscrit toujours dans le cadre général de la sotériologie biblique, malgré sa spécificité. La cosmologie et l'eschatologie de l'Evangile de Jean sont strictement liées au Logos (Jésus et/ou sa parole) ; elles sont suffisamment christocentriques : cosmologie et eschatologie qui n'ont pas de sens dans l'histoire du salut, que par Jésus, en Jésus et pour Jésus.

Mots clés : Cosmos, Cosmogonie, Eschatologie, Salut, Création, Big Bang, Logos, Dualisme

ABSTRACT

The universe and its destiny are two of the most discussed concepts in research, especially in the religious, philosophical and scientific fields. For a long time, it has been thought that scientific cosmology and biblical cosmology are grossly incompatible; nowadays this point of view is already superseded, and scientists and biblical theologians often come together on behalf of finding common explanations. The *Cosmos* (world) is a theme treated along the Gospel of John (except in chapters 2,5,16 and 20), it is both paradoxically hostile and loved. Using methods of exegesis and comparative analysis, the purpose of this essay is to describe and analyze

Johannine cosmology and eschatology to show that the Johannine salvation story always fits within the general framework of biblical soteriology, despite its specificity. The cosmology and eschatology of the Gospel of John is strictly linked to the Logos (Jesus and/or his word); they are sufficiently Christocentric: Johannine cosmology and eschatology have no meaning in the history of salvation, except through Jesus, in Jesus and for Jesus.

Key words : Cosmos, Cosmogony, Eschatology, Salvation, Creation, Big Bang, Logos, Dualism

INTRODUCTION

En prenant l'Evangile de Jean comme un Evangile spirituel, beaucoup affirment qu'il n'a rien à voir avec Jésus historique ni avec l'histoire du salut. Jugement déjà fait, résurrection déjà réalisée, Saint Esprit déjà livré à ses disciples, le quatrième Evangile semble être en dehors du cadre de l'histoire du salut du Nouveau Testament qui suit une évolution temporelle. Bultmann et les autres affirment que cet Evangile se trouve dans un sens opposé à l'histoire du salut. Cullmann et d'autres affirment le contraire, en montrant que l'Evangile de Jean s'inscrit lui aussi dans le cadre de l'histoire du salut. Dans son œuvre « L'Evangile johannique et l'histoire du salut »⁴⁵, il atteste que la vie de Jésus incarné est considérée comme le centre de la réalisation de tout le plan du salut. Tout ce qui se passe dans l'Eglise du Christ est contenu en germe dans les événements de la vie de Jésus ; ainsi dans l'œuvre missionnaire poursuivie par les disciples, c'est le Christ glorifié, identique avec le Christ incarné, qui est à l'œuvre. En outre la vie de Jésus est toujours en rapport avec l'histoire passée du salut. Enfin toute la vision de l'évangile johannique de la vie de Jésus est le centre décisif de l'histoire du salut toute entière en tenant compte à la fois l'eschatologie réalisée et l'eschatologie temporelle future.

Dans cet article, c'est par la cosmologie et eschatologie johannique, que le Jésus johannique se trouve, comme le centre de toute une histoire du salut, embrassant création et rédemption.

MATERIELS ET METHODES

Dans cette étude, les textes bibliques constituent notre premier matériel et champ de recherche : alors, du point de vue exégétique, la méthode de la critique historique et sociologique est utilisée pour analyser les phénomènes socioreligieux dans l'Evangile de Jean. L'analyse littéraire synchronique est aussi indispensable

⁴⁵ Cullmann, Oscar, (1964), « L'Evangile Johannique et l'histoire du Salut », in *New Test. Stud.*, N°11, pp. 111-22, Louvain

pour étudier les textes johanniques. L'analyse comparative des religions nous montre la révélation sur les différentes cosmogonies. Les résultats des recherches scientifiques sur les théories concernant la cosmologie sont aussi utilisés.

Revue de la littérature (sélective)

L'Evangile de Jean : le monde johannique

Dans le cadre de l'étude diachronique et critique historique, Alfred Loisy, dans son commentaire *Le Quatrième Evangile* (Emile Nourry, Paris, 1921), présente l'Evangile de Jean comme un récit fictif et symbolique, écrit non par un apôtre, mais par un auteur gnostique. R. Bultmann avec son œuvre en 1941 : *Das Evangelium des Johannes (The Gospel of John : A Commentary)*, associe l'histoire de la Religion, la critique de source, l'histoire de forme (*Formgeschichte*), et la critique de la rédaction (*Redaction criticism*). Pour lui, l'Evangéliste qui est l'auteur, n'est pas le témoin oculaire de Jésus, et il n'est pas non plus le Disciple Bien-Aimé car la réclamation d'être le témoin oculaire est la retouche faite par un rédacteur postérieur. Il n'est pas un Apôtre, mais un disciple de la communauté Baptiste, qui prône Jean Baptiste comme leur héros. Cette communauté utilise du matériel venant du culte Proto-Gnostique, imbibé par les Odes de Salomon et de mandéisme, harmonisé avec les Synoptiques dans le dernier stade de sa tradition. Bultmann a identifié, en arrière-plan de cet Evangile, trois sources majeures et quelques sources secondaires qui annoncent les stades de sa formation :

1) *Saying source* : le prologue et les discours de Jésus, surtout les *Ego eimi (I-am-saying)* qui présentent des caractères gnostiques de style « Araméen hellénisé » ; et présentent une unité certaine (même vocabulaire, même style antithétique et rythmé, mêmes thèmes doctrinaux).

2) *Signs source (séméia source)* : elle correspond aux sept signes (miracles) de Jésus qui servent à convaincre les Juifs qu'il est le Messie. Comme littérature de forme apologétique judéo-chrétienne, elle est de style « Grec sémitisé »,

3) *Passion johannine source* qui remonterait à une tradition parallèle aux Synoptiques,

4) *Les éléments narratifs* combinés avec les paroles de Jésus et les signes pour former ce qu'il appelle un « *historicized drama* ». C'est surtout le récit du Disciple Bien-Aimé, qui est une figure symbolique utilisée par l'Evangéliste pour montrer une relation exemplaire d'intimité avec Dieu.

5) L'élément final qui est le *travail du Prédicateur-Rédacteur (Ecclesiastic Redactor)* qui a inséré les références eschatologiques futuristes et les éléments sacramentels, par exemple dans Jean 3, Jean 6, et l'épilogue en Jean 21. J.L. Martyn

(*History and Theology in the Fourth Gospel*, 2, Nashville, 1979), dans le cadre de l'analyse diachronique sur l'étude johannique, atteste que le quatrième Evangile est l'écrit d'un chrétien théologien qui répond aux événements et situations contemporains concernant les membres de sa communauté. Dans son exposé sur le chapitre 9 de l'Evangile, il relate le « two-level drama » de l'interprétation : la situation au temps de Jésus et la situation au temps de la communauté johannique. Il y a aussi le travail de R. E. Brown (*La Communauté du Disciple Bien-aimé*, Paris, Cerf, 1983) : son approche historique et sociologique nous livre le milieu et l'origine de la communauté johannique : le groupe d'origine, au début de la communauté est le groupe judéo-chrétien de Palestine qui croit en Jésus comme le Messie davidique ; le deuxième groupe est composé des juifs anti-temples avec leurs Samaritains convertis qui voient en Jésus un arrière-fond plutôt mosaïque ; le troisième groupe est issu des Grecs convertis de pensée universaliste ; et de là la communauté entre en conflit avec la synagogue et débouche sur la scission à l'intérieur même de la communauté.

L'approche synchronique a connu de grands succès sur l'Evangile de Jean. R. A. Culpepper (*Anatomy of the Fourth Gospel : A Study in Literary Design*, Philadelphia : Fortress, 1983) est parmi les premiers qui appliquent scrupuleusement les méthodes de « New literary Criticism » à savoir la critique narrative et/ou la critique rhétorique à l'Evangile de Jean. Il étudie cet Evangile en tant qu'œuvre unifiée, complète et finie dans son ensemble ; comme un texte de produit littéraire dans un monde narratif dans lequel, l'attention du lecteur est attirée. A travers les chapitres de ce livre, il nous étale les termes d'analyses littéraires, ces éléments sont liés les uns aux autres dans le monde narratif : auteur réel et auteur implicite (real author and implied author), lecteur réel/implicite, narrateur/narrataire, point de vue narratif, intrigue (plot), commentaire implicite, le temps narratif, et surtout les personnages (characters). Selon lui, le narrateur du quatrième Evangile adopte fréquemment la position de l'omniscience et de l'omniprésence dans ses points de vue psychologiques ; il narre ce qu'une personne historique ne peut savoir (« what no historical person could know », cf. p. 26) (par ex. Jean 6.61 ; 13. 28 ; 19.8). L'approche de Culpepper nous montre qu'on peut laisser à côté la tradition et les questions des méthodes de critique historique, pour mettre à jour l'histoire de la communauté johannique. Pourtant, avant lui, C. H. Dood (*Interpretation of the Fourth Gospel*, 1953) avec la lecture synchronique, soutient que son travail est d'interpréter le texte johannique devant lui sans « creuser » derrière. J. L. Martyn a interprété l'Evangile sur un le fait d'un drame de deux niveaux (*History and Theology in the Fourth Gospel*, 1968) ; G. Mac Rae (« Theology and Irony in the Fourth Gospel » in *The Word in the World*, 1973), se sont intéressés aux procédés littéraires comme l'ironie dans cet Evangile ; R.F. Collins (« The Representative

Figures of the Fourth Gospel » in *Downside Review*, 1976) et François Vouge (*Le cadre historique et l'intention théologique de Jean*, 1977) ont étudié respectivement les personnages et les malentendus johanniques.

Cosmologie et Eschatologie : l'éternel problème

La question sur l'univers et le monde (au sens large) est aussi vieille que l'humanité, elle était l'une des préoccupations de la religion et la philosophie (la cosmogonie), et l'est encore aujourd'hui par la science et la théologie (la cosmologie). Et depuis toujours, les âmes humaines se préoccupent aussi de savoir la destinée finale des parcours de toutes les créations : la mort, la fin du monde, l'existence de la vie de l'au-delà, etc. Les idées de cosmologie et surtout l'univers pré-einsteinienne se trouvent dans les mythes religieux et dans les doctrines philosophiques et religieuses :

- *La Cité de Dieu* de Saint Augustin (Bibliothèque Nationale de la France, 1818, Source gallica.bnf.fr) est une sorte d'apologie chrétienne face à la civilisation romaine, l'auteur expose sa doctrine concernant création en précisant que le temps a été créé avec le monde, l'ouvrage de Dieu ; le ciel et la terre ont été faits dans le temps.

- *La naissance du Monde, Source orientale*, Collectif, (Paris, Seuil, 1959, 507 p.) : en étudiant les mythes cosmologiques de l'Égypte ancienne, l'Israël, le Tibet, la Chine et de l'Iran préislamique, l'ouvrage se trouve comme une exceptionnelle synthèse des mythes et des doctrines dans laquelle les civilisations orientales ont trouvé une réponse au problème de l'origine du Monde.

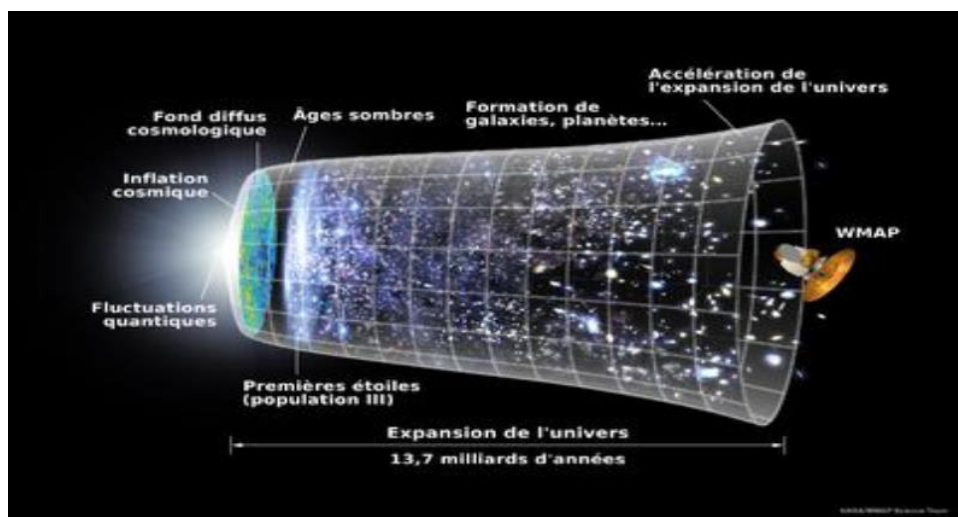
- Paul Duhem, dans *Le système du Monde* (Paris, Hermann, 10 Vol., 1958-1959), expose les doctrines cosmologiques des philosophes grecques, et les philosophes et théologiens chrétiens qui portent surtout sur les problèmes concernant l'univers dans son ensemble sur le plan de la discussion rationnelle.

Dans un premier temps la Bible, adoptait une cosmologie à trois niveaux qui envisageait un univers composé d'une *terre plate* en forme de disque flottant sur l'eau, les *cieux*, au-dessus, *l'au-delà*, en-dessous. A l'époque hellénistique (330 avant Jésus Christ), les Juifs commencent à adopter l'idée grecque d'un lieu de punition pour les âmes perdues à cause leurs mauvaises actions (*Hadès*, *Tartare*), et d'un paradis pour les âmes vertueux qu'on voit surtout dans les littératures extrabibliques et dans le Nouveau Testament. Ils adoptent également le concept grec d'une terre sphérique suspendue dans l'espace, au centre de plusieurs sphères concentriques.

Pour les philosophes grecs comme Aristote, le Monde, qui est unique, est conçu comme une immense sphère de dimensions finies : il est constitué de sphères solides

concentriques, centrées sur la terre et se superposant autour d'elle comme les couches successives d'un oignon⁴⁶. Pour lui, l'univers est incréé et éternel, par contre pour Platon, l'univers est éternel mais a été créé. Pour les scientifiques, le concept de l'univers qui se dégage de la cosmologie d'aujourd'hui est basé sur la théorie de la relativité d'Einstein popularisé sous le nom de modèle du *Big Bang*. Plus tard elle est suivie de la théorie de l'évolution, c'est-à-dire l'évolution cosmique ou de l'univers dans sa totalité. Comme la Bible annonce la fin du monde dans son *eschatologie* (science des choses finales ou dernières : étude sur ce qui va se passer aux derniers jours), les scientifiques, quant à eux, ne nient pas cette idée de la fin du monde et de l'univers : le réchauffement et les accidents intergalactiques, les points noirs ou les néants (*etc.*) pourraient conduire à notre perte.

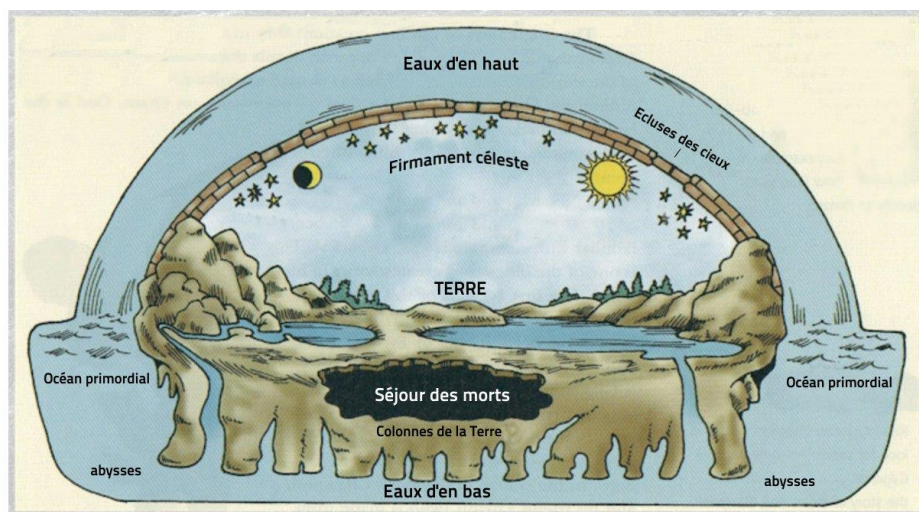
Cette théorie scientifique moderne de l'évolution s'est trouvée dès sa naissance à l'opposition des doctrines des Églises chrétiennes. Le Pape Pie X l'a condamné en 1907 dans « l'encyclique *Pascendi dominici gregis*, comme l'une des erreurs du modernisme : la théorie du développement de la vie à partir de la matière conduirait au matérialisme, au panthéisme et à l'athéisme » (Moltmann, 1988). Les Protestants aussi, dès la réforme pensent que la théorie de l'évolution et la doctrine de la création sont incompatibles voire inconciliables. Il fut un temps de dialogue impossible entre les scientifiques et les Eglises, mais de nos jours les scientifiques et les théologiens voient des possibilités de conciliation dans ce débat nécessaire.



Source : GOBBO, Wilbert, Création : Génèse 1-2 et le "Big Bang" ? CFMA 2012

Figure 1 : Le Big-bang

⁴⁶ Demaret, Jacques, (1991), *Univers, Les théories de la cosmologie contemporaine*, Le Mail, Aix-en-Provence, p. 24



Source : scienceetfoi.com

Figure 2 : Cosmologie biblique

RESULTATS

Cosmologie et eschatologie dans le quatrième Evangile

Le prologue et l'épilogue de notre Evangile nous montrent déjà que la cosmologie et l'eschatologie se trouvent bien dans l'histoire du salut johannique : le prologue nous renvoie au livre de la Genèse par l'œuvre créatrice du Logos, alors que l'épilogue envisage le retour du Christ qui marque la fin des temps (21.22-23). Si l'Ancien Testament place le récit de la création avant l'histoire du peuple Israël, comme le début de l'histoire du salut, chez Jean, la création et l'histoire du salut sont strictement liées : « La création est racontée à nouveau, mais entièrement à la lumière du logos incarné », dont la vie est rapportée dans tout l'évangile » (Culmann, 1964). L'Evangile de Jean suit la logique des trois « moments » théologique de la création (Moltman) : au commencement ou l'origine, le Logos-créditeur (avec Dieu) a créé le monde (*creatio ex nihilo* ou *creatio originalis*) (cf. Jean 1.1-4) ; mais il n'a pas abandonné sa création, il continue son œuvre et continue à gouverner le monde créé, car son Père travaille toujours (cf. Jean 1.9-13 ; 5.17-23 ; 9.4-5) (*creatio continua* ou *la théologie de la providence*) ; il poursuit son œuvre créatrice jusqu'à son achèvement (but final, *telos*) qu'est la nouvelle créature (*creatio nova* ou *l'eschatologie*) (Jean 5.28-29 ; 14.3 ; 17.24). Les deux modèles de processus de la création de la cosmogonie vétérotestamentaire se trouvent exposés dans le prologue : le modèle du *Logos* (parole, discours) dans lequel Dieu parle et crée l'ordre et l'existence (Génèse 1.1-25 ; Psaume 33.6-7), et le modèle de l'*Agon* (combat, lutte) qui parle le combat par lequel Dieu a vaincu les forces et la puissance du mal

représentées par les ténèbres, le chaos, et les monstres marins (cf. Esaïe 27.1 ; Job 40.25). Jean 1.3, 10 exprime le Logos-créateur du cosmos. Jean 1.5 expose le combat entre le Logos-lumière et les ténèbres : « La lumière luit dans les ténèbres, et les ténèbres ne l'ont pas vaincu » (katalambanô signifiant saisir, vaincre, empêcher). Ce combat avec la lumière va continuer le long de l'Evangile (Jean 3 ; 8 ; 9 ; 11 ; 12). Mais chez Jean le Logos-créateur est aussi le Logos-sagesse comme l'atteste les livres de sagesse (Job 28,27 ; Proverbe 3,19 ; 8,30 ; Sagesse 7,12 ; 8,6 ; 9,9).

L'Evangile est aussi riche en notion du temps qui est un des éléments de la cosmologie johannique : « *aiôn* » qui signifie parfois *le monde* exprime soit une longue période, mais définie (âge, époque : l'âge présent, opposé à l'âge à venir) ; soit une période d'une durée indéfinie, opposée au temps (dans des expressions comme : « de toute éternité », « pour l'éternité », Dict. Bailly) (cf. Jean 4.14 ; 6.51,58 ; 8.51 ; etc.). Dans le corps du livre (1.19-20.31), la cosmologie réside aussi dans le dualisme johannique qui exprime les éléments cosmologiques de l'Evangile : Dieu/Diable, monde d'en haut /d'en bas, chose céleste/terrestre, jour/nuit, lumière/ténèbres, etc.

A l'encontre des Evangiles Synoptiques, l'eschatologie du quatrième Evangile ne concerne pas directement la fin du monde, la tribulation apocalyptique, la guerre (Mathieu 24-25, Marc 13, Luc 21). Elle prône surtout, comme éléments eschatologiques, le royaume de Dieu, le jugement, le retour du Christ, la résurrection, la vie éternelle, etc. L'eschatologie des Synoptiques est plutôt horizontale par rapport à celle de Jean qui se voit verticalement. On voit cette *eschatologie horizontale*, chez eux, par l'annonce des interventions divines : bouleversement cosmique, retour glorieux du Christ, résurrection générale et jugement universel, situés dans le prolongement du temps terrestre jusqu'à son terme. Quant à *l'eschatologie verticale*, chez le quatrième Evangile, le rôle décisif est tenu par le Christ comme le Logos créateur, donneur de vie et rédempteur, indépendamment de toute chronologie terrestre.

L'eschatologie johannique semble se manifester dans la contradiction ou le contraste entre l'eschatologie inaugurée (réalisée pour Dood) et l'eschatologie finale (future ou conséquente pour Schweitzer). C. H. Dood dévoile cette eschatologie réalisée dans son livre *The Parables of the Kingdom*⁴⁷, dans lequel il s'intéresse à ce « déjà » ou « déjà là » dans l'Evangile de Jean (*exemple* la moisson en Jean 4.35-38). Quant à Cullmann, il préfère parler de l'eschatologie du « déjà là et du pas encore » en abordant ce qu'on appelle la théologie de l'histoire du salut⁴⁸. On pourra aussi

⁴⁷ Dood, C. H., (1935), *The Parables of the Kingdom*, Collins, London

⁴⁸ Voir, Cullmann, O., (1947), *Christ et le Temps, Temps et Histoire dans le Christianisme Primitif*, Neuchâtel-Paris, Delachaux et Niestlé

parler de dualisme eschatologique chez l'Evangile de Jean : Le jugement a déjà lieu (Jean 3.18 ; 12.31 ; 16.11 ; etc.), mais il va arriver (Jean 5.28) ; la résurrection est là (Jean 5.24 ; 11.25), et sera bientôt (Jean 5.25) ; la vie éternelle est déjà là (Jean 3.36 ; 4.14 ; 6.40 ; etc.) et on l'aura (Jean 4.36 ; 6.40 ; 12.25) ; *etc.* Chez Jean, le salut dans le Jugement est accompli sur la croix ; le jugement et la résurrection auront aussi lieux au dernier jour (dans *l'eschatê éméra* : Jean 5.28-29 ; 6.40, 54 ; 12.48). Jésus de Jean annonce souvent en même temps ce qui est déjà vécu et ce qui va arriver (Jean 5.24-29). Chez Jean, il y a plutôt *l'eschatologie individuelle* (la mort et la vie après la mort) : Jean 5.25-29, mis en relation avec Ezéchiel 37.1-10, annonce la mort et résurrection physique individuelles ; Jean 6 annonce la vie éternelle et la résurrection pour celui qui reçoit (croit) le pain de la vie. L'Evangile parle peu de *l'eschatologie collective* concernant la fin du monde, de l'univers et de la société, et l'avènement définitif du royaume de Dieu.

DISCUSSION

Et l'histoire du salut chez Jean : le commencement et la fin en Jésus

La cosmologie dans le quatrième Evangile nous montre deux mondes incompatibles, en conflit permanent et ne peut même pas s'entraider (Jean 18.33-40). Il relate aussi la supériorité du monde divin (Jean 1.1-13 ; 3.3, 7,31 ; 8.23 ; 19.11). Représenté par Jésus-Logos, ce monde d'en haut intervient dans l'histoire du monde d'en bas pour réaliser l'histoire du salut dans l'Evangile. Cette histoire tend vers l'eschatologie plutôt verticale qu'horizontale, car le Logos est en dehors du temps (il est le Maître du temps). Alors l'eschatologie se situe en dehors et non à l'intérieur de l'histoire (Barth et Bultmann) car l'histoire est incapable de donner un sens à l'existence humaine sans l'intervention du Logos. La cosmologie et l'eschatologie de l'Evangile de Jean sont strictement liées au Logos (Jésus et sa parole) ; elles sont suffisamment christocentriques : cosmologie et eschatologie qui n'ont pas de sens que par Jésus, en Jésus et pour Jésus.

CONCLUSION

L'histoire du salut johannique nous montre les deux mondes opposés, mais qui se complètent : le monde d'en haut vient prouver son amour en envoyant le Fils de Dieu au monde d'ici-bas qui a besoin d'être sauvé de leur incréibilité qu'est le péché. L'Homme-Dieu entre dans la cosmologie qu'il a créé lui-même. C'est Dieu qui réécrit notre histoire pour nous amener à son accomplissement qu'est l'eschatologie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Brown, R. E. (1983), *La Communauté du Disciple Bien-aimé*, Paris, Cerf
- 2) Bultmann, Rudolf, (1971), *The Gospel of John*, (translated by G.R. Beasley-Murray, R.W. Hoare, and J.K. Riches), Philadelphia, Westminster,
- 3) Collectif, (1959), *La naissance du Monde, Source orientale*, Paris, Seuil
- 4) Cullmann, Oscar, (1947), *Christ et le Temps, Temps et Histoire dans le Christianisme Primitif*, Neuchâtel-Paris, Delachaux et Niestlé
- 5) Cullmann, Oscar, (1964), L'Evangile Johannique et l'histoire du Salut. In *New Testament Study*, N° 11, pp. 111-22, Louvain
- 6) Culpepper, R. A. (1983), *Anatomy of the Fourth Gospel: A Study in Literary Design*, Philadelphia, Fortress
- 7) Demaret, Jacques, (1991), *Univers, Les théories de la cosmologie contemporaine*, Editions le Mail, Aix-en-Provence
- 8) Dodd, C. H., London, (1935), *The Parables of the Kingdom*, Collins
- 9) Duhem, Paul, (1958-1959), *Le système du Monde*, Paris, Hermann, 10 Vol.
- 10) Fraikin, D. (1965). Peut-on représenter l'Église en termes de salut ? In *Laval théologique et philosophique*, 21(2), 263–274, Laval
- 11) Frisque, Jean, (1960), *Oscar Cullmann, Une Théologie de l'histoire du Salut*, La Sarte-Huy, Casterman
- 12) Gobbo, Wilbert, (2012), *Création : Genèse 1-2 et le "Big Bang" ?* (Version numérique), Missionnaire Afrique, CFMA N° 13
- 13) Laurent o.p. P.-M., (2014), Introduction à une Eschatologie Verticale. In *Recherche exégétique et théologique*, Cahier N°1, Typographie L. Génon
- 14) Loisy, Alfred (1921), *Le Quatrième Evangile*, Paris, Emile Nourry
- 15) Martyn J.L. (1979), *History and Theology in the Fourth Gospel*, 2, Nashville
- 16) Moltmann, Jürgen, (1988), Dieu dans la création. In *Traité écologique de la création*, (trad. M. Kleiber), Paris, Cerf, p. 245 – 266
- 17) Moschetta, Jean-Marc, (2011), Création et fin du monde : Penser théologiquement l'accomplissement du cosmos, Conférence-débat « Création, Evolution, Accomplissement », 19 novembre 2011, Ancien Collège de Montauban, <https://www.researchgate.net/publication/281285852>
- 18) Saint Augustin, (1818), *La Cité de Dieu*, Bibliothèque National de la France, (Source gallica.bnf.fr) 033 43 000 17
- 19) Zumstein, Jean, (2007), *L'Evangile selon Jean (13-20)*, Genève, Labor et Fides
- 20) Zumstein, Jean, (2014), *L'Evangile selon Jean (1-12)*, Genève, Labor et Fides

ETUDE SOCIOLOGIQUE SUR LE LOISIR DE LA JEUNESSE MALAGASY : CAS DES BALS DES JEUNES A L'AKADEEMIX ANKADIVATO, ANTANANARIVO

par

RASAMOELY Herinirina⁽¹⁾, RANDRIAMIARISOANDRAIBE Herimanana⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale des Sciences Humaines et Sociales, Equipe d'Accueil Doctorale : Rouages des Sociétés et Développement, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Les nouvelles tendances des jeunes par rapport au loisir a fait évoluer les termes des rapports et des liens sociaux entre eux. La fréquentation des bals, spécifiquement, est devenue une des marques de la jeunesse malgache, dans les dynamiques de relations et de mode de vie qu'elle suggère. Une étude sur les répercussions des loisirs dans la vie sociale doit inclure les manières avec lesquelles les divertissements sont perçus par la population. Pour notre cas, nous avons mené des enquêtes auprès de 77 individus, il s'agit des jeunes de 15 à 25 ans fréquentant les bals des jeunes à l'Akadeemix Ankadivato, Antananarivo. Notre étude s'inscrit dans le souci d'établir une esquisse globale des caractéristiques sociales de ses individus par rapport à la fréquentation des bals, dans une population jeune, et dans un territoire qualifié de pauvre (Madagascar).

Mots-clés : Jeunes, Fêtes, Loisirs, Liens sociaux, Délinquance, Education, Culture

ABSTRACT

The new trends of young people in relation to leisure have changed the terms of the relationships and social ties between them. Attending balls, specifically, has become one of the hallmarks of Malagasy youth, in the dynamics of relationships and way of life that it suggests. A study of the repercussions of leisure in social life must include the ways in which entertainment is perceived by the population. For our case, we conducted surveys with 77 individuals, these are young people aged 15 to 25 attending youth balls at Akadeemix Ankadivato, Antananarivo. Our study is part of the concern to establish an overall sketch of the social characteristics of its

individuals in relation to the attendance of balls, in a young population, and in a territory qualified as poor (Madagascar).

Key words : Young people, Parties, Leisure, Social ties, Delinquency, Education, Culture

INTRODUCTION

On peut supposer que les loisirs ont toujours existé dans les sociétés humaines, sous une forme ou sous une autre. Les loisirs tiennent une place de plus en plus importante dans nos sociétés modernes. C'est le résultat conjoint des progrès économiques, de la baisse de la durée de travail et de l'allongement de la vie. Mais c'est également la conséquence logique de la démocratisation de l'éducation, de la culture et du sport. Cette modification rapide de la réalité sociale génère de nouveaux comportements, principalement marqués par l'affirmation de l'individualisme et de l'hédonisme. Aussi, loin d'être seulement un temps récréatif, le temps des loisirs est devenu un symbole d'émancipation et un mode d'affirmation de soi.

Dans les pays en développement, à l'exemple de la société malagasy, la population, composée, en majeure partie de jeunes, a besoin de loisirs pour se distraire. Entre autres, les loisirs contribuent à l'épanouissement de chaque individu et peuvent aider les jeunes à voir le monde sous un autre angle. Vu que les jeunes participent à l'avenir d'un pays, il leur faut être objectifs dans leur choix de loisirs qui sont nombreux, certains sont jugés bons et d'autres sont néfastes.

Les loisirs sont des activités et des pratiques dites de « temps libre », qui se caractérisent par opposition, au temps passé, au travail, ou aux occupations. Les loisirs sont en général associés à une notion telle que le plaisir ou le divertissement. La définition des loisirs est en fonction de l'époque dans laquelle ils s'inscrivent, mais en règle générale, ils ont toujours été le reflet des sociétés et de leurs inégalités. Les différentes catégories sociales peuvent plus ou moins facilement se dégager des servitudes du travail, et ont un accès plus ou moins aisé aux loisirs en fonction de leurs revenus.

A Madagascar, contrairement à ce qui se passe dans les pays développés, la population n'a pas assez de temps libre et manque de moyen pour se divertir. En effet, les difficultés quotidiennes ne lui permettent pas de consacrer assez de temps pour les loisirs. Malgré cela, les gens ont quand même un large choix de divertissement, surtout dans les grandes villes. Dans le pays, la notion de loisirs est généralement associée à la jeunesse qui caractérise la population. Pour elle, les

loisirs de type occidental tels que le Karaoké, les boîtes de nuit, les bals des jeunes, sont surtout les plus appréciés.

La population malagasy étant en majorité jeunes, nous nous sommes personnellement intéressés par l'importance du loisir et sa contribution par rapport au développement de la société, surtout au niveau de cette jeunesse. Ce qui nous a donné la conviction de mener une étude sociologique concernant le loisir à Madagascar, afin d'expliquer et de comprendre son influence sur les comportements des jeunes.

En termes de divertissement, dans la ville d'Antananarivo, entre autre, les bals des jeunes sont parmi les préférés des adolescents. Les bals des jeunes se tiennent dans des salles spacieuses et faciles d'accès, à savoir les grandes salles aménagées. Autrefois, les bals des jeunes étaient uniquement consacrés aux fêtes de collège et de lycée, mais plus tard, vers les années 2000, des organisations d'animations pour les jeunes ont vu le jour dans la capitale, et depuis, ils sont devenus les divertissements favoris. Parmi les endroits les plus fréquentés, les bals des jeunes à l'Akadeemix Ankadivato, restent les plus prisés des jeunes Tananariviens. Depuis 2017, des bals des jeunes y sont organisés et ont lieu tous les Mercredis et Samedis après-midis de 14h à 18h.

En ce qui concerne la justification de notre étude concernant la fréquentation des bals par les jeunes, les interactions des adeptes entre eux nous amènent à réfléchir sur leurs comportements, et leurs perceptions, par rapport à la configuration de la société et l'environnement social dans lesquels ils vivent. Les bals des jeunes, parfois jugés comme activités juvéniles liées à la délinquance, sont fréquentés essentiellement par les jeunes, représentant la majorité de la population malagasy, et qui seront les futurs responsables quant à l'avenir du pays. Néanmoins, il n'existe aucun contrôle, ni des sanctions de la part des autorités par rapport aux délits constatés dans ces endroits. Ce qui tend vers une fréquentation à priori, déviante. Le terrain d'étude choisi qui est l'Akadeemix Ankadivato à Antananarivo, est reconnu pour l'organisation de bals des jeunes, il est aussi le préféré des jeunes de la capitale, et enfin, c'est un lieu facile d'accès situé en plein centre-ville.

La formation de la personnalité des jeunes à travers leurs comportements individuels et leurs réactions de société face aux fréquentations des bals est la principale problématique de l'étude.

A partir de cette problématique, les hypothèses suivantes sont avancées :

- Les interactions entre les jeunes qui fréquentent ces bals leur permettent de s'ouvrir aux autres, et de s'intégrer dans un groupe social. Ce qui fait que les bals des jeunes favorisent davantage leur socialisation.

- Les bals des jeunes constituent une activité permettant de se distraire dans un endroit clos où les parents ou d'autres responsables sont absents. Les « fêtards » n'éprouvent alors aucune contrainte à tenter des nouvelles expériences, et accomplissent même parfois des actes malveillants qui peuvent être qualifiés de délinquance.

L'objectif global de notre étude est d'établir une esquisse élargie de la perception qu'ont les jeunes par rapport à la fréquentation des bals, et de détecter les éléments possibles pouvant mener à une utilité sociale. Les objectifs spécifiques sont de déterminer les motivations des jeunes à fréquenter les bals dans un premier temps, et ensuite d'analyser si la fréquentation des bals des jeunes peut mener vers le développement personnel et social des individus.

MATERIELS ET METHODES

Présentation du terrain d'étude

L'étude a été faite à l'Akadeemix, une grande salle de fête, située dans le Fokontany d'Ankadivato, troisième arrondissement de la commune Urbaine d'Antananarivo. Depuis 2015, des bals des jeunes sont organisés tous les Mercredis et Samedis après-midi dans cet endroit où les organisateurs de l'évènement en ont fait une référence en matière de lieu de divertissement pour les jeunes Tananariviens. La grande salle de l'Akadeemix peut accueillir jusqu'à 400 personnes et respecte les normes d'infrastructure et logistiques pour les événements festifs puisqu'elle est équipée de matériels de sonorisation et des effets spéciaux (lumières, lasers, ...) modernes. Aussi, en termes de sécurité, l'enceinte de l'Akadeemix est bien clôturée et dispose d'un grand parking ainsi que des agents de sécurité qui sont chargés de maintenir l'ordre durant les bals. L'endroit est facile d'accès pour les jeunes car il se trouve en pleine ville, et c'est pour cela qu'ils y-viennent souvent.

En moyenne, à chaque séance, 150 jeunes âgés de 15 à 25 ans ou même plus se donnent rendez-vous aux bals pour se défouler. Le tarif d'entrée est de 2500 Ariary pour les séances ordinaires et 5000 Ariary lorsque les organisateurs engagent des artistes pour faire des prestations et des animations. Pour pouvoir organiser les bals, les organisateurs disposent d'une lettre d'autorisation délivrée par les autorités compétentes qu'ils doivent renouveler tous les six mois auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

Cadre théorique

La recherche que nous prétendons mener va se placer dans une tradition sociologique ancienne, et notamment, avec l'approche holistique. Cette méthode propose une stratégie d'analyse des phénomènes sociaux qui mettent en relief son

objet d'étude, l'influence de la société sur les comportements des individus. En outre, nous nous inspirerons des ouvrages relatifs à la vie des jeunes, et surtout sur leurs cultures.

Pour ces courants de pensée, la pression de la société sur les individus n'explique que le champ du possible. Les relations entre facteurs, reflétant les régularités structurelles, ne peuvent donc être qu'une étape de la recherche. Il reste alors à décrire les normes et valeurs sociales qui engendrent les comportements et les motivations élémentaires des individus. Expliquer un phénomène social, c'est dans cette perspective méthodologique, expliquer les comportements des individus à partir des faits sociaux, et analyser ceux-ci comme le produit de la conscience collective.

Documentation

La phase de documentation consiste à consulter des ouvrages et des écrits qui sont utiles à la réalisation de notre étude. Précisément, le but est de rechercher le plus d'informations et de données possibles qui peuvent avoir des liens avec notre sujet d'études. Cela va permettre d'avoir déjà une vision claire sur les éléments et les différents indicateurs ayant un rapport avec le sujet d'études en question.

Ainsi pour ce faire, nous avons recueilli des écrits portant sur différentes dimensions de la vie des jeunes pour comprendre la diversité des modes de vie de ceux-ci et leurs valeurs. Cet exercice va nous permettre d'illustrer les modes de vie contemporains des jeunes, et de saisir la complexité de la réalité de l'adolescence, dans le contexte de la société actuelle.

Par conséquent, nous avons pu dresser, par la suite, une liste bibliographique. Bref, notre travail concernant la phase de documentation, consiste à faire des recherches dans différents centres de documentation mais également sur internet qui est aujourd'hui une grande source d'informations. Parmi les documents que nous avons consultés on peut citer les ouvrages généraux, les ouvrages spécifiques relatifs à notre thème, des articles, des supports vidéo, ...

Investigation sur le terrain

L'enquête sur le terrain menée a comme objectif de voir les réalités sociales qui existent dans les bals des jeunes à l'Akadeemix, Ankadivato et de recueillir les informations que nous recherchons à travers les observations, les entretiens individuels et entretiens de groupe avec les individus concernés.

Observation non participante

Afin de mieux cerner les comportements sociaux des jeunes lors des fréquentations des bals, nous avons pris soins d'assister à plusieurs séances durant notre période d'études. La phase d'observation étant une démarche importante dans la réalisation d'une étude sociologique, par conséquent, nous l'avons effectué de manière plus objective et plus organisée.

Pour ce faire, notre observation sur le terrain s'est déroulée en plusieurs séquences car vu qu'il existe plusieurs types de jeunes fréquentant les bals, pour lesquels chacun d'eux doit être pris en compte, il nous a fallu un peu de temps pour effectuer notre travail. Ainsi, durant nos séances d'observation, nous avons pu voir réellement d'une part l'état des lieux où se déroule notre étude, à savoir l'environnement physique (l'endroit où se déroule les bals, les installations des matériels de sonorisation, ...), et d'autre part le monde social qui caractérise ce divertissement (les profils des fêtards, l'ambiance, les styles et mode vie des jeunes, les faits sociaux existant relatifs aux bals, ...).

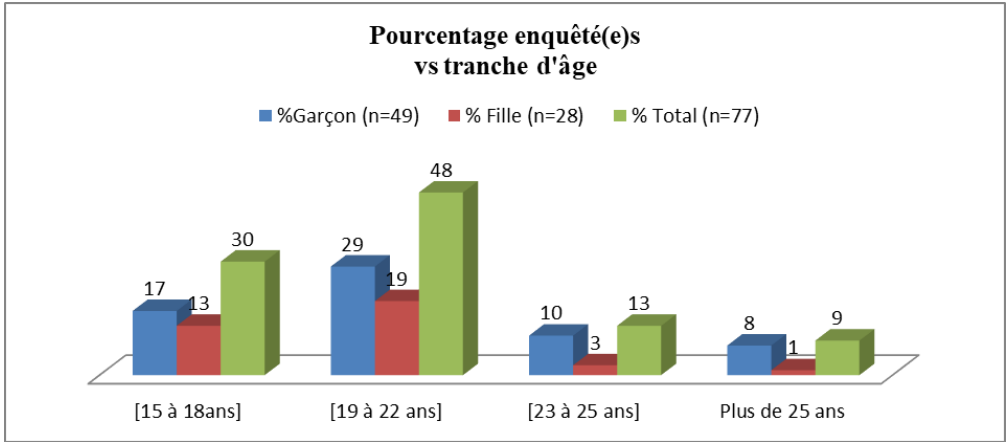
En ce qui concerne le type d'observation que nous avons utilisé, nous nous sommes limités à l'observation non participante, c'est-à-dire que nous n'avons pas pris part aux diverses activités auxquelles s'adonnent les jeunes en nous intégrant en tant que membre au sein de leur groupe, mais nous avons essayé de comprendre leur comportement et les interactions qui se forment entre eux lors des fréquentations des bals, en tant que simple observateur.

Entretiens

Ensuite, nous avons réalisé notre enquête en faisant des entretiens individuels à partir d'un questionnaire préétabli sur tablette. Notre but étant avant tout d'une part, de cerner les approches interactives, et les pratiques qui les accompagnent, dans lesquelles, la jeunesse trouve à s'identifier et à s'exprimer, et d'autre part de déterminer la place de ces pratiques dans la formation de l'identité culturelle propre à cet âge. Pour ce faire, il est important d'opter pour une démarche empirique d'échantillons focalisée sous différents angles, tels que les motivations, les pratiques et les fréquences d'adhésion des individus aux bals des jeunes. Concernant les entretiens, ils ont été individuels, dans un premier temps, menés auprès de notre échantillon en utilisant un questionnaire d'enquête préétabli pour les recueils de données quantitatives. Et enfin, nous avons organisé des entretiens de groupe auprès de la majorité de notre échantillon à travers lesquels nous avons pu recueillir des données qualitatives.

Echantillonnage

En moyenne, le nombre d’individus qui fréquentent les bals des jeunes pour chaque séance est de 220 selon les organisateurs, ainsi, le noyau de notre travail est basé en fonction de ce nombre. Par conséquent, notre échantillon est constitué de 77 individus, soit 34% des nombres des jeunes fréquentant les bals pour chaque séance, choisis selon un échantillonnage aléatoire et par choix raisonné. La scientificité du hasard est garantie par la probabilité d’obtenir une population réduite représentative de la population élargie dans les tirages effectués, étant donné également l’inexistence de statistiques fiables quant au nombre exacte de jeunes concernés par l’étude. A défaut de connaître l’âge moyen des individus qui fréquentent les bals des jeunes, nous avons raisonné sur un échantillon, dont l’âge minimal est de 15 ans, soit l’âge minimum autorisé par la loi à fréquenter les bals des jeunes. La Figure 1 nous montre les détails complémentaires :



Source : Auteur, 2021

Figure 1 : Pourcentage des enquêté(e)s Vs Tranche d’âge

Notre échantillon de 77 individus, est composé de 49 jeunes hommes soit 64% de l’effectif total des enquêtés, et 28 jeunes femmes soit 28%. La disproportion entre les effectifs des deux genres s’explique par le fait que les jeunes hommes sont largement plus nombreux à fréquenter les bals que les jeunes femmes.

En ce qui concerne les tranches d’âge des jeunes enquêtés, ceux qui sont âgés entre 19 et 22 ans représentent la majorité de l’échantillon soit 48% de l’effectif total, précisément, 29 garçons et 19 filles. Et puis, 30% de l’effectif total sont âgés de 15 à 18 ans dont 17 individus sont de sexe masculin et 13 de sexe féminin. En ce qui concerne les jeunes entre 23 et 25 ans, ils constituent 13% de notre enquêtés, dont 10 sont des individus de sexe masculin et 3 de sexe féminin. Enfin, la

proportion qui représente le moins d'effectifs se situe dans la catégorie d'âge de plus de 25 ans, soit 9% de notre échantillon.

Traitement et analyses des données

A partir des entretiens individuels et entretiens de groupe que nous avons eu avec les personnes concernées par notre étude, nous avons pu obtenir les informations et les données essentielles recherchés. Toutefois, ces données recueillies seront traitées et analysées d'une manière objective et scientifique.

Pour ce faire, nous avons effectué notre tâche en deux étapes distinctes :

La première consiste à traiter les données quantitatives, et pour cela, nous allons essayer d'établir une corrélation entre les variables établies dans le questionnaire d'enquête, en se basant sur chaque nombre de réponses que notre échantillon a donné suite aux entretiens réalisés. Pour ce procédé, nous avons utilisé «odk collect» qui est une application de collecte et de traitement de donnée utilisée souvent dans les enquêtes et études statistiques.

La deuxième approche que nous avons adoptée est l'analyse qualitative ou celle de la compilation et interprétation des réponses évoquées par les enquêtés durant les entretiens individuels libres et de groupe. Dans cette phase, les avis personnels des enquêtés selon leur propre point de vue suite aux entretiens seront regroupés et interprétés sous forme de résumé. En effet, ce procédé consiste à donner des explications des faits à partir des avis des enquêtés.

RESULTATS

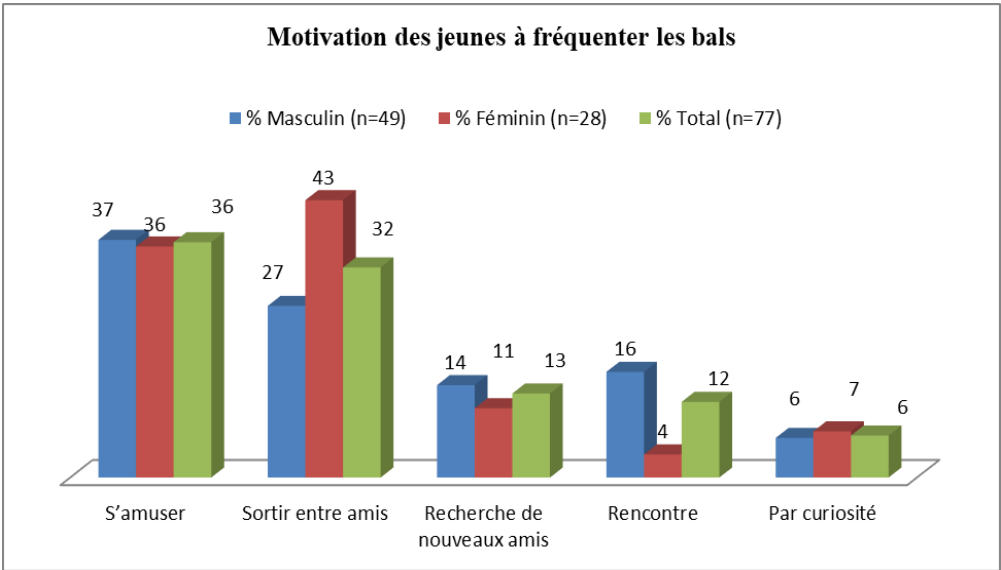
Dans cette partie, nous allons présenter les résultats de notre étude. Pour ce faire, dans un premier temps, nous allons aborder le leitmotiv des jeunes à fréquenter les bals des jeunes, ensuite, les pratiques fréquentes des jeunes liées aux bals seront développées, enfin les appréciations des jeunes par rapport aux bals des jeunes seront mise en exergue.

Leitmotiv juvénile dans le recours aux bals

C'est surtout la question des relations que la jeunesse entretient avec les bals qui inquiètent ou qui réjouissent : les bals exposent-ils à des dangers majeurs, telle que la perte de repères et la délinquance ? Ou, ce loisir préféré des jeunes va-t-il rendre l'avenir radieux, en facilitant leurs intégrations et leurs relations sociales ? En fréquentant les bals, un loisir véhiculant les modes et cultures étrangères, la jeunesse malagasy connaît des changements importants. C'est pour cela que nous avons cherché à répertorier les types d'activités les plus courants et les raisons de leurs fréquentations.

Les motivations des jeunes

Le fait que la fréquentation des bals soit devenue une activité incontournable dans la vie des jeunes, elle constitue une petite révolution sociologique. Les bals des jeunes à l’Akadeemix d’Ankadivato offrent plusieurs activités pour les jeunes fêtards selon leurs attentes. En effet, chaque individu a ses propres motivations par rapport aux fréquentations des bals des jeunes. La curiosité, la recherche de nouveaux amis, les rencontres, les sorties entre amis et le divertissement, telles sont les raisons les plus évoquées qui incitent les jeunes à aller aux bals. La Figure 2 dessous nous montre les détails.



Source : Auteur, 2021

Figure 2 : Motivation des jeunes à fréquenter les bals des jeunes

Divertissement

Selon nos enquêtes, les bals des jeunes permettent aux jeunes de s’amuser en dansant. En général, pendant nos investigations sur le terrain, nous avons constaté que pour les jeunes, danser est une façon de se défouler, mais aussi un moyen de se faire remarquer. Les dires d’un jeune garçon que nous avons interviewé confirment cette idée : « C’est tout simplement se laisser aller sur une musique. A la fois, c’est une activité physique et un moyen de distraction car le fait de danser nous fait dépenser beaucoup d’énergie mais aussi, ça nous permet d’évacuer nos stressés dus à nos activités quotidiennes. Seulement quand on est un peu timide ou tout simplement pas habitué à danser, bouger sur une musique au milieu de beaucoup de gens n’est pas forcément évident ».

36% de l'effectif total de nos enquêtés, soit 37% des enquêtés de sexe masculin et 36 % des individus de sexe féminin, affirment que leur principale raison de fréquenter les bals est la danse. En général, pour les jeunes fêtards, fréquenter les bals des jeunes leur permet de se défouler en toute quiétude, vu que les bals se déroulent dans un endroit clos et sécurisé, ainsi, ils peuvent danser et s'amuser autant qu'ils veulent tranquillement. Aussi, d'après ces jeunes, les bals des jeunes sont les seuls endroits où ils peuvent se défouler à l'abri des regards de la société.

Selon notre observation, l'ambiance discothèque permet aux fêtards de danser aisément sur la piste. La danse constitue un moyen de distraction pour eux, mais aussi, elle favorise le développement personnel de l'individu à travers le langage et l'expression corporels. De ce fait, les jeunes peuvent vaincre leur timidité et développer leur comportement social à travers la danse.

Enfin, écouter de la musique, faisant partie de la vie quotidienne des jeunes, est aussi un divertissement pour eux. Les jeunes fréquentent les bals pour écouter et apprécier de la musique dans une ambiance de foule. Les DJ à l'Akdeemix diffusent souvent des nouveautés musicales, locales et étrangères. Les jeunes fêtards ont ainsi l'occasion de connaître les tendances musicales en vogue à travers les bals. Quelques individus parmi nos enquêtés affirment qu'ils aiment surtout écouter de la musique pendant les bals. Par conséquent, pour eux, le fait d'écouter leurs tubes préférés leur permet d'avoir plus de sensation, de détente et de joie.

Sortir entre amis

Les jeunes fréquentent souvent les bals pour les sorties entre amis. En effet, les bals sont des endroits privilégiés pour les sorties en groupe, c'est-à-dire entre amis (collègues, connaissances, groupes d'intérêt). En discothèque, les jeunes peuvent danser, s'amuser et boire ensemble dans une ambiance décontractée. Selon quelques-uns de nos enquêtés, « les bals sont l'endroit idéal pour sortir ou se divertir entre amis, car on peut s'amuser et se défouler sans trop de contrainte, lié notamment la discrétion de l'endroit ». Au total, 32% de nos enquêtés, soit 27% de l'effectif des individus de sexe masculin et 43% de l'effectif des enquêtés de sexe féminin, ont affirmé que leurs fréquentations des bals sont surtout les sorties entre amis. Selon cette proportion, on peut dire que les jeunes filles en plus tendance à sortir en groupe que les garçons.

Ainsi, bien que les bals des jeunes soient généralement des endroits consacrés à la danse, c'est également un lieu d'interactions où les individus peuvent discuter et s'amuser ensemble. Les jeunes peuvent passer de longs moments à discuter entre amis lors des fréquentations de bals malgré le vacarme. Par conséquent, les bals des jeunes est un facteur de renforcement de relation sociale entre les individus.

Recherche de nouveaux amis

Les jeunes ont souvent besoin de se côtoyer entre eux pour leur développement personnel et de se socialiser davantage. La solitude est la principale crainte des jeunes d'aujourd'hui. Comme chaque individu dans une société, les jeunes ont toujours envie de s'intégrer dans un groupe et de s'y identifier en tant que membre. Ainsi, les jeunes cherchent souvent à élargir leurs réseaux sociaux afin d'instaurer des nouveaux contacts. Les bals des jeunes sont pour eux des occasions pour rechercher de nouveaux amis. En effet, ils peuvent y trouver plusieurs amis grâce aux interactions et aux discussions faites lors de ces activités.

En tout, 14% des enquêtés, soit 11% de l'effectif des enquêtés de sexe masculin et 13 % des individus de sexe féminin sont motivés par la recherche de nouveaux amis par rapport aux fréquentations des bals. Selon ces enquêtés, « les bals sont des occasions pour trouver de nouveaux amis car dans ces ambiances festives, il est plus facile d'établir un contact et d'engager une discussion qui aboutissent souvent à une relation amicale.

Rencontre

Concernant la question rencontre, 12% de l'effectif total des enquêtés s'y intéressent, précisément, les jeunes hommes devancent un peu les jeunes femmes, avec 16% des enquêtés de sexe masculin contre 4% pour les jeunes filles. En effet, d'après les entretiens auprès des concernés, les jeunes hommes sont plus attirés à chercher leur compagne dans les bals que les jeunes femmes. Selon les jeunes, les bals sont des endroits de référence pour flirter et pour chercher un compagnon ou une compagne.

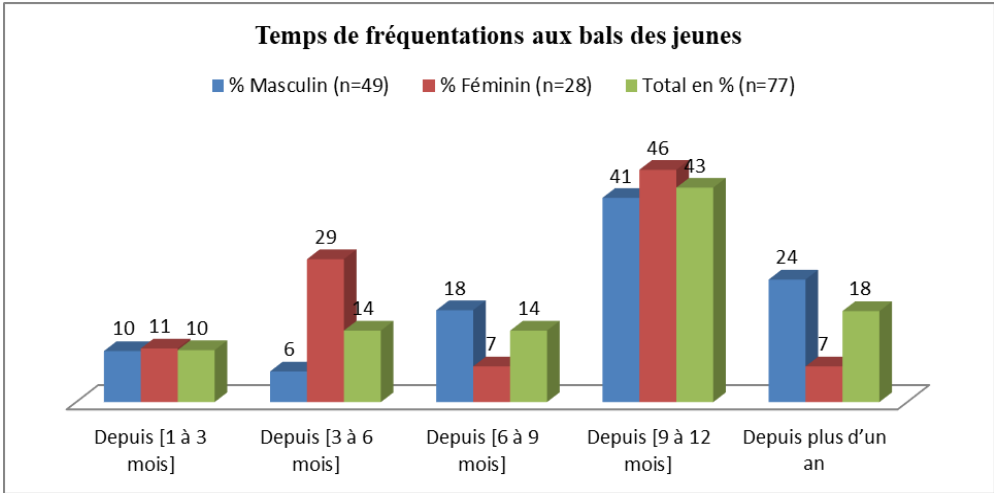
Ainsi, la plupart des jeunes fréquentent les bals pour trouver « l'âme sœur ». Les bals sont en effet une opportunité pour eux de faire une rencontre. Souvent, les jeunes hommes invitent les jeunes filles à danser pour établir le premier contact, vient ensuite la discussion. Mais selon les enquêtés, les relations conçues dans les bals n'aboutissent pas souvent car c'est juste un « flirt », donc n'est pas vraiment sérieux.

Par curiosité

Enfin, pour certains de nos enquêtés qui représentent 6% des enquêtés, soit 6% des individus de sexe masculin et 4% pour ceux du sexe féminin, ils fréquentent les bals par simple curiosité. En effet, les adolescents sont toujours curieux et tentés de faire de nouvelles expériences ce qui est normal à leur âge. Quelques-uns de nos enquêtés ont tenté l'expérience de sortir dans les bals pour y voir de près les réalités qui existent dans ces endroits.

Indice sur la fréquentation des bals

Traditionnellement, la fête était un moment de compensation et de respiration dans une vie de travail et d'activités diverses. Pour une partie croissante de la jeunesse actuelle, elle est une toute autre chose : un état durable, un mode de vie où se joue moins une compensation qu'un oubli du monde. Ainsi, les bals des jeunes attirent de plus en plus la jeunesse tananarivienne. Ce loisir permet en fait aux jeunes à la fois de s'ouvrir et de se socialiser.



Source : Auteur, 2021

Figure 3 : Temps de fréquentations aux bals des jeunes

Alors que leurs relations sociales sont le plus souvent limitées à l'école, dans laquelle les autres élèves les enferment dans une identité, les bals ouvrent d'autres horizons pour les jeunes. Généralement, la plupart de nos enquêtés ont eu un contact plus ou moins récent avec les bals, mais la majorité sont surtout des habitués.

D'abord, 10% de l'effectif total de nos enquêtés, soit 10% des garçons et 11% des jeunes filles, sont encore novices en matière de bals des jeunes, car ils n'ont fréquenté les bals que depuis un à trois mois. Selon ces jeunes, même s'ils ne fréquentent les bals que depuis peu de temps ils commencent déjà à s'habituer à l'ambiance et éprouvent des sentiments d'appartenance à la communauté des « fêtards ».

Ensuite, concernant les jeunes qui fréquentent les bals depuis quatre à six mois, ils représentent 14% des enquêtés, précisément 6% de jeunes hommes et 29% de jeunes femmes. En général, ces jeunes sont déjà bien intégrés dans le groupe des adeptes de bals des jeunes, en effet, ils n'éprouvent plus aucune gêne à danser au

milieu du public ou à engager des discussions avec les autres qu'ils ne connaissent même pas.

Et puis, pour les enquêtés qui fréquentent les bals depuis sept à neuf mois, soit 14% de l'effectif total des enquêtés dont 18% du nombre des garçons et 9% de celui des femmes, affirment avoir une aisance et sont habituées à fréquenter les bals. Pour eux, la fréquentation des bals des jeunes est devenue une activité de divertissement de premier choix.

Enfin, le grand nombre de fêtards confirmant avoir fréquenté les bals depuis plus de neuf mois, 61% de l'effectif total des enquêtés, dont 65% des garçons et 53% des jeunes filles, éprouvent l'attachement des jeunes aux bals. Pour cette proportion, les bals des jeunes sont comme une sorte de « drogue » dont ils ne peuvent pas s'en passer. C'est-à-dire que ces jeunes en sont dépendants. Ce qui pourrait devenir une contrainte pour eux.

Les pratiques fréquentes liées aux bals

D'après notre observation sur le terrain, nous avons tout de suite constaté que les jeunes fêtards sont libres de fumer une cigarette ou de boire de la bière alcoolisée lorsqu'ils fréquentent les bals des jeunes. De ce fait, nous avons essayé de déterminer si ces pratiques ont une corrélation avec la fréquentation des bals pour ces jeunes ou est-ce qu'il existe d'autres raisons qui leur incitent à fumer du tabac ou/et boire de l'alcool ?

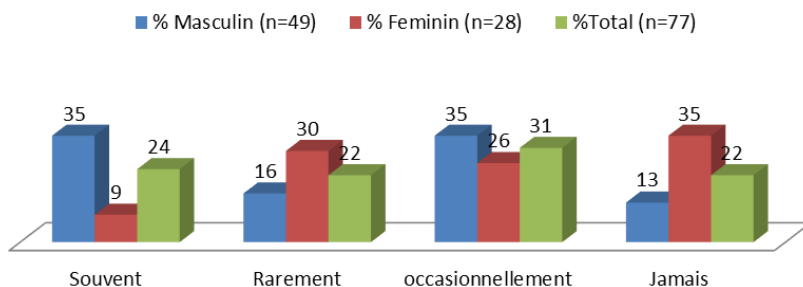
Le tabagisme

Le tabagisme est l'un des faits les plus remarquables que nous avons constatés lors de notre observation au sein de l'AKDEEMIX Ankadivato. En leur demandant les raisons auprès des fumeurs, en général, la majorité d'entre eux fument pour impressionner les autres, mais aussi pour se sentir à l'aise et être dans l'ambiance. D'ailleurs, le fait de fumer une cigarette dans un tel endroit pareil leur paraît normal.

La Figure 4 nous montre les détails par rapport à la consommation de tabac chez les jeunes fêtards.

La majorité des fêtards affirment avoir déjà fumé, malgré leur jeune âge. En tout, 24% des jeunes fêtards, soit 35% des individus de sexe masculin et 9% des individus sexe féminin fument régulièrement, ils consomment en moyenne 10 tiges de cigarettes par jour. Ces individus appartiennent à des familles où les membres fument, autrement dit, un ou plusieurs membres, ou les personnes avec qui ils habitent sont également des fumeurs réguliers. Cela veut dire que le tabagisme peut se transmettre et s'acquérir par la fréquentation quotidienne des fumeurs.

Consommation de tabac chez les jeunes fêtards



Source : Auteur, 2021

Figure 4 : Consommation de tabac chez les jeunes fêtards

22% des jeunes fument rarement ou occasionnellement, en effet ces jeunes ne consomment du tabac que lors des occasions telles que les sorties entre amis (fêtes d'anniversaire, sorties en boîte, ...). Selon ces jeunes enquêtés, ils fument pour faciliter le contact et être plus ouverts. Le fait de fumer leur permet de vaincre la timidité et leur permet de s'intégrer facilement dans un groupe. Enfin, pour le reste, soit 53% d'entre eux affirment n'avoir jamais fumé une cigarette ou fument de manière occasionnelle. Selon eux, ils sont conscients des dangers de consommer du tabac (problème de santé, dépendance, ...), de ce fait ils évitent d'en prendre.

Il est presque impossible d'établir une relation de cause à effet entre un facteur quelconque et le tabagisme chez les jeunes. En fait, les jeunes qui fument le font en raison de la rencontre entre plusieurs facteurs de prédisposition. Certaines circonstances de leur vie font en sorte que certains jeunes sont plus susceptibles que d'autres, de fumer, mais aussi, il existe plusieurs facteurs d'influence qui les incitent à essayer de fumer. Particulièrement important est le fait que beaucoup de ces influences sont de nature sociale et que l'environnement social peut être modifié.

Généralement, les jeunes font l'essai du tabac parce que leurs amis le font. Bien que les facteurs prédisposés puissent aider à prédire quels jeunes sont les plus susceptibles de fumer, les influences, elles, procurent aux jeunes l'environnement immédiat qui leur permet de faire l'essai du tabac. Une influence de première importance pour les jeunes est le rôle de leurs amis. Pendant nos enquêtes, nous avons cherché à savoir quand les jeunes commençaient à fumer ou pourquoi, à leur avis, d'autres adolescents avaient commencé à fumer. Dans chaque cas, la réponse la plus fréquente était parce que leurs amis le faisaient.

Aussi, les raisons qui incitent les jeunes à commencer à fumer, ou à la continuer, ne sont pas les mêmes. Dans nos enquêtes, nous avons demandé à ces

jeunes leur opinons sur les raisons, les principaux motifs invoqués : « avoir des amis fumeurs, la curiosité, ou simplement, le goût d'essayer ». Ces deux dernières réponses sont étroitement liées en ce sens que la curiosité et le goût d'essayer sont les suites logiques du fait de voir, ou d'avoir des amis qui fument. Une troisième raison très souvent invoquée est que fumer est « cool ».

Enfin, passée la phase d'expérimentation, une fois que les jeunes deviennent des fumeurs réguliers, les raisons de fumer évoluent. Les jeunes invoquent une quantité de raisons pour continuer à fumer, y compris la conviction de souffrir d'une dépendance, le désir d'échapper à l'ennui et la volonté de faire face au stress. Une fois que, fumer est perçu comme un comportement utile dans leur vie, il est plus probable qu'ils continuent de le faire. Les mesures de prévention qui devancent ces raisons de continuer à fumer, au moment où ont abordé les causes pour lesquelles on commence à fumer peuvent aider les jeunes à comprendre les pressions qui les amènent au tabagisme et à y résister.

L'alcoolisme

L'adolescence est l'âge de toutes les découvertes. Parmi elles, figure la rencontre avec l'alcool. C'est ainsi que la consommation d'alcool devient une étape incontournable des fêtes ou des sorties. Il accompagne les différents rituels de la vie sociale. L'alcool apparaît aux jeunes adultes en quête de transgression d'un accès plus facile, et bien moins stigmatisé socialement que les « mauvaises drogues ».

Les jeunes Malagasy s'y « initient » très tôt. Dans les grandes villes, mais pas seulement, les adolescents, voire des enfants de moins de 15 ans, commencent déjà à « goûter à l'alcool » à un âge très précoce selon nos observations.

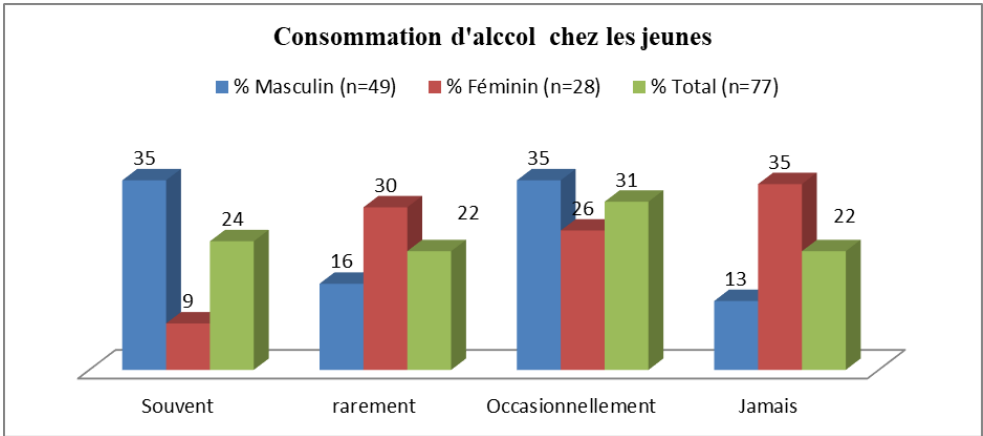
Parmi nos enquêtés, la majorité dit avoir déjà connu l'ivresse au moins une fois. Ils consomment un peu plus de l'alcool à l'occasion des fêtes, familiales ou non. Si pour le tabac, « l'initiation » se fait généralement, entre 12 ans et 15 ans, l'alcool arrive quelques années plus tard, vers 15 ans.

La recherche de l'ivresse est le principal objectif de ces jeunes ayant trop tôt un penchant pour le verre. Boire vite et en grande quantité, sans dépenser trop d'argent. A Antananarivo, le phénomène est observé, le week-end comme en semaine, dans un certain nombre de quartiers. Dès le vendredi soir, les sorties nocturnes d'adolescents et de jeunes adultes, se font avec, comme principale activité, la consommation d'alcool pour « faire la fête ». De même, le débit d'alcool chez les jeunes augmente après les examens officiels, comme le baccalauréat ou lors des grands événements rassemblant un nombre important de jeunes. On assiste même à une banalisation de la consommation d'alcool dans de telles circonstances.

Les filles aussi se trouvent dans la même situation. L'explosion du nombre d'établissements permettant la consommation d'alcool par les jeunes, a accentué le phénomène. Les propriétaires ou gérants de ces établissements, dont un nombre conséquent se cachent derrière l'enseigne de boîte de karaoké ou de clubs de billards, ferment les yeux sur l'âge de certains de leurs clients mineurs. C'est justement à la sortie de ces établissements que se déroulent les scènes de bagarres ou de troubles plus ou moins importantes, dont les acteurs sont des jeunes fortement alcoolisés.

Les filles font entièrement partie du phénomène. A peine âgées de 15 à 18 ans, elles « rivalisent » avec les jeunes gens en buvant des bières et du rhum. D'où une forte exposition à toutes sortes de dérives, mettant en péril leur sécurité et leur santé. De leur côté, les parents se retrouvent impuissants ou sont démissionnaires devant ce phénomène. Cette situation suscite un sentiment d'angoisse et un impératif de « surprotection » chez la plupart des parents d'adolescents, jusqu'ici, encore épargnés par le problème.

Néanmoins, la relation entre alcool et adolescence a tout de même une note positive. L'adolescence est l'époque où s'acquiert l'expérience de l'alcoolisation normale, socialement intégrée. Les adolescents apprennent à passer de l'essai de l'alcool à une consommation conviviale.



Source : Auteur, 2021

Figure 5 : Consommation d'alcool chez les jeunes fêtards

Selon nos enquêtes, 24% des jeunes fêtards boivent souvent de l'alcool, c'est-à-dire au moins 3 fois par semaine. Selon eux, le manque de loisirs et de passe-temps lors des heures creuses en sont les raisons. En effet, il existe plusieurs endroits, comme les bars, les karaokés, dans la capitale où les jeunes peuvent boire de l'alcool sans contrainte, malgré l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs.

Tout d'abord, lorsqu'on parle d'alcool avec des jeunes, cela va souvent avec la fête. En effet, lors d'une soirée entre amis, l'alcool est presque toujours présent. Les jeunes disent pour se justifier une consommation maîtrisée permet d'être décontractés et de se décompresser. Cela résume parfaitement l'esprit des jeunes, dans lequel l'alcool permet de se libérer lors des fêtes. De plus, lorsqu'une fête se déroule sans alcool, la plupart des jeunes sont déçus et ne comprennent pas, comment on peut faire une fête sans alcool.

Ensuite, les jeunes boivent pour oublier leur quotidien difficile, une situation amoureuse délicate par exemple. Certains sociologues experts dans l'adolescence disent que si certains jeunes sont poussés à s'enivrer, c'est plutôt parce qu'ils ne s'aiment pas. Ceci est une réalité, et certains jeunes l'avouent. Certains lycéens disent bien qu'ils se mettent dans des états inimaginables après avoir bu de l'alcool à très fortes doses, parce qu'ils ne se sentaient pas bien dans leurs corps.

Autre facteur qui pousse les jeunes à boire, c'est la pression exercée sur eux. Ils boivent pour échapper à la pression scolaire et familiale. Leurs parents sont exigeants et un trop plein est vite créé. On ne parle jamais de cette pression qu'ils subissent. Quasiment toute la journée, les jeunes auront une pression sur eux, que ce soit au lycée ou chez eux. Au lycée, le travail demandé, les notes, les professeurs, le bac, ... Tout cela met une forte pression aux lycéens. Mais lorsqu'ils rentrent chez eux, ce sont leurs parents qui les mettent la pression. Les jeunes décompressent très rarement, et cela engendre une surconsommation d'alcool malheureusement.

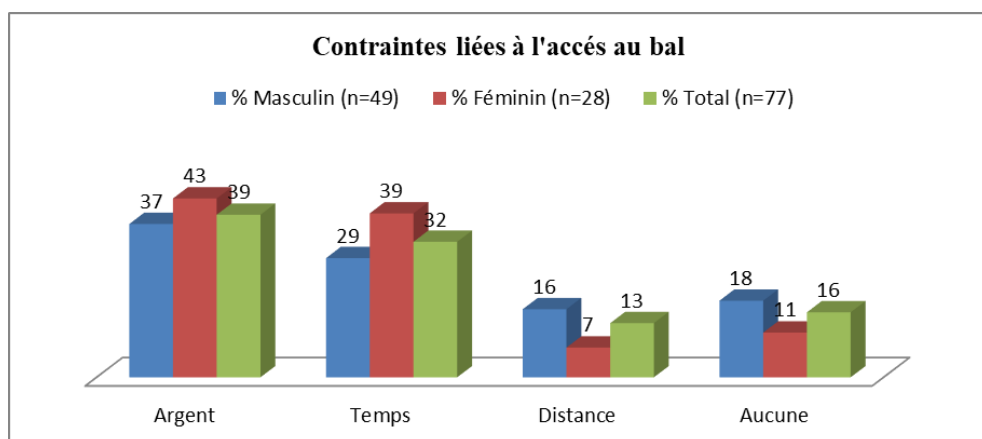
Enfin, l'autre facteur important est le groupe. Les amis ont une importance dans la consommation d'alcool chez les jeunes, et non les moindres. En effet, des amis peuvent entraîner des jeunes à boire alors qu'ils n'en ont point forcément envie. Les jeunes représentent le regard des autres qui est très important, c'est pour cela qu'ils suivent parfois leurs copains dans des actes illogiques et parfois dangereux, ce qui est le cas pour la consommation d'alcool. Des défis sont parfois organisés entre amis, et celui qui ne veut pas participer au défi proposé est « une tapette », suivant le langage des jeunes. Ils ont peur d'apparaître comme un trouillard. Ces jeunes peuvent donc se sentir rejetés par leurs amis, et cela est vraiment très problématique pour eux, eux pour qui le regard et l'avis des amis sont vraiment très importants. Cela peut les pousser à faire des choses qu'ils n'auraient jamais faites avec d'autres amis. C'est donc pour cela qu'un lycéen peut être poussé par ses amis à boire de l'alcool.

Appréciations des jeunes par rapport aux bals des jeunes

Les jeunes éprouvent de la satisfaction, mais aussi des contraintes liées à l'accès et à la fréquentation des bals. L'ambiance et le prix d'entrée abordable sont les raisons qui poussent les jeunes à fréquenter davantage le bal. Par contre, le problème de temps et d'argent sont les principales contraintes évoquées par rapport à l'accès au bal.

Les contraintes liées à l'accès aux bals

Bien que les jeunes éprouvent de la satisfaction quant à la fréquentation des bals. De nombreuses contraintes par rapport à l'accès et à la fréquentation des bals sont évoquées par un certain nombre de nos enquêtés.



Source : Auteur, 2021

Figure 6 : Contraintes liées à l'accès au bal

Pour la majorité des jeunes enquêtés, c'est-à-dire 39% de leur effectif, l'accès aux bals est rendu difficile par manque d'argent. Ce qui traduit que les jeunes ont de plus en plus du mal à rassembler la somme correspondant aux tarifs d'accès qui est de 2 500 Ar. D'ailleurs, seuls quelques individus interrogés déclarent avoir un budget exclusivement réservé aux bals. Ces derniers sont pour l'essentiel des salariés, ou des jeunes issus des familles aisées, qui reçoivent de temps en temps ou à chaque fin du mois, une somme d'argent bien définie. Cette somme leur permet de satisfaire leurs besoins. Ce sont surtout les jeunes femmes qui éprouvent plus de difficulté financière pour fréquenter les bals.

A part le manque d'argent, c'est le manque de temps qui constitue le second obstacle auquel se heurtent les jeunes fêtards pour accéder aux bals. En effet, la majorité des enquêtés sont des étudiants et des travailleurs, de ce fait, ils sont généralement préoccupés par leurs études et leur travail. Le manque de temps est

aussi évoqué par 32% de nos jeunes enquêtés, soit 29% des jeunes hommes et 39% des jeunes femmes pour justifier leur impossibilité d'accéder à ces bals.

Aussi, la troisième contrainte que les enquêtés ont mentionné est en rapport avec le déplacement au lieu d'accès. En effet, une partie de notre échantillon, soit 13% des enquêtés, trouvent que les bals des jeunes à l'Akadeemix Ankadivato sont assez éloignés de leur lieu de résidence, et cela constitue pour eux un facteur de blocage pour s'y rendre. En général, ces jeunes habitent dans les périphéries d'Antananarivo.

Enfin, malgré les contraintes évoquées par certains jeunes fêtards liées à l'accès aux bals, d'autres affirment n'avoir aucune difficulté à ce sujet. 16% des individus concernés ont avancé cette affirmation.

DISCUSSION

Dans cette partie, nos commentaires par rapport aux résultats des enquêtes effectuées sont avancés ici. Pour ce faire, des explications et des interprétations aux résultats des études effectuées prennent en compte les hypothèses de notre recherche.

Les opportunités des bals pour les jeunes

Les bals des jeunes offrent des opportunités pour les jeunes mais également pour la société. Entre autres, les bals aident les jeunes dans la construction de leur personnalité et aussi, ils favorisent la sociabilité des individus à travers les interactions au sein de ces endroits. Par ailleurs, il existe d'autres valeurs, que les bals peuvent apporter aux jeunes, dont nous allons exposer les détails dans ce chapitre.

La construction identitaire

L'identité se construit alors au début de la vie, par la socialisation dans la famille et dans une moindre mesure, à l'école. Mais petit à petit d'autres instances vont jouer un rôle de plus en plus important : les pairs (les amis de l'adolescence), plus rarement les associations, les partis politiques, les médias. Les enfants jeunes sont éduqués et contrôlés par leurs parents. À l'adolescence, cette pression sociale forte est ressentie comme une contrainte, et la négociation s'associe à l'éducation. L'adolescent cherche ses repères et n'accepte pas le contrôle social imposé. Les jeunes ont donc parfois une sous-culture juvénile, en opposition avec le modèle familial. L'individu n'est pas toujours passif devant la socialisation inculquée, il peut aussi être acteur (théorie de l'individu acteur).

A travers les bals, les jeunes construisent leur identité à partir des expériences et des observations auxquelles ils s'adonnent. Le fait de se sentir parmi les groupes de

fêtards permet aux jeunes d'avoir un sentiment collectif. D'où cela contribue davantage à leur perception par rapport à la société, leur place et surtout leur identité au sein d'un groupe.

Activités artistiques et culturelles

L'activité artistique comme le concours de danse urbaine, organisé souvent lors des bals, joue un rôle fondamental dans la construction identitaire et culturelle des jeunes qui fréquentent les bals à l'Akadeemix Ankadivato. Grâce à leur participation, les jeunes développent leur potentiel à s'exprimer de multiples façons tout en favorisant une affirmation de soi, une autonomie croissante et un sentiment d'appartenance à un groupe. La danse urbaine est un véhicule par excellence pour les jeunes pour se définir en tant qu'individu et membre de la communauté des bals.

La créativité

La créativité touche tous les aspects de notre être humain, l'intellectuel, le spirituel, l'affectif, le sensoriel. Elle fait appel à nos connaissances et à notre imagination pour que nous puissions créer de nouvelles visions infinies. Une activité artistique telle que la danse urbaine favorisant la créativité contribue non seulement à l'épanouissement personnel de l'individu, mais aussi à armer les jeunes fêtards avec des outils dans leur cheminement identitaire. En leur donnant un sens de pouvoir d'expression, la créativité permet aux jeunes de penser et d'agir « à l'extérieur de la boîte », de s'affirmer, d'oser, de se donner le droit, de prendre des initiatives pour réinvestir dans leur communauté. Non seulement une façon de se connaître et de s'approprier au monde, la pensée créative favorise une ouverture. Une ouverture de voir différentes possibilités et d'en créer d'autres. Ce pouvoir, à long terme, développera chez les jeunes un esprit créateur, un outil nécessaire pour aménager de nouveaux espaces.

Créateur de lien social

Les pratiques culturelles telles que les bals sont fondamentales dans l'émergence du lien social, car elles rendent perceptibles et intelligibles la reconnaissance même du lien social par ceux qui en sont porteurs : en ce sens, elles l'inscrivent dans l'histoire, puisqu'elles assurent à la fois sa visibilité, grâce aux manifestations culturelles qui le mettent en scène dans l'espace public, et sa légitimité, grâce à l'adhésion qu'expriment les acteurs de la sociabilité par la mise en œuvre des pratiques culturelles qui le représentent en lui donnant un sens pour eux. Il y a, ainsi, une consistance politique de la représentation du lien social par les pratiques culturelles mises en œuvre dans l'espace public ou restreint par les acteurs de la sociabilité.

Les bals constituent ainsi un paradigme significatif de la représentation du lien social dans l'espace des jeunes, mais ce qui les caractérisent, par ailleurs, est leur dimension sociale : en effet, à partir du moment où la fête est une représentation collective dans l'espace ouvert au public, elle est porteuse d'une signification, qui représente, justement, sa consistance politique. Si la fréquentation des jeunes aux bals a pour eux une signification, celle-ci ne peut être que leur adhésion à la sociabilité. La signification collective de leur participation à la fête, indépendamment de ce qu'elle peut représenter, en termes de désir, pour sa subjectivité, ne peut se comprendre que dans le sens d'une revendication de leur part du fait social, auquel, de cette manière, il signifie leur adhésion. En ce sens, la fête, notamment les bals, fait collectif par définition, ne peut se comprendre et n'avoir une signification qu'en termes d'adhésion du sujet au lien social.

Les risques inhérents à la fréquentation des bals

Les bals des jeunes sont des endroits où les jeunes peuvent se défouler loin des regards du reste de la société et des entités responsables. D'où, c'est une occasion pour les jeunes de tenter des mauvaises expériences, comme boire de l'alcool et fumer des cigarettes. Par conséquent, à défaut de connaître leurs limites, les jeunes tombent parfois dans la délinquance.

La violence chez les jeunes

Les bagarres sont l'une des contraintes que les jeunes enquêtés ont avancé par rapport aux fréquentations des bals. D'ailleurs, selon les responsables au sein de l'Akdeemix, les bagarres sont courantes lors des bals et elles sont liées surtout à l'abus d'alcool.

En effet, la consommation d'alcool est nocive et dangereuse et constitue un facteur de risque de violence chez les jeunes, peu importe que ces derniers en soient les auteurs ou les victimes. Les manifestations de cette violence sont multiples, qu'il s'agisse d'intimidation, d'actes violents perpétrés par des bandes, d'agression sexuelle ou de bagarres dans les rues, les bars et les bals. Cette violence frappe autant les jeunes victimes que les jeunes agresseurs, et ses conséquences risquent d'être dévastatrices.

De nos jours, l'entrée du jeune dans notre société d'adultes en tant que citoyen actif à part entière se fait plus tardivement qu'autrefois. Actuellement, la situation économique induit souvent un état intermédiaire d'inactivité, source de mal-être et donc de déviance.

L'adolescence est une phase de transition importante. Le jeune est en pleine recherche d'identification avec assimilation et mimétisme d'un héros, le plus souvent

pris parmi des « stars » et qui deviennent ses références. Dans certains cas, il y a un mimétisme du « grand frère » : pour les plus jeunes, les héros sont les caïds de la cité.

Les personnalités publiques peuvent avoir un rôle important dans le transfert de certaines valeurs humaines et de citoyenneté. Néanmoins, le prestige social est aujourd'hui davantage lié à l'argent et aux valeurs matérielles qu'au rôle que l'on joue au sein de la collectivité. La construction de l'individu ne s'effectue plus par rapport au groupe et donc au rôle qu'il devra y tenir, mais par rapport à la satisfaction de désirs immédiats, que certains sont prêts à assouvir par la violence. La construction du citoyen est par conséquent mécaniquement en crise.

L'adolescence est une période de dépréciation de soi. Cela peut amener le jeune à prouver qu'il existe par la violence. L'adolescence est aussi et surtout la période du déni, du refus du cadre et des règles de la société avec un besoin de transgresser. Une grande importance est en revanche accordée à l'avis et au comportement des pairs et des modèles.

Mais si notre période est celle du déni systématique elle est également celle de l'engagement, de l'adhésion aux grandes causes, humanitaires, sociales, environnementales. C'est sur ces valeurs qu'il convient de s'appuyer pour motiver les jeunes et ainsi les placer en situation de réussir.

Influence de la culture étrangère

La rencontre avec « l'autre » n'a jamais été a priori positive. Elle a souvent créé un esprit de domination. Le monde culturel n'est pas épargné de ce phénomène de domination parce que c'est l'homme qui véhicule la culture. Cependant, il n'existe pas jusqu'aujourd'hui un étalon du jugement de valeur. Toutes les cultures se valent dans la mesure où chacune d'elle répond à une des préoccupations d'un peuple donné. Avec la montée vertigineuse de la volonté de puissance de trois mondes aujourd'hui : l'Amérique, l'Europe et l'Asie, l'on ne cesse de s'interroger sur le devenir de la culture des minorités.

A Madagascar, ancien colonie Française, l'impérialisme culturel occidental demeure l'opium du peuple. Il impose ses conceptions, ses formes de vie et ses jugements. Cette ambition impérialiste est de plus en plus aiguë et fait de la culture une arme offensive et défensive masquée par l'essor des mass médias, des nouvelles technologies qui séduisent de milliers de peuples aux cultures « pauvres ». L'impérialisme culturel occidental à Madagascar place dans une incertitude sur l'avenir des peuples minoritaires dans le « village planétaire ». C'est une forme d'asservissement, d'assujettissement des minorités, une pieuvre à mille tentacules qui pénètre allègrement nos âmes.

Ainsi, à travers les bals, on constate que les jeunes adoptent, par leurs apparences et comportements, le modèle culturel occidental à travers la façon de s'habiller, de parler, de danser, ...). Ce qui signifie que bien que les bals des jeunes soient un divertissement de prédilection pour les jeunes Malagasy, ce type de loisir pourrait engendrer chez eux une crise d'identité culturelle en s'initiant aux cultures qui ne sont pas les leurs.

Prospectives pour un regard critique envers les bals

La participation aux loisirs

Alors même que les loisirs occupent une place grandissante dans la vie des jeunes, cet aspect spécifique de la politique les concernant est comme peau de chagrin. On distingue à Antananarivo plusieurs tendances dans les loisirs des jeunes.

Alors que les plus jeunes enfants, trimballés par leurs parents de club de sport en centre de loisirs, courent moins le risque d'aller jouer sans surveillance dans la rue, les plus âgés des jeunes sont moins bien représentés dans les activités sportives organisées. Les filles, en outre, décrochent plus tôt que les garçons. Les activités en hausse sont les sorties entre amis, la fréquentation des pubs, des discothèques, ainsi que les jeux informatiques et internet. La télévision et la vidéo sont très populaires, tandis que la lecture (notamment la fréquentation des bibliothèques), les concerts le sont moins. Les jeunes préfèrent jouer ou, à tout le moins, choisir leur propre style de musique.

Probablement, aucune politique concernant la jeunesse ne peut se comparer ou se substituer à la commercialisation des activités de loisirs. C'est une tendance générale dans toutes les sociétés modernes. Les jeunes deviennent plus facilement des clients potentiels, influencés par la publicité, ce qui rend de plus en plus difficile d'échapper au processus de marchandisation de tous les aspects de la vie sociale. La mode d'aujourd'hui consiste à convaincre chacun d'adopter un nouveau style de vie et ainsi le processus devient automatique. Comme les jeunes tiennent beaucoup à expérimenter les nouvelles tendances sociales et les styles de vie, ils sont plus malléables : « Un bon client est dépourvu d'esprit critique, il est passif et c'est un client automatique. »

C'est aussi dans ce domaine des activités de loisir que l'éducation non formelle trouve l'espace pour ses initiatives : contrecarrer le développement du consumérisme passif, qui est un danger pour la société civile.

L'une des tendances les plus marquées dans le domaine des loisirs des jeunes est la prolifération des sous cultures, un phénomène pourtant loin d'être nouveau. Les sous-cultures que l'on rencontre actuellement à Madagascar présentent toutefois

certains traits originaux. Les anciennes conceptions idéalistes ou les discours critiques engagés des décennies précédentes semblent avoir été noyés dans la grande diversité des styles et la fluidité des cultures. Les jeunes d'aujourd'hui ont adopté un style qui s'apparente au « surfing » (la glisse).

Une explication viendrait du fait que les forces du marché et les institutions ont intégré les messages critiques des anciennes sous cultures qui ridiculisaient certains aspects de la philosophie du marché moderne et des valeurs de la société. Ainsi les sous-cultures seraient-neutralisées et transformées en mode ou en style. Elles sont en tout cas moins radicales et plus conformistes qu'au cours des décennies antérieures. Le même mécanisme expliquerait une certaine « dépolitisation » : les actions de protestation et les manifestations pour les droits de l'homme, pour l'environnement, etc. sont des modes temporaires du « style surfing », que la société ne doit pas considérer comme sérieuses.

Prévention de la délinquance

Les préventions les plus courantes contre la délinquance chez les jeunes visent à renforcer les facteurs de protection associés aux aptitudes, aux attitudes et aux croyances individuelles.

L'adoption de programme de renforcement préscolaire constitue une bonne stratégie de prévention de la délinquance au niveau de la petite enfance, même si la conviction n'est pas généralement là. Ces programmes familiarisent les jeunes enfants avec les techniques nécessaires pour réussir à l'école, ce qui prépare à la réussite scolaire ultérieure. Ils peuvent renforcer les liens de l'enfant avec l'école, l'aider à obtenir de meilleurs résultats et à avoir une meilleure estime de soi. Les études de suivi à long terme de prototypes de tels programmes concluent à des retombées positives pour les enfants, y compris à une participation moindre à des comportements violents ou délinquants par ailleurs.

Les programmes de développement social destinés à réduire les comportements antisociaux et agressifs des enfants et la violence chez les adolescents adoptent plusieurs stratégies. On y cherche couramment à améliorer l'attitude et les aptitudes sociales avec les pairs et, généralement, à encourager un comportement positif, amical et coopératif. Ces programmes qui peuvent être universels ou ne viser que des groupes à haut risque, sont le plus souvent exécutés dans des contextes scolaires. Habituellement, ils mettent l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants : Gestion de la colère, modification du comportement, adoption d'une perspective sociale, développement moral, renforcement des aptitudes sociales, résolution des problèmes sociaux, règlement des conflits.

Ces programmes de développement social peuvent réussir à réduire la délinquance chez les jeunes et à améliorer les aptitudes sociales. Les programmes qui insistent sur les compétences et les aptitudes sociales comptent apparemment parmi les stratégies les plus efficaces de prévention de la délinquance chez les jeunes. Ils semblent également plus efficaces lorsqu'ils sont offerts aux enfants dans un cadre préscolaire ou dans les écoles primaires que dans les écoles secondaires.

CONCLUSION

En guise de conclusion, notre étude a porté sur la fréquentation des jeunes aux bals, aujourd'hui en vogue en matière de divertissement. Cette étude nous a permis de ressortir les ascendants aussi bien positifs que négatifs des bals des jeunes dans les relations sociales d'une part, et dans l'éducation des jeunes d'autre part.

L'analyse faite à partir de notre enquête nous révèle que le bal est le loisir de prédilection des jeunes. A travers ce loisir, les jeunes se sont créés de nouvelles façons pour rencontrer de nouveaux amis, mais, aussi pour s'amuser entre eux.

Bien que le bal soit un lieu d'interaction entre les jeunes, il est également un facteur de déviance. L'alcoolisme, le tabagisme et les bagarres sont les faits fréquemment constatés dans cet endroit, où le contrôle des autorités est moindre.

Dans les pays en développement comme Madagascar, le loisir pourrait contribuer au développement du pays. En effet, l'association entre loisir et développement social ne coule pas de source. Pourtant, le loisir s'avère être un puissant outil de construction sociale et de lutte contre la pauvreté sociale, un lieu de participation sociale unique. Si on réduit le loisir à la récréation, et le développement social pour à la lutte contre la pauvreté qui est une urgence, le loisir ne semble pas être la solution. Pourtant, sur le plan des faits et des concepts, la synergie entre loisir et développement social est radicalement naturelle surtout dans les pays en voie de développement.

Actuellement, la mondialisation se traduit par une uniformisation des loisirs ainsi que des modes de vie et de consommation. On assiste donc à la naissance d'une culture mondialisée, que l'on peut définir comme un ensemble de pratiques ou de manifestations culturelles communes à l'ensemble des peuples de la planète. Et, comme c'est sous l'influence des Etats-Unis, et dans une moindre mesure de l'Europe, que s'uniformise la culture, on parle d'une occidentalisation du monde. Ainsi, comment la mondialisation parvient-elle à modifier nos cultures sans pour autant les effacer ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Attias, C., Donfut et al. (2002). *Le nouvel esprit de famille*. Paris : Odile Jacob.
- 2) Bellefleur, M. (1981). *Travail et loisir : du loisir antique au loisir contemporain*, Philosophiques. Vol. 8, n° 2.
- 3) Bianchi, Y. G. (1973). *Les grandes questions des jeunes*. Centurion. Paris.
- 4) Boltansky, L. (1969). *Prime éducation et morale de classe*. Paris-La Haye.
- 5) Boutinet, J. P. (1998). *L'immaturité de la vie adulte*. Puf.
- 6) Bourdieu, P., Passeron, J. C., (1970). *La reproduction*, Paris : Éditions de Minuit.
- 7) Coslin, P. (2007). *La socialisation de l'adolescent*. Armand Colin.
- 8) Davis, A., Louveau, C., (1998). *Sport, école, société : la différence des sexes*, préface de Geneviève Fraisse. L'Harmattan.
- 9) Dubet, F., (2010). *Déviance, exclusion, et contrôle social* (déviance, intégration et régulation). Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences, Département de Sociologie.
- 10) Dumazedier, J. (1962). *Vers une civilisation du loisir ?* Paris : Seuil
- 11) Galland, O. (2001). *Sociologie de la jeunesse, L'entrée dans la vie*. Armand Colin.
- 12) Gueniat, O. (2007). *La délinquance des jeunes*, éd. Le savoir suisse.
- 13) Lanfant, M F. (1972). *Les théories du loisir*. Paris.
- 14) Leury, L. (2006). *Sociologie de la culture et des pratiques culturelles*, Armand Colin.

Webographie

- 14) Garat, Isabelle., Vernicos, Sophie. (2003, 05 janvier). « *Loisirs des enfants et des jeunes dans la ville : à chaque âge ses lieux de visibilité* ». Texte intégral, sur le site <https://books.openedition.org>. Consulté le 07 avril 2021
URL : <https://books.openedition.org /pur/27170?lang=fr>
- 15) Hament, Élodie. (2020, 12 février). « *Une diapo sur ce que font les Tananariviens pour se divertir* ». Sondage, sur le site stileex.xyz. Consulté le 09 mars 2021.
URL : <https://stileex.xyz/loisirs-tananariviens/>
- 16) Jésus, Frédéric. (2014, 29 septembre). « *Délinquance des jeunes : les parents sont-ils responsable ?* », Article, sur le site Cairn.Info. Consulté le 07 février 2021.
URL : www.cairn.info/revue-journal-du-droit-des-jeunes-2006-10-page-11.htm

- 17) Kindelberger, Cécile., Le Floc'h, Nadine., (2007). « *Les activités de loisirs des enfants et des adolescents comme milieu de développement* ».
Texte intégral, sur le site <https://doi.org>. Consulté le 25 avril 2021
URL : <https://doi.org/10.4000/osp.1527>

GOUVERNANCE DES PECHEES : CAS DES RESERVES MARINES TEMPORAIRES SUD OUEST DE MADAGASCAR

par

RANAIVOMANANA Lala Noelison J.⁽¹⁾, MAHAFINA Jamal⁽¹⁾
RAKOTOARINIVO William⁽¹⁾, RANAIVOMANANA Rindra F.⁽²⁾,
MARA Edouard Remanevy⁽³⁾

(1) Institut Haieutique et des Sciences Marines, Université de Toliara, Madagascar

(2) MSc Statistiques appliquées – Agrocampus Ouest

(3) Professeur, Directeur de l'Ecole Doctorale Sciences Marines, Université de Toliara

RESUME

Le long des côtes Sud-ouest de Madagascar, des réserves marines temporaires (RMT) ont été proposées à titre de mesure de gestion des pêches. Mais dans le contexte de la défaillance du paradigme d'autorité, leur acceptabilité par les communautés locales est essentielle.

L'objectif de cette étude est de comparer l'acceptabilité des RMT et la gouvernance des ressources halieutiques de deux villages traditionnels de pêcheurs Vezo : Sarodrano dans la Baie de Toliara et Mangily/Ifaty dans la Baie de Ranobe (SO Madagascar). La pauvreté et la croissance rapide de la population met en exergue la difficulté de mise en place de mesures de gestion des ressources marines, les pêcheurs ayant tendance à augmenter la pression de pêche sur les ressources naturelles, comme stratégie défensive. Cette situation est accentuée dans le village de Sarodrano où la population est particulièrement vulnérable, n'ayant pas d'activités alternatives pour remplacer la pêche lorsque l'accès aux ressources est interdit. Néanmoins, les pêcheurs de Sarodrano sont plus ouverts aux RMT que ceux de Mangily/Ifaty. Plus dépendants des ressources, ils perçoivent les RMT comme une forme de rentabilisation du capital naturel et les acceptent mieux qu'à Mangily/Ifaty. L'acceptabilité par les populations serait donc plus grande lorsque leur dépendance à l'égard de la pêche est plus élevée. Toutefois, cette rentabilisation n'est perçue comme une nécessité qu'à partir du moment où le capital humain, financier et social n'est pas mobilisable, ainsi le capital naturel se trouve menacé.

Mots clés : Gouvernance des pêches, Récifs coralliens, Réserves Marines Temporaires, Sud-Ouest, Madagascar

ABSTRACT

Along the southwest coasts of Madagascar, Temporary Marine Reserves (TMRs) have been proposed as a fisheries management measure. In the context of the failure of the authority paradigm, their acceptability by local communities is essential.

The objective of this study is to compare the acceptability of TMRs and the governance of fisheries resources in two traditional Vezo fishing villages: Sarodrano in the Bay of Toliara and Mangily/Ifaty in the Bay of Ranobe (SW Madagascar). Poverty and rapid population growth highlight the difficulty of implementing marine resource management measures, as fishermen tend to increase fishing pressure on natural resources as a defensive strategy. This situation is highlighted in the village of Sarodrano where the population is particularly vulnerable, having no alternative activities to replace fishing when access to resources is prohibited. Nevertheless, the fishermen of Sarodrano are more opened to RMT than those of Mangily/Ifaty. More dependent on resources, they perceive RMT as a form of natural capital profitability and accept it better than in Mangily/Ifaty. The acceptability by the populations would therefore be greater when their dependence on fishing is higher. However, this profitability is only perceived as a necessity when human, financial and social capital cannot be mobilised, thus natural capital is threatened.

Key words : Governance of fisheries, Coral reefs, Temporary Marine Reserves, South West, Madagascar

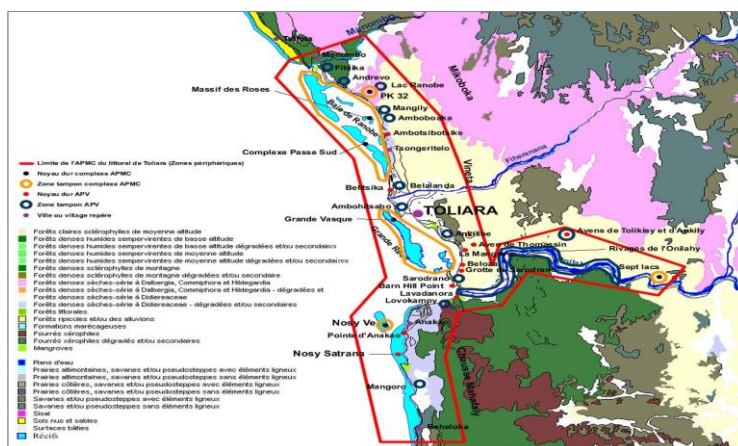
INTRODUCTION

Le Complexe Récifal de Toliara (CRT) s'étend sur plus de 450 km (Harris et al, 2010). Son importance biologique et écologique a été prouvée par de nombreuses études et ce, depuis les années 70 (Thomassin, 1969 ; Frontier, 1978 ; Pichon, 1978 cités dans Vasseur et al, 1988). De par le niveau élevé de la productivité des écosystèmes récifaux, les communautés du littoral de Toliara vivent essentiellement des produits marins et côtiers (Rejela, 1994 et Astuti, 1995). 88 villages le long du littoral de Soalara à Morombe ont été recensés (PACP, 2008). Cependant, plusieurs auteurs ont montré le déclin de l'ensemble de l'écosystème du CRT, du biotope (Vasseur et al., 1988 ; Bemahafaly, 1997 ; Harris et al., 2010) à la biocénose depuis les années 80 (Rabesandratana, 1984 ; Ramananarivo, 1990 ; Rasoanandrasana, 1995 cités dans Ranaivomanana, 2006).

Ainsi le CRT constitue des enjeux écologiques et socio-économiques capitaux : Comment dans ce contexte assurer l'état de santé de cet écosystème pour qu'il puisse servir, d'une manière durable, de support à toutes les activités sociales et

économiques des populations riveraines ? Les Aires Marines Protégées (AMP) en général, dont les Réserves Marines Temporaires (RMT) en particulier répondraient à cette préoccupation (COAP, 2005 ; Dudley, 2008).

En effet, le CRT fait partie intégrante du Projet de création de l'Aire Protégée Marine et Côtière du littoral de Toliara (APMC) développé dans le Programme Environnemental Malagasy. Le zonage de l'APMC (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) a attribué à la Baie de Ranobe et au Grand Récif de Toliara le statut de « zone tampon », usage contrôlé des ressources halieutiques. Les études de faisabilité de la mise en place de l'APMC ont pourtant mis évidence l'importance des menaces d'origine anthropique comme contraintes aux usages durables des ressources dans les zones tampons.



Source : ONE, 2002

Figure 1 : L'APMC du littoral de Toliara

Les réserves marines temporaires (RMT) figurent parmi la panoplie d'outils de gestion de pêche. Elles permettraient d'améliorer le potentiel de recrutement, le potentiel de croissance et la production globale du stock. Il conviendrait de noter qu'elles se seraient avérées être très performantes surtout pour les espèces à cycle court. Cinquante (50) RMT, gérées par les associations de pêcheur, ont été mises en place depuis 2008 dans la baie de Toliara et de la baie de Ranobe en s'inspirant de l'expérience des RMT d'Andavadoaka (Thomassin, 2005 cité par Mahafina, 2011).

La mise en place des RMT dans deux villages de pêcheurs « Vezo » du Sud Ouest de Madagascar, Sarodrano et Mangily Ifaty, Mahafina et *al.* (2010) est une étude de cas qui devra mettre en évidence les déterminants de l'acceptabilité des RMT par les populations selon leur degré de dépendance à la pêche. Ceci correspond à l'hypothèse qui sera vérifiée par cette étude. Les résultats de cette étude constituent le point de départ de notre réflexion en matière d'analyse de la gouvernance.

Le présent article s'insère dans une thématique de recherche visant l'internalisation des dimensions sociales dans l'analyse de la gouvernance de la petite pêche. Il entre dans le cadre global de l'identification des conditions d'appropriation par les communautés de pêcheurs des mesures de gestion durable des ressources marines dans un contexte de pauvreté manifeste (Ranaivomanana, 2006).

MATERIELS ET METHODES

L'étude a touché au total 135 ménages répartis dans deux villages de pêcheurs du littoral Sud-Ouest de Madagascar, Sarodrano et Mangily. Ce choix se rattache délibérément au contexte du projet de mise en place de l'AMPC, dicté par leur position particulière en qualité de zone tampon et de zone périphérique dans la configuration du projet de création de l'APMC du littoral de Toliara. Sarodrano est un village en interférence avec le Grand Récif dans la Baie de Toliara, et Mangily/Ifaty, avec le Récif d'Ifaty se situant dans la Baie de Ranobe. La pêcherie dans la baie de Toliara se trouve en situation de surexploitation par la petite pêche (Brenier (2009) *cité par Mahafina, 2011*), tandis que la baie de Ranobe subit moins de pression par rapport à la baie de Toliara (Ranaivomanana, 2006).

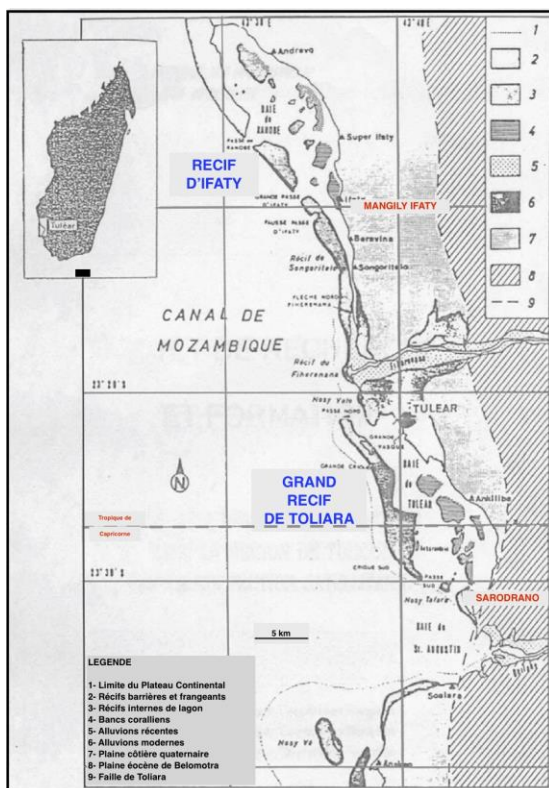


Figure 2 : Localisation des villages d'études sur la carte des récifs de la région de Toliara, d'après Clausade et *al.* (1971)

Le village de Sarodrano compte quelques 600 habitants dont 390 pêcheurs (Mahafina, 2011). Leur subsistance dépend exclusivement de la pêche. Le village dispose d'une RMT de poulpes et de poissons. Elle couvre une superficie de 109.1 Ha en milieu récifal, fermée pendant 2,5 mois par an. Elle constitue la principale zone de pêche de la population locale.

Le village de Mangily/Ifaty compte quelques 2000 habitants composés de plus de 600 pêcheurs (Mahafina, 2011). La population de Mangily/Ifaty vit principalement de la pêche, auquel s'ajoute, cependant d'une activité de piroguier lié à l'écotourisme. Le village possède une RMT de céphalopodes, d'une superficie de 34 Ha en milieu récifal fermée 3 mois par an. Elle constitue leur seconde zone de pêche des communautés de pêcheurs.

Le postulat de départ est défini comme suit : *la population de Sarodrano représente à la fois une plus forte dépendance à la pêche (Ranaivomanana, 2006) et une plus grande ouverture aux RMT (Mahafina et al, 2010) par rapport à celle de Mangily/Ifaty* ». La réflexion porte sur les déterminants de ces différenciations.

L'analyse est basée sur la perception par la population locale des liens entre les problématiques écologiques et économiques. Deux questions de base ont été retenues : (ii) La première a trait à la perception par la population des contraintes qui entravent la satisfaction de leurs besoins. Dans ces enquêtes, les personnes interrogées ont dû prioriser 3 contraintes parmi 8 proposées au départ. La deuxième question concerne la perception des menaces pesant sur la pêcherie, l'enquêteur devant citer la principale menace parmi 6 possibilités proposées au départ. L'analyse des différences a été effectuée en utilisant un test Chi2 (Andrews, 1988) qui consiste à identifier les différences entre les modalités de chaque variable analysée dans les deux villages. Il a été réalisé en utilisant le logiciel statistique Sphinx 2. Le chi2 est calculé comme étant la somme des carrés des écarts aux effectifs théoriques. L'écart peut être très significatif ($1-p > 99.9\%$), significatif si ($99.9\% > 1-p > 99\%$), peu significatif si ($99\% > 1-p > 95\%$) ou non significatif si ($1-p < 85\%$).

L'analyse du processus de la mise en place des RMT permet de renseigner sur les variables déterminant la réussite de la gouvernance. L'analyse est basée sur l'examen des rôles et de l'implication effective des trois groupes d'acteurs dans la mise en place des RMT : l'Etat, les experts et les porteurs d'enjeux. Pour ce faire, trois principales sources d'informations ont été mobilisées, à savoir : (i) les informations recueillies auprès des institutions impliquées dans la mise en place des RMT (rapport d'activités périodiques et entretiens non directs), (ii) l'atelier régional de mise en place des réserves marines dans le Sud-Ouest de Madagascar ; et (iii) l'analyse des conflits dans la mise en place des réserves dans la commune de St Augustin au sud de Sarodrano (Tombozara, 2010).

RESULTATS

De la stratégie de « survie » de la population à la dépendance à la pêche

L'analyse de la perception par la population des contraintes pour la satisfaction de leurs besoins montre une différence très significative entre Sarodrano et Mangily/Ifaty ($\chi^2 = 34,05$, ddl = 4, $1-p = >99,99\%$). La population de Sarodrano a identifié comme principale contrainte la diminution de la disponibilité des ressources halieutiques tandis que celle de Mangily/Ifaty cite l'insuffisance des matériels de pêche. En d'autres termes, la population de Sarodrano perçoit une diminution du rendement de la pêche comme contrainte alors qu'à Mangily Ifaty, la population pense que les ressources sont sous-exploitées et qu'une amélioration des moyens de production permettrait d'augmenter les captures. Ceci a été, par ailleurs, été confirmé par la perception des menaces pesant sur la pêche, la population de Sarodrano mettant en avant la destruction de l'habitat avant même la surpêche ($\chi^2 = 12,89$, ddl = 4, $1-p = 98,82\%$). De plus, la population Sarodrano accorde une importance notoire au capital naturel à la base de leur stratégie de développement, tandis que celle de Mangily/Ifaty compterait davantage sur le capital financier pour augmenter leurs investissements dans les moyens de production halieutique. Les RMT seraient perçues comme un outil d'aménagement des pêcheries et de rentabilisation du capital naturel à Sarodrano, cette perception étant différente à Mangily/Ifaty.

La capacité de choix comme facteur explicatif de la stratégie de la population

D'emblée, il convient de souligner que nous sommes en présence d'une population « relativement » pauvre que ce soit à Sarodrano ou à Ifaty. Les indicateurs aussi bien objectifs (normatifs) que subjectifs reflètent en effet l'état de pauvreté manifeste à Sarodrano et à un degré moindre à Mangily/Ifaty. Les critères normatifs de la pauvreté (Dissou *et al.*, 2000) dénotent une pauvreté plus accrue à Sarodrano qu'à Mangily/Ifaty (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). La taille moyenne des ménages de Sarodrano (6,26 personnes/ménage) est supérieure à celle de Mangily/Ifaty (4,27 personnes/ménage). Le taux d'analphabétisme est élevé dans les deux villages : de 76,38% à Sarodrano contre 68,67% à Mangily/Ifaty. En terme d'accès à l'eau potable, uniquement 15% de la population de Sarodrano y ont accès contre 82% à Mangily/Ifaty. De même pour l'accès à la santé de base, 63% de la population de Sarodrano sont concernés contre 82% à Mangily/Ifaty. Ces aspects de pauvreté ont par ailleurs été confirmés par les indices subjectifs suivants : 61% des ménages à Mangily/Ifaty déclarent qu'ils « mangent à leur faim pendant toute l'année » contre 41% à Sarodrano. La différenciation en matière de stratégie de développement entre Sarodrano et Ifaty/Mangily s'explique par les capacités de choix de la population (Sen, 1985).

En effet, Sarodrano reflète la présence d'une population avec des capacités de choisir quasi-nulles (Ranaivomanana, 2006). Tout d'abord, en matière de capital naturel, Sarodrano est manifestement plus pauvre que Mangily/Ifaty. Du point de vue géographique, Sarodrano est situé sur une flèche littorale avec un sol sableux, tandis que Mangily/Ifaty est rattaché directement à la terre ferme. Cette situation permet à la population de Mangily/Ifaty la possibilité de développer des activités alternatives ou d'appoint en dehors de la pêche telle que l'élevage, l'agriculture, contrairement à ce qui est observé à Sarodrano.

De même, du point de vue écologique, la différence entre l'état de santé des écosystèmes coralliens supportant la production halieutique diffère entre les deux villages : Sarodrano est localisée dans la baie de Toliara et Mangily Ifaty, dans la baie de Ranobe. À titre indicatif, la couverture en corail vivant atteint 38,4 % de la superficie total du peuplement dans la baie de Ranobe (Ory, 2008) alors qu'elle n'est que de 23,5 % dans la baie de Toliara (Ranaivomanana et al, 2009). En outre, la biomasse de poissons récifaux est moins élevée dans la baie Toliara, de l'ordre 1200 kg/ha, (Laroche et Ramananarivo, 1995) par rapport à celle de la baie de Ranobe qui est de l'ordre de 1 630 kg/ha, (PROGES & IH.SM, 2007). Cette différence de productivité-de 23 à 38 % pour le recouvrement corallien et de 1200 à 1600 kg/ha de biomasse serait une explication pour passer d'une tendance de sous-exploitation à celle de surexploitation de Sarodrano vs Mangily/Ifaty.

En matière de capital humain, la population de Sarodrano est défavorisée par rapport à celle de Mangily/Ifaty. Ceci est lié aux difficultés d'accès du village entraînant des conséquences socio-économiques négatives telles que l'accès à l'éducation des enfants, l'accès à la santé, au marché, à l'encadrement technique.

Cette situation de la population de Sarodrano, fait qu'elle est fortement dépendante de la pêche par rapport à celle de Mangily/Ifaty. A cette quasi-absence d'opportunités, s'ajoute l'ampleur des risques inhibant ainsi toute capacité de choix tels que les risques physiques qui sont d'ordre sanitaire, alimentaire ou accès à l'eau potable, les risques liés aux aléas des marchés, ceux liés à l'impuissance des structures institutionnelles ou le manque d'encadrement valable. On se trouve ainsi dans une situation d'extrême vulnérabilité où « l'individu se sent d'autant plus vulnérable que ses capacités de choix sont limitées et que le risque est important » (Gondard-Delcroix et Rousseau, 2004). Ces considérations justifient l'adoption par la population de Sarodrano d'une stratégie défensive consistant au maintien de l'existant en se préservant des possibles aléas, au détriment du capital naturel, en puisant sur le capital naturel pour leur stratégie de développement.

Comparé au cas de Mangily/Ifaty, Sarodrano s'aligne plus au concept évoqué par Gondard-Delacroix et Rousseau, (2004) selon lequel le mécanisme de ré

allocation des potentialités étant très faible, le recours au capital naturel serait souvent l'unique exutoire stratégique.

DISCUSSIONS

La motivation de la population suffirait-elle au succès d'une gouvernance à paradigme de confiance mutuelle ?

Le processus de mise en place des RMT comprend six étapes, de la phase de préparation au renforcement des capacités des associations communautaires (Figure 3). Il s'appuie sur les principes de base d'une gouvernance à paradigme de confiance mutuelle. En effet, de par sa faible capacité d'intervention, l'État, n'étant pas en mesure d'assurer la régulation de l'accès aux ressources (Froger, 2001) a confié la mise en place des RMT à des aux partenaires non étatiques. Son rôle s'est ainsi vu réduit dans la définition préalable des enjeux, à savoir l'arbitrage et l'institutionnalisation des outils de gestion.

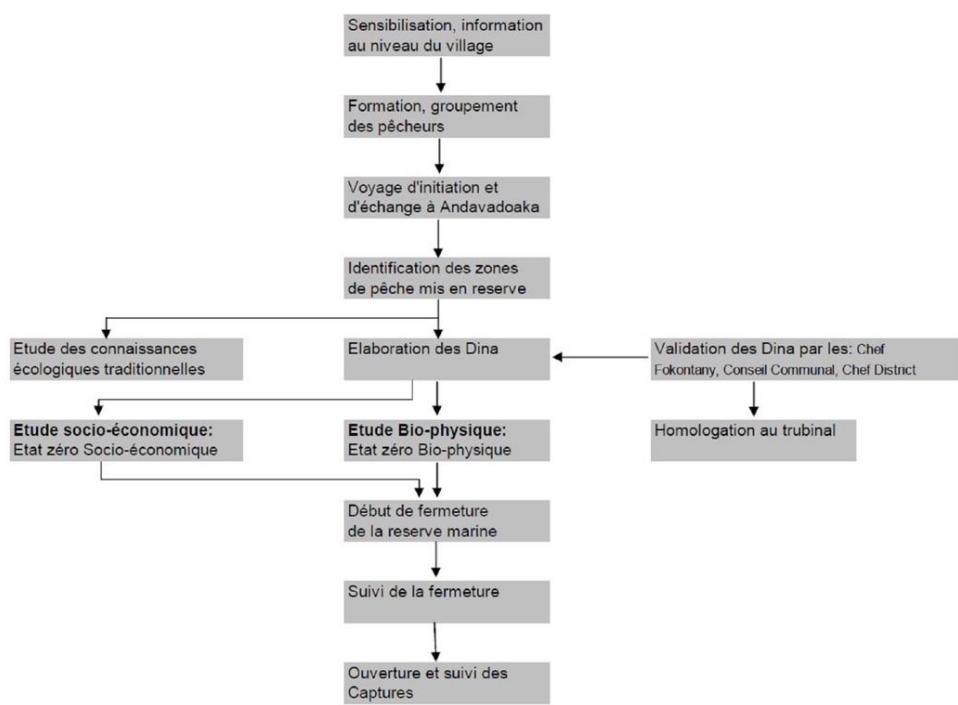


Figure 3 : Étapes de la procédure de mise en place des réserves marines de pêche du PACP (Mahafina, 2011)

L'affaiblissement du paradigme d'autorité a été par ailleurs renforcé ces dernières décennies par la prise de position des organismes internationaux non gouvernementaux tels que WCS, WWF, Blue Ventures, Reef Doctor, dans la

préservation des écosystèmes naturels à Madagascar et, en particulier, dans le Sud-ouest du pays. Ces ONG ont été ainsi chargées d'organiser les RMT à travers la constitution de structures locales de gestion des réserves et le renforcement de leurs capacités.

En termes de processus, la prise en considération des connaissances traditionnelles des pêcheurs dans l'élaboration du plan d'aménagement constituerait un élément capital pour rendre effective la gouvernance selon le paradigme de confiance mutuelle. Outre l'étude sur les connaissances traditionnelles réalisée par les promoteurs, leur intégration pourrait se concrétiser par le choix de la délimitation des réserves par les communautés locales. Selon David et *al.* (2008) « ce processus tout à fait innovant, est encore inédit à Madagascar comme dans le reste des îles de l'Océan Indien ».

Comme un processus identique de mise en place des RMT a été observé, la différence de perception des réserves à Sarodrano vs Mangily Ifaty (Mahafina et *al.*, 2010) proviendrait des raisons qui poussent des porteurs d'enjeux à s'impliquer dans la gestion décentralisée du bien commun. Sans équivoque, la perception même des menaces sur la pêche est le principal déterminant de la motivation de la population à s'impliquer dans les options de gestion durable des ressources naturelles. En effet, le fait d'accorder aux communautés locales le privilège de définir la délimitation des RMT se justifie par l'assertion selon laquelle les pêcheurs intègrent implicitement deux facteurs dans leur choix, à savoir leurs connaissances écologiques traditionnelles et leur besoin en espace pour survivre. À Sarodrano, les populations auraient besoin des RMT pour rentabiliser le capital naturel environnemental ; pour cette raison, elles sont favorables à la mise en réserve de leurs principales zones de pêche. En revanche, à Mangily Ifaty, les populations comptent sur la performance des engins de pêche pour améliorer leur bien-être et préfèrent garder leur principale zone de pêche et mettre en réserve des zones de pêche secondaires.

Toujours est-il que cette motivation serait loin d'être le garant de la participation et de l'implication effective de la population et partant, de la réussite d'une gouvernance à paradigme de confiance mutuelle. Le taux d'adhésion de population aux associations en serait le principal indice. L'on note en effet une différence très significative entre Mangily/Ifaty et Sarodrano ($\chi^2 = 9,57$, $1-p = 99,17\%$). En effet, à Mangily/Ifaty il existe trois associations qui sont l'Association des Guides Touristiques à Mangily, l'association des jeunes pêcheurs, et l'association pour la protection de l'environnement. Tandis qu'à Sarodrano, il n'en existe qu'une seule, récemment créée, avec la mise en place des RMT. Etant donné que ni la perception d'un avantage quelconque, ni la perception d'un problème avec l'association ne sont retenues comme principale cause du non intérêt à la vie

associative, l'hypothèse de l'individualisme (Ranaivomanana, 2006) lié au caractère multi lignagers de la population et la structure du pouvoir local reste confirmée.

Cet individualisme assez poussé des pêcheurs de Sarodrano pourrait compromettre la réussite de toute forme de gestion communautaire. La réussite de la gouvernance sera dans ce cas fortement tributaire de la capacité d'autorégulation (Berkes & *al.*, 1989 ; Ostrom & *al.*, 2002), générée par la force endogène de la convention sociale, le « *Dina* » qui est en vigueur. Par ailleurs, l'analyse des conflits dans la mise en œuvre des RMT montre un certain litige entre la population et les membres dirigeants de l'association Tahosoa de Sarodrano sur l'application effective des « *dina* » (Tombozara, 2010).

Les RMT permettent de favoriser une mobilisation communautaire autour des mesures de gestion des ressources naturelles. Néanmoins, le déplacement des pressions de pêche d'une réserve vers des zones non réglementées (Jamal et *al.*, 2010) suscite un questionnement scientifique sur l'efficacité bio-écologique réelle des RMT. Ceci, à plus forte raison que l'on mise essentiellement sur les connaissances et le savoir-faire des pêcheurs qui, jusqu'à présent, n'ont pas su résoudre d'une manière endogène la surexploitation. On peut se poser alors la question de l'efficacité réelle effective d'un point de vue biologique et écologique des RMT. Certes, Mahafina et *al.* (2010) ont conclu à une perception positive des impacts des RMT sur la pêche de la part des populations. Toutefois, les éventuels impacts biologiques attendus par les scientifiques sont d'ordre économique pour les pêcheurs. On se retrouve alors dans le cas de figure où les AMP ne sont analysées « qu'à l'aune de l'aménagement des pêches » (Hatcher et Robinson, 1999). Les impacts bio-écologiques réels pourraient ainsi très différents des perceptions qu'ont les pêcheurs à travers le filtre des captures.

CONCLUSION

Notre étude a permis de constater que les populations sont plus ouvertes aux questions de conservation ou de développement durable, à partir du moment où leurs moyens d'existence actuels peuvent ne pas dépendre uniquement des ressources naturelles. Dans un contexte de paradigme de confiance mutuelle, le succès de la gouvernance des ressources naturelles par les populations locales reste certes tributaire de leur volonté à y participer, mais l'effectivité de la gouvernance serait avant tout conditionnée par la force endogène d'auto-régulation générée par l'outil de gestion qu'est le « *dina* ». La participation des populations sera d'autant plus motivée qu'elles perçoivent l'objet comme une forme de sécurisation de leurs moyens.

BIBLIOGRAPHIE

- 1) Andrews D. W. K. (1988). Chi square diagnostic tests for econometric model : theory. *Econometrica* 56, 1419-1453.
- 2) Astuti R. (1995). The Vezo are not a kind of people. Identity, Difference and Ethnicity among a fishing people of Western Madagascar. *American Ethnologist*, 22, 464-482
- 3) Bemahafaly R. (1997) Modification morphologique et des sédiments du Grand Récif de Tuléar (comparaison 1960 – 1997), Mémoire DEA Océanographie Appliquée, IHSM Toliara.
- 4) Berskes F., Feeny D., McCay B. J., & Achedson J. M. (1989). The benefits of the commons. *Nature*, 340(6229), 91-93.
- 5) Brenier A. (2009) Pertinence des approches participatives pour le suivi écosystemique des pêcheries récifales. Doctorat, Université de Paris VI et Université de Toliara.
- 6) COAP, (2005). Code des Aires Protégées à Madagascar, Ministère chargé de l'Environnement et des Eaux et Forêts, Madagascar
- 7) David G., M. M., Pinault J. P. Quod J. B., Nicet M. D., Pinault A., Thomassin H., Andrianasolo A., Batti (2008). Appui à la mise en place de réserves marines pour le développement durable des littoraux du sud-ouest de Madagascar, Rapport final (Non publié)
- 8) Dissou Y., Dorosh P., Dostie B., Glick P., Haggblade S., Rajemison H., & Younger, S. (2000). *Pauvreté à Madagascar: défi public et stratégies des ménages*. Repoblikan'i Madagasikara, INSTAT, Institut national de la statistique
- 9) Dudley (2008) Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées, Gland, Suisse : UICN. x +96pp.
- 10) Froger G. (2001) Gouvernance et développement durable, *Economie écologique*, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, pp 29-52.
- 11) Gondard-Delcroix G., Rousseau S (2004). Vulnérabilité et stratégies durables de gestion des risques : une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar, Développement Durable et Territoires, Dossier 3, février 2004.
- 12) Harris A, Manahira G., Sheppard A., Gough C., Sheppard C. (2010). Demise of Madagascar's once great barrier reef, Change in coral reef condition over 40 years, Issued by National museum of natural history. Smithsonian Institution. Washington, D.C., U.S.A. Atoll Research Bulletin, no. 574.
- 13) Hatchier A., & Robinson K. (1999). Overcapacity, overcapitalisation and subsidies in European fisheries.

- 14) Hufty M. (2007). La gouvernance est-elle un concept opérationnel ? Proposition pour un cadre analytique, *Fédéralisme Régionalisme*, Volume 7 : 2007 Numéro 2 - Société civile, globalisation, gouvernance : aux origines d'un nouvel ordre politique ?
- 15) Laroche J., Ramananarivo N. (1995). A preliminary survey of the artisanal fishery on coral reef of Toliara Region (SW Madagascar) IHSM.
- 16) Mahafina J., Ranaivomanana L., Chabanet P., Ralijaona C. & Ferraris J. (2010) Acceptability and adaptability of the fishermen communities to the Marine Protected Areas in South West of Madagascar. *World Small-Scales Fisheries Congress, 18-22 October 2010, Bangkok*.
- 17) Mahafina, J. (2011). Perception et comportement des pêcheurs pour une gestion durable de la biodiversité et de la pêche récifale: application au niveau des réserves marines temporaires du Sud Ouest de Madagascar (Doctoral dissertation, Université de La Réunion et Université de Toliara).
- 18) Ory N. (2008). Etude des communautés biologiques benthiques et halieutiques au sein de la Baie de Ranobe, Sud-Ouest de Madagascar, WWF- ReefDoctor (Non publié)
- 19) Ostrom E. (1990). *Governing the Commons, the Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press
- 20) PACP (2008) Résultats de l'enquête cadre dans la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Communautés des Pêcheurs du Sud Ouest de Madagascar, Rapport final préparé par Randriambololona C., Ministère des Pêches et des Halieutiques Madagascar, Non publié.
- 21) Pichon M. (1978). Recherches sur les peuplements à dominance d'Anthozoaires dans les récifs coralliens de Tuléar (Madagascar), *Atoll Res. Bull.* n° 222, 447 p.
- 22) Proges & IH.SM (2007). Rapport final: service de groupe d'expert scientifiques au niveau des écosystèmes/laboratoires de terrain côtiers marins/récifs coralliens dans la zone I (Toliara).
- 23) Rabesandratana H. D. (1988). Impacts de la pêche sur les Récifs Coralliens de la côte Sud Ouest de Madagascar, *The journal of nature*, N°1 T1
- 24) Ramananarivo N. V. (1990). Etude de la dynamique d'une pêche : cas de la baie de Toliara. D.E.A d'Océanologie Appliqués. Enseignement Supérieur des Sciences. Université de Toliara, 36p.
- 25) Ranaivomanana L. (2006). Identification des conditions d'appropriation de la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes : « Cas du Grand Récif de Toliara », Thèse de doctorat, ENSAR, 180p.

- 26) Ranaivomanana L., Quod J. P., Ralison H. O., Maharavo J., Garnier R., Brand J. (2009). Rapport final des diagnostics marin et socio-économiques dans la zone du système corallien de Toliara, Projet MG0885 Toliara Coral Reef Conservation Project) (Non publié)
- 27) Rejela M. (1994), La pêche traditionnelle vezo du Sud Ouest de Madagascar: "un système d'exploitation dépassé ?, Université de Toliara.
- 28) Sen A. (1985). Commodities and Capabilities, Amsterdam, North-Holland, Coll. Professor Dr. P. Hennipam Lectures in Economics, vol. 7, 130p
- 29) Tombozara M. (2010). Analyse des conflits dans la mise en place des réserves marines temporaires de St Augustin. Mémoire L3 – IHSM (non publié)
- 30) Vasseur P. (1988). State of coral reefs and mangroves of the Tuléar region (SW Madagascar) : Assesment of human activities and suggestions for management. Coral reef Symposium Proc.Sixth Int. coral reef Symp., Australia, 2, pp. 421–425.

LA CRISE DE L'AUTORITE PARENTALE : PROBLEMES ET DEFIS CAS DU LYCEE SAINT PIERRE ANTANANARIVO DANS LE DISTRICT D'ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

par

RASOANANDRASANA Jeanne V.⁽¹⁾, RABEMANANJARA Barlet R.⁽¹⁾

(1) Ecole doctorale Sciences humaine et sociale, Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Les problèmes de la crise de l'autorité parentale dus à des interactions probables entre les facteurs collectés auprès des élèves, des éducateurs, des parents d'élèves ainsi que la première responsable du lycée Saint Pierre Malaza Andoharanofotsy, lycée privé confessionnel sur les comportements, les faiblesses des jeunes, leur bas niveau intellectuel et le manque d'éducation reçue, ne sont pas résolus. La domination des propres volontés des adolescents et la réalisation de leurs désirs démesurés à leur guise provoquent le désarroi de la famille.

Ce travail est fondé sur le non-respect des parents et des aînés dans la famille ou dans la société, et sur le maintien et la valorisation des us et coutumes ancestraux qui sont en voie de disparition. Des avantages peuvent être apportés par l'écoute, le dialogue, la discipline, l'empathie, la liberté de l'enfant et son épanouissement, ...

Bref, le prototype et la figure de l'autorité sont représentés par le père, la figure affective, par la mère : les parents sont les premiers modèles et repères perçus par les enfants.

Mots-clés : Adolescents, Parents, Famille, Autorité, Education, Ecoute, Ecole privée confessionnelle, Crises

ABSTRACT

To put Worth parental authority is one of the pillar of Malagasy custom and tradition, un fortunately it is going to disappear. After a survey made by interwiewing the responsables, The teachers, the students and parents at L.S.P.M, by working in a focus group, by searching in many books at ISTS, IFM,the malagasy national library. We got a reliable dota that we reported in this work to moke aware that the respect of the elder and the parental authority are suffering for a great crisis.

The lost of parental authority is a great disease weakening nowadays society. As the parents have no control over their children. Children have lack of education and they misbehave so they fail at school and it is difficult to lead them the right way and all of that are not good for their futures, for the education, for the family and for the nation.

In this work we launch a great challenge to restore the parental authority and try to make teenager to respect the elders and especially malagasy custom and tradition which must be the business of all.

Key words : Teenager, Parents, Family, Authority, Education, Private school confessional, Crisis

INTRODUCTION

S'il y a des caractéristiques et facteurs de mutation des sociétés modernes, le principal d'entre eux est la « *crise d'autorité* ». Elle est à la une des media. Cette crise affecte non seulement la famille et l'école mais aussi l'Etat et l'Eglise ainsi que tout ce qui est institutionnel. Si elle touche beaucoup plus le monde occidental, des pays en développement comme Madagascar ne seront pas non plus épargnés.

Le sociologue Emile Durkheim rappelle que pour que quelqu'un devienne membre acteur de la société dans laquelle il vit, il faut lui transmettre des codes, des règles, des normes, des pratiques, des savoirs et que pour pouvoir discuter les normes, il faut avoir acquis un certain nombre de mécanismes et de compétences.

Diverses enquêtes entreprises ont permis de déduire que la situation est préoccupante et a besoin d'être approfondie. La zone d'étude est le Lycée Saint Pierre à Malaza Atsimondrano dans la Commune d'Andoharanofotsy Antananarivo Madagascar.

La commune d'Andoharanofotsy se trouve dans la zone périurbaine. C'est à la fois une ville urbaine et rurale du point de vue économique et social.

Les objectifs de l'étude sont d'analyser les facteurs d'érosion de l'autorité parentale et de proposer des conseils pour mieux éduquer les parents, les adolescents et les jeunes pour réinstaurer cette autorité malmenée et pourtant nécessaire.

D'après François Galichet, la « *crise d'autorité* » distingue trois niveaux différents : d'abord la *crise de l'autorité parentale* avec notamment les discours sur la « démission des parents », puis la *crise de l'autorité à l'école* dont les violences scolaires, la nostalgie de pratiques révolues d'autrefois, et enfin la *crise de l'autorité étatique*, déifiée plus ou moins ouvertement, représentées par les émeutes, les

attaques de policiers en tant que «représentants de l'autorité », etc.)⁴⁹ (François Galichet, 2007). A ceci s'ajoute la crise d'autorité au niveau ecclésial et institutionnel. Cette situation est décrite par la philosophe allemande Hannah Arendt (1906-1975) dans son livre intitulé «Qu'est-ce que l'autorité»⁵⁰ (Hannah Arendt, 1972). Elle constate que « l'autorité a disparu du monde moderne» et «le développement du monde moderne est inséparable d'une crise de l'autorité toujours plus large et plus profonde»⁵¹. Cette disparition de l'autorité selon ce même auteur « est simplement la base finale, quoique décisive, d'une évolution qui, pendant des siècles, a sapé principalement la religion et la tradition »⁵² (Hannah A. 1972).

L'autorité vient du latin « *auctoritas* » qui se rattache par sa racine au même groupe qu'« *augere* », voulant dire augmenter et « le pouvoir de faire grandir ». L'autorité serait étymologiquement le titre légitime à commander sans recourir à la force⁵³ (Hannah A., 1972).

La crise de l'autorité à l'école et la crise de l'autorité parentale dans le contexte malagasy font l'objet de cet article. L'objectif est de cerner l'éducation des jeunes sur le respect des «*zokiolona* ou doyen», comme les parents, les hommes de hiérarchie supérieure dans la société et notamment sur la relève du défi posé par la crise de l'autorité parentale.

L'éducation des jeunes est une question majeure actuelle face à la mondialisation et l'évolution technologique. L'objectif est d'aider ces derniers à consolider leurs acquis ou, le cas échéant de leur donner de nouvelles chances de trouver une issue positive dans le chemin vers leur avenir.

Les hypothèses posées sont comme premièrement : du fait des mutations sociales et technologiques, des formes d'autorité s'érodent principalement celle des parents ; deuxièmement, les autres formes d'autorité sont nécessaires pour le bien des enfants et de la société.

⁴⁹ François Galichet, *L'autorité dans la société d'aujourd'hui. Quelle légitimité et quels modes d'exercice ?* in «Journée d'étude de l'Institut pour la promotion du lien social», Wissembourg 14/03/2007, p.1.

⁵⁰ Hannah Arendt, *Qu'est-ce que l'autorité*, publié en français dans *La crise et la culture*, Folio-Essais, section II, Editions Gallimard, 1972.

⁵¹ Ibid., p.121.

⁵² Ibid., 124.

⁵³ Ibid. 165.

MATERIELS ET METHODES

Une démarche historique pour mieux enrichir qualitativement notre recherche a été adoptée. La méthode comparative a été utilisée. C'est un outil adéquat qui va permettre de bien cerner le problème de perturbation psychosociologique des jeunes adolescents en décortiquant soigneusement les causes sans oublier la perte d'autorité parentale, tout en ciblant les causes majeures. Pour cela, des enquêtes sur terrain dans le Lycée Saint Pierre Malaza Andoharanofotsy ont été menées durant l'année scolaire 2019-2020.

Les élèves, les étudiants, les enseignants et les parents ainsi que les responsables administratifs de cet établissement ont été mobilisés à nous fournir plus des informations répondant à notre sujet.

La collecte des données a été effectuée par le biais d'une combinaison de méthodes, à savoir la documentation, l'interview et l'observation. La documentation a consisté à la consultation et à l'analyse des documents disponibles comme des revues, des articles et des ouvrages matériels ou en ligne sur la thématique de recherche choisie. L'I.S.T.S (Institut Supérieur du Travail Social), l'Institut Français de Madagascar, la Bibliothèque Nationale, ... ont été choisis pour pouvoir la consultation des différents ouvrages d'éducation d'adolescents, Les données statistiques ont été récoltées auprès du Lycée Saint Pierre.

Moyens humains

La technique des interviews, de focus group et l'enquête auprès des personnes ressources ont été utilisés avec un échantillon comportant 45 individus du Lycée Saint Pierre dont 15 parents, 10 enseignants, 20 élèves en classe de seconde; dans le but de connaître les sources de perturbations psychologique des jeunes, les influences au niveau social, comportement, culturel, ainsi que la dévalorisation de l'autorité parentale afin de les pouvoir éduquer et de les aider convenablement.

Au niveau familial, on parle beaucoup de l'autorité parentale de plus en plus fragilisée. Laura Merla, professeure de sociologie à l'Université Catholique de Louvain, confirme que « L'autorité parentale est moins légitime et plus difficile à imposer aujourd'hui, car le système normatif qui encadre la famille évolue. Nous sommes passés d'un modèle axé sur le *pater familias* dans lequel le père a l'autorité sur sa famille à un modèle de famille démocratique »⁵⁴ (Laura Merla, 2004).

Cela se voit beaucoup au sein de la famille occidentale mais, déjà, aussi dans de nombreuses familles malagasy surtout celles qui habitent en ville et qui sont en

⁵⁴ Laura Merla, *Quand les femmes quittent Vénus, les hommes restent-ils sur Mars?*, in « La revue nouvelle », n° 11, novembre 2004, p.65.

quelque sorte occidentalisées. Les parents d’aujourd’hui offrent souvent à leurs enfants une fragilité en ne jouant pas un rôle exemplaire. Partout, on rencontre des parents qui se disputent devant leurs enfants, se comportant mal sous leurs yeux, échangeant des paroles injurieuses qu’ils jugent permises, ramenant à la maison des outils ou instruments pillés dans les lieux de travail. Cela peut conduire à deux extrêmes opposés : des formes d’exercice autoritaire de leur rôle ou la figure du père/mère ami(e) et complice. Chez certaines familles, la confusion des rôles est présente : le père prend le rôle de la mère et vice-versa. « Sur la scène familiale, par exemple, les pères sont tantôt priés de s’engager dans le soin des enfants de manière égale aux mères et de s’investir dans les relations affectives et émotionnelles, tantôt on les somme de "reprendre leur place d’hommes" au sein du couple et dans la famille et de réendosser l’autorité qu’ils auraient trop facilement cédée aux femmes »⁵⁵ (Laura Merla, 2004).

Face à cette crise actuelle, la réflexion porte sur un besoin ou non de l’autorité. Dans le cas positif, comment l’exercer. L’analyse de la situation est un préalable à l’étude et suite aux discussions, quelques pistes de réflexion pour une meilleure éducation des enfants seront proposées.

RESULTATS

La famille a une importance particulière dans l’éducation. Elle forme la « personnalité » des enfants. Par conséquent, les parents ainsi que la famille et l’entourage de l’enfant ont la responsabilité de sa pleine maturité.

L’ordre ou le désordre dans le foyer et la famille ont des impacts bénéfiques ou désastreux sur la formation de la personnalité d’un enfant. Notre enquête, par conséquent, se concentre non seulement sur les élèves mais aussi sur leur entourage et leur environnement familial.

Voici les résultats de nos enquêtes auprès de chaque entité :

Tableau 1 : Répartition des tranches d’âge des élèves, LSP Malaza Février 2019

Tranche d’âge	Nombre des adolescents	Pourcentage
<13ans	1	5%
[13 ;15[	16	80%
[16;18[	2	10%
>18	1	5%
TOTAL	20	100%

⁵⁵ Ibid., p.65.

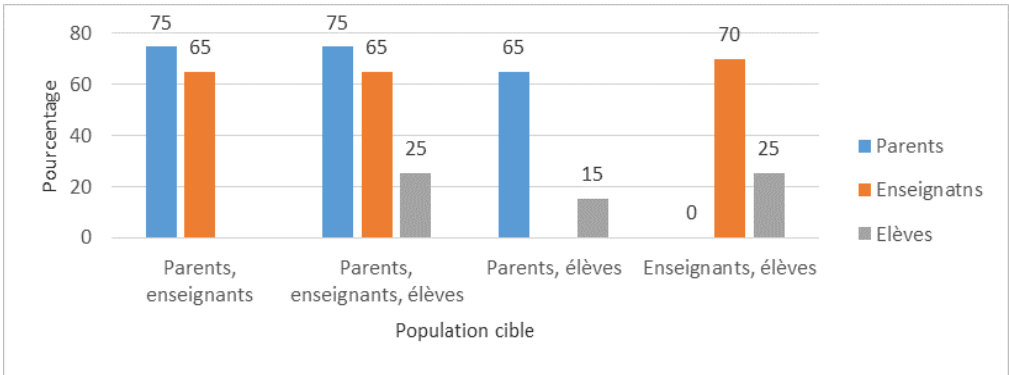
Ce tableau montre l'âge des élèves en classe de seconde du Lycée Saint Pierre. La majorité a entre 13 et 15 ans, cependant, 10% des élèves ont entre 16 et 18 ans et un garçon est déjà majeur, plus de 18 ans.

Tableau 2 : Répartition du niveau d'étude des parents, Février 2019

Niveau d'étude	Effectif	Pourcentage
Primaire	7	46,67%
Niveau BEPC	4	26,67%
Niveau BAC	2	13,33%
Analphabète	2	13,33%
Total	15	100%

Le niveau d'étude des parents est plus bas par rapport à celui des enfants. 46,67% n'ont atteint que le niveau primaire ; 26,67% ont le niveau BEPC et seulement 13,33% ont le niveau BACC. Le nombre d'analphabètes est assez significatif : 13,33% des parents enquêtés ne savent ni lire ni écrire.

Les motifs qui le poussent à ne pas pouvoir atteindre un niveau supérieur sont divers, pourtant ils sont dus entre autres à des conditions de vie précaires et des difficultés familiales.



Graphique 1 : Comparaison des avis des parents et des enseignants sur la crise d'autorité parentale, Février 2019

La majorité des enquêtés pensent que l'autorité des parents est en crise actuellement, soit 75% des parents et 65% des enseignants. Seulement 25% des parents et 35% des enseignants pensent autrement. Par contre, peu des élèves pensent qu'ils ont le droit de faire tout ce qu'ils veulent et qu'il est juste qu'il y a moins d'autorité des parents.

Tableau 3 : Habitudes toxiques des adolescents, LSP Malaza Février 2019

Toxiques	Effectifs	Pourcentages
Cigarettes	2	10%
Alcool	1	5%
Drogues	0	0%

Les élèves du Lycée Saint Pierre ne sont pas encore concernés par le problème de la toxicomanie. Cela est dû aux règlements de l'école qui sanctionnent ceux qui s'y aventurent. Par contre, déjà certains essaient d'en prendre en cachette : 10% fument des cigarettes alors que 5% boivent de l'alcool quand l'occasion se présente entre amis ou en famille.

Tableau 4 : Perception de la fonction d'autorité selon les différents styles parentaux sur 40 parents

Profil des parents	Qualification des conduites utilisées par les parents					
	Bonne		Moyenne		Faible	
	Xi	fi %	Xi	fi %	Xi	fi %
Idéal	4	10	1	2,5	-	-
Maîtrise de la nouvelle technologie	2	5	2	5	1	2,5
Instruit	2	5	1	2,5	1	2,5
Imposant	-	-	1	2,5	5	12,5
Analphabète	1	2,5	2	5	3	7,5
Irresponsable	-	-	1	2,5	6	15
Dialogue	6	15	1	2,5	-	-

Selon les résultats obtenus, 12,5% des parents manquent d'autorité et 15% dialoguent avec leur(s) enfant(s). Ces derniers communiquent facilement, ce qui est la clé des rapports humains respectueux et fructueux : ils laissent l'enfant s'exprimer.

15% des parents sont irresponsables et provoquent l'insoumission et la révolte des enfants.

Parmi les 40 parents, 15% sont analphabètes et ont du mal et sont laxistes. Le problème est soit ces parents seraient permissifs, soit autoritaires, surprotecteurs aliénants ou encore rien de tout cela ou tout à la fois. Les angoisses permanentes les conduisent à devenir trop strictes d'où les conflits entre parents et enfants.

DISCUSSION

La crise d'autorité dans la société

Il est indéniable que le monde dans lequel vit l'adolescent a un impact considérable sur son comportement et son développement. En effet, son comportement n'est autre que l'image et le reflet du milieu et de la société où il vit.

D'après les enquêtes effectuées dans la zone d'Antananarivo Antsimondrano, il a été constaté que malgré les apports de l'éducation et « les mutations technologiques », le fait d'être une population de la périphérie demeure une problématique. Par ailleurs la population est inclassable car elle n'est ni de la ville, ni de la campagne. Par conséquent, l'acquisition d'idées nouvelles est difficile. Cela entraîne différents problèmes à différents niveaux. Comme constaté dans le graphique n°1, beaucoup de parents et d'enseignants se plaignent de la crise d'autorité et du fait qu'il est difficile d'éduquer les jeunes d'aujourd'hui. Les motifs sont divers mais cette crise est aggravée par la mondialisation et la présence massive des réseaux sociaux où les jeunes ont tendance à imiter tout ce qu'ils y découvrent sans esprit critique. L'internet ne véhicule pas seulement une infinité d'informations mais aussi des *fake-news* et des violences médiatisées.

En réalité, la crise de l'autorité traverse l'ensemble de notre société : « L'autorité s'effondre partout [...]. Cette crise profonde éclate au grand jour dans les institutions politiques, à l'école, au niveau de la justice. Elle vient même se nicher jusque dans la famille »⁵⁶ (Bernard Romain, 2021). Cette dernière étant le miroir de la société, la perte d'autorité en famille n'est autre que la manifestation de la perte d'autorité dans la société. Ce qu'on voit en famille n'est que le reflet de ce qu'on vit en société et vice-versa. Nous sommes dans une société où l'on rejette tout ce qui est autorité dans le domaine aussi bien civil que religieux : « La crise de l'autorité se manifeste aujourd'hui par une crise profonde de toutes les institutions qui incarnaient traditionnellement l'autorité dans la sphère sociale »⁵⁷ (Gonzague You, 2018).

Cette perspective d'une crise de l'autorité est venue avec la modernité, dans la mesure où la conception traditionnelle de l'autorité ne laisse pas de place au doute ni à la remise en cause *puisque l'autorité est réputée fondée sur des éléments eux-mêmes indéfectibles* : « l'Antiquité aurait fait de l'autorité et de la hiérarchie le fondement de la culture et notamment de l'ordre politique. [...] Face à l'ordre

⁵⁶ Bernard Romain, *La crise de l'autorité*, in <http://bernard-romain.over-blog.com/article-23809089.html> (consulté le 16/06/2021).

⁵⁷ Gonzague You, *La crise de l'autorité*, in <https://lerevolver.blog/2018/12/05/la-crise-de-lautorite/>

égalitaire de la persuasion, se tient l'ordre autoritaire qui est toujours hiérarchique»⁵⁸ (Hannah A., 1972). La modernité, par contre, est caractérisée par l'application raisonnée du doute à toutes les autorités traditionnelles réputées pendant longtemps comme infaillibles. Avant la modernité, l'autorité était conçue comme étant infaillible dans la mesure où celle-ci repose en dernière instance sur l'autorité de Dieu : l'autorité de l'Eglise repose sur la volonté de Dieu ainsi que l'autorité politique dont le roi en est le dépositaire temporel⁵⁹ (Gonzague You, 2018)

D'après les résultats obtenus dans le tableau n°4, la région d'Atsimondrano constitue une zone caractérisée par l'existence de nombreuses familles défavorisées en général. Il en est de même du Lycée Saint Pierre. Pour de multiples raisons, l'autorité parentale baisse. L'enquête ouverte auprès des jeunes issus des familles idéales traduit l'obéissance à leurs parents qui les aident à fournir des références et des repères permettant de s'orienter comme le confirme le dicton malagasy : « Ny teny manaitra fa ny atao mahasarika », « Les paroles peuvent impressionner mais c'est l'action qui attire » c'est-à-dire le témoignage vivant est le plus important.

Familles instruites

Les parents les plus aisés et les plus instruits valorisent leurs enfants à partir de l'éducation et la transmettent entre les générations. Ce rapport ne se limite pas à une transmission de connaissance, c'est un parcours de formation adapté et assuré que chaque enfant ou adolescent doit acquérir dans sa vie.

Plus le niveau d'étude est élevé, plus les apports financiers de leur activité sont importants pour le statut économique de la famille. L'instruction en famille donne des adultes équilibrés, instruits, tandis que la situation d'une famille issue des parents analphabètes est différente. Les familles qui ne scolarisent pas leurs enfants peinent à faire accepter leur démarche pédagogique par l'Education.

Parents analphabètes

Le complexe d'infériorité survient lorsque le parent a objectivement des compétences dans un domaine mais qu'il reste persuadé qu'il en est incapable.

L'adolescent tente de s'émanciper des relations parentales aliénantes en passant par la rupture affective avec les parents, du moins ce qui les caractérise.

L'autorité parentale avait encore toute sa raison d'être. En se basant sur trois générations, on constate que dispute et altercation ont réellement changé, se référant par exemple au statut de l'enfant dans la famille contemporaine.

⁵⁸ Hannah Arendt, *Op. Cit.*, p.123.

⁵⁹ Gonzague You, *Art. Cit.*

La baisse de l'obéissance enfantine traduit certes, une baisse de l'autorité parentale, cela ne signifie pas, cependant, une démission du père ou de la mère.

Le dialogue

Si 15% des parents utilisent le dialogue au sein de la famille, les 10% des familles idéales et les 5% des instruits ou ceux maîtrisant la nouvelle technologie peuvent y être incluses.

Le dialogue est quasi inexistant dans la famille malagasy à cause de la distanciation instaurée par la culture, ou du sujet de discussion ignoré ou pour des raisons de tabou.

Sans dialogue, l'enfant n'acquerra pas les capacités qui lui permettent de débattre sur certains sujets. Enfin au travers de ces échanges, l'enfant est bien équipé par ses parents à mieux prendre en charge l'âge adulte. Lorsque les parents participent à l'éducation de leurs enfants, ces derniers sont engagés.

L'enfant apprend beaucoup par imitation, et le parent est la première source d'inspiration. Les parents l'accompagneront dans ses apprentissages au sein de l'école.

L'autorité comme réalité indispensable

Le milieu de vie d'un jeune a un impact considérable sur l'échec et la réussite scolaire de ce dernier. Selon la sagesse malagasy, l'enfant est qualifié de « *zaza iaraha-manana* » ; de ce fait, il appartient à tous de l'éduquer et de lui montrer le droit chemin pour son bien, pour sa pleine maturité. L'autorité de la société se perd peu à peu, laissant le jeune sans repère stable et l'entraînant dans la culture du « chacun pour soi » et donc « c'est ma vie à moi » et « cela ne vous regarde pas ».

Le mauvais modèle que l'enfant trouve auprès des autres est aussi décisif. Il n'est pas rare que les parents racontent aux enfants les mauvais exemples des autres ; il leur arrive jusqu'à raconter les défauts ou les points faibles des enseignants par exemple, ce qui diminue leur crédibilité et leur autorité. Parfois, les parents prennent partie des enfants même si c'est l'enfant qui a tort. Se sentant soutenu et justifié par ses parents, l'enfant obéira difficilement aux enseignants.

La crise actuelle de l'autorité accompagne une crise de la société et de l'homme lui-même ⁶⁰ (Gonzague You, 2018). Toute société, à moins d'être anarchique ou totalitaire, se base sur des règles, des valeurs, des normes communément partagées. Quel que soit le mode de gouverner, toute société, toute institution, toute organisation doivent avoir des structures, hiérarchisées pour ne pas tomber dans

⁶⁰ Gonzague You, *Art. Cit.*

l'anarchie. Bien sûr, le concept d'autorité a beaucoup évolué. Nous sommes arrivés au stade où on ne peut plus utiliser le fouet ou la contrainte. Mais l'homme a toujours cette tentation de contester les règles et de revendiquer sa liberté et d'être libéré de toute contrainte.

C'est justement parce que l'homme a tendance à ne pas respecter les règles qu'une autorité supérieure capable de les faire respecter est indispensable pour maintenir l'ordre. A Madagascar, le droit d'ainesse et la hiérarchie vécue par nos ancêtres qui nous distinguent des autres ne sont plus respectés à cause de l'introduction des cultures étrangères influençant la jeunesse actuelle. De là est né le conflit de génération parce que, dit-on, les parents sont déphasés quand ils leur donnent des conseils ou quand ils leur font prendre conscience. Régis Debray dans son ouvrage, « *Le feu sacré, Fonctions du religieux* » affirme qu'aucune société ne peut se constituer et se maintenir sans une référence commune à une autorité consensuellement admise. Nier toute forme d'autorité signifie tomber dans l'égalitarisme qui présente un risque de remplacer la "tyrannie des pères" à la "tyrannie des pairs", c'est-à-dire des semblables ⁶¹(David le Breton, 2005). Gonzague You, par ailleurs, soutient que « La crise des autorités traditionnelles tend en outre à livrer l'homme au désenchantement et à provoquer en réaction un nouveau "désir d'autorité" qui peut prendre la forme perversifiée du fondamentalisme »⁶² (Gonzague You, 2005). En effet, le vide créé par la disparition des autorités traditionnelles risque d'être comblé par des formes déviées d'autorités qui trouvent leur forme paradigmatique dans le néo-fondamentalisme politique ou religieux.

Dans la sphère familiale aussi, l'absence de surveillance des parents a des impacts négatifs sur le niveau de performances scolaires, la délinquance et la consommation de la drogue. De nombreuses recherches concluent une évaluation parentale reposant sur l'existence des règles dans le cercle familial, la distinction des limites et des interdits et l'exigence de l'autorisation de sortie et des heures de sortie.

La perte d'autorité parentale

La perte de l'autorité parentale selon les enquêtes menées provient de divers facteurs. Tout d'abord, dans la relation sans hiérarchie dans la famille, on parle de relation « complice », ou d'un père et enfant « camarade ». La relation « parent-enfant » n'existe plus mais ils deviennent amis : l'enfant est au courant de tout. Ainsi, quand les parents essaient d'éduquer ils ne seront ni écoutés ni respectés.

⁶¹ Cf David Le Breton, *La scène adolescente : les signes d'identité*, in *Adolescence* 2005/3 (T. 23 n°3), p. 587.

⁶² Gonzague You, *Art. Cit.*

Leur style se fonde sur le respect des règles qui laisse peu de place aux discussions. Ces parents sont peu à l'écoute des besoins de l'enfant. Ils offrent beaucoup d'encadrement et exigent beaucoup de leur(s) enfant(s), mais oublient de lui (leur) offrir le juste milieu.

Le parent autoritaire se situe à l'opposé du permissif. Il a tendance à punir son enfant sans fournir d'explications et créent ainsi des problèmes.

La parentalité autoritaire est un style parental caractérisé par des exigences élevées et une faible réactivité. Les parents trop sévères ont des enfants plus susceptibles d'avoir des problèmes psychologiques à long terme. Ce style se caractérise par une obéissance inconditionnelle et impose de bons comportements.

Ceux qui ont grandi avec des parents autoritaires sont souvent réservés, ont une faible estime d'eux-mêmes et ont du mal à se fixer des objectifs. Ceci a des impacts sur le développement tels que trouble de l'attachement, faible estime de soi, retard du développement (motricité, langage). L'enfant en souffre et cela entraîne une frustration intérieure. En général, un enfant qui a grandi dans un tel milieu, écoute difficilement l'éducation qu'on lui donne. Cela entraîne des conséquences graves sur ses performances scolaires et sur son avenir.

La perte de l'autorité parentale est causée par la mise en danger de la sécurité, la santé ou les valeurs de leur enfant, tels que mauvais traitements (maltraitance psychologique, pressions morales); consommation habituelle et excessive d'alcools ou de drogues, ...

Il y a aussi des parents qui désertent leur responsabilité. La séparation des parents entraîne un manque de responsabilité vis-à-vis de l'enfant. L'enfant est laissé à lui-même sans point de référence et cela implique plusieurs crises de croissance.

Enfin, le bas niveau d'instruction des parents eux-mêmes constitue un facteur déterminant la perte de leur autorité. Il est démontré dans le tableau n°2 que la plupart des parents n'ont pas dépassé le niveau primaire ; peu ont fini le niveau secondaire ou supérieur sans parler des parents qui ne savent ni lire ni écrire. Bien évidemment, il est difficile pour ces parents de contrôler les performances scolaires de leurs enfants. Certains font des efforts mais n'étant pas au niveau. Les enfants rusés les trompent facilement. De ce fait, ils perdent leur autorité.

Cette crise se manifeste par la remise en cause de la relation hiérarchique entre parents et enfants. L'égalité dans la famille peut avoir une valeur positive mais en même temps elle est complexe. L'approche éducative horizontale se veut plus démocratique et axée sur le dialogue, c'est-à-dire chacun a son mot à dire et chacun peut s'exprimer mais pour le respect du bien de l'enfant, les parents ont le devoir de

poser certaines limites. En effet, comme l'affirme Laura Merla, l'enfant est à la fois un individu vulnérable qui doit être accompagné et cadré et un être à part entière qui doit pouvoir être entendu dans les décisions qui le concernent. L'absence de cette règle, est selon l'avis d'Alain Baconnier et D. Marcelli, un des problèmes majeurs de la famille moderne.

Comme l'enfant est désiré, les parents cherchent à le combler de tout le bien possible, au niveau matériel, physique, moral et éducatif :

« La petite enfance apparaît comme le sanctuaire de la personnalité adulte. Selon Sébastien Chapellon, « bien décidé à gagner un maximum de liberté, on utilise aujourd'hui une pédagogie qui offre un chemin plus ouvert à des jeunes moins réprimés »⁶³ (Sébastien Chapellon, 2011). Sur ce point encore « l'éducation de l'enfant doit passer par le dialogue et non par la répression »⁶⁴ (Sylvie Cadolle, 2009). Par conséquent, « La diffusion de certaines notions de psychanalyse a déconsidéré les procédés éducatifs qui s'apparentent au dressage : les coups, les menaces, les châtements, les humiliations et la honte »⁶⁵ (Sylvie Cadolle, 2009).

Ainsi, dans de nombreuses familles, des parents refusent de mettre des limites pour ne pas étouffer le développement de leur enfant et de leur auto-estime :

« Les temps changent, avant pour les gosses, les grands étaient des mythes, ... maintenant, c'est les parents qui flippent ! »⁶⁶ (Sébastien Chapellon, 2011).

Dans la société malagasy, d'après une interview auprès des hommes âgés dans la commune rurale d'Andoharanofotsy, le dressage est la première forme efficace de l'éducation familiale traditionnelle malagasy. Il est pratiqué dans le but d'élever correctement les enfants par des conseils et des normes et de les orienter vers le droit chemin, car ils sont de vrais trésors pour les Ntaolo : « *Ny zaza tiana tsy itsitsiana rotsan-kazo* » est une métaphore semblable à « qui aime bien châtie bien ». Mais cette sagesse malagasy est désormais tombée en désuétude. Les fessées et autres châtements sont désormais révolus.

L'éducation actuelle porte plus l'attention sur la personnalité de l'enfant en se montrant plus souple, en valorisant l'écoute et parfois même la négociation. Une telle relation sereine détermine la construction de sa personnalité.

⁶³ Sébastien Chapellon, *L'autorité familiale entre crise et conflit*, in « Le Divan familial » 2011/2 N°27, p.135.

⁶⁴ Sylvie Cadolle, *Les mutations de l'autorité familiale*, Art. Cit., p. 58.

⁶⁵ Ibid., p.58.

⁶⁶ Sébastien Chapellon, *L'autorité familiale entre crise et conflit*, Art. Cit., p.136.

Ainsi les parents sont tenus de respecter l'individualité de l'enfant, de l'écouter et de tenir compte de ses désirs et « désormais la part de contrainte que comportait l'éducation voit sa légitimité mise en doute »⁶⁷ (Sylvie Cadolle, 2009).

Le fait de se baser sur le dialogue est bien considéré. Désormais, le fait d'imposer à l'enfant contre son gré n'est plus de mise. Le problème devient plus compliqué quand les parents sont convaincus d'une chose pour le bien de l'enfant et que celui-ci n'a pas persuadé ou se laisse dissuader, quand par exemple une règle imposée par les parents est discutée par les enfants.

Quelques pistes pour une revalorisation de l'autorité parentale

Une analyse lucide et équilibrée montre qu'en réalité les enfants et les adolescents ne refusent pas aujourd'hui l'autorité, bien au contraire... Ils s'assujettissent volontairement à des formes d'autorité bien plus dures que celles qu'ils récusent par ailleurs. Les jeunes surtout se soumettent à des formes d'autorité aliénantes. Les moyens de communication comme internet, Facebook, Twitter, YouTube en sont des exemples parmi tant d'autres. Et il est particulièrement curieux, que les jeunes croient bien volontiers à ce qu'émet l'internet et qu'ils ont du mal à se soumettre à ce que disent les parents. Quelquefois, pour être vrai et fiable, il faut que ce soit l'internet qui l'impose. Ainsi, ces moyens de communication modernes utilisent une autorité plus grande et plus ferme. La télévision avec ses publicités exerce une aliénation et elle pousse encore plus les enfants, jeunes et adultes à toujours consommer encore davantage, prônant un bonheur facile lié à la croyance que l'absence des marques est la source de bonheur absolu. Pratiquement, comme le soutient Gonzague You,

Plus qu'à une disparition de l'autorité, on assiste aujourd'hui à une modification des fondements qui sont sous-jacents, et qui conditionnent son effectivité. Plus qu'à une disparition de l'autorité, il semble que nous assistions à un glissement progressif des sources mêmes de l'autorité⁶⁸ (Gonzague You, 2005).

Ceci dit, force est de constater que malgré tout, nous avons besoin de point de référence, des valeurs plus hautes servant de boussole qui guide notre vie. C'est aussi la même chose pour les enfants : dès sa naissance, l'enfant a besoin de ce point de repère et naturellement, cette première référence est le père et la mère. La place du père est et reste déterminante dans l'exercice de l'autorité sur l'enfant.

La psychologie enseigne que le père de la famille est la figure et le prototype de l'autorité tandis que la mère représente la figure affective. Dans une famille solidaire

⁶⁷ Sylvie Cadolle, *Art. Cit.*, p. 59.

⁶⁸ Gonzague You, *La crise de l'autorité*, *Art. Cit.*

qui pourvoit une éducation équilibrée pour ses enfants, l'autorité du père sur la famille doit être reconnue et légitimée. Elle est liée même aux besoins de sécurité et de stabilité des enfants et la cohérence de ce système permet aux parents de représenter devant leurs enfants un monde ordonné et stable qui leur garantit une autorité, adoucie par l'importance de l'affection, mais réelle.

L'enfant ne naît ni bon ni mauvais. Il incombe aux parents de lui inculquer des valeurs, des sentiments d'altruisme et de solidarité mais surtout d'un certain sens de respect des règles. Toutefois, est-il que la vie quotidienne en famille a un grand impact sur le développement de l'enfant.

Du point de vue pratique, il faudrait que le parent soit à la fois à l'écoute et dans un cadre serein et assuré car « Dès le plus jeune âge, le bébé teste et expérimente pour délimiter son périmètre de sécurité.

Lorsque l'enfant teste les limites du parent, il enclenche une forme de rapport de force, il teste la solidité de la clôture et si celle-ci est bancal, il gagne du terrain ⁶⁹ (Clémentine R., 2021). »

Christian Delecourt affirme qu'être parent c'est être « contenant ». Derrière cette image, il y a une double idée : l'idée d'être cadrant au sens de fixer des cadres, des limites aux désirs de l'enfant, mais également l'idée d'être enveloppant au sens protecteur, rassurant et affectueux du terme. Être contenant est donc un juste équilibre à trouver vis à vis des besoins de l'enfant entre attention (amour) et frustration (autorité) nécessaires à son développement. L'autorité est une frustration nécessaire, ce qui fixe les limites et concrètement il n'y a pas d'autorité sans interdits ⁷⁰ (Christian Delecourt, 2005).

Être efficace c'est avant tout montrer qu'on comprend la demande de l'enfant dans sa propre logique du moment et d'y répondre de façon adaptée. L'enfant à qui on dit « non » demande invariablement « pourquoi ». C'est la réponse à ce « pourquoi » qui est importante ⁷¹ (Christian D., 2005).

Il appartient aussi aux parents de prendre des mesures lorsque les règles ne sont pas respectées. Cela consiste surtout non pas à culpabiliser l'enfant par des menaces mais à l'aider à être responsable et à comprendre les conséquences de ses actes.

En effet, *Etre ferme face à l'autre*, c'est dévoiler sa personnalité, affirmer des valeurs propres explicitement, sans détour ni faiblesse. On oblige ainsi cet autre à

⁶⁹ Cfr. Clémentine Rasquin, *Autorité parentale : Trouver la juste mesure*, Art. Cit.

⁷⁰ Christian Delecourt, *L'autorité dans la famille*, in « Journal du Droit des Jeunes » 2005/1 (n°241), p. 29.

⁷¹ Ibid., p.30.

prendre position par rapport aux valeurs ainsi affirmées. Il est probable que chez un enfant, face à des parents ou des enseignants fermes, la balance penchera dans le sens de l'identification.

Le sentiment d'admiration devant la solidité d'une attitude perçue comme l'expression d'une force intérieure, et le souhait d'acquérir cette force en s'identifiant à celui qui la porte, tendront à provoquer d'abord le respect, ensuite l'obéissance ⁷² (François G., 2007).

Cet exercice de l'autorité, bien évidemment doit s'accompagner d'attention, de dialogue et d'amour. Autrement elle risque d'être vécue par l'enfant comme une violence gratuite, comme une injustice.

Catherine Solano, médecin et professeur en sexologie, insiste dans un intéressant article sur quatre principes de l'autorité parentale. Son but est surtout d'affirmer la preuve d'autorité, « il faut savoir se faire écouter, mais aussi savoir expliquer pourquoi notre enfant doit suivre les règles qu'on lui impose » ⁷³ (Dr Catherine Solano, 2021).

- La première règle est que dans la vie, on ne peut pas tout faire. C'est évident, et pourtant, pour un enfant, cela ne va pas toujours de soi... Certaines choses sont interdites. Il est interdit de faire du mal à quelqu'un. On ne peut pas taper, blesser ni tuer une autre personne. Il est aussi interdit de porter atteinte à des objets ou de se les approprier. On ne peut pas voler ce qui appartient à autrui, on ne peut pas casser ou abîmer ce qui ne nous appartient pas. C'est la loi, et elle est indispensable dans la vie en société.

- La deuxième règle est que dans la vie, on ne peut pas tout avoir. Nombreux sont les parents qui ont vécu la scène suivante. La maman dit : « Je n'ai plus d'argent pour acheter ça ». « Eh bien, répond l'enfant, tu n'as qu'à aller au distributeur en chercher... » Ou encore « tu n'as qu'à te servir de ta carte de crédit ». Dans l'esprit d'un enfant quand on veut quelque chose, on peut l'avoir. L'enfant ne sait pas qu'il existe des limites : Ainsi les parents cherchent-ils à convaincre les avantages de leurs limites.

- Il est très important de lui faire prendre conscience que les limites existent aussi pour les parents. On ne peut pas tout avoir. Les parents ne peuvent pas acheter la maison, ni la voiture de leurs rêves. Ils ne peuvent pas avoir toutes les vacances qu'ils voudraient non plus. Et l'enfant non plus ne peut pas avoir tous les jouets dont il a envie. C'est la vie.

⁷² François Galichet, *L'autorité dans la société d'aujourd'hui*, Art. Cit., p. 7.

⁷³ Dr Catherine Solano, *Les 4 principes de l'autorité expliqués aux parents*, in <https://www.e-sante.fr/4-principes-autorite-expliques-parents/actualite/520>.

- La troisième règle : le comportement sexuel a des lois que l'on doit suivre. La sexualité est interdite entre personnes d'une même famille, entre parents et enfants et entre frères et sœurs. Elle est aussi interdite entre adultes et enfants quels qu'ils soient. Et puis, elle ne peut exister qu'entre personnes consentantes. La sexualité se passe en privé. On ne peut pas montrer son sexe en public. Ces règles doivent absolument être énoncées car elles sont une barrière aux agressions sexuelles contre les enfants qui se savent alors protégés par la loi. Elles sont aussi un garde-fou contre les attitudes sexuellement agressives des enfants comme de vouloir soulever la jupe d'une petite fille pour voir sa culotte.

- La quatrième règle est que ce que l'on obtient se mérite. Il s'agit ici plus d'un principe de réalité que d'une loi. Si on veut mettre ses chaussures, il faut aller les chercher et prendre le temps de les lacer. On ne peut pas faire de la magie qui mette les chaussures toutes seules sur nos pieds. Si on veut jouer du piano, on doit travailler, c'est la même chose si on veut savoir lire. Et quand on veut manger, il faut faire les courses et la cuisine. Si l'on veut de l'argent, il faut travailler pour le gagner,...

Ces règles peuvent sembler plus qu'évidentes. On peut raisonnablement demander aux enfants plus que ce qu'ils sont potentiellement capables d'offrir. Il ne faut pas oublier qu'on éduque l'enfant pour l'aider à devenir sain et épanoui. Alors il faut donc lui expliquer et déterminer ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, et s'y tenir afin qu'il se reconnaisse comme quelqu'un d'important.

Cela permet aussi de se montrer ferme, ce que les enfants en général apprécient, car cela les rassure. Il est en effet sécurisant de vivre dans un monde où il y a des règles que tout le monde suit. Cela permet aussi de ne pas se sentir écrasé par ces règles : « Puisque tout le monde les suit, il est normal qu'on me les impose à moi aussi. Nul ne cherche à me brimer... ». L'enfant n'entre pas ainsi dans la colère contre ses éducateurs et ne se sent pas mal aimé quand on fait preuve d'autorité.

CONCLUSION

Les parents d'Andoharanofotsy n'échappent aux mutations sociales et technologiques comme tous. Leur autorité est menacée et s'écroule au fil du temps. Les parents évoluent difficilement vu leur inadaptation aux nouveautés et face à l'accès facile des enfants à toutes les influences et à tous les désirs. L'autorité parentale ne doit pas disparaître mais seulement être réaffirmée et réadaptée. La présence de l'autorité reste toujours indispensable au bon fonctionnement de la famille. Si l'enfant pourra faire ce qu'il veut, sans limites, il s'autodétruit et détruit la famille et la société. « Sans limites » signifie « sans repère ». Participer à la société suppose donc d'abord la transmission et l'acceptation d'un schéma normatif déjà là,

pour ensuite éventuellement participer à son «renouvellement». C'est donc une obligation parentale de permettre à chaque enfant de vivre pleinement son enfance pour devenir sujet actif de la société où il vit. En donnant à l'enfant ces droits-libertés on risque paradoxalement de faire perdre à l'enfant son statut d'être protégé et d'être orienté dans la bonne direction. Il faut reconnaître que l'enfant est encore vulnérable et il incombe aux parents de le protéger de tout danger extérieur. La crise de l'autorité ne signifie pas absence d'autorité.

Tout parent doit assumer sa responsabilité dans le but de respecter la nature de l'enfant qui est la condition absolue de son développement harmonieux, tout en évitant de porter atteinte à l'équilibre psycho-affectif de l'enfant. Il faut donc entrer dans une nouvelle configuration pour en maintenir la valeur éducative. Il s'agit d'une autorité « démocratique ». Tout se fait dans un dialogue constructif sans tomber dans l'égalitarisme car le père reste père et doit maintenir le rôle de père, et un enfant reste un enfant et doit garder le rôle de l'enfant. Autrement, une confusion de rôle provoque de gros dégâts pour l'enfant et pour la famille. L'autorité parentale est en continuelle compétition et nécessite de perpétuelle reconstruction.

BIBLIOGRAPHIES

- 1) A. Braconnier - D. Marcelli, *L'adolescence aux mille visages : l'autorité parentale*, p. 75.
- 2) Alain Braconnier - D. Marcelli, *L'adolescence aux mille visages : Quelle autorité ?* Paris, 1988, p. 76.
- 3) Bernard Romain, *La crise de l'autorité*, in <http://bernard-romain.over-blog.com/article-23809089.html> (consulté le 16/06/2021).
- 4) Christian Delecourt, *L'autorité dans la famille*, in « Journal du Droit des Jeunes » 2005/1 (n°241), p. 29.
- 5) Clémentine Rasquin, *Autorité parentale : trouver la juste mesure*, in <https://www.laligue.be/leligueur/articles/autorite-parentale-trouver-la-juste-mesure>, (consulté le 15/06/2021).
- 6) Clémentine Rasquin, *Autorité parentale : trouver la juste mesure*, Art. Cit.
- 7) David Le Breton, *La scène adolescente : les signes d'identité*, in *Adolescence* 2005/3 (T. 23 n°3), p. 587.
- 8) Dr Catherine Solano, *Les 4 principes de l'autorité expliqués aux parents*, in https://www.e-sante.fr/4-principes-autorite-expliques-parents/actualite/520_.
- 9) Elodie-Elsy Moreau, *L'éducation par le non*, in <https://www.parents.fr/bebe/psycho/eduquer-bebe/leducation-par-le-non-79111>.
- 10) François Galichet, *L'autorité dans la société d'aujourd'hui*, Art. Cit., p. 7.

- 11) François Galichet, *L'autorité dans la société d'aujourd'hui. Quelle légitimité et quels modes d'exercice ?* in «Journée d'étude de l'Institut pour la promotion du lien social», Wissembourg 14/03/2007, p.1.
- 12) Gonzague You, *Art. Cit.*
- 13) Gonzague You, *La crise de l'autorité*, in <https://lerevolver.blog/2018/12/05/la-crise-de-lautorite/>
- 14) Hannah Arendt, chapitre « La crise de l'éducation » dans *La crise de la culture*
- 15) Hannah Arendt, *Op. Cit.*, p.123.
- 16) Hannah Arendt, *Qu'est-ce que l'autorité*, publié en français dans *La crise et la culture*, Folio-Essais, section II, Editions Gallimard, 1972.
- 17) Honoré de Balzac. *Mémoire de deux jeunes mariées. La comédie humaine*, Bibliothèque de la Pléiade, Tome 1, p. 242.
- 18) Khalil Gibran, *Le prophète*, Paris : Hachette, 1925.
- 19) Laura Merla, *Quand les femmes quittent Vénus, les hommes restent-ils sur Mars ?* in « La revue nouvelle», n° 11, novembre 2004, p.65.
- 20) Myriam Monla, *La « crise de l'autorité » ou les prophètes de la nouvelle Pompéi*, in « Sciences de la société » n°97 (2016), p.179.
- 21) Sébastien Chapellon, *L'autorité familiale entre crise et conflit*, in « Le Divan familial » 2011/2 N°27, p.135.
- 22) Sébastien Chapellon, *L'autorité familiale entre crise et conflit*, *Art. Cit.*, p.136.
- 23.) Sylvie Cadolle, *Les mutations de l'autorité familiale*, *Art. Cit.*, p. 58.
- 24) Sylvie Cadolle, *Les mutations de l'autorité familiale*, in « Les Sciences de l'éducation pour l'ère nouvelle », 2009/3 Vol.42, p. 57-58.

ACCES DES ENFANTS MALGACHES LES PLUS VULNERABLES A L'EDUCATION

par

ANDRIAR Samuel⁽¹⁾, RAZAFIMBELO Judith⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale Problématique de l'Education et Didactique des Disciplines, Ecole Normale Supérieure,
Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

La présente étude s'interroge sur les possibilités d'accès des enfants des familles les plus vulnérables à l'éducation dans la Commune Urbaine d'Antananarivo Renivohitra. L'objectif est d'améliorer l'accès de ces enfants à l'éducation tout en garantissant leur réussite. Des enquêtes ont été menées au niveau des EPP des 192 Fokontany qui s'y trouvent. Les résultats montrent un état moyen des infrastructures scolaires et une insuffisance numérique. De plus, comme pour l'ensemble du pays, les indicateurs dits de service restent faibles. Une insuffisance des moyens financiers alloués à l'éducation est également notée. A cela s'ajoute le bicéphalisme administratif entre le pouvoir de décision de l'Etat et le pouvoir de gestion de la CUA auquel est astreint le fonctionnement d'un établissement scolaire. C'est pour pallier à ces dysfonctionnements qu'ont été proposés des axes d'amélioration auxquels KOZAMA peut apporter significativement sa contribution.

Mots-clés : Familles vulnérables, Education, Infrastructure, Financement, Antananarivo

ABSTRACT

The present research deals with the possible access of children from the most vulnerable families to education in the Urban Commune of Antananarivo City Town. It starts with the presentation of the school infrastructures based on their relatively ordinary aspects and their lacking numbers. Furthermore, as for Madagascar, the indicators supposed to be of the service are still weak. We are taking into account of the insufficiency of the financial resources allocated to education at the same occasion. In addition, the two-headed administration between the arbitrary authority of the State and the managing ability of the CUA to which the running of a school

institution is attached is to be noted. KOZAMA could efficiently contribute to the suggested ways of heightening to remediate these hitches.

Key words : Vulnerable families, Education, Infrastructure, Funding, Antananarivo

INTRODUCTION

Kolo Zaza Malagasy(KOZAMA), soutenu par l'Union européenne, est une association dont l'objectif principal est de contribuer à la réduction de la pauvreté des familles les plus vulnérables des bas quartiers d'Antananarivo, par l'école et l'éducation. Les travaux menés par cette association sur une dizaine d'années portent sur différents thèmes qui convergent dans le sens de l'amélioration de l'éducation des enfants les plus vulnérables. Tenant compte de cette période d'intervention et des résultats mitigés obtenus la problématique qui se pose est de savoir : comment améliorer l'accès des familles les plus vulnérables au système éducatif public ? L'objectif est d'améliorer l'accès de ces enfants à l'éducation tout en garantissant leur réussite.

MATERIELS ET METHODES

L'étude a été menée au niveau de la commune d'Antananarivo Renivohitra afin d'avoir une vue sur le système d'enseignement primaire publique dans la capitale. A cet effet, des données statistiques émanant des services de la Circonscription Scolaire ainsi que de la DAS (Direction des Actions Sociales) de la Communauté Urbaine d'Antananarivo (CUA) ont été collectées et utilisées pour des analyses d'ordre quantitatif et qualitatif, notamment les indicateurs dits classiques en matière de planification de l'éducation. Dans la même ligne d'action, les données recueillies lors des enquêtes menées auprès des Ecoles Primaires Publiques (EPP) des 192 Fokontany de la commune ont également fait l'objet de diverses analyses relatives à ces divers indicateurs pour en faire la comparaison par rapport aux éléments nationaux globaux dans le domaine.

RESULTATS

Les mêmes résultats sont récurrents, tels sont les cas de la non disponibilité d'intrants clés comme les infrastructures et les manuels, les compétences minimales insuffisantes des prestataires que sont les enseignants ; que font-ils ? Que connaissent-ils ? Autant d'interrogations qui amènent à conclure sur la faible qualité de l'éducation primaire. Les notions d'accès et d'équité sont primordiales en matière de planification de l'éducation. Si depuis 2004, l'accès à l'éducation à Madagascar s'est fortement développé par rapport à la croissance moyenne annuelle de la

population en âge scolaire (3 à 24 ans) entre 2004 et 2014(2,9%), le cas diffère pour la CUA.

En matière d’infrastructures scolaires, 95 écoles primaires publiques dont deux annexes sont enregistrés sur les 192 Fokontany que compte la commune d’Antananarivo. Plus du tiers est en mauvais état et, plus du quart des blocs sanitaires l’est aussi. La moitié des Fokontany ne disposent pas d’établissement scolaire. De plus, leur répartition géographique montre un déséquilibre significatif par rapport à la densité de population.

Tableau 1 : Répartition géographique des établissements scolaires dans la ville d’Antananarivo

Arrondissements	Effectif EPP	Effectif population	Superficie (km ²)	Densité
1er	19	231 166	8,89	26 002,92
2ème	13	190 171	14,09	13 496,87
3ème	13	122 906	6,69	18 371,59
4ème	14	288 993	13,00	22 230,23
5ème	16	303 417	23,94	12 674,06
6ème	18	137 572	19,83	6 937,56

Source : Effectif population INSTAT 2018 ; Superficie BDA (Bureau de Développement d’Antananarivo)

Il n’est alors pas étonnant si le public se pose des questions quant à la possibilité réelle des écoles d’y inscrire de nouveaux élèves du fait du nombre limité de places. Les statistiques montrent que 34,74% des bâtiments scolaires et 26,32% des blocs sanitaires sont en mauvais état dans la capitale d’après les données même de la CUA.

Par ailleurs des rapports relatifs à l’éducation soulignent la dégradation de la qualité et de l’accès à l’éducation (RESEN, 2015). Les performances restent relativement faibles :

-Alors qu’en 2013-14, en moyenne un enfant sur cinq redoublait sa classe et faisait de Madagascar un pays à fort taux de redoublement (20%) parmi les pays d’Afrique francophone (RESEN, 2015) les résultats des enquêtes menées auprès de la CUA notent qu’en moyenne un enfant sur sept redouble sa classe, soit 14,28%.

-Le taux d’achèvement du primaire était de 56% autrement dit, 44% des élèves entrant au cours préparatoire de niveau 1 (CP1) ne terminaient pas

l'enseignement primaire (MICS, 2018). Les données de l'enquête montrent une stagnation avec un taux d'achèvement d'environ 55%

-Si en 1997 et 2004 Madagascar figurait parmi les plus performants (PASEC, 1997, 2004), en 2015, elle se trouve au 9ème rang sur les 11 pays d'Afrique australe. Les résultats de l'enquête anticipent sur les résultats de l'évaluation des connaissances disciplinaires et professionnelles effectuées par le PASEC sur la période 21-22, portent sur 1883 élèves de la 2ème année (T2) du primaire, 4758 de la 5ème année (T5) ,1390 instituteurs et 263 directeurs, et concluent que :

- 82% des élèves n'ont pas atteint le seuil suffisant de compétence en lecture après 5 ans de scolarité,

- 76,4% se trouvent pour les mathématiques en dessous du seuil suffisant de l'échelle de compétence,

- Seuls 11% des enseignants maîtrisent le français et 33% les mathématiques.

Il est également noté que ce sont les familles pauvres et vulnérables qui n'ont pas accès à l'éducation préscolaire et scolarisent leurs enfants dans les EPP (PASEC, 2017).La situation semble ne pas avoir évolué d'après les données de l'enquête. En effet, les classes primaires restent surchargées avec environ 51 000 élèves pour 1000 classes, soit 50 élèves en moyenne par classe. De plus, près de 13% des enfants n'ont jamais fréquenté l'école.

DISCUSSIONS

La Direction des Actions Sociales (DAS) de la commune d'Antananarivo développe une politique d'amélioration du cadre de vie de la population, à travers ses trois services à savoir : la solidarité et la cohésion sociale, la famille et la petite enfance et l'éducation civique, conformément au décret n°96-169 du 6 mars 1996. Elle est responsable de la gestion des infrastructures scolaires notamment les EPP. Le cadre de ses attributions lui a permis d'entreprendre la construction d'une école primaire publique, la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires existantes ainsi que l'appui en milieu scolaire.

Néanmoins, des problèmes vont à l'encontre de l'amélioration de l'accès aux EPP. Il s'agit de la différence de vision politique entre l'Etat et la Mairie, du manque de subvention de l'Etat, éléments auxquels s'ajoute le faible taux de pression fiscale de la CUA pour lui permettre d'apporter un soutien financier significatif aux écoles.

Le sort des écoles est alors suspendu au mouvement oscillatoire entre ces derniers. Ce qui, dans la pratique, nourrit les comportements attentistes des divers responsables, et leur non engagement implicite dans l'exercice de leur fonction. C'est ainsi qu'apparaissent des dysfonctionnements comme l'existence d'établissement privé dans l'enceinte même d'école publique. Celui-ci reçoit l'autorisation d'ouverture de la part de l'Etat par l'intermédiaire du ministère, et de ce fait, le contrôle de gestion échappe à la CUA.

De fait, le problème latent est alors le bicéphalisme administratif auquel est astreint un établissement scolaire. D'un côté, le pouvoir gestionnaire de la CUA et de l'autre le pouvoir discrétionnaire de l'Etat sur le plan pédagogique, car il faut le reconnaître, l'accès scolaire ne se limite pas aux seuls aspects infrastructurels et environnementaux. Dans l'opinion publique, la réussite scolaire est plutôt liée à ce qui se passe dans la salle de classe.

Enfin, pour ce qui est du préscolaire, la commune semble avoir carrément mis de côté les activités y afférentes, bien que sa promotion figure dans ses attributions. L'accès des familles vulnérables à ce niveau d'éducation est réduit, d'autant plus que celles qui peuvent le faire, priorisent d'abord l'enseignement primaire.

L'accès à l'éducation paraît aussi être étroitement lié aux paiements des cotisations dans les EPP. En principe, les frais d'inscription sont gratuits, mais le paiement des cotisations par les membres de l'association des parents, Farimbon'Ezaka ho Fahombiazana'ny Fanabeazana Ifotony (FEFFI) est requis, et ce, suivant le décret n° 2015-707 du 21 Avril 2015. Le montant des cotisations varie en fonction des besoins et des ressources propres de l'établissement, il devient alors difficile pour les plus vulnérables d'avoir accès à l'école.

Ayant pour vocation d'alléger les charges parentales, la caisse école, dont l'octroi est soumis à conditions, est subventionnée par l'Etat et permet aux établissements scolaires publics l'achat de matériels et fournitures de bureau, les réparations et petits travaux et les frais occasionnés lors des retraits et des achats. Bien que soumis à des procédures de contrôle a priori et a posteriori par les personnes habilitées à le faire, à l'instar des inspecteurs, le montant de la caisse école est pourtant insuffisant eu égard aux besoins des établissements tels la prise en charge des salaires des enseignants non fonctionnaires par le FEFFI, et, la limite des ressources propres des écoles pour faire face au fonctionnement des établissements. Les écoles paraissent ainsi fonctionner administrativement et financièrement de façon différenciée. Cela soulève des inquiétudes et des interrogations au niveau de l'opinion publique notamment en matière de suspicion de corruption dans l'octroi, l'éligibilité et le retrait de la caisse.

Il est à souligner que l'aspect économique et financier constitue un des freins à la scolarisation des enfants, et plus particulièrement au niveau du préscolaire. En effet, les coûts occasionnés par une scolarité de niveau primaire sont moindres par rapport à ceux occasionnés par le préscolaire.

Pour alléger la charge des parents, la Circonscription Scolaire (Cisco) propose le recrutement massif d'enseignants non fonctionnaires. Un soutien financier de la part de l'Etat ne suffirait pas dans la mesure où il n'y aurait pas d'évolution de la situation.

Dès lors, le problème relatif au « comment » reste ouvert, notamment le volet du financement pour un meilleur accès à l'éducation primaire. Certes, les efforts de Kozama pour ouvrir des salles de préscolaire ou mettre en œuvre des séances de soutien scolaire pour les élèves, ou bien encore participer aux activités de formation d'enseignants et de directeurs initiée par le ministère, sont fort louables. Mais cela reste partiel, et influe surtout et avant tout sur le plan pédagogique.

Aussi s'avère-t-il opportun de mentionner quelques axes d'activités pour améliorer l'accès des familles vulnérables à l'éducation.

Pour une carte scolaire adaptée

D'abord, il y a lieu de souligner l'obsolescence de l'actuelle loi 2008-011 portant l'orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar. Sa mise à jour peut alors comporter dans ses articles des mentions spécifiques pour envisager un découpage scolaire plus approprié et mieux adapté et correspondant au découpage territorial.

De plus, cela pourrait permettre de mieux mettre à contribution le Fonds de Développement Local (FDL) des communes. Instrument financier de proximité et levier de développement local, ses axes d'intervention concernent, entre autre, l'appui à l'élaboration de la politique de développement local et la stratégie de renforcement de capacités des Collectivité Territoriale Décentralisées. Dans ce cadre, il appuie la subvention d'investissement au niveau de la commune, participe à la formation des principaux formateurs et des équipes communales. Dans sa recherche de partenariat et de mutualisation des ressources, le FDL essaie de capitaliser les acquis par un dispositif d'accompagnement de proximité. C'est de cette façon qu'il est possible d'espérer l'efficacité des investissements via le processus de budget participatif pour inclure la notion même de redevabilité.

Il s'agit également d'améliorer la localisation des salles de classe afin de résoudre le problème de distance et faciliter l'accès aux services éducatifs par la construction et l'équipement de nouvelles salles. Les élèves seront dotés d'une carte

scolaire adaptée avec un redécoupage de la dispersion des écoles, tout en tenant compte de la sécurisation des domaines scolaires. Des réhabilitations voire de nouvelles constructions sont dès lors à envisager.

Garantir une éducation primaire publique de qualité

Un deuxième axe de réflexion porte sur l'évaluation de la fonctionnalité des FEFFI, afin de mesurer leur niveau d'opérationnalité par rapport à leur objectif de gestion administrative et financière des écoles. Si l'on veut conformément au Plan Sectoriel de l'Education (PSE) améliorer la rétention des élèves à l'école, il faut commencer par développer le préscolaire en vue d'améliorer l'accès officiel en première année du cycle fondamental et la performance scolaire des élèves du cycle fondamental. Mais cela doit s'accompagner d'un côté de l'amélioration des apprentissages, et, de l'autre, d'une réforme curriculaire notamment au niveau des langues et des méthodes répondant aux besoins socioculturels économiques et environnementaux du pays. Ceci requiert une qualification académique et pédagogique des enseignants, un suivi et un encadrement idoines, la dotation en matériel et de manuels scolaires. D'un côté, il s'agit de doter les écoles en matériels pédagogiques à moindre coût, et, de l'autre, de créer un socle de connaissances commun aux enseignants du primaire. Pour ce faire, les investissements financiers peuvent, en partie, être pris en charge par le FEFFI, afin que les parents puissent justement, au nom de la redevabilité, s'assurer que leur contribution aura apporté un aspect positif dans le fonctionnement des écoles pour de meilleurs résultats et pour leurs enfants. Kozama peut alors continuer à contribuer à l'extension des centres d'activités préscolaires (CAP) dans les EPP.

Toujours en matière de financement, les partenaires techniques et financiers de l'éducation viennent s'y rajouter. En effet, si l'on veut atteindre en 2022 les taux respectifs de 28% et 35% de scolarisation préscolaire des 3-5ans et de scolarisation primaire, ces scénarios supposent un financement extérieur constant. L'apport des Organisations Non-Gouvernementales et de la Société Civile s'avère dès lors important, tant au plan financier que technique.

Rendre plus effective la collaboration entre les parties prenantes de l'éducation et le ministère

Le troisième volet de recommandation est relatif à la redéfinition concertée des rôles respectifs de la Commune et de l'Etat pour que les écoles obtiennent de meilleurs résultats. A partir du moment où les attributions sont distinctes et différenciées, il est possible de dégager les points forts et les difficultés rencontrées, afin d'élaborer des stratégies communes concertées. Dans ce cadre le ministère en charge de l'éducation reconnaît l'importance du changement et du faire ensemble

et rappelle son engagement et appui au financement des réformes. Ainsi, par rapport aux défis précédents, Kozama peut participer à l'élaboration des curricula préscolaires qui spécifient les profils de sortie pour les différents âges et au développement de matériels adaptés également aux différents âges.

Pour ce faire, la Commune doit disposer de données statistiques de base afin d'apporter efficacement sa contribution à l'amélioration de l'éducation. C'est sur ce quatrième volet que Kozama peut, pour ne pas limiter ses apports sur des aspects administratifs et pédagogiques, renforcer les capacités institutionnelles de la Commune en vue de constituer une base de données relatives à l'éducation. Cela permettrait de constituer des réseaux sur le préscolaire et, sur la base de l'identification de site, proposer des normes et des procédures pour l'élaboration de carte scolaire.

Par ailleurs, il est toujours nécessaire de renforcer la formation des formateurs tant au plan de la spécialisation qu'à celui des formations initiales et continues. Différentes activités de renforcement de compétences des responsables doivent être mises en œuvre, au niveau central, régional et local, notamment, en matière de suivi, d'encadrement et mise à disposition de matériels. Il est alors souhaitable de constituer une documentation d'accompagnement y afférent.

Quelles que soient les options retenues pour entreprendre des actions en faveur de l'éducation, l'engagement des parents s'avère incontournable aussi bien au niveau des centres préscolaires que communautaires. Des activités de plaidoyer doivent alors être menées en élaborant un plan de communication.

Au total, quatre stratégies majeures constituent les points d'ancrage de l'accès et de l'équité : la rationalisation des démarches, le développement de l'offre éducative par les infrastructures, les équipements, la disponibilité d'un nombre suffisant d'agents formés et compétents, l'allègement des charges parentales et le renforcement du partenariat avec le privé. C'est certainement au prix d'un effort pour cet ensemble que pourrait être atteint l'objectif d'éducation pour tous en termes d'accès, d'équité et de qualité.

CONCLUSION

Cette étude a permis de proposer dans un premier axe d'améliorer l'accès des familles vulnérables à l'éducation en recommandant la création d'une carte scolaire adaptée à la commune, favoriser l'accès au préscolaire en construisant des infrastructures aux alentours des EPP et baisser les frais d'inscription en mutualisant les frais du préscolaire et du primaire. Le second axe consiste à garantir une éducation primaire publique de qualité par un socle de connaissances commun aux

enseignants du primaire et doter les écoles de matériels pédagogiques à moindre coût. Le troisième axe nécessite l'effectivité de la collaboration entre les acteurs de l'éducation et le ministère de l'éducation en renforçant la communication entre le MEN et les OSC (Organisation de la société civile) par la définition des rôles et responsabilités des diverses parties.

BIBLIOGRAPHIE

- 1) Clynes, R. (1990). L'adaptabilité et la flexibilité des bâtiments et locaux scolaires, Paris, France : OCDE
- 2) La Direction des Actions Sociales de la Commune d'Antananarivo Renivohitra
- 4) Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), 2018
- 6) Performances du système éducatif malgache. Compétences et facteurs de réussite au primaire. CONFEMEN, Dakar, 2017
- 5) Rapport d'Etat du Système d'Education Nationale (RESEN), 2015
- 5) Résultat du Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN (PASEC), 1997, 2004, 2015

LA VALORISATION DE LA POTENTIALITE DES RESSOURCES EN EAU CONDUIT-ELLE A L'AMELIORATION DE L'ACCES EN EAU POTABLE DANS LA PLAINE D'ANTANANARIVO ?

par

RAKOTOARISOA Hery Vonjy⁽¹⁾, RABEMANANJARA Zo⁽²⁾, REJO Robert⁽²⁾,
RAKOTONDRAINIBE Herivelo⁽³⁾, RAZAFINDRABE Tokihery Jaonarilala⁽⁴⁾

(1) Ecole Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA), Université d'Antananarivo, Madagascar

(3) Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Antananarivo

(4) Parc Botanique et Zoologique de Tsimbazaza (PBZT), MESUPRES

RESUME

A Madagascar, la précipitation annuelle observée est de plus de 1500 mm, la quantité totale de cette ressource en eau renouvelable par habitant a été estimée auprès de 22764 mètres cubes/habitant/an en moyenne de 2001 à 2013, soit environ de 507,3 milliards de m³ par an, le total des volumes en eau utilisés est de 14,4 milliards de m³, 4% de l'eau existante, indice d'exploitation de l'eau, d'après l'indicateur de l'OMD 7.5% (Rakotondrainibe, 2019), Ce prélèvement est réparti de la façon suivante : 14,186 milliards mètres cubes pour l'agriculture (soit 92%), 0,130 milliards mètres cubes pour l'eau potable (soit 2%) et 0.082 milliards mètres cubes pour les industries (soit 1%), la plus grande partie des ressources en eau est perdue dans la mer et dans l'air soit 492,9 milliards de m³ (environ 96%). Malgré cela, l'accès à l'eau potable est encore faible 27,7% dans tout Madagascar, dont 18,6 % de la population rurale et 65,6 % de la population urbaine (INSTAT, 2018). Cette situation amène à analyser la quantité des eaux qui dépend de la pluviométrie, de la température et de l'évapotranspiration. Parmi les 0,130 milliards m³ utilisés pour l'eau potable par an, 0,093 milliards m³ sont des eaux souterraines et 0,037 milliards m³ sont des eaux de surface. La recherche a pour objectif de montrer que l'eau est abondante et la faiblesse de l'accès à l'eau potable n'est pas due au manque de ressources. Pour expliquer le faible accès à l'eau potable, plusieurs paramètres socio-économiques ainsi que les politiques nationales relatives à l'eau des 60 dernières années seront examinées.

Mots-clés : Ressources en eau, Evapotranspiration, Pluviométrie, Abondance, Madagascar

ABSTRACT

In Madagascar, the annual precipitation observed is more than 1500 mm, the total quantity of this renewable water resource per inhabitant was estimated at 22,764 cubic meters/inhabitant/year on average from 2001 to 2013, approximately 507.3 billion m³ per year, the total volume of water used is 14.4 billion m³, 4% of existing water, water exploitation index, according to the indicator of OMD 7.5% (Rakotondrainibe, 2019), This levy is distributed as follows: 14.186 billion cubic meters for agriculture (92%), 0.130 billion cubic meters for drinking water (2%) and 0.082 billion cubic meters cubes for industries (1%), most of the water resources are lost in the sea and in the air, 492.9 billion m³ (about 96%) drinking water is still low 27.7% in all of Madagascar, including 18.6% of the rural population and 65.6% of the urban population (INSTAT, 2018). This situation to analyze the quantity of water which depends on rainfall, temperature and evapotranspiration. Of the 0.130 billion m³ used for drinking water per year, 0.093 billion m³ is groundwater and 0.037 billion m³ is surface water. The research aims to show that water is abundant and the low access to drinking water is not due to the lack of resources. To explain the low access to drinking water, several socio-economic parameters as well as national water policies of the last 60 years will be examined.

Key words : Water resources, Evapotranspiration, Rainfall, Abundance, Madagascar

FINTINA

Eto Madagasikara dia mihoatra ny 1500 mm ny rotsak'orana hita isan-taona, tombanana ho 22764 metatra toratelo/mponina/taona ny tontalin'ny habetsahan'io harena ara-drano azo havaozina io isaky ny mponina, amin'ny salan'isa nanomboka ny taona 2001 ka hatramin'ny 2013, izany hoe manodidina ny 507.3 miliara m³ isan-taona, 14,4 miliara m³ ny totalin'ny rano ampiasaina, 4%-n'ny rano efa misy, fanondroana ny fitrandrahana rano, araka ny tondron'ny OMD 7,5% (Rakotondrainibe, 2019), Toy izao no fizarana ity rano ity arakin'ny sehatra mampiasa azy: 14,186 miliara metatra toratelo ho an'ny fambolena (izany hoe. 92%), 0,130 miliara metatra toratelo ho an'ny rano fisotro (izany hoe 2%) ary 0,082 miliara metatra toratelo ho an'ny indostria (izany hoe 1%), ny ankamaroan'ny harena ara-drano dia very any an-dranomasina sy eny amin'ny rivotra, izany hoe 492,9 miliara m³ (manodidina ny 96%). Mbola ambany 27,7% ny rano fisotro manerana an'i Madagasikara, ahitana ny 18,6% ny mponina any ambanivohitra ary ny 65,6% ny mponina an-drenivohitra (INSTAT, 2018). Ity toe-javatra ity dia handinihana ny

habetsahan'ny rano izay miankina amin'ny rotsak'orana, ny mari-pana ary ny fihentonana. Amin'ny 0,130 miliara m³ ampiasaina amin'ny rano fisotro isan-taona, 0,093 miliara m³ ny rano ambanin'ny tany ary 0,037 miliara m³ ny rano ambonin'ny tany. Ny fikarohana dia mikendry ny hampiseho fa be dia be ny rano ary tsy noho ny tsy fahampian'ny loharanon-karena ny tsy fahampian'ny rano fisotro. Mba hanazavana ny fahakelezan'ny rano fisotro dia hojerena ireo mari-pamantarana aratsosialy sy ara-toekarena ary koa ny politikam-pirenena momba ny rano tao anatin'ny 60 taona lasa.

Teny fototra : Harena ara-drano, Fihentonana, Rotsak'orana, Habetsahana, Madagasikara

INTRODUCTION

Dans le monde, l'eau couvre environ 70% de la planète, environ 1,4 milliards de km³, dont 1,36 milliards de km³ d'eau salée (97%) et seulement 0,04 milliards de km³ d'eau douce (3%) (SPGE, 2018), elle se répartit de la façon suivante : 0,03 milliards de km³ de glace polaire, 0,009 milliards de km³ d'eaux souterraines, 0,00028 milliards de km³ d'eaux de surface (lacs, fleuves, rivières, ...), 14 000 km³ d'eau atmosphérique, Actuellement, la consommation d'eau sur la planète est de 4,7 milliards de m³ par an (Institute, 2020), soit 0,0013 milliards de litre d'eau chaque seconde. Près de la moitié de la population mondiale n'a pas eu accès à l'eau potable, environ 3,6 milliards de personnes dans le monde, ce chiffre pourrait atteindre de 4,8 à 5,7 milliards en 2050 (OMS & Unicef, 2015).

En Afrique, il existe plus de 5000 milliards de mètres cube d'eau dans ses nappes phréatiques, cependant 320 millions des habitants soit 1/3 d'habitants de l'Afrique subsaharienne, ne bénéficient toujours pas d'eau potable (SPGE, 2018). La consommation d'eau annuelle en Afrique est de 46,72 milliards de mètres cube par an (0.93 % des ressources en eau existantes) (Conseil Mondial de l'Eau, 2019).

A Madagascar, la quantité totale de ressources renouvelables par habitant (les eaux de ruissellement annuel, en plus de l'infiltration des eaux souterraines), avoisine les 22 764 mètres cube/personne/an (Suivi des politiques de l'eau à Madagascar, 2015), soit environ de 507,3 milliards de m³ par an, malgré cela moins de la moitié de la population malgache a accès à l'eau potable (INSTAT, 2018), environ 27,7 % dont 65,6 % en milieu urbain et 18,6 % en milieu rural, la condition s'aggrave sous les effets de la croissance démographique, de l'urbanisation.

Dans la ville d'Antananarivo, la pénurie d'eau concerne une personne sur trois (Banque Mondiale, 2011). Les besoins en eau à Antananarivo sont de 300.000 m³

par jour. Or, la Jirama ne produit que 200.000 m³ quotidiennement. Ce gap de 30% de la production par rapport à la consommation quotidienne d'Antananarivo explique les coupures d'eau constatées aujourd'hui (2 424.mg, 2020). Antananarivo reçoit des précipitations annuelles moyennes avoisinant 1 353,4 mm, et la plaine d'Antananarivo dispose de quatre importantes rivières pouvant fournir des ressources en eau : l'Ikopa, la Sisaony, la Mamba, l'Andromba, et pouvant produire des débits exploitables même en période d'étiage (Rakotondrainibe, 2019).

Face à la croissance démographique et la configuration géographique, se pose le problème de l'approvisionnement en eau et de celui de l'utilisation des eaux usées. L'objectif de l'article est de vérifier si la quantité en eau est importante mais l'accès à l'eau potable est insuffisant. Alors, face à cette abondance des ressources en eau, pourquoi la majorité de la population n'y a pas accès ? Cette question mène aux analyses suivantes : d'une part celle de l'abondance des ressources en eau en utilisant les facteurs influents tels que les débits aux stations hydrométriques, pluviométries, températures, l'évapotranspiration, et d'autre part celle de l'utilisation et la gestion des eaux. Cette recherche vise à démontrer que les ressources en eau sont abondantes à Madagascar par rapport aux utilisations et aux besoins en eau de la population. Pour pouvoir tirer des conclusions, les causes de la faiblesse de l'accès à l'eau potable malgré l'abondance des ressources en eau seront déterminées et examinées.

MATERIEL ET METHODES

Collecte et traitement de données

Pour conduire à terme cette recherche, il s'agit de procéder aux analyses de la base de données du ministère de l'eau et des autres acteurs comme la Direction Générale de la Météorologie, JIRAMA, l'INSTAT et aussi celle de la collecte de données dans l'étude hydrogéologique de la plaine d'Antananarivo en 2019.

L'utilisation de la formule de Thornthwait confirme le résultat d'analyse hydrographique positive et explique l'existence des ressources en eau abondante, cette formule considère les différents paramètres climatologiques, les pluviométries, l'infiltration et l'évapotranspiration.

Elle permet de calculer ponctuellement le bilan d'eau mensuel et annuel à partir des valeurs mensuelles des précipitations et des valeurs moyennes mensuelles des températures.

Le bilan hydrologique se traduit comme suit :

$$P=E+R+I+/- \Delta s \text{ en mm/an}$$

P : précipitation, **E** : évapotranspiration, **I** : Infiltration, **R** : ruissellement, **Δs** : la variation de stock

Ici, l'utilisation de la formule de Thornthwate permet de faire ressortir ce fait.

Cette estimation est effectuée par les calculs du bilan hydrique du pays en utilisant les données de la météorologie nationale collectée sur une période de 10 ans sur les 105 stations. Le bilan hydrologique de Madagascar calculé par Rakotondrainibe (2019) dans la BDEA ou base de données du secteur de l'eau et de l'assainissement, à partir des données du Département de la Météorologie nationale permet de connaître la quantité des ressources en eau afin d'évaluer l'adéquation avec les quantités d'eau utilisées et estimer les potentialités pour les besoins nécessaires au développement économique et social.

Le volume d'eau de pluies

Selon ces calculs du bilan, sur l'ensemble du territoire malagasy, le volume d'eau de pluies qui tombe sur le pays est obtenu par la relation :

Superficie totale de Madagascar × pluviométrie

$587\,295 * 1\,000\,000 * 1485,9/1000 = 872,64$ milliards de m³ (RAEM, MEED, 2015)

L'évapotranspiration réelle

Une partie de ces eaux retourne vers l'atmosphère par l'évapotranspiration réelle ; elle est estimée à :

Superficie totale de Madagascar × évapotranspiration

$587\,295 * 1000\,000 * 448,29 / 1000 = 448,29$ milliards de m³ (RAEM, MEED, 2015)

La différence en milliards de m³ : $872,64 - 448,29 = 424,35$, représente « les ressources de Madagascar », dont une fraction seulement est accessible, car la majorité de ce qui est appelée « ruissellement » est absorbée par les inondations saisonnières (débits de crue) puis s'écoule vers la mer, une autre partie se retrouve sous forme de stock d'eau du sol. Ce qui reste, pouvant être exploité, est représenté par les ressources en eau souterraine réalimentées par les infiltrations qui peuvent être exploitées par les captages des sources, les forages et les puits, et alimentant les débits d'étiage des rivières représentant la partie d'eau de surface utilisable.

Après la description, l'analyse proprement dite a été faite selon trois niveaux :

- L'abondance,
- Les modes d'utilisation,
- L'adduction en eau potable.

L'abondance

L'abondance de l'eau à Madagascar est connue avec le drainage de nombreux fleuves et rivières se jetant soit vers l'Est, dans l'Océan Indien soit vers l'Ouest, dans le Canal de Mozambique. De manière générale, le régime des eaux est très lié à celui des précipitations,

La méthode de traitement de données pour pouvoir montrer les quantités des eaux existantes est basée sur les analyses de la pluviométrie annuelle, les températures, l'évapotranspiration et l'infiltration d'eau qui alimente la nappe phréatique. Les eaux se divisent en deux : les eaux de surface et les eaux souterraines.

Quantité d'eau de surface

La quantité d'eau de surface totale est obtenue par la relation suivante :

Superficie totale de Madagascar × ruissellement calculé par le bilan hydrique :

$$587\,295 \times 1000\,000 \times 384,59 / 1000 = 384,59 \text{ milliards de m}^3 \text{ par an}$$

Quantité d'eaux souterraines

Les estimations des quantités d'eaux souterraines sont faites à partir des hypothèses suivantes :

Volume de renouvellement des ressources souterraines : superficie totale de Madagascar × infiltrations obtenue du bilan hydrique

$$587\,295 \times 1000\,000 \times 70 / 1000 = 41,11 \text{ milliards de m}^3$$

Volume d'eau souterraine exploitable : superficie totale de Madagascar × épaisseur d'aquifère moyenne atteinte par des forages de 100 m de profondeur × porosité efficace d'un réservoir sablo-argileux

$$587\,295 \times 1000\,000 \times 100 \times 10\% = 5,872 \text{ milliards de m}^3$$

Mesures des débits aux stations hydrométriques

Ces mesures sont nécessaires pour connaître la quantité d'eau surtout pendant la période d'étiage et les caractéristiques des quatre rivières existantes à la plaine d'Antananarivo : l'Ikopa, la Sisaony, la Mamba, l'Andromba.

L'eau est utilisée par différents groupes d'intérêts pour assurer leurs besoins. Son utilisation complexe ne facilite pas la mise en place de mesures adéquates de gestion. Elle est une ressource limitée nécessaire à la vie et aux systèmes écologiques, et est essentielle pour le développement économique et social, les résultats suivants montrent les capacités exploitées par des différents secteurs.

L'utilisation de cet outil consiste à :

- Connaître la situation des ressources en eaux notamment la quantité existante et la quantité exploitable
- Evaluer les utilisations continues
- Savoir la valeur des débits spécifiques d'étiage permettant de calculer la quantité d'eau disponible et utilisable. Ainsi, ces valeurs seront appliquées lors des calculs des ressources en eau au niveau de chaque délimitation de sous bassin versant au sein des Régions concernées.

L'utilisation d'eau à Madagascar

On distingue principalement trois modes d'utilisation à Madagascar :

- L'utilisation pour les besoins domestiques,
- L'utilisation pour les besoins industriels,
- L'utilisation pour les besoins agricoles.

La recherche a fait des analyses des données existantes dans ces secteurs, et donne la projection pour l'utilisation future des ressources en eau et amène à connaître les tendances réelles sur l'exécution des projets.

Les quantités d'eau utilisées sont obtenues à partir de deux méthodes différentes :

- Collecte des données auprès des ministères concernés : Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Industrie et l'INSTAT, suivant l'annuaire Ministérielle.

Ces données montrent les taux au niveau national, en milieu rural et urbain, par rapport à la population totale.

- L'analyse des données concernant les quantités des eaux utilisées par les industries, les demandes auprès de l'ANDEA se référant aux volumes des consommations spécifiques des industries (calculé à partir des demandes d'autorisation de prélèvement d'eau auprès de l'ANDEA).

L'analyse sépare l'utilisation de l'eau et l'évolution de cette dernière par rapport aux ressources en eau existantes pour pouvoir montrer les liens entre les besoins en eau et les quantités des ressources en eau disponibles.

L'accès à l'eau potable

Pour les taux d'accès à l'eau potable, ces données sont confrontées aux résultats de l'INSTAT dans le RGPH3 en 2018 et ceux des Ministères concernés.

La pluviométrie étant une source d'eau, l'analyse de ces données mensuelles se fait dans un intervalle de temps de plus de trente ans (30ans),

Pour confirmer ces résultats obtenus et pour illustrer l'hypothèse émise auparavant, le cas de « la plaine d'Antananarivo » sera pris et l'analyse des différents paramètres importants liés à la potentialité des ressources en eau et aux besoins en eau sera effectuée.

Calcul de besoins en eau pour la population d'Antananarivo par rapport au débit d'étiage de l'Ikopa à Ambohimambola

Le débit moyen d'étiage de l'Ikopa à Ambohimambola est de **23,1 m³/s**, donc la quantité disponible journalière est :

$$23,1\text{m}^3/\text{s} \times 60\text{s} \times 60 \times 24\text{h} = \mathbf{1\ 995\ 840\ m^3/j}$$

Selon le cadre réglementaire, il faut assurer à tous, notamment aux plus pauvres et aux plus démunis, de façon équitable, une quantité d'eau au moins égale à **30 l/j/personne** de façon efficace et durable (décret N°2003-193, 2003). Ceci correspond aux besoins en eau pour la population d'Antananarivo évaluée à 3 209 933 habitants:

$$30\text{l/h/j} \times 3\ 209\ 933 = 96\ 297\ 990\ \text{l/j} = \mathbf{96\ 298\ m^3/j}$$

La rivière d'Ikopa, ayant un débit d'étiage 23,1 m³/s mesuré à la station hydrométrique d'Ambohimambola, peut servir les besoins en eau de la population d'Antananarivo d'après ce calcul.

L'étude comparative de la quantité des ressources en eau et leur utilisation, c'est-à-dire que les données qui peuvent expliquer leur abondance et les données sur l'accès de la population en eau potable montre l'abondance des ressources par rapport aux besoins ; Pour illustrer, l'analyse des différents paramètres influençant les ressources est nécessaire comme les débits des rivières, les études de climatologie, les pluviométries, l'évapotranspiration et l'infiltration. Dans cette situation, le cas de la plaine d'Antananarivo a été analysé.

RESULTATS

Les ressources en eau

L'analyse montre que les ressources en eau à Madagascar sont potentiellement disponibles, il reçoit en moyenne 1486 mm de précipitations par an, ensuite la quantité totale de ressources en eau renouvelables par habitant par an (les eaux de ruissellement annuel, plus infiltration des eaux souterraines) est de près de 22764

mètres cubes/personne/an, les ressources en eau renouvelables par an sont de 507,3 milliards de m³ par an (Rakotondrainibe, 2019).

En outre, les bases de données existantes au sein du secteur Eau, Assainissement et Hygiène et enregistrées au niveau du système de base de données ou BDEA, du Ministère, ont permis d'établir le bilan hydrologique du pays, et d'estimer à partir de la méthode de Thornthwaite le potentiel en ressources en eau du pays. Ainsi, en se basant sur une précipitation moyenne de 1486mm/an et une évapotranspiration réelle de 763mm/an, le volume d'eau renouvelable disponible (eau de surface et eau souterraine) est évalué à 424 milliards m³/an.

Les données utilisées d'après les stations synoptiques complétées par les données satellitaires selon le service de la Météorologie confirment ces résultats: 1983 à 2010 pour les précipitations, 1981 à 2010 pour les températures. Ces résultats sont intéressants et si on les compare avec les valeurs de certains pays, on remarque que les ressources en eau renouvelable par personne par an à Madagascar (13476 m³) sont plus élevées que pour les autres pays comme La France (3176 m³), l'Ile Maurice (1950 m³), le Maroc (703 m³) en 2010 (WAVES & MEAH, 2016).

Après avoir regardé de près l'abondance des ressources en eau, les façons de les utiliser par chaque secteur d'activités vont être présentées.

L'utilisation des ressources en eau

L'analyse de l'utilisation actuelle des ressources en eau est divisée en deux catégories : l'une, du point de vue type (utilisation de l'eau de surface et de l'eau souterraine), l'autre, du point de vue secteur (domaine d'utilisation).

L'utilisation des ressources en eau à Madagascar, d'après l'OMD, l'indice d'exploitation de l'eau est de 7,5%. La proportion de l'eau prélevée par rapport aux ressources totales n'est que de 4% de l'eau existante (Rakotondrainibe, 2019), c'est-à-dire 14,398 milliards de m³ parmi 507,3 milliards de m³ dont 97% (14,186 milliards de m³) pour l'agriculture, 1% (0,082 milliards de m³), pour l'industrie et 2% seulement (0,130 milliards de m³), pour l'eau potable.

Le schéma suivant montre que les eaux de surface sont les plus utilisées que les eaux souterraines

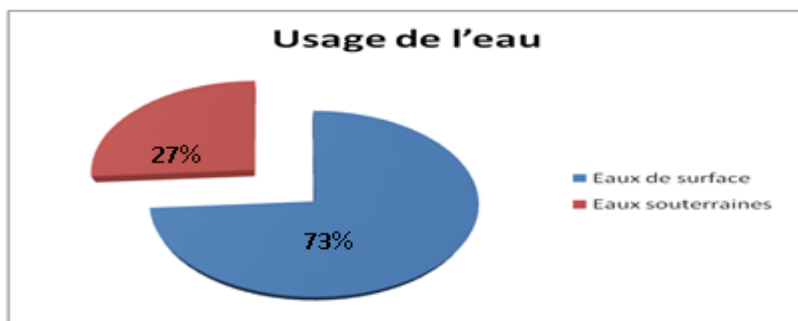


Figure 1 : Usage de l'eau

En général, l'eau de surface est la plus utilisée car elle représente 73%, à cause de l'irrigation du secteur agriculture 14,186 milliards de m³ par an, et le reste pour l'eau souterraine n'est que de 27%, car durant la période sèche entre les mois d'avril et octobre, le secteur agriculture utilise les 97% des ressources en eau, à cause de l'irrigation très élevée, il est nécessaire de créer des moyens pour stocker l'eau captée pendant les mois pluvieux, pour pouvoir l'utiliser pendant la saison sèche. Madagascar ne compte que 0,429 milliards de mètres cubes de capacité de stockage artificiel, ce qui représente 3% de la quantité d'eau prélevée pour l'irrigation. « L'évaluation de la capacité naturelle de stockage des lacs et les aquifères est nécessaire pour connaître les utilisations à la gestion de l'eau » (WAVES & MEAH, 2016).

L'accès à l'eau potable

La quantité d'eau potable représente 0,130 milliards de m³ par an des ressources en eau, 93 millions de m³ sont des eaux souterraines et 37 millions de m³ sont des eaux de surface, ici les eaux souterraines sont intéressantes pour l'eau potable du point de vue coût, faisabilité technique et qualité.

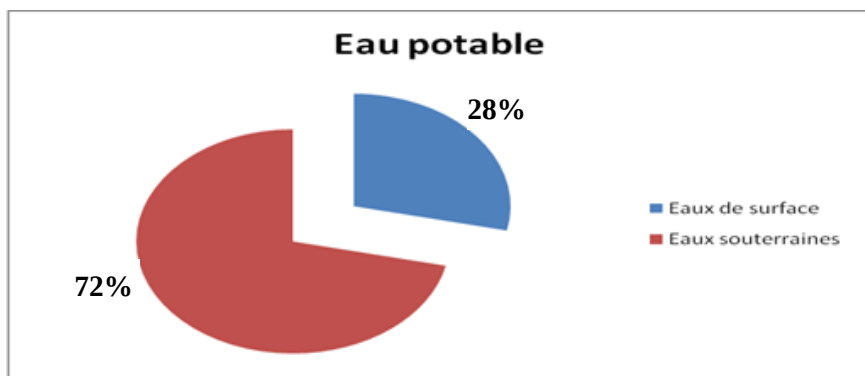


Figure 2 : L'usage des eaux en accès à l'eau potable

Par définition les eaux souterraines sont issues de l'infiltration des eaux de pluie dans le sol et sont localisées dans les nappes, elles forment deux types de nappes appelées également aquifères :

- les nappes phréatiques proches de la surface du sol
- les nappes captives qui sont plus profondes.

Ces eaux sont ensuite recueillies par captage puis traitées dans des usines de traitement afin de produire de l'eau potable pour la consommation humaine.

Le taux d'accès en eau potable à Madagascar ne touche que 27,7 % de la population (INSTAT, 2018), le nombre total de la population Malgache est de 25 674 196 habitants en 2021. La consommation spécifique est de 30l/j/personne (décret N°2003-193, 2003), la population n'ayant pas accès à l'eau potable est d'environ 18 562 444 habitants, la consommation en eau de ces derniers est aux alentours de 0,2 milliards m³ par an. Ce besoin en eau ne présente que 0,04% des ressources existantes. Ce raisonnement montre que la quantité des ressources en eau existante 507,3 milliards de m³ par an est plus élevée par rapport aux consommations actuelles 0.130 milliards de m³ et aux besoins pour ceux qui n'ont pas accès que de 0,2 milliards m³.

La Plaine d'Antananarivo

Même si les ressources en eau sont abondantes dans la plaine d'Antananarivo comme il sera prouvé plus bas, une partie importante de la population de la capitale et de ses environs n'en profite pas.

A Antananarivo, la pénurie d'eau concerne une personne sur trois (Banque Mondiale, 2011). La situation s'aggrave sous les effets de la croissance démographique, de l'urbanisation de la ville, face à l'augmentation démographique, la population qui constitue la couche vulnérable en eau augmente toujours et entraîne des conséquences néfastes sur l'économie de l'Etat. Face à cette situation, l'hypothèse émise est la suivante : malgré l'abondance des ressources en eau, l'accès à l'eau potable reste insuffisant. Ainsi peut-on prouver dans cette étude de cas que les ressources en eau sont suffisantes mais que celles-ci ne sont pas exploitées de façon rationnelle et n'impactent donc pas sur la population ? Aussi l'accès à ces ressources demeure faible ?

Dans cette analyse, l'abondance des ressources en eau, les facteurs qui influent ces ressources seront présentées : la pluviométrie, l'évapotranspiration, la température, les débits des quatre rivières : Ikopa, Sisaony, Mamba, Andromba en étudiant le cas de la plaine d'Antananarivo, les différents problèmes liés à l'accès à l'eau seront présentés.

Localisation de la zone concernée

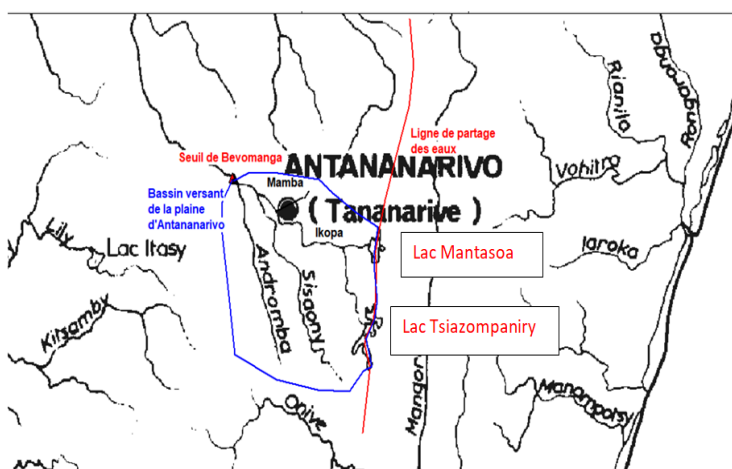
La zone étudiée touche les trois districts d'Antananarivo-Avaradrano, Antananarivo-Renivohitra (CUA) et Antananarivo-Atsimondrano, se trouvant dans le bassin supérieur de l'Ikopa. Elle comprend, d'une part, des collines latéritiques en hauteur et urbanisées et d'autre part une plaine alluviale, avec des zones remblayées pour l'urbanisation, des rivières, des canaux d'irrigation, de drainage et des eaux usées, des rizières et des marécages.

Cette zone dispose de 4 rivières importantes (l'Ikopa, la Sisaony, la Mamba, l'Andromba) qui peuvent fournir des ressources en eau suffisante et durable avec une qualité satisfaisante, par le recours à des systèmes d'exploitation adéquats dont le plus fiable est le captage de sous-écoulement de rivière (Rakotondrainibe, 2019).

Le bassin versant contenant la plaine d'Antananarivo

La plaine d'Antananarivo se trouve sur le bassin supérieur de l'Ikopa contenant l'ensemble des bassins versants des 4 rivières, à partir des lacs de Mantasoa et Tsiazompaniry jusqu'au bord de Bevomanga qui constitue l'exutoire des écoulements de surface traversant ce qui est appelée « Plaine d'Antananarivo ».

Le bassin de l'Ikopa représente le Haut-Bassin de la Betsiboka, un des fleuves les plus importants dans le pays par son débit, (module de 900 m³/s). Ses ruisseaux principaux, la Varahina-Nord et la Varahina-Sud prennent leurs sources à la limite orientale des hauts-plateaux qui est d'ailleurs la ligne de partage des eaux entre les deux versants de l'île, les crêtes du bassin sont à plus de 1500m au nord et de 1700m au sud; et l'altitude moyenne est de 1400m. Il a une superficie de plus de 1500km² au niveau de l'exutoire de Mahitsy Kely (altitude de 1250m) qui a à pour coordonnées géographiques: latitude de 18°51' S, longitude de 47°27' E.



Source : Bdeah-sesam-Gire (Meah)

Figure 3 : Carte du Bassin versant de l'Ikopa supérieur



Source : Bdeah-sesam-Gire (Meah)

Figure 4 : Les 4 rivières de la Plaine d'Antananarivo
(Mamba, Ikopa, Sisaony et Andromba)

Les ressources en eau à la plaine Antananarivo

La pluviométrie

D'après les données climatiques obtenues à la station météorologique d'Antananarivo la pluviométrie moyenne annuelle est de 1353,4 mm, la température moyenne annuelle est de 18,8 mm, l'évapotranspiration réelle est de 641,5 mm par an. La région dispose d'un bilan hydrologique positif (voir le tableau du bilan hydrologique selon la méthode de Thornthwaite ci-dessous), et on peut conclure que les ressources en eau sont potentiellement abondantes » (Rakotondrainibe, 2019).

Cette situation permet d'évaluer la réalimentation des ressources en eau à partir des pluies, d'estimer les pertes par évapotranspiration, et de connaître ainsi si la zone se trouve en bilan hydrique positif ou déficitaire. Ces données climatiques obtenues à la station météorologique d'Antananarivo affirme que la pluviométrie moyenne annuelle est de 1353,4 mm, la température moyenne annuelle est de 18,8 °C, l'évapotranspiration réelle, de 641,5 mm par an, on peut conclure que les ressources en eau à Antananarivo sont abondantes.

Tableau 1 : Bilan hydrique en mm

	TANANARIVE OBSERVATOIRE					Latitude 18° 54		en mm							Total ou moyen.
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
T° moyenne	21,4	21,4	21	19,9	17,5	15,5	14,8	15,6	17,4	19,7	21,1	21,4			18,8
Indices mensuels i	9,04	9,04	8,78	8,1	6,66	5,55	5,17	5,6	6,61	7,97	8,85	9,04			100,4
Evapotransp. n.c	2,6	2,6	2,5	2,2	1,7	1,3	1,2	1,3	1,7	2,2	2,5	2,6			
Coef. de correction	32,6	28,9	31,4	29,7	30,6	29,8	30,5	30,8	30,1	31,8	31,4	32,8			
Evapotransp. pot	84,7	75,1	78,5	65,3	52	38,7	36,6	40	51,1	69,9	78,5	85,2			755,6
Précipitation	304,5	235	220,6	41,7	15,8	8,8	8,7	8,9	13,9	49,3	154	292,2			1358,8
P - ETP	219,8	159,9	-18,8	-36,2	-29,9	-27,9	-31,1	-35,2	-37,2	-20,6	75,5	207			
Déficit cumulé				18	54	84	112	143	180	201					
Stock	100	100	100	83	58	42	32	23	10	13	88,5	100			
Δs	0	0	0	-17	-25	-16	-10	-9	-7	-3	75,5	11,5			-87
ETR	84,7	75,1	78,5	64,1	40,8	24,8	18,7	17,9	20,9	52,3	78,5	85,2			641,5
Surplus	219,8	159,9	142,1									195,5			717,3
			P	E	I	R	Δ s								
			1358,8	=	641,5	+	87	+	717,3	+/-	-87				

Source : Rakotondrainibe, 2019

Cette situation permet d’évaluer la réalimentation des ressources en eau à partir des pluies, d’estimer les pertes par évapotranspiration, et de connaître ainsi si la zone se trouve en bilan hydrique positif ou déficitaire. Ces données climatiques obtenues à la station météorologique d’Antananarivo affirme que la pluviométrie moyenne annuelle est de 1353,4 mm, la température moyenne annuelle est de 18,8 °C, l’évapotranspiration réelle, de 641,5 mm par an, on peut conclure que les ressources en eau à Antananarivo sont abondantes.

Tableau 2 : Précipitations mensuelles moyennes en mm

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Précipitation en mm	304,5	235	220,6	41,7	15,8	8,8	8,7	8,9	13,9	49,3	154	292,2	1353,4

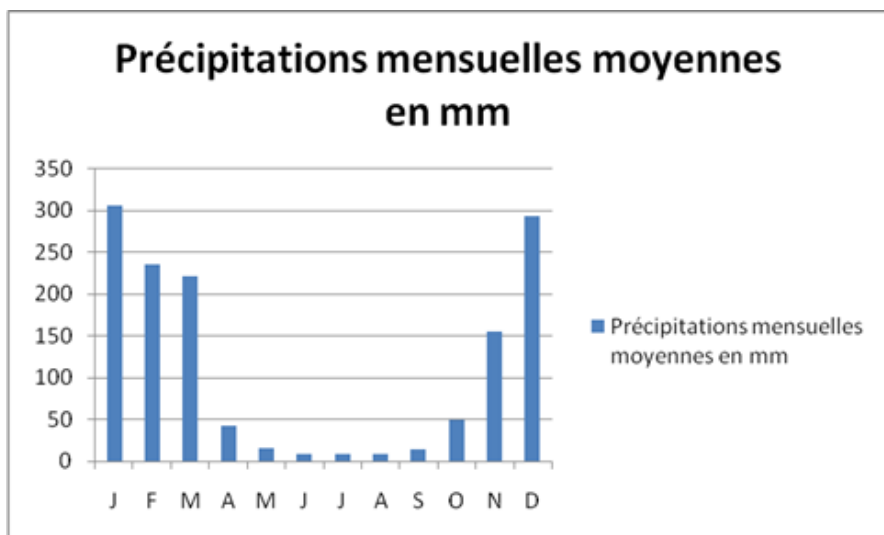


Figure 4 : Précipitations mensuelles moyennes en mm

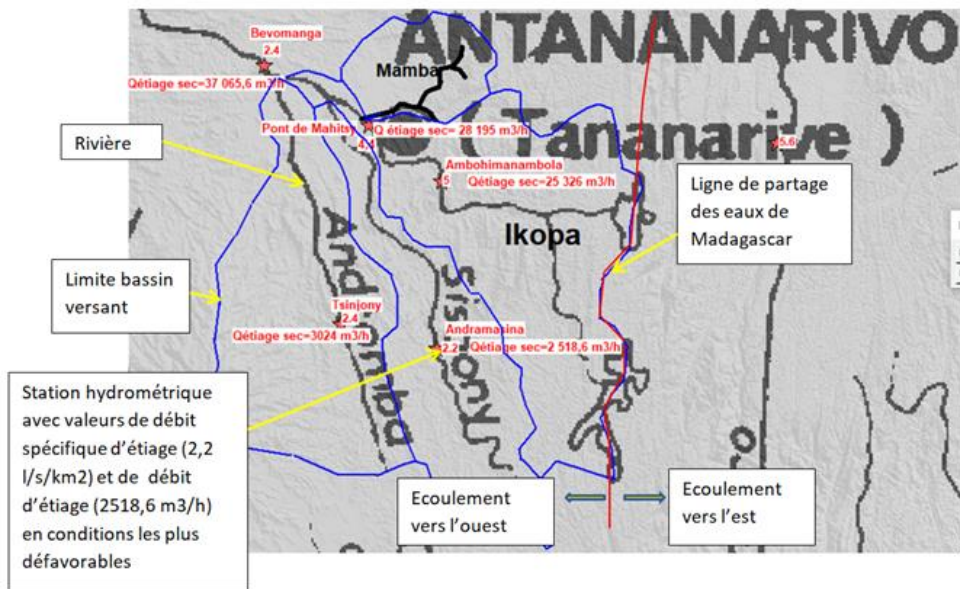
Les principales caractéristiques sont : une saison humide s'étalant de mois de Novembre au mois d'Avril., une saison fraîche et relativement sèche sur le reste de l'année. Plus de 80% des précipitations annuelles tombent pendant la saison humide, La ville est moins exposée aux risques de cyclones mais en subit tout de même leurs conséquences.

Les résultats montrent aussi que la pluie augmente à partir du mois d'octobre jusqu'au mois de mars, elle est faible du mois de mai jusqu'au mois de septembre, cette augmentation entraine des mauvaises conséquences comme l'inondation.

Les débits d'étiage des rivières période de 1955 à 1998 et les besoins en eau de la population

D'après les résultats dans les stations à Antananarivo, les ressources en eau exploitable sont intéressantes car les débits moyens mensuels d'étiage sont les suivants: pour l'Ikopa 23,1 m³/s à Ambohimambola, pour l'Andromba 2,95 m³/s à Tsinyony, pour la Sisaony 2,15 m³/s à Andramasina.

Ces débits permettent de dire que les ressources en eau sont abondantes, seulement elles se perdent dans la mer en l'absence des infrastructures. L'étude de la plaine d'Antananarivo font remarquer que si on suit les normes d'exploitation des sous écoulement, il est possible de capter plus de 100 m³/h (Rakotondrainibe, 2019)



Source : Bdeah-sesam-Gire (Meah)

Figure 5 : Les stations hydrométriques et les débits spécifiques d'étéage

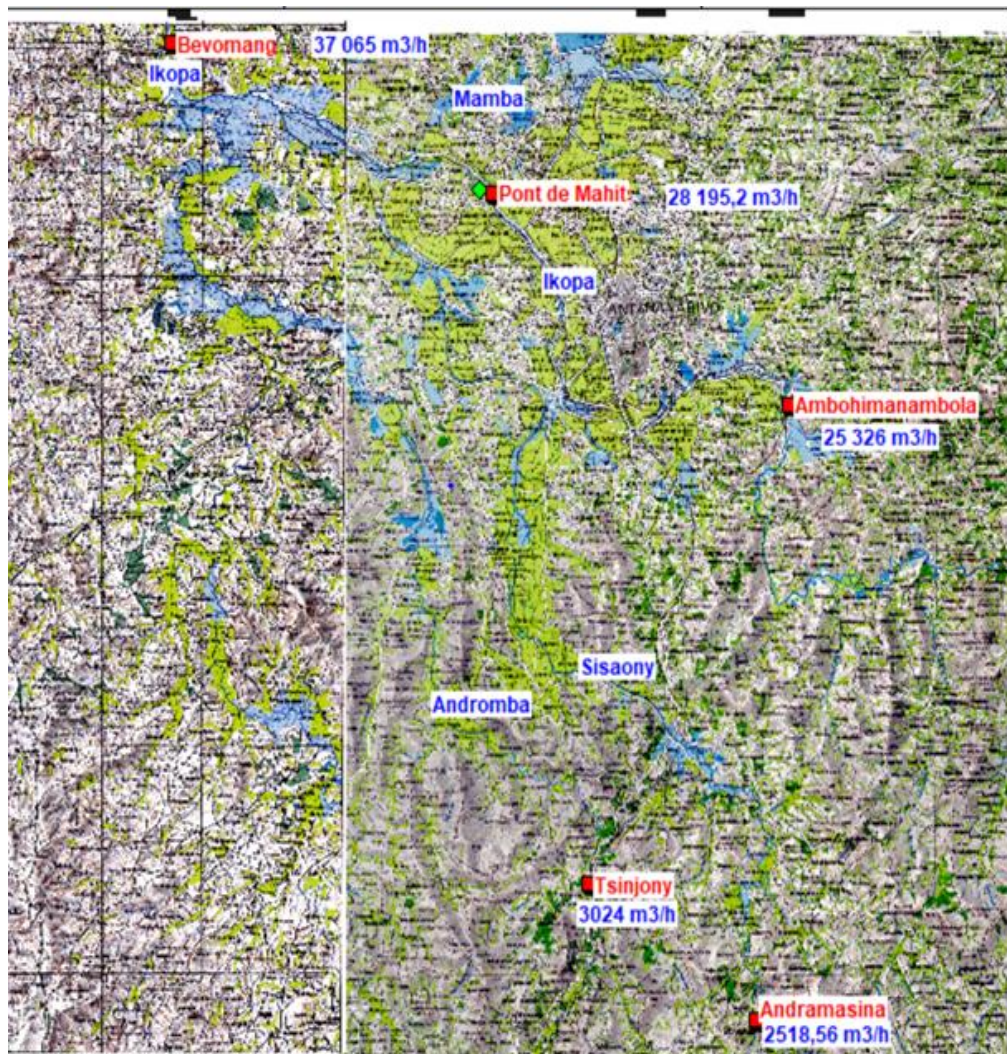
Il s'agit ainsi de transmettre les données complètes sur la situation des débits, crues et étiages, disponibles concernant les 4 rivières. Ces données se trouvent dans le document « Fleuves et rivières de Madagascar » de 1993 sur l'hydrologie de l'ensemble du pays, et ont été obtenues à partir des stations suivantes :

- 1- Tsinjony sur la rivière Andromba ;
- 2- Andramasina sur la rivière Sisaony ;
- 3- Ambohimambola sur la rivière Ikopa ;
- 4- Pont de Mahitsy sur la rivière Ikopa ;
- 5- Seuil de Bevomanga, exutoire des 4 rivières.

La Figure 6 présente les débits d'étéages potentiellement exploitables, au point de captage.

Les données caractéristiques obtenues à partir des stations hydrométriques sur les rivières (sauf rivière Mamba) sont présentées ci-dessous (les débits spécifiques sont en l/s/km²).

Les débits disponibles dans la plaine d'Antananarivo sont élevés, pérennes et suffisants face à tous les besoins en eaux actuels et futures même dans des conditions de sécheresses extrêmes.



Source : Bdeah-sesam-Gire (Meah)

Figure 6 : Les rivières et les stations hydrométriques et les débits d'étiages en période sèche

En effet, il faut rappeler que c'est l'écoulement de la nappe souterraine se manifestant par le débit d'étiage qui assure la régularité des ressources en eaux exploitables comme montré sur le schéma théorique de l'hydrogramme de crue ci-dessous.

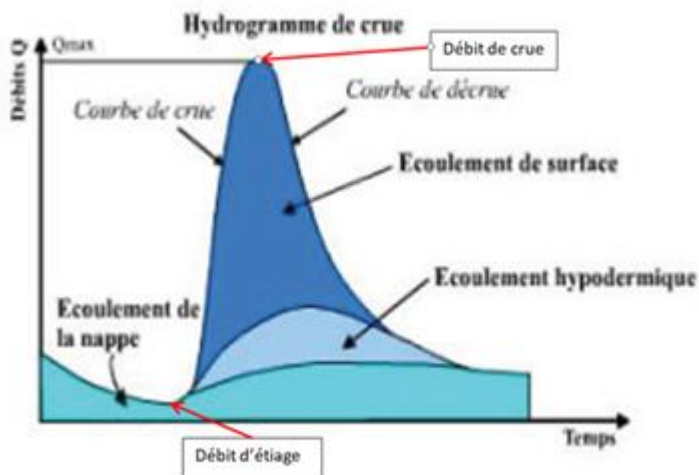


Figure 7 : Hydrogramme de crue

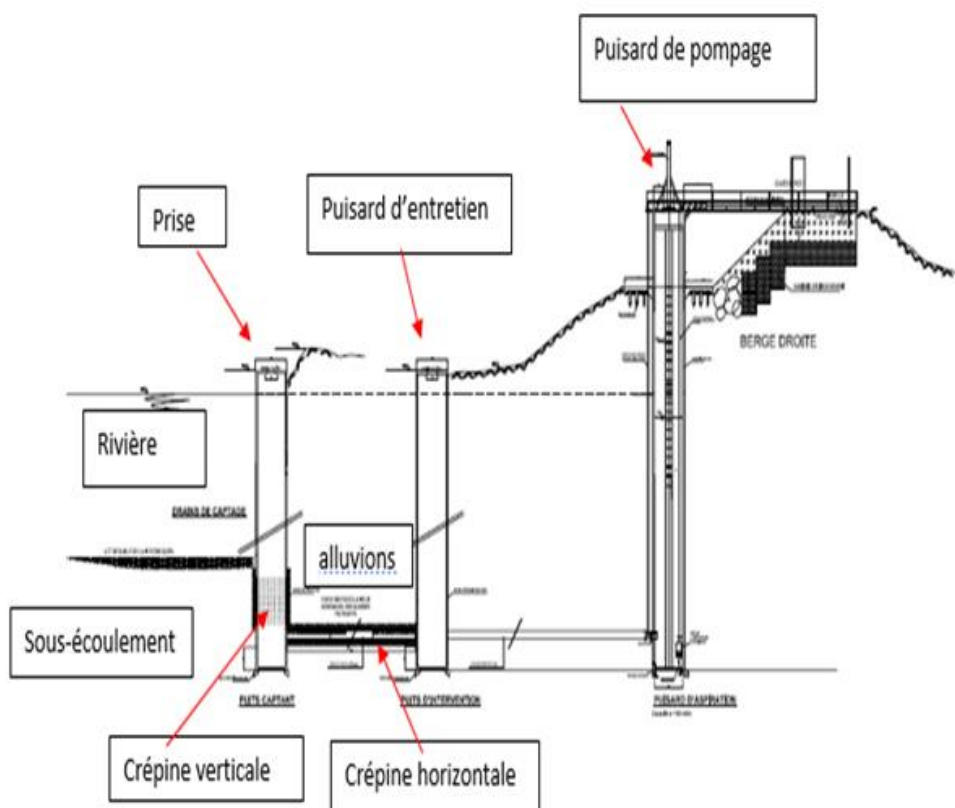
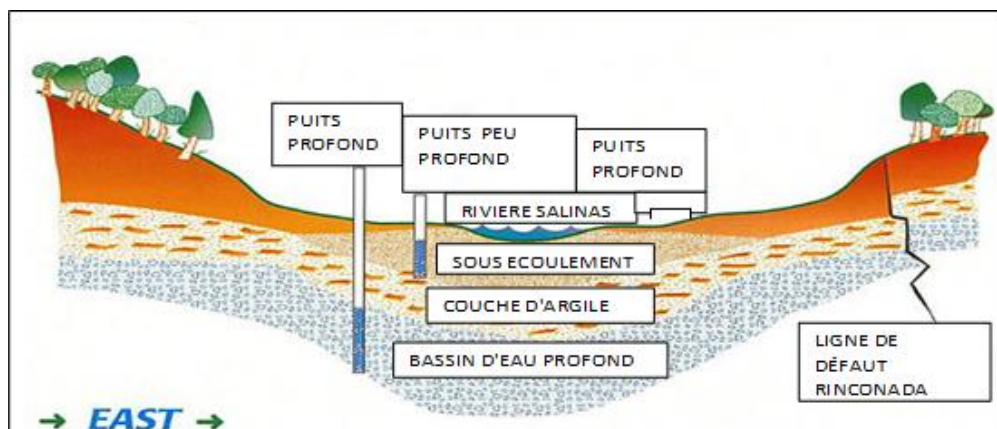


Figure 8 : Présentation du système de captage de sous-écoulement



Source : L'AMWC (Atascadero Mutual Water Company)

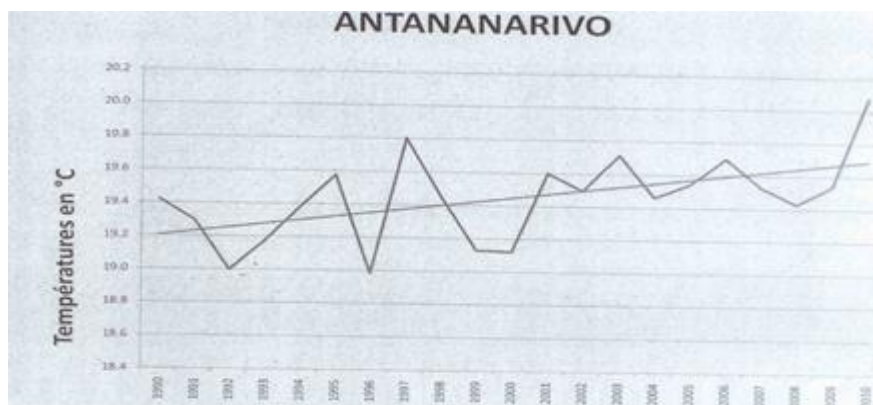
Figure 9 : Model de la structure de sous écoulement

Le climat

D'après les données à la station météorologique concernant la température entre 1990 et 2010, on constate que la température moyenne annuelle à Antananarivo est inférieure ou égale à 20° C, on voit une augmentation de la température 1°C sur une période de 20 ans. Ce qui témoigne le constat mondial de l'existence du changement climatique marqué par le réchauffement de la terre, cette hausse de la température provoque une augmentation de l'évapotranspiration, réduisant l'humidité du sol et augmentant la dégradation du sol, elle est actuellement à 641,5 mm par an selon les données du service météorologie en 2019.

A titre indicatif, on retiendra les valeurs des températures suivantes à Antananarivo (pour les autres caractéristiques climatiques, humidité relative, vitesse du vent, ...) :

- moyenne des maxima de température : 26°C
- moyenne des minima de température : 12°C
- température maximale absolue (Octobre): 34°C
- température minimale absolue (Juillet) : 01 °C.



Source : Données de la station de la météorologie nationale malgache

Figure 10 : Augmentation des températures mesurée à la station d’Antananarivo

Tableau 3 : Températures moyennes

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	moyenne
T° moyenne	21,4	21,4	21	19,9	17,5	15,5	14,8	15,6	17,4	19,7	21,1	21,4	18,8

Source : Etude hydrogéologique de plaine d’Antananarivo

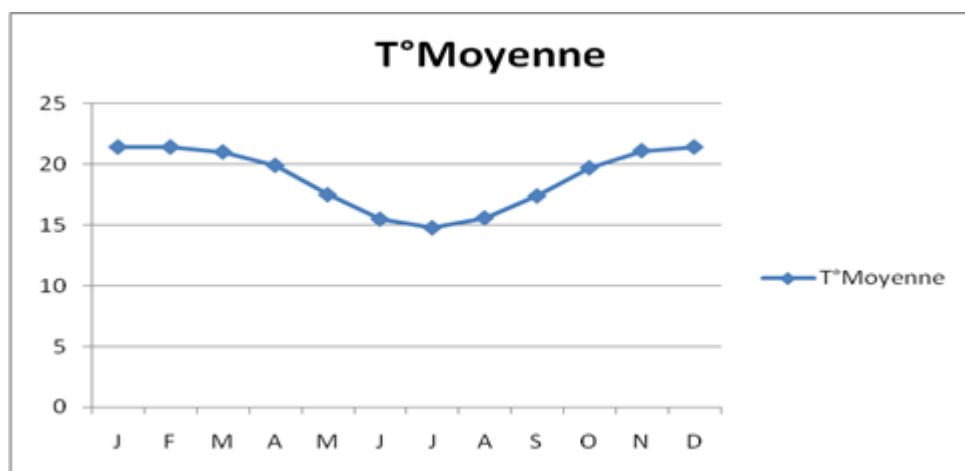


Figure 11 : Température moyenne

La température moyenne annuelle à Antananarivo est inférieure à 20°C. Pour le mois le plus frais, la température moyenne est comprise entre 10 et 15°C. L’humidité atmosphérique est moins accentuée que sur le versant oriental, ainsi que la nébulosité.

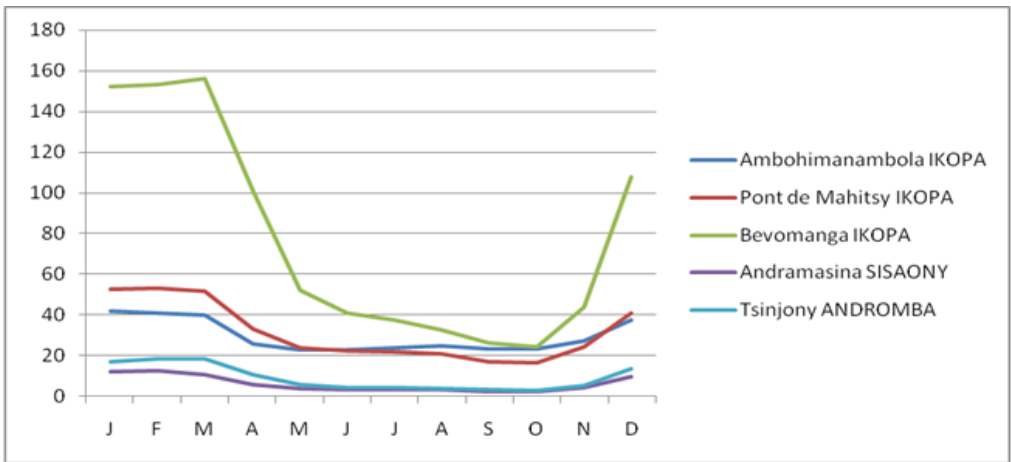
Tableau 4 : Evapotranspirations réelles mensuelles en mm

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
ETR	84,7	75,1	78,5	64,1	40,8	24,8	18,7	17,9	20,9	52,3	78,5	85,2	641,5



Figure 12 : Histogramme des évapotranspirations réelles mensuelles

L'évapotranspiration potentielle à Antananarivo est comprise entre 800 et 1 200 mm. On y observe six à dix mois “humides” et, de ce fait, l'évapotranspiration réelle ne représente plus que 70 à 80 % de l'ETP. L'indice global d'humidité est compris entre 20 et 100.



Source : Etude hydrogéologique de la plaine d'Antananarivo en 2019

Figure 13 : Débits mensuels des rivières

La figure ci-dessus concernant l'aspect des précipitations, des évapotranspirations, des températures et des débits dans les cours d'eau à Antananarivo, montre que les saisons se divisent en deux : la saison humide de

Novembre à Avril et la saison sèche de Mai à Octobre, ce qui peut expliquer l’abondance des ressources en eau à Antananarivo.

DISCUSSION

D’après ces résultats, on constate que les ressources en eau à Madagascar sont abondantes, des divers documents confirment cet état de fait comme dans les autres études telles que :

- Le document WAVES en Juin 2016 « Comptabilisation du capital naturel et Valorisation des services de l’Ecosystème »
« Les ressources en eau renouvelables disponibles par habitant sont estimées à 23 057 m³/habitant/an en moyenne soit l’une des plus élevées dans le monde ».
- Dans le document : « Madagascar: si près, et pourtant si loin de l'eau » en 2015,
« Le taux de l'accès à l'eau potable dans la Grande île reste relativement faible malgré la fort potentiel des ressources existantes ».
- Le Rapport de suivi des politiques de l’eau en 2015, confirme cette abondance des ressources en eau : « Madagascar est un pays aux ressources en eau abondantes, il reçoit en moyenne 1 486 mm de précipitations par an ».

Tableau 5 : Comparaison des ressources en eau de Madagascar par rapport aux autres pays

	France (2009)	Madagascar (2010)	Ile Maurice (2010)	Maroc (2010)
Précipitation (mm/an)	912	1 486	1 749	211
Ressources en eau renouvelable par personne par an (m ³ /personne/an)	3 176	22 764	1 950	703
Indice d'exploitation de l'eau	17%	4%	26%	65%

Source : BDEA

Pour pouvoir utiliser les différents paramètres climatologiques et faire le bilan hydrique, le cas de la plaine d’Antananarivo est pris en compte. Le cas des trois rivières principales, Ikopa, Andromba, Sisaony, permet d’analyser les débits, surtout en période d’été, par les valeurs mesurées aux stations hydrométriques d’Ambohimambola et de Tsinjony. Les débits de l’Ikopa sont pris dans les trois

stations d'Ambohimanambola, la station à Andramasina donne les débits du cours d'eau Sisaony et la station de Tsinjony pour les débits d'Andromba.

On constate que les débits de l'Ikopa varient de $21 \text{ m}^3/\text{s}$ à $83 \text{ m}^3/\text{s}$, par contre pour les deux rivières Sisaony et Andromba, ils ne dépassent pas les $20 \text{ m}^3/\text{s}$ et au mois d'octobre il n'y a que $2,15 \text{ m}^3/\text{s}$ (Rakotondrainibe, 2019).

Les débits mensuels interannuels aux stations marquent que pendant la saison sèche, ils s'alignent sur une courbe décroissante, quand les précipitations diminuent les débits diminuent aussi et inférieurs à $5 \text{ m}^3/\text{s}$ pour les deux rivières Sisaony et Andromba, le cas de l'Ikopa est inférieur à $34 \text{ m}^3/\text{s}$.

De plus, on peut voir que les mois de Novembre à Mars s'alignent sur une autre courbe avec une forte augmentation des débits (plus de $10 \text{ m}^3/\text{s}$ pour les deux rivières Sisaony et Andromba) et atteint le maximum, $83,50 \text{ m}^3/\text{s}$ au mois de Mars, pour l'Ikopa.

La courbe représentant le régime des précipitations montre une forme de cuvette du mois de Janvier au Décembre, les deux extrémités atteignent les valeurs maximum de pluviométrie d'environ de 300 mm, alors que la valeur minimum est de 8,7 mm au mois de Juillet.

On a vu que les variations de l'Evapotranspiration et la Température sont de même allure, quand la température augmente c'est-à-dire plus de 20°C du mois de Novembre au mois de Mars, l'Evapotranspiration augmente aussi plus de 75 mm par mois. Cette analyse nous montre que, la température moyenne d'Antananarivo est aux environs de 20°C , la pluviométrie moyenne annuelle est de 1353,4 mm, l'évapotranspiration 631,5 mm. Ces résultats ont donné le bilan hydrique positif. On constate aussi que les débits des rivières sont exploitables au cours de l'année (en moyenne $46,27 \text{ m}^3/\text{s}$ pour l'Ikopa et $7,55 \text{ m}^3/\text{s}$ pour l'Andromba et Sisaony, de même pour l'étiage de $21,33 \text{ m}^3/\text{s}$ pour l'Ikopa et de $2,55 \text{ m}^3/\text{s}$ pour l'Andromba et Sisaony). Les résultats ainsi obtenus nous permettent de dire que les ressources en eau dans la plaine d'Antananarivo sont nettement plus importantes que les besoins.

Le nombre de la population augmente alors que les infrastructures diminuent car il n'y a pas de nouvelles constructions et celles qui existent ne sont pas entretenues. A Madagascar, la potentialité des ressources en eau pourrait satisfaire les besoins de toute la population, pourtant l'inégalité dans la répartition spatiale et la vétusté des infrastructures condamnent l'accès à l'eau potable à bon nombre de malgaches. L'Etat ne fait pas de l'accès à l'eau une priorité (Alain, 2015).

CONCLUSION

Selon les résultats obtenus, les ressources en eau à Madagascar sont abondantes, elles sont de l'ordre de 500 milliards de m³ par an. Cependant, cette ressource n'est pas exploitée selon les normes et elle se perd en mer. Seules 4% de celles-ci sont utilisées, c'est-à-dire les 14,398 milliards de m³. Ainsi, en ce qui concerne les ressources en eau potable destinées à un usage domestique, seuls 0,130 milliards de m³ (2 %) de cette dernière sont utilisées pour ce secteur, 97% sont destinées à l'agriculture et 1% à l'industrie. Le cas de la plaine d'Antananarivo a montré l'abondance de ces ressources dans la région, la pluviométrie moyenne annuelle est de 1353,4 mm, la température moyenne est au-dessous de 20°C, l'évapotranspiration moyenne environ de 641,5 mm et les débits mensuels moyennes des rivières sont intéressants pendant toute l'année : 46,27 m³/s pour l'Ikopa et 7,55 m³/s pour Sisaony et Andromba. Ces résultats confirment cette abondance, cependant, l'accès à l'eau potable dans la ville est encore faible d'après l'analyse, moins de la moitié de la population ayant accès aux infrastructures d'eau potable, la majorité utilise l'eau venant de sources non protégées.

Madagascar a beaucoup des potentialités en eau, grâce à l'existence des pluies suffisantes qui recharge la réserve dans le bassin versant. Cette pluviométrie varie durant toute l'année, l'insuffisance ou l'absence des pluies se succédant, l'eau ne s'infiltre pas, elle est perdue dans la mer ou par d'évapotranspiration. Des aménagements comme les barrages de retenues et la création de lacs artificiels ou des dérivations vers des terrains irrigués ou des centrales hydroélectrique sont nécessaires pour pouvoir en disposer comme réserves utilisables.

Comme les précipitations entre les mois d'avril et octobre sont très faibles, il est essentiel de développer les capacités de stockage permettant de conserver l'eau recueillie pendant les mois pluvieux pour faire faire aux besoins en eau pendant la saison sèche.

Ainsi, même si les ressources en eau à Madagascar sont importantes, la population n'en bénéficie pas. Pourtant l'eau constitue un facteur du développement économique, il est ainsi du devoir de tous les acteurs impliqués dans ce secteur d'apporter une contribution dans sa mise en place.

L'étude hydrogéologique de la plaine d'Antananarivo montre qu'on peut résoudre les problèmes d'eau d'Antananarivo en respectant l'exploitation selon les normes comme le captage de sous-écoulement. Il est nécessaire de considérer les différents aspects ci-dessus pour pouvoir équilibrer l'utilisation des eaux, les besoins et leur mise à la disposition des consommateurs.

On constate que le développement des infrastructures adéquates est encore insuffisant face au potentiel de ressources en eau, beaucoup de pertes se font par ruissellement et évapotranspiration. La prise de décisions concernant les projets de ressources en eau est un processus multi-objectifs et multicritères exigeant des stratégies de gestion face aux différents secteurs, nécessite des analyses approfondies pour connaître les biens et les avantages communs, en vue de stabiliser la situation économique et sociale, et obtenir un consensus sur les objectifs et aboutir raisonnablement à des alternatives réalisables.

L'abondance de l'eau permet alors de fournir de l'eau potable, à la condition que des ressources financières suffisantes soient affectées à la mise en place des infrastructures adéquates, basée sur une politique publique forte en matière d'EAH. Cette démarche permettra de faire profiter de cette ressource naturelle toute la population capable de jouer un rôle primordial dans les politiques de développement économique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) 2424.mg. (2020, décembre 4). *web.facebook.com/2424.mg*. Récupéré sur 2424.mg: <https://web.facebook.com/2424.mg/posts/1307700112939088/>
- 2) Alain, I. (2015). Madagascar: si près, et pourtant si loin de l'eau. *Newmada* .
- 3) Banque Mondiale. (2011). *Le Programme pour l'eau et l'assainissement (WSP)*.
- 4) CITE Ran'Eau. (2011, Mai). *Eau et Assainissement pour Tous (EAT)*. Récupéré sur www.pseau.org/madagascar
- 5) Conseil Mondial de l'Eau. (2019). Consommation d' eau en Afrique.
- 6) Décret N°2003-193. (2003). Fonctionnement et organisation du Service public de l'Eau potable et de l'assainissement des eaux usées domestiques.
- 7) INSTAT. (2018). Résultats globaux du recensement général de la population et de l'habitation de 2018 de Madagascar RGPH 3.
- 8) Institute, le World Ressources. (2020). La consommation mondiale d'eau.
- 9) Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH). (1999). La Déclaration de Politique Sectorielle de l'Eau et de l'Assainissement, avec les textes d'application.
- 10) MEAH. (1995). La Stratégie Sectorielle et Plan d'Action (SSPA) du secteur Eau Potable et Assainissement (EPA).
- 11) Ministère de l'Energie et des mines, D. G. (2005). Programme National d'Accès à l'Eau Potable et l'Assainissement (PNAEPA). Antananarivo.
- 12) OMS, O. m., & Unicef. (2015). Rapport sur les progrès en matière d'alimentation en eau et d'assainissement.

- 13) ONG TARATRA. (2005). Manuel de procédures pour la mise en place des projets Eau et Assainissement Contrat N° 05-04/MEM/PAEPAR/BP/AEPG. Antananarivo.
- 14) PS_Eau. (2011, Mai). *Agir pour l'eau et l'assainissement à Madagascar*. Récupéré sur Programme Solidarité Eau : www.pseau.org/madagascar
- 15) RAEM, MEED. (2015, Novembre). Eaux Douce et GIRE, Rapport sur l'avenir de l'environnement de Madagascar. Antananarivo, Madagascar.
- 16) Rakotondrainibe, H. (2019). L'étude hydrogéologique de la plaine d'Antananarivo.
- 17) Rakotondrainibe, H. (2019). Suivi des politiques de l'eau à Madagascar.
- 18) Richard, C., David, C. & Stefan, U. (s.d.). Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau, Cette publication est produite par le WWAP. *le compte de l'ONU-Eau* .
- 19) Samir, H. & Abderrahmane, B. (s.d.). Gestion Durable Des Services D'eau Potable,. , *Le Journal de l'Eau et de l'Environnement Volume 17, Numéro 30* , 9-15.
- 20) SPGE. (2018). *L'eau dans le monde*. Consulté le janvier 2019, sur Société Publique de Gestion de l'Eau, <http://www.spge.be/fr/l-eau-dans-le-monde.html?IDC=1300>
- 21) Uschi, E. & Rachel, F. (2015). L'importance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène comme éléments clés du développement nationale.
- 22) WAVES; MEAH. (2016, Juin 06). Comptabilisation du capital naturel et Valorisation des services de l' Ecosystème. Antananarivo.
- 23) Yélognissè, Coffi, L., Hector, & Houeha. (2007). L'amélioration des conditions d'accès à une eau potable pour l'eau de boisson dans les milieux ruraux du Bénin: étude des pratiques locales. *Afrique info* .

QUEL SYSTEME DE RETRAITE VIABLE ET SOUTENABLE POUR MADAGASCAR ?

par

RAVOAVAHY Honitiana Nadia⁽¹⁾, RAMAMONJISOA Bruno Salomon⁽²⁾,
RAVOKATRA Seth⁽³⁾, RABEARY Frederic ⁽⁴⁾, RAZAFIMAHEFA Toky⁽⁵⁾

(1) Ecole Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, Université d'Antananarivo, Madagascar

(2) Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA), Université d'Antananarivo, Madagascar

(3) Faculté Economie, Gestion et Sociologie, Université d'Antananarivo, Madagascar

(4) Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université d'Antananarivo, Madagascar

(5) Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI), Madagascar

RESUME

Madagascar hotspot de la biodiversité fait l'objet, contradictoirement, d'une spirale de dégradation de l'environnement notamment de ses ressources naturelles depuis plusieurs années. Le pays a de plus en plus du mal à gérer ses ressources financières internes et reste encore très dépendant du financement extérieur pour la gestion de ses ressources naturelles. Le problème de gestion des fonds publics figure parmi les causes probantes de cette situation à l'instar du déséquilibre actuel des caisses de retraites publiques qui a duré plus de quinze ans et s'aggrave d'année en année de plusieurs milliards d'Ariary grevant les ressources internes de l'Etat. Cette recherche vise à identifier des solutions pour pallier ce problème. Les méthodes utilisées se sont focalisées sur l'analyse de la gestion des régimes de retraites appliquées dans le monde et transposées à Madagascar suivant le contexte socio-économique et démographique existant afin de statuer sur le régime de retraite adéquat à adopter. Les simulations ont conclu que les réformes basées sur la seule modification des paramètres (recul d'âge de départ à la retraite, augmentation des taux de cotisations, ...) ne présentent pas des résultats palpables dans un délai voulu. Malgré les mesures prises le renflouement des caisses de retraites publiques ne cesse d'augmenter. A cet effet, il serait opportun de partir sur d'autres formules orientées vers des réformes systémiques en optant sur la modification des calculs de retraites par le système à compte notionnel ou par le système à pilier.

Mots-clés : Développement durable, Finances publiques, Régime de retraite, Régime par répartition, Régime par capitalisation, Compte notionnel, Système par pilier

ABSTRACT

Madagascar biodiversity hotspot has been subject, contradictorily, to a spiral of environmental degradation, particularly of its natural resources, for several years. The country is finding it increasingly difficult to manage its internal financial resources and is still very dependent on external financing for the management of its natural resources. The problem of management of public funds is one of the convincing causes of this situation, like the current imbalance of public pension funds which has lasted more than fifteen years and is worsening from year to year by several billion Ariary internal state resources. This research aims to identify solutions to overcome this problem. The methods used focused on the analysis of the management of pension schemes applied around the world and transposed to Madagascar according to the existing socio-economic and demographic context in order to decide on the appropriate pension scheme to adopt. The simulations concluded that the reforms based on the sole modification of the parameters (raising the retirement age, increasing the contribution rates, etc.) do not present tangible results within the desired timeframe. Despite the measures taken, the bailout of public pension funds continues to increase. To this end, it would be appropriate to start with other formulas oriented towards systemic reforms by opting for the modification of pension calculations by the notional account system or by the pillar system.

Key words : Sustainable development, Public finance, Pension scheme, Pay-as-you-go scheme, Funded scheme, Notional account, Pillar system

INTRODUCTION

Madagascar a bénéficié des Aides Publiques au Développement (APD) afin de concrétiser ses plans stratégiques de développement ainsi que d'atteindre ses défis de lutte contre la paupérisation, d'atteindre une croissance économique soutenue et de promouvoir le développement durable. Cependant, le développement ne peut pas être durable tant que les problèmes de gestion des finances publiques persistent et qu'aucune projection d'allocation stratégique des ressources ne pourrait être envisagée ni effective en présence d'une difficulté récurrente au niveau de la gouvernance financière de l'Etat. En effet, malgré la conception et la mise en œuvre de réformes, le déficit de la Caisse de retraites civiles et militaires (CRCM) de l'Etat

Malagasy n'a cessé d'augmenter. Il est de 19,3%/an et représente 0,7% du Produit intérieur brut (PIB) entre 2010 et 2021 et passe de 124 milliards MGA (27 millions d'Euros) en 2010 à 388 milliards MGA (86,2 millions d'Euros) en 2020 et 400 milliards en 2021 (88,9 millions d'Euros). La dernière décennie a été témoin d'une reconnaissance à une large échelle de l'importance des systèmes de pensions pour la stabilité économique des nations et la sécurité de leur population âgée (Holzmann & Hinz 2005). En Afrique subsaharienne francophone, les systèmes de retraite constituent un héritage colonial qui s'adresse aux salariés du secteur formel (agents de l'état, employés du secteur privé et certains corps de métier particuliers). La majorité de ces régimes sont déficitaires et de nombreuses réformes ont été menées dans l'optique de réduire le déficit financier des systèmes de retraite de base, concevoir un régime de retraite complémentaire obligatoire pour le second pilier et étendre la protection sociale aux travailleurs indépendants (secteur informel) Holzmann & Hinz 2005, Gbongue, 2017. Depuis plusieurs années, Madagascar a étudié et mis en œuvre des réformes essentiellement paramétriques. Pourquoi malgré ces réformes la tendance ne s'est pas inversée ? L'hypothèse retenue est que compte tenu du contexte socio-économique, des changements doivent être apportés dans la nature du système lui-même alors que la réforme paramétrique ne le permet pas. L'objectif de cet article est de proposer un système de retraite viable et soutenable à partir d'une réforme systémique. Il décrira les paramètres et outils les plus utilisés dans le monde. Leur analyse permettra de proposer les modèles les plus adaptés pour assurer un système de retraite viable pour les utilisateurs et soutenable pour l'Etat lui assurant une croissance économique pérenne contribuant au développement durable.

MATERIELS ET METHODES

De nombreuses réformes des systèmes de retraite ont été entreprises dans le monde au cours des 20 dernières années. Il s'agit, pour l'essentiel, de réformes qui affectent les paramètres du système (réformes paramétriques) sans en modifier la nature (réformes systémiques). Pour effectuer les réformes, deux pistes sont actuellement privilégiées par beaucoup de pays. Il s'agit notamment du régime à points (qui fonctionne déjà dans les retraites complémentaires) et/ou la création d'un régime par comptes notionnels (appelés aussi comptes individuels de cotisations).

Les réformes paramétriques ont atteint leur limite et n'ont pas permis de changer la gestion des caisses de retraites à Madagascar et dans beaucoup de pays Africains. Ainsi, pour pouvoir effectuer les changements nécessaires, l'étude a été focalisée sur la réforme systémique et les éléments qui devraient le composer. En plus de l'analyse du changement de régime (répartition en capitalisation) le régime de comptes

notionnels⁷⁴ a été choisi pour sa capacité théorique à rétablir l'équilibre financier du régime et celui des systèmes de piliers qui permettra concrètement de rendre possible une réforme systémique d'autant plus que c'est ce qui est préconisée par la banque mondiale. L'analyse a consisté à présenter les régimes utilisés (concepts et utilité), à analyser la possibilité de les mettre en œuvre suivant le contexte socio-économique et culturel afin d'aboutir à des scénarios de régime systémique qui peut être mis en œuvre à Madagascar.

RESULTATS ET DISCUSSIONS

Différents types de régime de retraites pour comprendre les réformes

Les régimes par répartition sont le plus utilisé dans le monde. Le paiement des retraites est financé par les cotisations ou impôts courants. Ces régimes sont en général gérés par le secteur public et financés par les recettes fiscales courantes, et le montant des prestations repose sur les engagements ou les promesses des autorités (Barr, 2002). Ces régimes reposent sur un choix politique de solidarité intergénérationnelle, et l'engagement des gouvernements présents et futurs à pouvoir dégager les ressources nécessaires à son fonctionnement et à sa pérennité, à travers les cotisations. Les avantages de ce type de régime sont : la solidarité qu'il établit entre les actifs, entre les retraités, entre les actifs et les retraités, et aussi entre les secteurs d'activités, les entreprises et les régions, grâce à des mécanismes de mutualisation et de péréquation, qui n'existent pas dans la capitalisation. Sans ce système, chaque individu ne devait que compter sur sa propre épargne ; ce qui laisserait inéluctablement certaines catégories sociales dans des situations difficiles. C'est un système efficace contre les aléas conjoncturels, car permet d'éviter certains risques tels que les variations à court terme des actifs financiers : il échappe aux risques d'inflation. Enfin, la répartition automatique des recettes de cotisations aux inactifs, facilite le fonctionnement des caisses de retraites (ANATA, 2007). Ce type de régime ne peut malheureusement fonctionner qu'à la condition que tous les actifs cotisent. La nécessité pour le gouvernement de préserver la paix sociale l'engage alors à renflouer les caisses de retraite si les cotisations n'arrivent pas à compenser les paiements.

⁷⁴ Le régime à comptes notionnels : bien qu'elles soient immédiatement reversées aux retraités, si l'on est en répartition, les cotisations sont enregistrées sur une sorte de compte d'épargne, dit « notionnel » ou « virtuel », puisqu'il n'a pas de contrepartie sous forme de créances et de titres. Le solde du compte est augmenté chaque année d'un intérêt, qui peut dépendre de l'évolution économique et démographique. Le montant mensuel ou annuel de la pension est calculé à partir du solde du compte virtuel au moment de la liquidation, et de l'âge de l'adhérent, en utilisant un coefficient de conversion qui peut le cas échéant servir à adapter les dépenses de l'institution à ses recettes.

Cet inconvénient du système par répartition grevant le budget de l'Etat, **le régime par capitalisation** est vu comme pouvant être la solution idoine. Ce régime consiste à accumuler de l'épargne pendant la période d'activité pour avoir un capital disponible à la retraite. Celui-ci est ensuite transformé à la liquidation en rente en fonction des caractéristiques individuelles (âge au moment de la liquidation, option de réversion, etc.). Ils sont payés par un fonds constitué d'actifs financiers accumulés pendant de longues années à partir des cotisations des membres. Ces régimes peuvent être gérés par l'Etat ou par le secteur privé. L'avantage de ce type de régime est d'éviter qu'un Etat puisse utiliser les cotisations pour d'autres dépenses.

La capitalisation peut être **individuelle** c'est-à-dire que les primes sont attribuées à des contrats individuels et aussi gérées par contrat. Il y a une relation mathématique entre la prime d'un individu, le risque qu'il représente et les versements futurs. La prime est aussi calculée distinctement pour chaque individu et c'est de cette manière aussi qu'est constituée une réserve individuelle.

Elle peut être aussi **collective**, dans ce cas, toutes les primes ou cotisations sont versées dans un pot commun. Le fonds de financement collecte donc toutes les cotisations qui sont gérées ensemble. Le lien entre prime, risque et versement est ici calculé au niveau de tous les affiliés réunis. La réserve dans le contrat est constituée collectivement et seulement individualisée au moment du versement.

La différence fondamentale entre ces deux types de gestion est d'ordre technique. Dans les régimes en capitalisation collectives, les "fonds des retraités" et « fonds des actifs" sont confondus, mais ce fonds unique est totalement cantonné et séparé de ceux des titulaires de contrats. Cette unicité d'un fonds isolé permet une plus grande souplesse notamment en matière de politique de redistribution des produits financiers, qui peuvent ne pas être affectés immédiatement.

Le régime de compte notionnel pour alléger les finances publiques sans changer radicalement les pratiques

Le régime en comptes notionnels fonctionne en répartition et permet donc d'assurer l'équilibre entre les cotisations versées et les pensions reçues par chaque génération. Il est conçu pour que chaque actif puisse cumuler un capital virtuel dans un compte individuel. Le compte est dit virtuel parce que le régime fonctionne par répartition : les cotisations collectées une année financent les dépenses de retraite de cette même année (et non la retraite du titulaire du compte). Il n'y a pas d'accumulation financière pour provisionner les engagements du régime. Le compte est individuel car les cotisations retraite acquittées par un actif (et son employeur) tout au long de sa carrière créditent virtuellement son compte et augmentent son capital virtuel. Ce capital est revalorisé chaque année en fonction d'un indice (par

exemple la croissance des salaires). Lors du départ en retraite, le capital virtuel est transformé en pension versée sous forme de rente en tenant compte de 2 paramètres :

- L'espérance de vie de la génération à laquelle appartient l'assuré, c'est-à-dire le nombre moyen d'années restant à vivre au moment du départ en retraite ;
- L'âge effectif de son départ à la retraite.

Ces deux paramètres servent à définir le coefficient de conversion.

La pension de retraite à la date de liquidation des droits est déterminée selon la formule simple :

$$\text{Pension} = \text{capital virtuel (C)} \times \text{coefficient de conversion (G)}.$$

En équilibrant financièrement mieux le système, l'objectif est de permettre de garantir un montant de pension directement proportionnel au capital virtuel qui a été accumulé et revalorisé jusqu'à la date de liquidation des droits à la retraite. Ce régime peut permettre de corriger les tendances actuelles de baisse du taux de remplacement, même si rien ne garantit le maintien du niveau des pensions.

Cependant, même si l'unification des régimes permettrait de rendre plus lisible le fonctionnement du système, cela entraînerait la perte de certains avantages pour différentes catégories.

Les systèmes de piliers des régimes de retraites pour alléger le renflouement par l'Etat

Selon Barr (2002) la conception rationnelle d'un régime commence par la détermination des objectifs, et se poursuit par l'examen des instruments nécessaires à les réaliser. D'une manière générale, tout régime de retraite vise un triple objectif : (i) protéger les personnes âgées de la misère ; (ii) lisser la répartition des dépenses de consommation sur la vie entière, en transférant une partie des années les plus productives vers les années les moins productives et (iii) exercer une fonction d'assurance - pour garantir le niveau de vie des personnes de longévité exceptionnelle.

Selon la nomenclature internationale et relativement à ces objectifs généraux, les régimes de retraite se sont organisés autour de trois piliers, qui permettent également de mettre en lumière les choix effectués par les pays.

- Premier pilier : c'est la SECURITE SOCIALE organisée au niveau général d'un pays et permettant d'octroyer un premier niveau de base en matière de pension. Il est principalement destiné à protéger contre la pauvreté. Il est obligatoire. Bien

qu'il soit d'ordinaire organisé par l'Etat et financé par répartition, sa forme peut présenter de grandes variations. Il fonctionne le plus souvent par répartition, mais aussi parfois en capitalisation.

- Second pilier : ce sont les REGIMES PROFESSIONNELS organisés au sein d'une entreprise ou d'un secteur d'activité, octroyant à chacun des affiliés de ces régimes un complément à la sécurité sociale. En général il est basé sur des fonds de pension, qui apportent un complément de revenu aux retraités de certaines entreprises. Ils peuvent être obligatoires pour les salariés des entreprises dans le cas d'une application de convention collective. Le régime de retraite permet le lissage de la consommation sur la durée de vie de l'individu. Il peut être géré par le secteur public ou le secteur privé, être financé par répartition ou par capitalisation, et être ou non intégré avec le premier pilier.

- Troisième pilier : c'est l'EPARGNE INDIVIDUELLE organisée au libre choix de chacun ou ensemble des dispositifs individuels d'épargne en vue de la retraite. Régime de retraite privé il est financé par capitalisation et facultatif. Il est destiné à élargir la gamme des choix à la disposition des individus.

D'après Gérard Cornilleau et Henri Sterdyniak (2003), les formes d'organisation de systèmes de retraites diffèrent fortement d'un pays à l'autre. Aussi, toute classification en pilier est-elle contestable. Une telle classification se doit d'être descriptive (et non normative).

La Banque mondiale propose une classification en trois piliers : un premier pilier public chargé d'assurer un revenu minimal ; un deuxième pilier financé par capitalisation chargé d'assurer le remplacement du revenu d'activité ; un troisième pilier d'épargne complémentaire libre. Cette classification est normative (selon les normes de cette institution) ; elle vise, pour des raisons idéologiques, à faire disparaître le pilier de retraite par répartition.

L'OCDE propose plus sérieusement une classification en quatre piliers : le premier pilier public chargé d'assurer un revenu minimal ; le deuxième pilier social, contributif, financé par répartition, chargé d'assurer le remplacement du revenu d'activité ; un troisième pilier regroupe la capitalisation collective ; le quatrième pilier comporte toutes les formes d'épargne facultative individuelle.

Les réformes paramétriques effectuées ne donnent pas de résultats probants pour résoudre les problèmes

Des simulations ont été effectuées au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances lors d'une étude de réforme de la gestion des pensions de retraites publiques notamment afin d'équilibrer les comptes de la caisse de retraite en

situation déficitaire. Ces simulations ont été réalisées suivant plusieurs scénario en jouant sur les paramètres (équilibrer les recettes, diminuer les taux d'annuité, calculer à partir des moyennes des émoluments de base des cinq dernières années) ou en simulant l'application du régime par point et par capitalisation (Tableau 1).

Quel régime de retraite est adapté à la situation malagasy et donc retenu comme modèle à tester

Trois scénarios de régime peuvent être envisagés :

Le premier est la transformation du régime actuel en régime à compte notionnel. L'hypothèse qui sous-tend ce scénario est que cela permet de régler le problème de renflouement car la formule appliquée permet à elle seule d'équilibrer les comptes des cotisations avec celle des pensions.

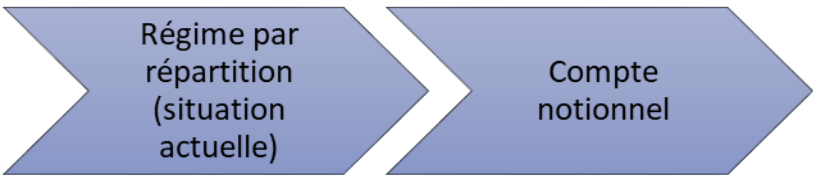


Figure 1 : Scénario 1 transformer le régime actuel en compte notionnel

Le second est l'ajout au système actuel d'un 2ème pilier en régime de capitalisation collective. L'hypothèse qui sous-tend ce scénario est que la capitalisation collective permet de renflouer les déficits et est une occasion pour l'Etat d'avoir un lien (contrôle) avec la CNAPS (selon la recommandation du FMI).

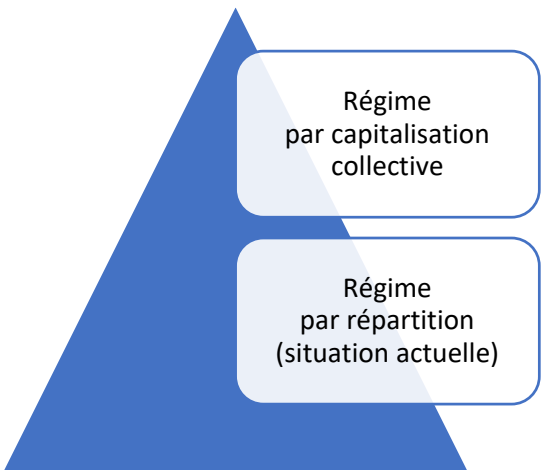


Figure 2 : Scénario 2 régime par répartition + régime par capitalisation collective

Tableau 1 : Simulation des réformes et résultats par scénarios

Scénario	Hypothèses et formule de calcul	Résultats	Impact
Equilibrer les recettes et les dépenses en gardant le même montant de pension	- Délai de récupération : 15 ans - Taux d'annuité : 2% - Taux de récupération : 57, 5 %	- Augmentation du taux de cotisations : 48% (PI : 29%, PP : 19%) - Pension : sans changement - Salaire de base des actifs diminué - Renflouement = 0	- Augmentation du taux de cotisation - Diminution du salaire de base net, car ce sera surtout la retenue à la source qui va être augmentée pour que le budget de l'Etat en terme de part patronale ne soit pas trop affecté.
Système par point	Utilisation de la formule de calcul utilisant les points $P = N * VS * \text{Coef liq}$ P : Pension d'un entrant N: Nombre de point VS : Valeur du service Cf fig 1.	- Pension : moins 61,02% - Salaire : sans changement - Renflouement : diminué de 95,7% - Taux de remplacement : 33,7% - Délai de récupération : 27,19 ans	- Dépenses et recettes se rapprochant de l'équilibre - Adoption d'un nouveau système de retraite - Outil d'aide à la décision car prend en compte tous les paramètres et maîtrise du déficit car tous les paramètres sont pris en compte - Baisse drastique du montant nominal des pensions - Baisse du pouvoir d'achat des retraités
Capitalisation	Hypothèse : Taux de cotisations 24%, 25 années de service, 15 années de vie après retraite Formule appliquée : Le capital total est obtenu par la formule ci-après : $\text{CAPITAL} = (\text{Part individuelle} + \text{Part patronale}) * 12 \text{ mois} * 25 \text{ ans}$	La pension moyenne s'élève à 348 262,40 Ar pendant les 15 années d'espérance de vie après la retraite	- Il n'existe aucune garantie quant au maintien de ce montant ; - Pour offrir un niveau de vie décent aux retraités, il faudrait actualiser cette somme en fructifiant les actifs. Cependant, à Madagascar, l'environnement de l'investissement est incertain et le marché financier n'existe pas.

Scénario	Hypothèses et formule de calcul	Résultats	Impact
	Le montant de la pension est égal à : $PENSION = Capital / 15 \text{ ans} / 12 \text{ mois}$		- Le taux de remplacement est de 40%, donc la pension de l'agent est très basse par rapport au salaire perçu, ce qui entraîne une perte de bien être considérable.
Calcul de la pension à partir de la moyenne des émoluments de base des cinq dernières années	Calculer la pension avec la formule actuelle, sauf qu'au lieu du dernier salaire, on a pris la moyenne des cinq dernières années	Pour tous les retraités - Pension : moins 14 % - Salaire : sans changement - Renflouement : diminué de 15 % - Retour à l'équilibre : 2026 (6 ans)	- Disposition raisonnable car tous les autres paramètres restent inchangés - Réduction du déficit - viabilité des caisses de retraite - Baisse du montant nominal des pensions et donc de la consommation - Baisse du pouvoir d'achat des retraités

Source : DGFAG/DGEAE/SPPAE, 2019

Le troisième est la transformation du régime actuel en régime à compte notionnel en tant que 1er pilier et le rajout d'un second pilier de régime de capitalisation collective. L'hypothèse qui sous-tend ce scénario est que le régime à compte notionnel permet de régler le problème de déficit tandis que le régime de capitalisation collective diminue et atténue le risque de diminution des pensions versées dans le cadre du régime à compte notionnels.

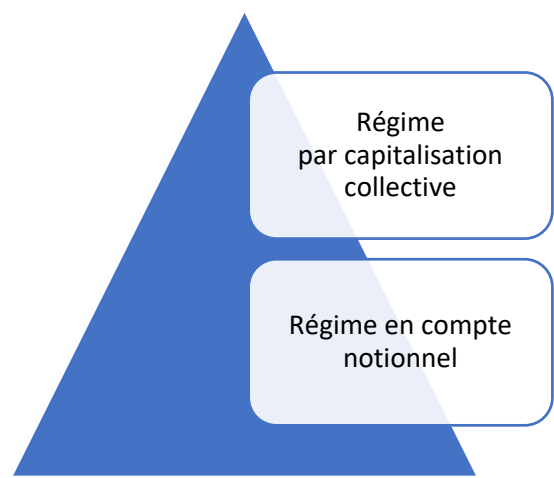


Figure 3 : Scenariorégime en compte notionnel + régime par capitalisation collective

Pour chacun de ces scénarios, une investigation supplémentaire consiste à recueillir les données nécessaires pour effectuer les simulations. Une fois les données recueillies, la simulation est effectuée en termes de calcul mais aussi en analysant la faisabilité de la mise en œuvre de chacun des scénarios (analyse PESTEL, méthode des coûts avantages).

Paramètre à considérer pour chaque scénario

Compte notionnels

La formule utilisée pour calculer la pension de retraite à la date de liquidation des droits (P₁(x_r)) est la suivante :

$$P_1(x_r) = \frac{\sum_{x=x_1}^{X_r-1} \tau^{cn} x S_1(x) x (1+r^{obs})^{x_r-x}}{\sum_{x=x_r}^{\omega} \frac{p(x_r;x)}{(1+a)^{x-x_r}}}$$

avec

X_1 = Age d'affiliation de l'assuré au régime

X_r = Age de départ à la retraite

$S_1(x)$ = salaire de l'individu i à l'âge x

τ^{cn} = Taux de cotisation

r^{obs} = taux de revalorisation du capital virtuel

ω = Age de décès

$p(x_r;x)$ = Probabilité de survie entre l'âge x_r et l'âge x

La simulation retient les valeurs moyennes des paramètres âges (affiliation, départ à la retraite, de décès), salaire, probabilité de survie. Le taux de cotisation retenu est celui qui est actuellement appliqué mais la simulation peut aussi se faire en faisant varier ce taux. Le taux de revalorisation virtuel est à définir sur la base de ce qui a été appliqué dans les pays qui ont mis en œuvre le régime à compte notionnels

Tableau 2 : Paramètres ayant servi à fixer la valeur de r dans les pays qui ont mis en œuvre un système de retraite en compte notionnels

Taux r	Suède	Italie	Pologne / Lettonie
Paramètre utilisé pour r	Revenu moyen par tête d'habitant	PIB	Assiette cotisation (masse salariale)
Progression	Moyenne des 3 dernières années du taux de croissance du revenu moyen par tête d'habitant	Moyenne mobile des taux de croissance du PIB des 5 dernières années	
Valeur r^{proj} pour la pension liquidée, norme de progression annuelle	1,6%	1,5%	

D'après SGCOR, 2009

Pour assurer la soutenabilité financière à long terme du régime de retraite, le paramètre r doit être au plus égal au taux annuel de croissance de la masse des cotisations.

Si l'on vise parallèlement un objectif de stabilité du taux de cotisations retraite, la référence pertinente renvoie au taux de croissance de la masse salariale (l'assiette des cotisations) ou, son équivalent en régime permanent, au taux de croissance du PIB.

Le calcul de la pension individuelle permet de faire la comparaison entre ce que gagne actuellement le pensionnaire avec celui qui découle de la mise en œuvre d'un système de retraite en compte notionnels.

Régime par répartition ou régime en compte notionnel et capitalisation collective pour assurer une transition douce

Selon PGDI (2007), une réforme paramétrique du régime de retraite par répartition de la CRCM et de la CPR est nécessaire à moyen terme, et ce, afin de rétablir son équilibre et de mettre un terme à une hémorragie budgétaire massive du Gouvernement malagasy. Cependant, cette réforme paramétrique, quelle qu'elle soit, aura pour impact de réduire progressivement les taux de remplacement (rapport entre la pension et le dernier salaire) dont sont bénéficiaires les fonctionnaires. Certes, dans la plupart des cas, la pension offerte aux retraités de demain restera au-dessus du minimum nécessaire à une vie de retraité paisible ; mais dans certains cas, elle pourrait ne pas atteindre ce minimum ; dans d'autres cas, certains retraités pourraient souhaiter se constituer une retraite supérieure à ce que leur offrira la CRCM. Il est alors indispensable de permettre à tous ces retraités de se constituer par eux-mêmes un complément : ceci est l'objet même de ce que l'on appelle communément "retraite par capitalisation".

Ces dispositifs existent déjà à Madagascar, proposés notamment par les compagnies d'assurance, mais ils relèvent le plus souvent d'initiatives individuelles et n'ont donc pas le bénéfice d'une fiscalité spécifique, incitative. Une telle création va dans le sens des recommandations de la Banque Mondiale, qui a toujours plaidé pour un système "multi-pilier".

Le système par pilier est donc proposé avec :

- Premier schéma : un premier pilier constitué du système actuel de retraite par répartition (pour que le changement ne soit pas brusque) + un 2^{ème} pilier avec une capitalisation collective obligatoire⁷⁵ par constitution de fonds d'épargne ou par placement.

- Deuxième schéma : un premier pilier constitué par un régime à compte notionnel + un 2^{ème} pilier avec une capitalisation collective par constitution de fonds d'épargne ou par placement.

Ces deux scénarios sont conformes à la proposition de PGDI (2007) qui considère que "le système actuel par répartition, centré sur un premier pilier de base, pourrait supporter un ajustement important de ses prestations, et où le second pilier prend en charge ce que le premier pilier abandonnerait".

CONCLUSION

La conception et la mise en œuvre d'un régime de retraite viable et soutenable dépend à la fois des paramètres à considérer, des types de régimes existant et adaptés au contexte et de la volonté politique de l'Etat. Coincé entre la nécessité d'assainir les finances publiques (et donc de diminuer le déficit de la caisse de retraite) et de préserver la paix sociale (en continuant à payer l'émolument nécessaire pour les retraités) l'Etat n'a pas d'autres choix que d'appliquer le régime par répartition en l'introduisant progressivement en compte notionnel. Le contexte économique et socio culturel lui impose également de conceptualiser et mettre en œuvre, au moins d'une façon transitoire, un régime par pilier qui introduirait le concept de capitalisation. Ce dernier s'adapte d'ailleurs au choix de politique économique induite par l'ajustement structurel, du moins d'Etat et avec le marché comme base de l'investissement et de la croissance.

⁷⁵ Des expériences étrangères, ACTUARIA retient 2 enseignements pour Madagascar :

- le premier est que le système de capitalisation, s'il est facultatif et volontaire, ne connaîtra sans doute pas le succès dont Madagascar a besoin. Il serait donc souhaitable de s'orienter vers un système généralisé et obligatoire ; bien sûr, un tel système pose le problème de son caractère uniforme, donc parfois inadapté à des situations très hétérogènes ;
- le second est que le système doit bénéficier de la part de l'État d'un soutien très fort, autant en termes de communication à son lancement que d'incitation fiscale. Le pacte entre l'État et les citoyens est en effet que la réforme du système par répartition entraînera, dans la durée, une diminution de ce que les fonctionnaires pourront retirer de leur régime et que l'État les incite et les aide à se constituer, par leurs propres moyens, une retraite "à la carte", pour compléter leur pension. (PGDI, 2007)

BIBLIOGRAPHIE

- 1) Kanga Florent Gbongue. Outils actuariels adaptés au pilotage technique des risques en Afrique sub-saharienne francophone : application aux régimes de retraite. Economies et finances. Université de Lyon, 2017. Français. NNT : 2017LYSE1106. tel-01729553.
- 2) Philippe Antoine, Valérie Golaz, Muriel Sajoux. Vieillir dans les pays du sud : mieux connaître les solidarités privées et publiques autour de la vieillesse en Afrique. La documentation française | « retraite et société » 2009/2 n° 58 | pages 184 à 188. ISSN 1167-4687. DOI 10.3917/rs.058.0184.
- 3) Protection sociale au Sud : Les défis d'un nouvel élan. Points de vue du Sud. Alternatives Sud. Volume 21-2014 / 1
- 4) Robert Holzmann et Richard Hinz. Perspective internationale sur les systèmes de retraites et leur reformes Les régimes de retraites au vingt et unième siècle. Banque Mondiale. May, 2005.
- 5) Ministère de l'Economie et des Finances 2021. Conférences de presse du 12 Avril 2021.
- 6) Barr Nicholas. Le casse-tête des retraites : Impératifs et choix des régimes de retraite. International Monetary Fund, Publication Services. 2002. 29 pages.
- 7) Cornilleau Gérard et Sterdyniak Henri. Les cinq piliers de la retraite. Fondation nationale des sciences politiques. Observatoire français des conjonctures politiques. Paris. 2003. 11 pages.
- 8) DGFAG/DGEAE/SPPAE. Scenarios de reformes pour redresser le système de retraite du secteur public. MEF/DGFAG/DGEAE/SPPAE. 2019. 34 pages.
- 9) Devolder Pierre. Prévoyance et assurances de groupe. Institut National de Statistique et d'Économie Appliquée (INSEA). Département de Statistique, Démographie et Actuariat. Rabat. Maroc. 2017. 229 pages.
- 10) Holzmann Robert. La réforme des retraites : l'approche de la Banque Mondiale", Revue Internationale de Sécurité Sociale, 2000, Vol 53, N°1.
- 11) Programme de gouvernance et de développement institutionnel (PGDI). Audit de la caisse de retraite civils et militaires (CRCM) et de la caisse de prévoyance et retraite (CPR) rapport d'audit organisationnel, financier, actuariel et institutionnel. 2007. 236 pages.
- 12) Ravokatra Andriamiarisoa Seth. « Influences du choix d'un régime de retraite sur la motivation au travail des salariés : cas du secteur privé malgache », Thèse pour l'obtention du diplôme de doctorat ès-sciences de gestion. Faculté DEGS. Antananarivo. 2018. 358 pages.

- 13) Secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites (SGCOR). Les différents modes d'acquisition des droits à la retraite en répartition : description et analyse comparative des techniques utilisées. Document de travail n°6. 2009. 13 pages.
- 14) Settergren Ole. La réforme du système de retraite suédois. Premiers résultats. La Documentation française. « Revue française des affaires sociales » 2003/4 | pages 337 à 368. ISSN 0035-2985.
- 15) Kossi A. (2007). ANATA Analyse des conditions d'équilibre financier d'un système de retraite par répartition : cas du régime de la caisse de retraites du Togo. Université de Lomé Togo - DESS en sciences économiques
- 16) Gerard Cornilleau, Henri Sterdyniak. Réforme des retraites : tout miser sur l'allongement de la durée de cotisation ? Lettre de l'OFCE, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques devenues Presses de Sciences-Po, 2003, pp.1-8. hal-01019077

ETUDE DE L'APPROCHE GENRE SUR LA MOBILITE PROFESSIONNELLE DES SALARIE(E)S DES ENTREPRISES PRIVEES : CAS DU FOKONTANY ISOAVIMASOANDRO, COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO

par

RANDRIAMIARISOANDRAIBE Herimanana ⁽¹⁾, RASAMOELY Herinirina⁽¹⁾

(1) Ecole Doctorale des Sciences Humaines et Sociales, Equipe d'Accueil Doctorale: Rouages des Sociétés et Développement Université d'Antananarivo, Madagascar

RESUME

Des réflexions sur les points essentiels relatifs au genre et à la mobilité professionnelle au niveau d'un Fokontany donné sont développées dans cet article. Elles permettent de mettre en lumière le flou autour de ces deux concepts. Le cas des salariés des entreprises privées du Fokontany Isoavimasoandro a été ainsi examiné. De plus, l'article a donné la possibilité d'approfondir sociologiquement le phénomène du genre et celui de la mobilité professionnelle du fait que plusieurs variables ont été manipulées dans le but de déterminer les facteurs explicatifs. Des études qualitatives ont été menées pour pallier la démarche quantitative et pour mener une analyse détaillée de notre centre d'intérêt. En outre, il a permis de faire une approche prospective tout en prenant en compte les réalités qui sous-tendent le genre et la mobilité professionnelle dans notre terrain d'investigation. Par ailleurs, nous avons pu établir une perspective et apporter quelques suggestions que ce soit sur le plan tant micro que macrosociologique.

Mots-clés : Genre, Mobilité professionnelle, Entreprise, Organisation, Salarié privé

ABSTRACT

In this article, we focused reflection on key issues related to gender and occupational mobility at a given Fokontany. It has allowed us to highlight the blur around these two concepts. The case of employees of private companies in the Fokontany Isoavimasoandro has been investigated to complete our reflexive step. In

addition, the work has given us the opportunity to go into in detail the sociological phenomenon of gender and occupational mobility on the fact that several variables were manipulated in order to determine the factors that explain the cited phenomenon. Qualitative studies have been conducted to compensate the quantitative approach and to complete a detailed analysis of our interest. Moreover, it permitted us to make a forward-looking approach while taking into account the realities that involve gender and occupational mobility in our area of investigation. Furthermore, we have established a perspective and make some suggestions in terms of both the micro-sociology and the macro-sociology.

Key words : Gender, Occupational mobility, Company, Organization, Private employee

INTRODUCTION

Actuellement, le contexte de la mondialisation vise à acquérir ses objectifs par la logique du libéralisme économique d'un côté et par la démocratie de l'autre. Le monde est en grande partie soumis à ces deux principes. La première se matérialise par le système capitaliste tandis que la seconde se traduit par l'instauration d'un Etat de droit.

De la logique capitaliste prend source la configuration du monde du travail actuel, dominé par la recherche d'un maximum de profit, et par un rapport de concurrence acharnée. De par la démocratie, les sociétés s'organisent sur la base du concept d'égalité dans un contexte d'Etat de droit.

Le monde du travail salarié et la question de parité entre les deux sexes sont devenus désormais des thématiques récurrentes, tant dans la société que dans le monde académique. En d'autres termes, le concept de «genre» et la notion de «travail salarié» deviennent des sujets de débat et objets de recherche dans la sphère scientifique. Considérés comme deux phénomènes caractérisant les Etats libéraux et démocrates, ils s'observent dans tous les pays et les sociétés régis par le système. La présente étude s'efforce alors de saisir ce monde « du travail salarié» ou plus clairement la «mobilité des salariés dans le milieu professionnel» et le concept de «genre».

A ce propos, comme tous les pays adoptant le libéralisme économique et l'Etat de droit, l'Afrique est aussi concerné par le mouvement «genre» et la « mobilité professionnelle». De manière plus concrète, des lois relatives à la promotion du «genre» existent, des entreprises accordent plus d'importance à la gestion des

ressources humaines, de même, des salariés émergents en construisant leurs parcours professionnels dans les sociétés Africaines actuelles.

Madagascar, étant intégré dans le système, se trouve dans la même situation. D'où, il importe de nous orienter sur ces phénomènes en considérant le contexte de la société Malagasy. En considérant que la mobilité professionnelle joue un rôle important dans la vie des salariés et des entreprises privées à Madagascar et que l'approche genre est actuellement une question de droit et de justice sociale, il importe de les choisir comme objet d'étude dans la mesure où leur compréhension est un tournant pour une nouvelle lecture de la société.

Le Fokontany Isoavimasoandro de la région Analamanga a été choisi comme terrain d'études en vue de connaître la dynamique de la population en tenant compte de la mobilité professionnelle et du genre. De plus, le choix a aussi été motivé par la constatation du vécu mouvementé au quotidien de cette population en général et des salariés privés en particulier.

La compréhension de la mobilité professionnelle des salariés des entreprises privées du Fokontany Isoavimasoandro ainsi que sa manifestation constituent la problématique centrale de cette étude.

Deux hypothèses ont été retenues dans cette étude, il s'agit d'une part de la mobilité professionnelle qui est une stratégie de parcours pour les salariés des entreprises privées du Fokontany Isoavimasoandro dans leurs trajectoires professionnelles, et d'autre part de la mobilité professionnelle des salariés qui s'observe dans ce Fokontany à partir de la logique des contingences environnementales des entreprises privées. En outre, par rapport au sexe masculin, les individus du sexe féminin parviennent davantage à réintégrer à un emploi.

Des objectifs sont fixés dans la cadre de ce travail. Pour l'objectif global, il consiste à apporter notre contribution à l'étude de la mobilité professionnelle. Pour l'objectif spécifique, on tentera d'appréhender objectivement ce qui détermine réellement la mobilité professionnelle des individus dans une optique de genre. De surcroît, un essai de modélisation sera fait afin d'établir une vision synoptique de la réalité.

MATERIELS ET METHODES

Le terrain d'étude

Historique

Du temps de la monarchie en Imerina, le Roi Andrianampoinimerina, durant ses visites dans les collines sacrées d'Analamanga (Les douze collines sacrées), pour rejoindre Ambohimanga ou inversement pour revenir à Manjakamiadana, passait par Laniera. Dans ces allers-retours, des pluies torrentielles s'abattaient souvent sur sa route ; mais une fois arrivé sur le haut d'une petite colline anonyme à l'époque, la pluie s'arrêtait soudainement et un soleil radieux chassait régulièrement le mauvais temps. Le Roi, stupéfait par le phénomène s'arrêta sur le haut de cette petite colline, et, proclama : « I soavin'ny masoandro ity toerana ity » (littéralement : « cette place est bénie par le soleil ») et à partir de ce moment, la colline a pris le nom d'Isoaviamasoandro (littéralement : celui qui est béni par le soleil). Concernant la densité de population, elle était faible à cette époque. La population était originaire de l'Imerina des hautes terres centrales de Madagascar. Mais à partir de la deuxième République, cette configuration démographique s'est transformée. Suite à l'évolution de la société, un fort taux de migration est observé et la population d'Isoavimasoandro est cosmopolite. Actuellement, les originaires de la zone sont devenus minoritaire dans le Fokontany.

Localisation géographique

Le Fokontany Isoavimasoandro s'étend sur 2km² et se trouve dans la région Analamanga. Faisant partie du district d'Antananarivo V, il est limité au Sud, par le Fokontany d'Alarobia et Morarano tandis qu'au Nord il est limité par une partie de la commune rurale d'Ambodifasina. A l'est, se trouvent les Fokontany d'Androhibe et d'Ambodivoanjo et à l'ouest, il est délimité par une portion du district VI (Ambohimanarina). Géographiquement, le Fokontany est aussi caractérisé par une vaste zone de rizière se trouvant surtout dans la partie nord-ouest du village les maisons d'habitation se situent principalement dans la partie haute. Nous pouvons voir alors une forte agglomération partant du bas et tout au long de la petite colline jusqu'au sommet.

Nombre de population

Le tableau 1 ci-dessus montre la répartition de la population du Fokontany Isoavimasoandro par secteur; en même temps, des données relatives au nombre de toits et de familles dans notre zone d'investigation y sont aussi présentées. Les résultats montrent, que les secteurs de Mahatony, Ambodivona, Ambohidrazana qui se situent sur les pentes de la colline ou en hauteur sont davantage peuplés. Pour ce

qui est des secteurs se trouvant géographiquement en contrebas, à savoir Imamba, Amboditanimena, Atsimopefiloha, les données montrent qu’ils sont moins peuplés que les secteurs des zones en hauteur. De plus, ce tableau révèle aussi l’existence d’un décalage considérable du nombre de toits dans le Fokontany ainsi que le nombre de familles qui le compose.

Tableau 1 : Répartition de la population par secteur du Fokontany Isoavimasoandro

Fokontany Isoavimasoandro			
Nom du Secteur	Nombre d'Habitants	Nombre de familles	Nombre de toits
Mahatony	7376	6352	5846
Ambodivona	4648		
Ambohidrazana	3610		
Avarabohitra	1629		
Atsimombohitra	3035		
Amboditanimena Sud	2040		
Amboditanimena Nord	1542		
Imamba cité	1235		
Imamba tanàna	1439		
Antsimopefiloha	1266		
Total	27820		

Source : Enquêtes sur terrain auteur, mars 2021

Cadre théorique

Le cadrage théorique est l’une des tâches essentielles effectuées. –Pour notre part, l’une des théories mise en évidence porte sur la Sociologie du travail dans un premier temps. Elle est, selon Georges Friendman, « l’étude, sous leurs divers aspects, de toutes les collectivités qui se constituent à l’occasion du travail »⁷⁶. Dans ce sens, la sociologie du travail a pour but de questionner les rapports que tissent les hommes et les femmes dans le milieu du travail, en partant du postulat selon lequel ces rapports sont multiples, complexes, et concernent à la fois le temps du travail et le temps hors travail, le « dedans » et le « dehors » de l’entreprise, de l’atelier, du lieu de travail.

Ensuite, l’intérêt a été aussi porté sur la théorie du « Genre », mot traduit en anglais par « gender ». A la différence du« sexe biologique », il peut être défini

⁷⁶ Friendman (G). Problèmes humain du machinisme industriel, Gallimard, 1946.

comme étant le « sexe social » selon Simone de Beauvoir⁷⁷. Dans ce sens, le mot « genre » renvoie à la différenciation construite et établie par la société pour faire la distinction entre le « féminin » et le « masculin ». Pour plus de précision, le genre peut aussi être pris comme un système de bicatégorisation hiérarchisé entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et représentations qui leur sont associées (masculin/féminin). Le concept de « genre » amène ainsi à une idée de distinction entre le féminin et le masculin en fonction de leurs anatomies (sexe biologique) ; il peut être considéré comme « un étiquetage social » déterminant le vécu social d'un individu par le fait que la société lui attribue sa « féminité » ou sa « masculinité ».

Enfin, puisque cette recherche concerne le domaine de la Sociologie, des théories classiques qui ont été créées par les grands fondateurs de cette discipline ont également été adoptées. La première est la sociologie compréhensive de Max Weber qui définit la sociologie comme une science proposant de comprendre par interprétation l'activité sociale et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses effets. Le deuxième est le holisme sociologique d'Emile Durkheim qui figure parmi les icônes incontournables de la sociologie en général. Ses théories reposent sur le déterminisme social dans lequel il affirme que la société n'est jamais la résultante de l'agrégation des intérêts individuels, et il faut toujours chercher à expliquer les comportements individuels par l'action de la conscience collective sur les individus. Cette conscience exerce une force coercitive sur ces derniers, et, les pratiques, les modes de vie, les comportements des individus n'est que le reflet du social intériorisé. De surcroît, Durkheim essaie aussi de porter ses analyses sur la perte de cohésion dans les sociétés modernes.

Les techniques d'enquêtes

La collecte des données sur le terrain nécessite l'utilisation des moyens concrets. Dans ce sens, nous avons décidé d'utiliser différents types de techniques pour avoir le maximum d'information. Cette section concerne donc les techniques qualitatives et les techniques quantitatives opérationnalisées dans ce travail.

Les techniques quantitatives

Les techniques d'enquêtes quantitatives utilisées dans ce travail vont permettre de faire la collecte d'information mesurable.

La documentation

Elle s'est déroulée en trois étapes différentes, elle a toujours continué :

Premièrement, des recherches documentaires concernant le thème ont été faites pendant plusieurs semaines avant les travaux de terrain pour obtenir des données

⁷⁷ Beauvoir (S). *Le deuxième sexe, l'expérience vécue*, Gallimard, Paris 1949

théoriques au préalable que ce soit à propos du thème ou à propos du terrain d'enquête. Puis, cela a continué au cours des travaux sur terrain; ce qui a permis d'obtenir des données précises sur le thème. Enfin, la dernière étape a été effectuée après les travaux de terrain permettant d'acquérir des connaissances plus approfondies se rapportant au sujet.

L'échantillonnage

Étant donné que notre terrain d'investigation est un Fokontany constitué de milliers d'individus actifs, le recours à un échantillonnage a été indispensable, utilisant la combinaison de la méthode des itinéraires et la méthode probabiliste. La première a permis de définir au préalable les itinéraires à emprunter tandis la seconde a permis de faire un choix au hasard sur un échantillon de la population avec la même probabilité d'être choisi.

Tableau 2 : Répartition de l'échantillonnage considérant la variable « sexe »
et « catégorie socio professionnelle »

Catégorie Socio-professionnelle	Sexe		Total
	Masculin	Féminin	
Direction	2.0% (2)	0.0 % (0)	2.0% (2)
Cadre supérieur	3.0% (3)	6.0 % (6)	9.0 % (9)
Cadre	8.0 % (8)	9.0 % (9)	17.0 % (17)
Profession intermédiaire	3.0 % (3)	0.0 % (0)	3.0 % (3)
Ouvrier spécialisé	18.0 % (18)	8.0 % (8)	26.0 % (26)
Ouvrier	24.0 % (24)	19.0 % (19)	43.0 % (43)
Total	58,0% (58)	42.0 % (42)	100 % (100)

Source : Enquêtes sur terrain auteur, mars 2021

Les investigations menées sur terrain ont abouti à la base de données ci-dessus qui représente la répartition de nos observations en fonction des variables « sexes » et « catégorie socioprofessionnelle » des individus enquêtés. En tout, l'échantillon est composé de 100 individus dont 58 sont de sexe masculin et les 42 autres sont de sexe féminin.

Le questionnaire

Cette technique de collecte de données permet d'avoir des informations précises, rapides et mesurables. Le questionnaire a été divisé en items biens précis afin d'éviter les éventuels risques de digression. Plusieurs types de questions ont été

posés pour exploiter le maximum de données possibles relatives à notre centre d'intérêt.

Des questions fermées, des questions semi-ouvertes et des questions couplées ont donc été utilisées et posés directement à la population enquêtée.

Les techniques qualitatives

En sociologie, force est de reconnaître la nécessité de combiner les deux techniques quantitatives et qualitatives qui sont complémentaires. Les techniques qualitatives usitées sont les suivantes :

L'observation directe et simplifiée

Cette technique a précédé l'enquête proprement dite en vue d'avoir un aperçu global du terrain d'investigation. Elle a aussi donné l'opportunité de déterminer en avance les trajectoires à prendre durant les jours d'investigations. De surcroît, elle a aussi permis d'appréhender la dynamique au quotidien des individus.

Les entretiens

La technique d'entretien mise en œuvre durant la collecte de données est exploratoire et permet de bien clarifier le thème de recherche. Il s'agit alors de mettre en lumière les aspects du phénomène étudié auxquels nous n'aurons pas pensé spontanément.

Ce premier type d'entretien a été appliqué durant les périodes de pré-enquête à des étudiants du troisième cycle de notre département, des enseignants chercheurs, des individus travaillant sur le « genre » et quelques individus de la population cible. Des entretiens libres et semi-dirigés ont pu être menés auprès des mêmes interlocuteurs mais aussi des responsables dans des entreprises privées.

Le traitement des données

La phase de traitement a suivi la collecte du maximum d'informations lors des travaux de terrain.

En ce qui concerne les données quantitatives, c'est-à-dire celles obtenues via les questionnaires et les autres bases de données (monographie), leurs maniements principalement fait l'objet de tableaux pour des analyses multi variées et pour les calculs de dépendance par l'intermédiaire du logiciel « sphinx ».

Pour les données recueillies par des techniques qualitatives, à savoir les entretiens individuels et les focus group, des analyses de contenu et des analyses qualitatives ont été réalisées pour leur traitement.

RESULTATS

Les données relatives à la réalité sur terrain seront prises en considération dans cette partie. Les variables vont être manipulées pour la vérification des hypothèses émises précédemment.

Fréquence de mobilité des enquêtés durant les cinq dernières années

Tableau 3 : Représentation de la fréquence de mobilité durant les cinq dernières années répartie selon le sexe

Sexe Fréquences de mobilité durant les 5 dernières années	Masculin	Féminin	Total
Moins de 3 fois	40,0% (40)	28,0% (28)	68,0% (68)
3 fois	12,0% (12)	9,0% (9)	21,0% (21)
Plus de 3 fois	6,0% (6)	5,0% (5)	11,0% (11)
Total	58,0% (58)	42.0 % (42)	100 % (100)

Source : Enquêtes sur terrain auteur, mars 2021

Ces données montrent la répartition des enquêtés en prenant en considération la fréquence de mobilité durant les cinq dernières années et le sexe des individus. On peut constater qu'en grande partie, la fréquence de mobilité au cours de ces cinq dernières années pour les individus enquêtés est de moins de trois fois. 68,0% des observations ont eu cette fréquence dont 40,0% sont de sexe masculin et 28,0% de sexe féminin. Le reste des individus enquêtés est concerné par des fréquences de mobilité de trois fois ou plus de trois fois à raison respectivement de 21,0% et 11,0%.

La tendance moyenne relative à la fréquence de mobilité des individus durant les cinq dernières années est de moins de trois fois.

Mobilité des salarié(e)s

La mobilité professionnelle est une stratégie des individus.

Tableau 4 : Raison de la mobilité des enquêtés selon leur sexe et leur niveau d’instruction

Sexe	Féminin			Masculin			Total
Raison de la mobilité	Niveau d'instruction			Niveau d'instruction			
	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur	
Dynamique de l'entreprise	0	4	2	2	10	5	23
Dynamique de l'organisation	4	17	3	3	9	8	44
Dynamique de l'individu	2	3	7	1	11	9	33
Total	6	24	12	6	30	22	100

Source : Enquêtes sur terrain auteur, mars 2021

Le tableau 4 donne des indications sur les variables « raison de mobilité », « sexe » et « niveau d’instruction ». La dynamique de l’organisation (c’est-à-dire, la restructuration de l’entreprise, la condition de travail insatisfaisante, la promotion, ...) est perçue comme étant la première raison de mobilité des individus. Ceci concerne plus précisément 44 individus parmi les 100 observations. Vient ensuite la dynamique de l’individu, (c’est-à-dire, la recherche de meilleures perspectives, la dégradation des relations interpersonnelles, ...) qui a été confirmée par 33 individus parmi les 100 enquêtés ; enfin la dynamique de l’entreprise (c’est-à-dire, fermeture de l’entreprise, crise politique, ...) est évoquée comme raison de mobilité par 23 sur les 100 individus enquêtés. Considérant la raison la plus déterminante de la mobilité, dont principalement la dynamique de l’organisation, et en même temps les deux autres variables, à savoir le sexe et le niveau d’instruction de l’individu, les femmes ayant reçu une formation de niveau secondaire (17 individus) et le sexe masculin (9 individus) de même niveau ont affirmé cette idée. Plus les individus ont un niveau d’instruction relativement élevé plus ils renvoient à l’organisation la raison de la mobilité professionnelle.

Mais il faut noter que ceux qui ont affirmé que c’est la dynamique de l’individu qui détermine la mobilité, ont en principe un niveau d’instruction supérieur : 7 pour le sexe féminin et 9 pour le sexe masculin. On peut ainsi en déduire que le niveau d’instruction des individus influe aussi sur la mobilité professionnelle. En d’autres termes, plus l’individu est qualifié (niveau d’instruction supérieur), plus il tient à prendre en main son parcours professionnel ; par contre, moins l’individu est qualifié, plus il subira la dynamique de l’organisation.

Changement de situation des salarié (e)s

Tableau 5 : Analyse des relations entre les variables en considérant « le passage d’une situation à une autre », le « sexe » et le « niveau d’instruction »

Sexe	Féminin			Masculin			Total
Passage situation	Niveau d'instruction			Niveau d'instruction			
	Primaire	Secondaire	Supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur	
Formation	2	8	2	0	2	4	18
Démission/ intégration	3	6	9	2	8	14	43
Chômage	1	10	1	4	20	4	39
Total	6	24	12	6	30	22	100

Source : Enquêtes sur terrain auteur, mars 2021

Ce tableau qui montre, la répartition des individus enquêtés en fonction des variables « sexes », « niveau d’instruction » et « le passage d’une situation à une autre » révèle que le passage d’une situation à une autre pour les individus enquêtés se fait en grande partie par une démission/intégration, c'est-à-dire qu’il n’y a pas chômage. Plus précisément, 43 parmi les individus enquêtés se sont trouvés dans cette situation lors de leurs mobilités professionnelles. Les individus au chômage durant leur mobilité sont au nombre de 39 dans cette observation ; et les 18 individus restants ont pu bénéficier de formation. Pour ceux qui se sont retrouvés dans la situation démission/intégration durant leurs situation de mobilité professionnelle et considérant les variables « sexes » et le « niveau d’instruction » des individus, il a été constaté que plus l’individu a un niveau d’instruction plus élevé, plus il se trouve dans la situation de démission/intégration lors de la mobilité professionnelle. Cette confirmation est valable pour les femmes (9) et également pour les hommes (14). Ainsi, ceux qui ont plus de capital culturel ont plus de faciliter à se mouvoir sur le plan professionnel.

Corrélation entre l’intention de faire carrière et la situation matrimoniale

Cette sous-section, considère la variable *intention de faire ou non la carrière dans l’entreprise* comme variable à expliquer et la *situation matrimoniale* comme variable explicative.

Tableau 6 : L'intention de faire carrière Vs la situation matrimoniale

Intention de faire ou non la carrière Situation matrimoniale	Oui	Non	Ne sais pas	Total
Célibataire	18 % (18)	2 % (2)	4 % (4)	24 % (24)
Marié(e)	49 % (49)	6 % (6)	13 % (13)	68% (68)
Vivant maritalement	1 % (1)	0 % (0)	2 % (2)	3 % (3)
Veuf (ve)	1 % (1)	0 % (0)	0 % (0)	1 % (1)
Divorcé (e)	2 % (1)	1 % (1)	1 % (1)	4 % (4)
Total	71 % (71)	9 % (9)	20 % (20)	100% (100)

Source : Enquêtes sur terrain auteur, mars 2021

D'après les calculs effectués sur le logiciel de traitement et d'analyse des données, la dépendance entre les variables considérées n'est pas significative d'où il n'y pas de dépendance entre *l'intention de faire ou non la carrière dans l'entreprise* et *la situation matrimoniale* des individus enquêtés. En d'autres termes, l'intention de faire ou non la carrière dans l'entreprise ne varie pas en fonction de la situation matrimoniale.

Par contre, de ce tableau nous pouvons en déduire que ce sont les individus « marié(e)s » qui ont plus l'intention de faire carrière dans leurs entreprises respectives. Ceci peut s'expliquer par le fait que cette situation matrimoniale des individus favorise la recherche de stabilité dans les entreprises.

La dynamique organisationnelle des entreprises privées : contrainte à la mobilité professionnelle

La variable *opinion sur la rétention ou non de la compression* est ici considérée comme variable à expliquer et *l'échelle de satisfaction entre collègue* comme variable explicative (Tableau 7)

D'après les calculs effectués sur le logiciel de traitement et d'analyse des données, la dépendance entre les variables considérées est très significative d'où il a une forte dépendance entre « l'échelle de satisfaction entre collègues » et « opinion sur la rétention ou non dans l'entreprise après une éventuelle compression du personnel ». En d'autres termes, la rétention ou non dans l'entreprise lors d'une éventuelle compression du personnel est fonction de l'échelle de satisfaction entre collègues.

Tableau 7 : Corrélation entre *Echelle satisfaction collègue* et la *réétention ou non de la compression*

Retenu de la compression Echelle de satisfaction	Oui	Non	Ne sais pas	Total
Insatisfait	18 % (18)	2 % (2)	4 % (4)	24 % (24)
Assez satisfait	49 % (49)	6 % (6)	13 % (13)	68 % (68)
Satisfait et plus	1 % (1)	0 % (0)	2 % (2)	3 % (3)
Total	71 % (71)	9 % (9)	20 % (20)	100 % (100)

Source : Enquêtes sur terrain auteur, mars 2021

Cette réalité vient du fait que les collègues de travail jouent un rôle important dans la vie en entreprise, par conséquent, ce sont ceux qui se sentent bien intégrés qui affirment qu'ils seront retenus dans le cas d'une compression du personnel.

DISCUSSION

Cette partie aborde d'un point de vue analytique le genre et la mobilité professionnelle dans la réalité. Partant de cette posture, quelques éléments de réponse explicitant le phénomène vont être présentés.

La mobilité professionnelle comme stratégie de parcours de l'individu dans l'entreprise privée

Des investigations sur terrain, il a été déduit que la mobilité professionnelle n'est pas une stratégie de parcours des individus dans les entreprises privées. La première hypothèse n'est donc pas vérifiée. La réalité se dessine tout autrement puisque selon la perception générale des individus salariés dans les entreprises privées, c'est la dynamique organisationnelle qui est en grande partie responsable de la mobilité professionnelle et le passage d'une situation à une autre au moment de la mobilité se traduit par le chômage ou la démission/intégration. Par ailleurs, la majorité des individus n'envisage pas de recourir à une mobilité et cela ne dépend pas de la situation sociale de l'individu. Les salariés des entreprises privées ne sont donc pas maîtres de leurs trajectoires professionnelles.

La pratique de la mobilité professionnelle : « un enjeu stratégique »

Les salariés des entreprises privées décident de rester le plus longtemps possible dans leur entreprise, ceci est dû au fait d'enjeu de survie et de vie dans la pratique de la mobilité. En d'autres termes, ces individus savent pertinemment que le fait d'avoir un travail et d'y persister est de mise que ce soit sur le plan professionnel ou dans la vie sociale. D'une part, au niveau de l'entreprise, avoir un travail fixe signifie avoir

des ressources économiques stables, c'est-à-dire être actif, exercer un travail rémunéré en permanence, et chercher à satisfaire continuellement des besoins économiques, des besoins vitaux pour les salariés. D'autre part, le fait de ne pas pratiquer la mobilité professionnelle, soit adopter la stabilité professionnelle permet aussi aux salariés des entreprises privées d'avoir une situation sociale stable. Autrement dit, les salariés des entreprises privées cherchent à avoir une carrière dans leurs entreprises respectives parce que c'est par l'intermédiaire de ces dernières que le salarié parvient à combler ses nécessités sociales ainsi que celles de sa famille. En somme, la mobilité professionnelle combine donc plusieurs intérêts pour le salarié que ce soit dans le milieu professionnel ou au niveau social.

Renforçant cette idée, Maillot S. affirme que « ...chacun estime de son point de vue et en fonction de son positionnement, être directement concerné par les enjeux que soulève la question de mobilité professionnelle. C'est effectivement une question qui est au croisement d'intérêt économique, d'intérêt politique, d'intérêt social d'enjeux de vie et de valeurs portées par les publics concernés»⁷⁸. A l'évidence, ces propos s'illustrent dans les situations que vivent les salariés dans les entreprises privées malgaches. Dans ce sens, nous pouvons observer que les salariés s'accrochent à leur travail même si les conditions ne répondent pas entièrement à leurs attentes. Ils savent exactement que sans travail ils ne peuvent pas satisfaire leurs besoins économiques dans un premier temps et la vie sociale peut être victime de l'inactivité, dans un deuxième temps. L'enjeu capital est ainsi de ne pas vouloir recourir à une mobilité professionnelle.

Les individus de sexe féminin parviennent davantage à réintégrer à un nouvel emploi

La logique des contingences environnementales des entreprises privées est un facteur de mobilité professionnelle pour les salariés des entreprises privées. Le sexe féminin parvient davantage à réintégrer un emploi suite à une mobilité. La troisième hypothèse est donc confirmée. La mise en examen de la réalité a montré qu'étant insatisfait du marché du travail et suite à une offre d'emploi les individus postulent. De plus, selon leur opinion, c'est aussi la dynamique de l'entreprise dont la fermeture de l'entreprise, les opportunités et les menaces, qui peuvent empêcher l'accomplissement de leur carrière et en principe les individus de sexe féminin ont plus des facilités à trouver et réintégrer à un nouvel emploi.

Quelques éléments de réponse peuvent-être avancés afin d'apporter des explications à ces constats :

⁷⁸ Maillot (S). Mobilité professionnelle : de quoi parle-t-on ? Enjeux et complexité d'une question contemporaine, Cereq, 2012.

Une conjoncture socio-économique favorable à la mobilité professionnelle

Une analyse approfondie sur le phénomène de mobilité professionnelle touchant les salariés dans les entreprises privées montre que la conjoncture socio-économique du pays est en partie responsable. Cette conjoncture socio-économique se traduit dans la réalité au niveau du marché de travail. Dans ce sens, plus les offres d'emplois augmentent, plus les potentialités humaines ont une chance d'avoir un emploi ou à la limite, plus les offres d'emplois abondent, plus les salariés disposent de plusieurs alternatives dans le milieu professionnel. A titre d'illustration, la création des nouveaux emplois par l'intermédiaire de nouvelles entreprises accroît réellement le taux de l'offre et par conséquent plusieurs demandes vont être satisfaites. De même, de nouvelles options se présentent pour les salariés déjà actifs. Cette situation favorise alors la mobilité professionnelle des salariés dans le sens où ils peuvent se mouvoir d'une entreprise à l'autre ou dans le sens de l'inactif vers l'activité.

De même, dans la réalité, le marché du travail est encore en partie responsable de la mobilité des salariés dans les entreprises privées. Plus concrètement, le marché du travail local exige diverses conditionnalités dans les offres d'emploi et ce fait permet à ceux qui sont qualifiés d'avoir davantage les opportunités et se mouvoir de leur gré dans le milieu professionnel. A titre d'exemple, le cas des individus qui sont en même temps expérimentés et diplômés peut être pris. Ils cherchent toujours à améliorer leur situation professionnelle et se déplacent d'une entreprise à une autre.

La conjoncture socio-économique est en partie responsable de la mobilité professionnelle des salariés dans les entreprises privées car elle détermine les éventuelles opportunités et menaces relatives à la vie et à la survie des entreprises privées. En d'autres termes, la vie d'une entreprise ou aussi son développement est tributaire des opportunités d'extension et des menaces les rendant précaires, d'où selon son contexte elle est responsable de la mobilité professionnelle des salariés. A le cas des entreprises qui effectuent des recrutements pour renforcer leurs potentiels peut être considérés, ou encore le cas d'une entreprise qui est obligée de recourir à une compression de personnels suite à une conjoncture socio-économique défavorable.

La dimension politique génératrice de mobilité professionnelle

La politique touche plusieurs domaines de la vie de la population et influe sur la vie de famille et la vie professionnelle des salariés dans les entreprises privées. Elle est effectivement responsable de la mobilité professionnelle des salariés des entreprises privées. Plus concrètement, la crise politique que traverse le pays est déterminante dans le vécu professionnel des salariés parce qu'elle dépossède ces derniers de leurs aptitudes à maîtriser ou à prendre en main leurs parcours

professionnels. C'est le cas des entreprises zones franches qui ont dû fermer leurs portes suite à la situation politique. Certaines se sont trouvées dans l'obligation de recourir à la compression de personnels pour surmonter la crise. La politique est en partie responsable de la mobilité professionnelle des salariés des entreprises privées du fait qu'elle ne parvient pas à réguler les flux de mouvements professionnels. Certes, la mobilité professionnelle ne concerne que les salariés et les entreprises mais il est à préciser que la raison, surtout lorsqu'elle est subie, relève du domaine de la politique. Le cas des entreprises privées pratiquant des discriminations telles que raciales peut être pris en exemple ayant des comportements déplacés tels que le harcèlement au travail qui contraignent les salariés à démissionner.

Opportunités structurelles pour le sexe féminin

De fait, les travaux de terrain ont fait transparaître que par rapport aux individus de sexe masculin, ceux de sexe féminin parviennent davantage à réintégrer à un emploi suite à une mobilité externe. Partant d'un point de vue analytique, cette situation peut être appréhendée comme une opportunité structurelle en faveur des individus du sexe féminin.

D'une part, cette réalité peut être saisie comme la tertiarisation des emplois actuels. Le foisonnement des entreprises privées qui investissent dans le secteur tertiaire est, en effet, observé. Dans ce secteur, la nature des métiers consiste en principe à se mettre directement en contact avec les consommateurs ou les utilisateurs des biens et services produits. Dans ce sens, les tâches à effectuer dans ce domaine se matérialisent alors généralement par des relations entre prestataire et client. Les individus de sexe féminin conviennent ainsi mieux Corroborant cette idée, Cassini (A) et Sanchez (M) expriment que : « les stéréotypes de genre préconisent pour les hommes des qualités dites instrumentales (la force, l'indépendance, la capacité de prise de décision, ...), pour les femmes des qualités dites relationnelles (empathie, sensibilité, la chaleur,...). De cette abondance des entreprises œuvrant dans ce secteur, de cette nature du métier, les offres d'emplois vont être en conséquence féminisées. C'est le cas des animations de vente qui cherchent toujours des femmes dans le commercial.

D'autre part, l'opportunité structurelle en faveur des individus de sexe féminin peut aussi se présenter sous la forme de l'existence des offres d'emplois des entreprises privées qui ne demandent pas beaucoup de qualification et qui est faiblement rémunéré. Etant donné que, par rapport aux individus de sexe masculin, ceux du sexe féminin sont moins qualifiés, il est donc fort probable que ces entreprises recrutent davantage de femmes du fait qu'elles sont moins qualifiées et peuvent travailler à moindre coût. Cette situation peut s'illustrer par l'évolution des entreprises se spécialisant dans les travaux d'externalisation tels que les travaux de

sous traitance en informatique. Des recrutements massifs d'opérateurs de saisies se font ainsi dans les entreprises travaillant dans ce domaine.

Perspectives et suggestions

Quel avenir pour la trajectoire professionnelle des hommes et des femmes salariés des entreprises privées ?

Concernant le devenir du genre et la mobilité professionnelle en tenant compte des salariés dans les entreprises privées du Fokontany Isoavimasoandro, les projections suivantes peuvent être envisagées :

Une forte progression de la mobilité professionnelle des salariés des entreprises privées

Dans le futur une forte croissance de la mobilité professionnelle des salariés privées du Fokontany Isoavimasoandro est perceptible. Cette assertion repose sur le fait que ces salariés perdent progressivement l'idée de « carrière professionnelle » dans une entreprise privée au profit du « parcours professionnel ». Les entreprises privées dans lesquelles travaillent ces salariés essaient de ne plus engager de travailleurs à long terme, elles engagent des collaborateurs à temps partiels et par la suite elles pratiquent le renouvellement des engagements après une certaine durée. Il ne s'agit plus alors pour les salariés d'avoir un travail fixe à plein temps et sécurisé jusqu'à la retraite, il s'agit d'une activité à un moment donné et en fonction des besoins des entreprises. Autrement dit, une évolution progressive vers la logique de « travail temporaire » se dessine au niveau des salariés des entreprises privées du Fokontany. Les salariés s'engagent dans les entreprises par l'intermédiaire d'un contrat à durée déterminée. Ce cas de figure prend de plus en plus d'ampleur dans le monde du travail dans les entreprises privées.

La continuation de la logique « sexe féminin victime de l'organisation de l'entreprise »

Etant donné que la vie et la survie des entreprises privées dépendent largement de l'organisation, la dynamique se concrétisera à l'avenir aux dépens de salariés du sexe féminin. Cette projection se justifiera par le fait que les entreprises privées doivent perpétuellement faire face aux aléas environnementaux et pour y parvenir elles doivent avoir des organisations performantes. Dans ce sens et en considérant la dynamique de cette organisation, elle tend à établir une sélection organisationnelle afin de parfaire ces objectifs. En d'autres termes, elle vise à sélectionner et à garder les meilleurs salariés, c'est-à-dire ceux qui sont les plus qualifiés et ceux qui possèdent le plus d'expérience pour réaliser les tâches de l'entreprise. Par

conséquent, par rapport aux individus du sexe masculin, les individus du sexe féminin seront toujours victimes de la logique organisationnelle.

Dans la réalité, ces individus du sexe féminin constituent la majeure partie des moins qualifiés et des moins expérimentés dû au fait qu'ils n'ont pas pu bénéficier d'un niveau d'instruction élevé d'une part, et d'autre part, la période de maternité les rendent aussi vulnérable sur le plan de l'organisation dans le sens où ils se trouvent pour une longue période indisponibles et non opérationnels. Cette situation s'illustre par le cas des salariés se situant au niveau inférieur de la hiérarchie dans l'entreprise, surtout dans les zones franches. Les congés de maternité sont en grande partie synonyme de démission pour les individus de sexe féminin parce qu'ils sont remplacés par d'autres pouvant répondre aux attentes de l'entreprise.

Suggestions au niveau micro-sociologique

Les suggestions avancées sont en principe relatives aux réalités observées sur le terrain d'investigation dans les entreprises privées du Fokontany Isoavimasandro.

Au niveau des entreprises privées, mettre en œuvre la politique de la «formation maison»

La finalité d'une action de mobilité professionnelle s'oriente toujours vers la recherche de meilleure perspective, que ce soit au niveau des entreprises qui pratiquent des recrutements ou qui procèdent par contre à une compression du personnel, qu'au niveau des individus qui, de sa volonté propre, entre en mobilité professionnelle. Dans ce sens, mettre en application une politique entrepreneuriale qui vise à pratiquer la «formation maison» sera au bénéfice des tous les acteurs salariés comme entreprises. La « formation maison» peut être définie comme la pratique d'une entreprise privée visant à recruter des ressources humaines non expérimentées qui vont être par la suite formées au métier de l'entreprise, dans l'entreprise et pour l'entreprise. Il s'agit alors de former des salariés ou à la limite de « produire» des salariés spécifiquement pour l'entreprise. Par conséquent, les salariés formés ne sont opérationnels que pour exercer les tâches spécifiques de l'entreprise. Dans ce sens, le salarié s'engagera à long terme pour l'entreprise et l'entreprise disposera de salarié compétent et qualifié. La « formation maison » a pour objectif alors de former des salariés dans le but de construire une carrière avec l'entreprise et elle est efficace surtout avec les individus moins diplômés. De cette pratique, la mobilité professionnelle synonyme d'instabilité diminuera.

Stratégie de facteur de motivation du personnel pour le redressement du taux de mobilité professionnelle

La stratégie de motivation du personnel est un moyen ou une technique qui vise à accroître la motivation des salariés dans les entreprises privées. La technique se présente comme étant la mise en place d'un système actif de motivation du personnel dans les entreprises. Ce système peut se concrétiser par l'instauration d'un service chargé de la sécurité de l'emploi et des perspectives d'évolution de chaque individu dans l'entreprise. Il aura comme attribution principale de veiller à l'évaluation objective des employés et d'agir en conséquence en exigeant aux employeurs la promotion effective des employés. Toujours dans ce système actif de motivation du personnel, la mise en place d'un service qui se chargera de garantir la motivation financière des personnels de l'entreprise est nécessaire. Dans ce sens, ce service aura pour rôle d'informer les employés sur leurs droits en termes financiers et de plaider au niveau des employeurs sur l'actualisation de ces motivations financières en fonction de la réalité vécue par les employés. Ce procédé permettra de réduire considérablement la mobilité professionnelle des salariés privés dû au fait que la motivation joue un rôle dans la mobilité professionnelle des salariés.

Suggestions au niveau macro-sociologique

Au niveau macro-sociologique les suggestions sont les suivantes :

Education, genre et mobilité professionnelle

L'éducation est en grande partie le domaine le plus impliqué au genre et à la mobilité professionnelle. Il est ainsi important d'apporter des suggestions au niveau de l'éducation afin de parvenir à un remodelage de l'appréhension du genre dans la société, d'une part et dans le but d'influer sur la mobilité professionnelle des salariés des entreprises privées en particulier et des autres salariés en général, d'autre part. Dans cet ordre d'idée, dès les premiers pas dans le processus éducationnel, il est fondamental pour un individu de saisir et d'assimiler le sens de l'équité sociale. A ce propos le curricula doit être en mesure d'apprendre que les individus des deux sexes doivent toujours être traités sur le même pied d'égalité dans tous les domaines de la vie sociale. Ce procédé impliquera le changement de comportement, la rectification des manières de penser et même la transformation des modes de vie des individus dans la mesure où ils ont bien assimilé le fait que la différenciation entre les deux sexes peut être reconfigurée dans le sens d'une parité. Cependant, l'éducation à l'équité ne doit pas seulement se limiter aux premières étapes du processus éducationnel, elle doit aussi être instaurée dans les formations professionnelles. De l'effectivité de ce procédé dans le processus éducationnel prendra source la reconfiguration du monde professionnel. Ceci dit, lorsqu'un individu porte en lui la

valeur de l'équité des deux sexes, les stéréotypes liés au genre dans le milieu du travail tels que plafond de verre, métier d'homme, métier de femme, ... disparaîtra progressivement. L'éducation permettra alors aux individus des deux sexes d'avoir la même chance avec le même diplôme.

Introduction d'un volet genre et mobilité professionnelle dans la politique nationale de l'emploi

La Politique Nationale de l'Emploi est un outil de promotion de l'emploi impliquant tous les décideurs et les parties prenantes pour lutter contre le sous-emploi et le chômage à Madagascar. Les objectifs généraux fixés par cette politique sont de trois ordres : (i) Donner les grandes lignes d'orientation pour une meilleure intégration du volet Emploi ; (ii) Procurer à tous les acteurs des dispositifs appropriés pour la promotion de l'emploi ; (iii) Renforcer le partenariat entre l'Etat, les travailleurs et les investissements en matière de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle. De cette définition et de ces objectifs, force est de reconnaître les lacunes de cette politique nationale de l'emploi. Certes, elle part d'une approche visant à promouvoir l'emploi et à diminuer le taux de chômage mais la réalité effective du monde de l'emploi doit aussi y figurer. Pour mieux appréhender la réalité du monde des employés et des employeurs, faisant partie effectivement de la promotion de l'emploi, la politique nationale de l'emploi doit cependant prendre en considération la dynamique des salariés dans le milieu professionnel. Elle doit remettre en question le mouvement des forces productives de la nation. L'existence du volet genre dans la politique nationale de l'emploi est d'une importance notable. L'introduction de ces deux volets permettra la contextualisation de cette politique nationale.

CONCLUSION

L'objet de cette étude a été construit à partir des travaux entrepris dans le Fokontany Isoavimasoandro. Elle a permis de comprendre que la fréquence de mobilité, les salariés du secteur privé dans le Fokontany sont mobiles et changent d'emploi environ trois fois. De même la motivation au niveau de ces salariés est liée à un contrat à durée indéterminée avec leurs entreprises en majorité. En outre, par le fait que le terme « mobilité professionnelle » soit protéiforme, il a été saisi comme étant la dynamique du salarié émanant de sa volonté propre ou non et peut s'effectuer au sein l'intérieur d'une même entreprise ou d'une entreprise à une autre. De même, le concept de « genre » perçu comme construction sociale façonne les individus et leurs rapports. Aussi, partant d'une lecture théorique du phénomène, la posture atomique du social considère la mobilité professionnelle comme étant une action rationnelle par rapport à une finalité, et le genre, une action traditionnelle. Par

contre, la posture holistique, avance que le genre acquiert le statut de conscience collective par le fait qu'il se constitue en norme et valeur sociale ; pour ce qui est de la mobilité professionnelle, elle est considérée comme la résultante du fait de se trouver dans une société à solidarité organique.

Par ailleurs, les analyses approfondies ont permis de savoir que la fonction sociale du genre se résume à la différenciation entre les individus du sexe masculin du sexe féminin alors que la mobilité professionnelle a permis la combinaison des rôles et des fonctions entre les hommes et les femmes. De ces fonctions latentes, le genre renforce la disparité aux dépens du sexe féminin et la mobilité confère aux salariés un changement de statut social. La mobilité peut constituer un dysfonctionnement pour la société dans la mesure où il y a instabilité professionnelle qui est synonyme de précarité. Pour ce qui est du genre, il peut porter atteinte à l'ordre social dans le cas où il y a éclatement du lien familial. Toujours de cette analyse approfondie, l'optique individuelle montre que la mobilité est en grande partie guidée par la recherche d'une meilleure perspective et elle se fait d'une entreprise à une autre en général.

Ces enquêtes, ont révélé l'existence d'une discrimination au niveau du monde professionnel et que les offres d'emplois se présentent en faveur du sexe féminin.

Enfin, les salariés des entreprises privées accordent une grande importance au facteur de motivation car en dehors des éventuelles restructurations de l'entreprise, celle-ci peut être considérée comme la principale source de mobilité selon leurs dires. De ce point de vue collectif, les individus de sexe masculin sont plus mobiles par rapport à ceux du sexe féminin qui s'accrochent plus à l'emploi. De même par cette deuxième partie, les manipulations des variables ont permis de vérifier nos hypothèses : La première a été infirmée car la mobilité professionnelle n'est pas une stratégie de parcours pour les salariés des entreprises privées du Fokontany Isoavimasaoandro, elle provient de la dynamique de l'organisation. Par contre, les deux dernières hypothèses ont été confirmées parce que c'est par la logique de la contingence environnementale de l'entreprise, et par la dynamique de l'organisation que prend source la mobilité professionnelle. Elle se traduit alors aux dépens du sexe féminin même si celui-ci a davantage plus de chance d'être réintégré à un emploi.

Bref, la mobilité professionnelle s'explique alors par la dynamique de l'organisation et la logique des contingences environnementales des entreprises privées. Cette situation se manifeste dans la réalité par le changement d'une entreprise à une autre et se présente aux dépens du sexe féminin lorsqu'elle est subie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1) Amosse, T. (2002). Vingt cinq ans de transformation des mobilités sur le marché du travail. Données Sociales.
- 2) Baudelot, C., & Establet, R. (2007). Quoi de neuf chez les filles? Entre stéréotypes et libertés. Paris : Nathan.
- 3) Beauvoir, S. (1949). Le deuxième sexe, l'expérience vécue. Paris : Gallimard.
- 4) Bereni, L., Chauvin, S., & Revillard, A. (2012). Introduction aux études sur les genres. Paris : de Boeck.
- 5) Goffman, E. (2002). L'arrangement des sexes. Paris : La Dispute.
- 6) Heritier, F. (1996). Masculin/Féminin : La pensée de la différence. Paris : O.jacob.
- 7) Isabelle, C. (2012). Sociologie du genre. Paris : Armand Colin.
- 8) Oakley, A. (1972). Sex, Gender and Society. London : Temple Smith.
- 9) Welzer, L. D. (2012). Aux frontières du genre. Paris : L'Harmattan.

Webographie

- 10) Christophe, J. (s.d.). *Regards croisés sur les inégalités de genre sur le marché du travail malgache*. Consulté le février 05, 2021, sur [openedition.book](https://books.openedition.org/irdeditions/1890?lang=fr) : <https://books.openedition.org/irdeditions/1890?lang=fr>
- 11) Le constructionnisme. (2013, octobre). Consulté le février 05, 2021, sur Wikipedia : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Constructionnisme_\(genre\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Constructionnisme_(genre))
- 12) L'essentialisme. (s.d.). Consulté le février 05, 2021, sur Wikipedia : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Essentialisme>
- 13) Sociologie du travail. (s.d.). Consulté le février 05, 2021, sur wikipedia : [http://fr.wikipedia.org/ Sociologie du travail](http://fr.wikipedia.org/Sociologie_du_travail)

